

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



BOUALEM SANSAL

L'ÉCRIVAIN CONDAMNÉ
À UNE PEINE DE 5 ANS
DE PRISON EN ALGÉRIE **PAGE 10**

LIBAN

JOSEPH AOUN : « LE SOUTIEN
DE LA FRANCE EST ESSENTIEL, ELLE
EST NOTRE MÈRE PROTECTRICE » **PAGE 11**



LE FIGARO SCOPE

- **Restaurants :** Le poulet-frites, un régal familial
- **Saint-Gervais :** un week-end entre arts et patrimoine
- **Metz :** les tables gourmandes **PAGES 40 À 43**

JUSTICE

Libye : 7 ans de prison requis contre Nicolas Sarkozy **PAGE 12**

MORT D'ÉMILE

Ses proches remis en liberté, la piste criminelle se précise **PAGE 12**

MUSIQUE

Rencontre avec Michel Polnareff **PAGES 30 ET 31**

CHAMPS LIBRES

- Un vaccin en 100 jours? Le pari fou de chercheurs face à la future pandémie
- Laïcité dans l'entreprise : une tribune collective
- La tribune de Florence Bergeaud-Blackler
- Le bloc-notes de Laurence de Charette **PAGES 17 À 19**

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de jeudi :

Les Européens peuvent-ils apporter des garanties de sécurité crédibles à l'Ukraine ?

OUI 46% **NON 54%**

VOTANTS : 171 281

Êtes-vous favorable à la suppression des zones à faibles émissions (ZFE) ?

Téléchargez l'appli du Figaro pour voter

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO-PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE/AFP

Paris et Londres prennent la tête du soutien à l'Ukraine

Les alliés européens de Kiev promettent de mettre sur pied une « force de réassurance » en cas d'accord avec Moscou, mais s'opposent à une levée prématurée des sanctions frappant la Russie.

Pour la troisième fois - la deuxième à Paris -, un sommet de la « coalition des volontaires » s'est réuni jeudi pour finaliser les garanties de sécurité à apporter à l'Ukraine en cas d'accord de paix ou de cessez-le-feu avec la Russie.

Illustrant le copilotage de l'aide à Kiev par le tandem Paris-Londres, une mission franco-britannique doit se rendre dans les prochains jours en Ukraine. Outre les contributions aux « forces de réassurance », elle devra dé-

terminer le soutien nécessaire au renforcement de l'armée ukrainienne, qui reste « la principale garantie de sécurité », a souligné Emmanuel Macron à l'issue de cette réunion d'une trentaine de dirigeants. Le président, qui a promis

2 milliards d'euros supplémentaires d'aide militaire française, a aussi annoncé le versement accéléré de prêts internationaux à Kiev. Les alliés ont enfin unanimement exclu de lever les sanctions contre Moscou à ce stade.

→ LA POLOGNE PENSE À L'ARME NUCLÉAIRE
→ PAL JONSON : « LE SOUTIEN DES ÉTATS-UNIS RESTE IMPORTANT » → À KIEV, LES NÉGOCIATIONS BUTENT SUR LES TOMBES DES SOLDATS

PAGES 8, 9 ET L'ÉDITORIAL

Alexis Kohler, bras droit d'Emmanuel Macron depuis dix ans, quitte l'Élysée



Le secrétaire général de l'Élysée s'apprête à rejoindre une banque. Il sera remplacé par Emmanuel Moulin, l'ancien patron du Trésor, qui a dirigé les cabinets de Bruno Le Maire à Bercy, puis de Gabriel Attal à Matignon. **PAGE 6**

ÉDITORIAL par Philippe Gélie

Trajectoire de collision

Une pensée compatissante pour les dirigeants européens! Donald Trump les a mis dans une position impossible avec sa médiation sur la guerre en Ukraine, abordée comme un dialogue bilatéral avec Moscou, puis élargie à une discussion tripartite incluant Kiev, mais qui les laisse délibérément sur la touche. Alors que les enjeux les concernent au premier chef, ils se retrouvent à déployer des efforts considérables pour préparer l'issue d'un processus dont ils sont exclus, bien qu'il ne puisse aboutir sans eux. Trump veut être aux commandes, sans pour autant s'impliquer dans la mise en œuvre de son futur « deal ». Les « garanties de sécurité » consubstantielles à un accord de paix reposeront sur les épaules des Européens.

Ceux-ci avancent à pas lents vers la formation d'une « coalition de volontaires » capable de fournir aux Ukrainiens une « réassurance » - une protection aérienne et navale, ainsi que des troupes au sol, dont la mission et le positionnement suscitent encore questions et divergences. Vladimir Poutine, qui n'en veut pas, les désigne d'emblée comme « parties prenantes » au conflit qu'il a déclenché, donc des cibles légitimes. Arrivera bientôt le mo-

ment où les soutiens de l'Ukraine devront assumer cette confrontation. De quel côté se rangeront alors les États-Unis?

Bancal dès sa conception, l'attelage diplomatique risque de finir dans le fossé. À quel moment l'Administration Trump, pour qui Poutine n'est « pas un mauvais gars » et qui juge ses revendications acceptables, blâmera-t-elle officiellement Volodymyr Zelensky? Ne laisse-t-elle pas déjà flotter l'idée de le remplacer, alléguant son illégitimité? Trump pense que son intérêt est de se rapprocher de la Russie pour faire pièce à la Chine. Et à ses yeux, l'Europe des « profiteurs » n'apporte rien aux États-Unis, qu'ennuis et coûts superflus. Nous sommes ainsi, comme l'Ukraine, sur une trajectoire de collision avec Washington. En dépit de la myopie de certains Européens, qui croient encore faire partie de la même « équipe » occidentale, il n'est plus impensable que les deux rives de l'Atlantique se retrouvent dans des camps opposés sur l'échiquier géostratégique. Il faudra alors une solide coalition à l'Europe pour affronter ce nouveau monde. ■

Europe et Amérique dans des camps opposés?

À un niveau record, la dette coûte de plus en plus cher à la France

Les comptes publics français n'en finissent pas de se détériorer : selon les chiffres de l'Insee, la dette a gonflé de 200 milliards d'euros pour atteindre un nouveau record de 3305 milliards, soit 113 % du PIB. Avec un déficit attendu à 54 % du PIB en 2025, elle continuera de croître, mais aussi de se renchérir, compte tenu de la hausse des taux. La France, qui a payé 50 milliards d'euros pour rembourser sa dette en 2024, pourrait devoir déboursier 124 milliards en 2031, selon la Cour des comptes. **PAGES 22 ET 23**

TISSOT
MONTRES SUISSES DEPUIS 1853

INSPIRÉE PAR LA NATURE
CRÉÉE POUR VOUS

TISSOT PRC 100 SOLAR

François Bayrou, un « Himalaya » de difficultés et

Loris Boichot

Plus de cent jours après sa nomination, le premier ministre doit affronter les critiques des Français et des oppositions, qui le menacent de censure.

François Bayrou s'est avancé sur la petite place Marielle-de-Sarnez. Sur la dalle arborée du 14^e arrondissement de Paris, nommée d'après sa «sœur d'armes» décédée en 2021 des suites d'une leucémie, le premier ministre rend hommage à une femme qui «ne se trompait pas de direction» en politique, grâce à son «invisible boussole». Ce jeudi 27 mars, elle aurait dû fêter ses 74 ans.

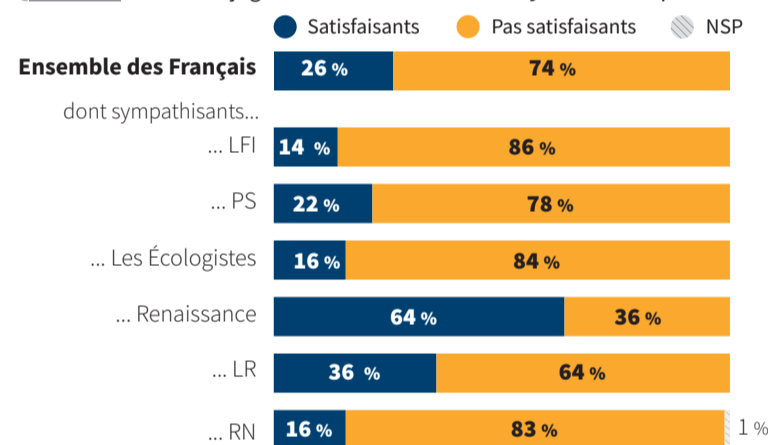
Des sanglots dans la voix, devant des amis, des ministres et Anne Hidalgo, la maire socialiste de la capitale, François Bayrou lie son destin à celle qui l'a accompagné pendant des décennies. «Si vous aimez les signes, vous reconnaîtrez que les combats de la vie de Marielle, c'est l'universel combat d'aujourd'hui (...), déclare-t-il, en ces mois et en ces semaines de menaces sans précédent.»



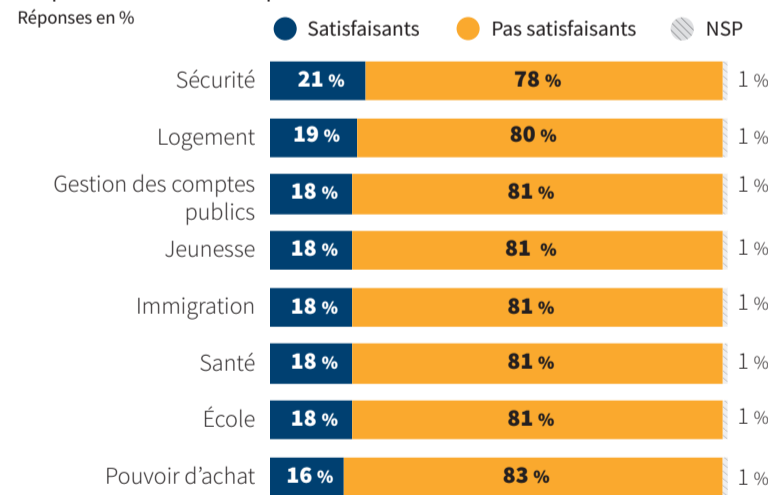
Les débuts de François Bayrou sont jugés insatisfaisants par 74% des Français, selon la dernière enquête Odoxa-Backbone Consulting pour Le Figaro. S. MEYSSONNIER / REUTERS

100 jours de François Bayrou à Matignon : un désaveu cinglant pour le premier ministre

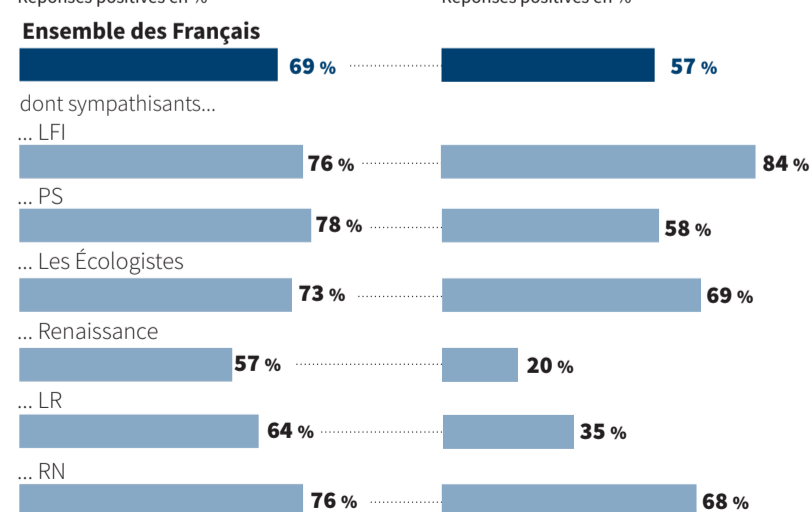
QUESTION Comment jugez-vous les débuts de F. Bayrou comme premier ministre ?



QUESTION Cent jours après la nomination de F. Bayrou, diriez-vous que son bilan est plutôt satisfaisant ou pas satisfaisant dans les domaines suivants ?



QUESTION Pensez-vous qu'E. Macron va devoir nommer un nouveau premier ministre en 2025 ?



QUESTION Si une motion de censure était déposée dans les prochains jours, y seriez-vous favorable ?

Réponses positives en %

Parle-t-il des tensions internationales, de la situation de la France, ou de lui-même, précaire dans ses fonctions de premier ministre ? Après plus de cent jours passés à Matignon, François Bayrou reste critiqué de toutes parts. Lui, qui a affirmé s'attaquer à un «Himalaya» de «difficultés» en accédant à la tête du gouvernement, affronte désormais un sommet d'impopularité. Ses débuts sont jugés insatisfaisants par 74% des Français (+18 points depuis janvier), selon la dernière enquête Odoxa-Backbone Consulting pour Le Figaro.

«Jamais un chef de gouvernement n'aura été aussi fragilisé aussi rapidement», avance Céline Bracq, directrice

générale d'Odoxa. Laquelle pointe un homme à la fois «majoritairement rejeté dans l'opinion» et «marginalisé au sein même de la majorité présidentielle», où affleurent les procès en «immobilisme» depuis l'adoption des budgets.

Pour tenter de souder son camp, le premier ministre a convié jeudi soir, à l'Hôtel de Matignon, les responsables des partis de sa coalition. Dont Gabriel Attal pour Renaissance et Édouard Philippe pour Horizons, volontiers critique de sa méthode. Au-delà de son image, atteinte par l'affaire Notre-Dame de Bétharram, François Bayrou voit son bilan vivement blâmé dans l'opinion publique. 81% des citoyens expriment leur mécontentement

face à son action dans les huit grands domaines testés. C'est davantage que sous Gabriel Attal (69%), en avril dernier.

Les blâmes concernent d'abord le pouvoir d'achat, mais aussi l'éducation, la santé et la gestion des comptes publics. Trois chantiers que François Bayrou a récemment promis de relancer d'ici au 15 avril, au même titre que la lutte contre la «bureaucratie». Le chef du gouvernement doit se rendre vendredi dans une école de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine) pour aborder la formation des enseignants et la «reconquête de l'écrit», avec sa ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne. «Dans une période difficile, il est difficile de rendre les Français sa-

Sur la censure, le poker menteur des socialistes

Pierre Lepelletier

Plus un jour ne passe sans que les députés socialistes ne brandissent la menace de la censure. «Nous ne nous interdisons rien», répète Olivier Faure, le premier secrétaire, sous forme d'avertissement à François Bayrou. Début février, ses troupes avaient offert un sursis au premier ministre en ne cherchant pas à le renverser sur les textes budgétaires. Les socialistes avaient justifié leur choix au nom de la «responsabilité». Ils rappelaient par ailleurs avoir obtenu quelques concessions, dont la réouverture des débats avec les partenaires sociaux sur la réforme des retraites. L'hôte de Matignon s'était engagé à une discussion «sans tabou», y compris sur l'âge légal de départ.

Le premier ministre n'a pourtant pas attendu la fin du conclave pour indiquer qu'il s'opposerait à un retour à la retraite à 62 ans, principale mesure réclamée par la gauche. «François Bayrou a trahi les Français», en a conclu Olivier Faure, mardi, sur TFI. Dès lors, la menace de la censure revient avec force, même si, au sein du groupe PS, les députés sont divisés. Certains esti-

ment qu'il faut assurer la stabilité pour éviter d'avoir un premier ministre «encore plus à droite» ou, pire, affronter une nouvelle dissolution à l'automne.

D'autres estiment qu'une ligne rouge à cette fois été franchie avec les retraites. Qu'il en va désormais de la crédibilité des socialistes dans l'électorat de gauche. D'autant que les mélenchonistes ne cessent de répéter qu'ils sont devenus «les supplétifs» de ce gouvernement. «Je ne vois pas comment nous ne censurerons pas», confie une députée PS. «Les socialistes ne censureront jamais, et prendront toujours comme prétexte la stabilité des institutions», raille un député LFI.

«Ils se sont laissé rouler dans la farine. Maintenant, ils sont là, comme des ballots, les bras ballants. Ils ne savent plus quoi dire parce que l'autre s'est bien foutu d'eux», nargue Jean-Luc Mélenchon. «Ce qui les affolait, surtout, c'était l'idée qu'il y ait une nouvelle élection à laquelle ils ne sont pas préparés. Les voilà tous désormais à ne pas savoir quoi faire», raille le chef de LFI.

Olivier Faure et les siens tiennent à attendre les conclusions du conclave pour arrêter leur décision. Si Force ouvrière et la CGT ont quitté la table

des négociations, la CFDT et la CFTC tentent toujours de décrocher des avancées. «Attendons de voir ce qu'ils parviennent à obtenir ou non», demande Johanna Rolland, maire de Nantes et numéro deux du Parti socialiste. Les socialistes pourraient néanmoins avoir à se positionner plus vite que prévu puisque les Insoumis réfléchissent à déposer une motion de censure spontanée dans les prochains jours. «Le PS va être dos au mur», prévient une députée Insoumise.

« Il joue avec des allumettes »

«Pour qu'il y ait censure, il faut que le moment politique le justifie. Or, le conclave n'est pas totalement terminé», décline le député PS Arthur Delaporte. Certains de ses collègues considèrent, à l'inverse, que le moment serait idéal. «Nous aurons besoin d'un nouveau premier ministre avant l'automne car il sera impossible pour les socialistes de renégocier un budget avec François Bayrou puisqu'il n'a pas tenu parole la première fois», souligne un cadre du groupe. «Or, s'il part maintenant, les conséquences seraient assez faibles pour les Français puisqu'il n'y a pas vraiment de chantiers importants en cours», poursuit-il.

« Il faut être prêt dès cet été » : comment les partis

Célestine Gentilhomme

La menace n'a jamais vraiment disparu. Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, les députés ont retenu une leçon du printemps dernier : tous se savent sur des sièges éjectables, susceptibles d'être remis en jeu dès cet été. Car, dans moins de quatre mois, Emmanuel Macron aura de nouveau les mains libres pour renvoyer les Français aux urnes.

«On vit toujours sous la pression permanente d'une nouvelle dissolution. C'est

difficile de se projeter», souffle l'écologiste Sébastien Peytavie. Dans cette perspective, les préparatifs ont déjà débuté dans presque tous les camps, où l'on redoute de revivre la semaine cauchemardesque de juin dernier. En quelques jours, il avait fallu trouver une myriade de candidats, déployer autant de prêts et d'affiches à placer dans toutes les circonscriptions... «La première fois, nous avons le droit d'être surpris. Mais, la deuxième fois, nous n'avons pas droit d'être pris de court», répète souvent l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, à la tête de Place publique. Peu importe si le chef de l'État

avait très vite exclu d'appuyer une nouvelle fois sur le bouton, au lendemain du second tour des élections législatives anticipées. Certains n'écartent pas le scénario d'une dissolution à l'automne, au moment fatidique du budget.

D'ici-là, le parti présidentiel a déjà surligné les territoires où des personnalités identifiées pourraient repartir du jour au lendemain en campagne. «Il faut être prêt dès cet été, et au pire ce sera dans deux ans et des brouettes», assure un cadre de Renaissance, alors que les rangs macronistes ont presque fondu de moitié aux dernières

d'impopularité

tisfaits», indique son entourage. Privé de majorité absolue à l'Assemblée nationale, François Bayrou se voit reprocher l'absence de réforme importante à l'agenda du Parlement. Au point que certains élus expriment le sentiment de tourner en rond, malgré l'examen des textes sur la «simplification de la vie économique» et sur la lutte contre le narcotrafic. «C'est Verdun en 1916 : les mêmes armées s'épuisent dans les mêmes tranchées, à refaire les mêmes batailles contre les mêmes adversaires», s'agace Harold Huwart, député du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (Liot). Selon lui, «en jouant l'immobilisme, le gouvernement se condamne de lui-même».

Combien de temps François Bayrou peut-il tenir dans «l'enfer de Matignon», comme certains de ses prédécesseurs l'ont appelé ? Une large majorité de Français (57%) soutient l'adoption d'une motion de censure, notamment les sympathisants du Rassemblement national (68%). Un net rejet, à l'heure où Marine Le Pen multiplie les avertisse-

« Jamais un chef de gouvernement n'aura été aussi fragilisé aussi rapidement »

Cécile Bracq

Directrice générale d'Odoxa

ments. Politique énergétique, immigration, proportionnelle aux élections législatives : l'ex-candidate à la présidentielle, menacée d'inéligibilité lundi dans l'affaire des assistants parlementaires d'eurodéputés, a récemment rappelé ses priorités.

À gauche, «les déclarations de François Bayrou sur l'impossibilité de revenir à une retraite à 62 ans sont passées par là», fait valoir Céline Bracq, de l'institut Odoxa. Une référence à la mise en garde qui a fait vaciller les concertations entre syndicats sur les retraites, jugée maladroitement dans le camp du premier ministre. «C'était une énorme boulette de sa part»,

admet un député bayrouiste, hors micro, alors qu'il avait promis un débat sans «tabou». Les socialistes, jusqu'à présent bienveillants, agitent la censure.

Sous le regard d'Emmanuel Macron, qui reprend la main à la faveur des tensions internationales, François Bayrou doit aussi gérer les dissensions dans sa coalition. Dernière tension en date : la ministre de la Ville, Juliette Méadel, s'est félicitée du rejet par les députés, en commission, d'un texte visant à durcir les conditions de maintien dans un logement social. Un «avis personnel», a précisé mercredi la porte-parole du gouvernement, Sophie Primas.

La semaine dernière, c'est sur le dossier algérien et l'interdiction du port du voile dans les compétitions sportives que le centriste a dû recadrer ses ministres Bruno Retailleau (Intérieur) et Gérald Darmanin (Justice), qui avaient mis leur démission dans la balance. Pourtant contempteurs de sa politique, les Insoumis reconnaissent à François Bayrou une forme d'adresse : «Il est plus malin que ce que les gens ne pensent, avance le député mélenchoniste Manuel Bompard. Tout le monde le prend pour un rigolo qui ne sait pas trop ce qu'il dit, mais il sait exactement où il va et il a déjà montré une certaine habileté.» ■

À l'Assemblée, comment LR et le RN ont supprimé les ZFE

Wally Bordas

C'est un petit coup de théâtre comme l'Assemblée nationale en a le secret. Mercredi soir, en commission spécialisée chargée d'examiner le projet de loi de «simplification de la vie économique», les députés ont fait un premier pas vers la suppression du dispositif interdisant l'accès à plusieurs grandes villes aux véhicules les plus polluants,

les fameuses zones à faibles émissions (ZFE). Contre l'avis du gouvernement, deux amendements similaires des députés LR Ian Boucard et RN Pierre Meurin visant à supprimer cette mesure, mise en place en 2019 et étendue en 2021 pour lutter contre la pollution et limiter les émissions de particules fines, ont été adoptés à une large majorité, avec 26 voix pour, 11 contre et 9 absents.

«Ce dispositif ne fonctionne pas. Il crée une ségrégation sociale et repousse les plus précaires en dehors des métropoles. Ce n'est pas acceptable. Si l'idée de base est louable, elle est irréalisable», juge le vice-président du groupe Droite républicaine, Ian Boucard, à l'origine, avec Laurent Wauquiez, de cet amendement. Un avis que partage son collègue RN Pierre Meurin, qui milite lui aussi, depuis quatre ans, pour la suppression des ZFE. «C'est du séparatisme social et territorial. Les Français les plus modestes ont été repoussés loin des grandes villes dans les zones rurales, et maintenant, ils n'ont donc plus le droit d'y aller», justifie l'élu mariniste, qui se félicite que pour la «toute première fois», une disposition proposée par son groupe soit adoptée à l'Assemblée nationale.

Le débat va plus loin qu'un simple clivage gauche-droite. Mercredi, seuls quelques écologistes, socialistes et macronistes se sont opposés à cet amendement, pendant que les Insoumis se sont abstenus. L'ex-LFI et désormais écologiste Hendrik Davi fait partie de ceux qui n'ont pas voté contre la suppression, et ce, même s'il est «convaincu des objectifs» de ce dispositif. «À Marseille, j'ai mené la bataille pour un moratoire sur les ZFE. La mise en œuvre ne me convainc pas, elle est vécue par les habitants, et notamment les plus démunis, comme quelque chose de totalement injuste, car ils n'ont pas de transports en commun et on les oblige à abandonner leur voiture», regrette-t-il.

« Dans les deux agglomérations où les ZFE sont effectives, soit celles de Lyon et Paris, la concentration de dioxyde d'azote a été réduite de plus d'un tiers »

Agnès Pannier-Runacher

Ministre de la Transition écologique

Certains députés ont bien essayé d'argumenter pour que le dispositif soit maintenu. «On ne peut pas rejeter l'objectif uniquement parce que les modalités d'application sont difficiles et méritent d'être revues. Il faut prendre un temps pour revoir ce dispositif, qui a le mérite d'améliorer la qualité de l'air, mais qui, il faut l'avouer, présente un aspect considéré comme punitif par beaucoup», avoue la macroniste Annaïg Le Meur, qui a voté contre la suppression.

Le gouvernement, de son côté, défend toujours le dispositif. «Dans les deux agglomérations où les ZFE sont effectives, soit celles de Lyon et Paris, la concentration de dioxyde d'azote a été réduite de plus d'un tiers», s'est félicitée la ministre de la Transition écologique, Agnès Pannier-Runacher, dans un communiqué de presse publié à la suite de ce scrutin. Et son collègue ministre de l'Aménagement du territoire, François Rebsamen, d'indiquer que l'exécutif est «favorable à ce que les collectivités définissent les ZFE et puissent adapter les zones et les règles».

Tout n'est pas encore gagné pour les partisans de la suppression des ZFE. Le texte tel qu'il a été voté en commission sera débattu, à partir du mardi 8 avril, dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Et les députés qui souhaitent rétablir le dispositif pourront déposer des amendements en ce sens. «Bon courage au député qui tentera de les rétablir», s'amuse Pierre Meurin (RN), très optimiste. Si le texte est ainsi adopté, une commission mixte paritaire (CMP) réunira sept députés et sénateurs pour tenter de trouver un accord sur la totalité du texte, qui comporte de très nombreuses mesures sur la «simplification de la vie économique». ■



TOD'S

TODS.COM

se préparent déjà à une nouvelle dissolution

législatives. À Horizons aussi, les troupes d'Édouard Philippe ont commencé depuis septembre un long travail de repérage, département par département. «On a regardé la situation de toutes les circonscriptions pour voir les rapports de force, les ressources humaines et les candidats que l'on pourrait présenter», détaille Pierre-Yves Bournazel, responsable national des élections. Requinqués par leur retour au gouvernement, Les Républicains (LR) profitent quant à eux des municipales à venir pour faire le plein de potentiels candidats.

Après avoir loupé la marche de Mati-

gnon, faute de majorité absolue, le Rassemblement national a lui aussi pris ses précautions. Ces dernières semaines, des dizaines de profils passent sur le gril de la commission nationale d'investiture, qui accorde ou non le tampon mariniste. Le parti à la flamme veut surtout éviter les «brebis galeuses» - comme l'avait formulé Jordan Bardella -, dont les publications racistes ou xénophobes avaient entaché la dernière campagne. «On aura la majorité absolue si on ne fait pas de bêtises, si on n'a pas de candidats avec des prises d'otages et des casquettes nazis», soupire un député RN, dont la formation vérifiera désormais jus-

qu'«au dernier moment» le passif de ses troupes.

Les forces de gauche tentent, elles, de dissiper le brouillard qui entoure le Nouveau Front populaire, toujours au point mort. Les Insoumis doivent bientôt désigner des chefs de file en situation d'être candidats dans toutes les circonscriptions. Quand les Écologistes espèrent dégainer les leurs à la fin du printemps, une fois passé le congrès du parti. «On a pris en compte dans notre budget 2025 la capacité à débloquent des moyens rapidement, notamment pour embaucher des directeurs de campagne sur des territoires importants», explique Olivier Bertrand,

délégué aux élections. Moins avancés, les socialistes ont plutôt la tête à leur congrès de juin lors duquel le premier secrétaire, Olivier Faure, remettra son poste en jeu. Certes, un travail a récemment été lancé pour renouveler le programme. «Mais c'est compliqué de se mettre en marche tant que le congrès n'est pas passé, car la vraie question est stratégique», reconnaît un député PS. Les opposants internes d'Olivier Faure appellent notamment à s'émanciper de l'alliance avec les Insoumis, quitte à partir seuls aux prochaines élections. Un dilemme que devra tôt ou tard trancher la direction du parti de la rose. ■

À Jérusalem, Bardella dénonce la « lune de miel entre l'islamisme et la gauche extrême »

John Timsit
Envoyé spécial à Jérusalem

Invité jeudi en Israël à une conférence contre l'antisémitisme, le patron du RN a envoyé un message à la communauté juive française, victime d'un « antisémitisme d'atmosphère ».

L'opération « dédiabolisation » continue pour Jordan Bardella. Pour sa deuxième journée en Israël, le président du Rassemblement national (RN) s'est fait fort de renouveler son soutien à l'État hébreu dans la guerre qu'il mène au Hamas, mais aussi et surtout face à la flambée d'antisémitisme qui se répand sur la planète depuis le 7 octobre 2023. Manière pour le jeune nationaliste d'envoyer un message à la communauté juive française, dont il espère s'attirer les bonnes grâces en tentant de se débarrasser du passé encombrant de son parti sur le sujet. Après avoir visité mercredi des lieux ciblés il y a un an et demi par l'organisation terroriste, l'eurodéputé a honoré l'invitation du gouvernement israélien à prendre la parole lors d'une conférence sur l'antisémitisme, organisée jeudi au centre de conventions internationales de Jérusalem.

Assis au premier rang de l'auditoire aux côtés de son hôte israélien, le ministre des Affaires de la diaspora Amichai Chikli, le dauphin de Marine Le Pen n'est pas monté sur scène avant la fin de l'après-midi. En attendant son tour, il a sans doute apprécié l'analyse du juriste Arno Klarsfeld, fils des illustres chasseurs de nazis Serge et Beate Klarsfeld, selon qui « le RN, ce n'est plus l'extrême droite : il supporte Israël et est en faveur des juifs ». Au contraire de



Le président du RN, Jordan Bardella, pendant son allocution lors de la conférence internationale sur la lutte contre l'antisémitisme, jeudi, à Jérusalem.

« l'extrême gauche et l'islamisme », considérées comme les deux « vrais dangers » pour cette communauté.

À la tribune, Jordan Bardella a jugé que l'antisémitisme est « un sujet qui ne devrait souffrir d'aucune ambiguïté ». Pour lui, le 7 Octobre n'a pas « fait taire les adversaires d'Israël et tous ceux qui prônent la haine des Juifs. Bien au contraire, elle les a revigorés », en France comme ailleurs. Étoiles de David taguées, attaque du rabbin d'Orléans, caricature de Cyril Hanouna, négation des massacres du Hamas, appels à l'intifada dans les capitales européennes... Autant de faits d'actualité qui illustrent selon le patron du RN un « antisémitisme d'atmosphère ». « Presque chaque jour apporte son lot d'insultes, de menaces, d'agressions à l'encontre de nos compatriotes juifs », a-t-il insisté, avant de rappeler que cette frange de la population française a déjà été directement ciblée par le

terrorisme islamiste (attentat de l'école Ozar Hatorah de Toulouse en 2012, attaque de l'Hyper Cacher en 2015...).

Parallèle entre la guerre livrée au Hamas et le combat du RN

L'occasion pour Jordan Bardella, lancé avec Marine Le Pen dans une entreprise de normalisation de son parti, de décrire la nature de « ce nouvel antisémitisme » qui aurait « supplanté les formes que l'on connaissait jadis », à l'extrême droite. Puisqu'il faut selon lui « nommer l'ennemi pour mieux le combattre », le leader RN a mis dans son viseur la « lune de miel mortelle entre l'islamisme et la gauche extrême », alliés depuis le 7 Octobre dans un mariage de raison. « L'un fournit les fanatiques ; l'autre institutionnalise le mal, fournit l'excuse de victimisation et l'apparence de la bonne conscience », a-t-il analysé.

Alors que la reprise des bombardements israéliens sur Gaza a été

condamnée par les chancelleries européennes, l'eurodéputé juge que « tous les gouvernements du monde peuvent être l'objet de critiques ». Mais nuance-t-il aussitôt, « on ne remet pas en cause un gouvernement quand on remet en cause l'existence même d'une nation : on bafoue un principe intangible, celui du droit d'Israël à vivre en sécurité ». Signe que le parti à la flamme veut à tout prix séduire la communauté juive française qui est très attachée à l'État hébreu, Jordan Bardella a martelé : « L'antisémitisme n'est que l'alibi de l'antisémitisme. Il est l'idéologie de ceux qui ne supportent pas l'existence d'une nation juive, pourtant la seule au monde. »

Dressant un parallèle entre la guerre que l'État hébreu livre au Hamas et le combat que le RN dit mener en France contre les « idées et soutiens » de l'organisation terroriste, le président du RN a lié la « recrudescence de l'antisémitisme » à la progression de l'islamisme

« dans nos sociétés ». Un phénomène inquiétant qui ne peut se dissocier, selon lui, de la poussée migratoire, dont le parti à la flamme a fait depuis sa fondation son cheval de bataille.

Face au « fléau mondial » de l'antisémitisme, Jordan Bardella s'est enfin targué d'être chef d'un parti politique « bouclier » pour les Juifs. Que cette haine « provienne d'islamistes fanatiques, de l'extrême gauche, ou de groupuscules d'extrême droite », il promet que « la France » la combattra « partout, tout le temps ». Si la forte médiatisation du discours de Jordan Bardella a masqué l'intervention matinale de Marion Maréchal au même colloque - sur l'antisémitisme au sein de l'Autorité palestinienne et des Frères musulmans -, le souvenir qu'il a laissé à son auditoire a été rapidement éclipsé par l'arrivée sur scène du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, venu clôturer cette conférence. ■

Des élus réclament plus de contrôle sur les aides à la Syrie

Emmanuel Galiero

Christophe Gomart alerte sur les milliards octroyés à la reconstruction du pays, et Christelle D'Intorni demande une commission d'enquête.

Les massacres perpétrés en Syrie contre les alaouites, trois mois après la chute de Bachar el-Assad, ont provoqué un sursaut d'effroi et de prudence dans le monde parlementaire. Depuis son installation le 8 décembre, le nouveau pouvoir est observé avec circonspection car son incarnation, Ahmed Hussein al-Charaa connu sous le nom de guerre Abou Mohammed al-Joulani, fut reliée à des organisations terroristes. Et si la France a salué la fin de la dictature el-Assad comme l'ouverture d'une nouvelle page politique pour ce pays frontalier du Liban, de la Jordanie, de l'Irak, de la Turquie et de la Méditerranée, certains observateurs estiment qu'il serait plus sage d'attendre avant d'ouvrir les vannes d'un soutien financier, au-delà des aides de premières urgences jugées indispensables. « Les bons sentiments ne font pas une politique, ni une stratégie », met en garde le député européen LR, Christophe Gomart qui fut le directeur du renseignement militaire français et siège désormais au sein de la commission sécurité et défense au Parlement européen.

« L'État de barbarie est tombé. Enfin », avait commenté Emmanuel Macron le 8 mars, dès les premières heures de la victoire des rebelles de Hayat Tahrir al-Cham (HTC), l'ancienne branche syrienne d'al-Qaïda, qui se définit comme un mouvement islamiste révolutionnaire syrien. Pour sa part, le ministère français des Affaires étrangères décrivait un « jour historique », tout en appelant au « silence des armes ». Mais selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, certaines communautés sy-

riennes n'échappent pas aux violences et sont contraintes à l'exil. Les ONG ont déploré près de 1500 morts dans l'ouest du pays, dont une majorité de civils.

Pour le député européen Christophe Gomart, membre du Parti populaire européen (PPE), la situation exige une grande vigilance. Général de corps d'armée, il ne peut s'empêcher d'observer les choses du haut de son expérience professionnelle, lui qui fut aussi commandant des opérations spéciales françaises. Une alerte destinée à ses collègues élus, tant au Parlement européen que dans les hémicycles français. « Le nouveau président al-Joulani fut un adversaire direct de la France. C'est un terroriste. Je m'en méfie beaucoup parce que la volonté de ce pouvoir est d'instaurer un régime de charia dans tout le pays. Il dit qu'il veut reconstruire mais ce territoire reste une mosaïque. Tant mieux s'il lance une commission d'enquête sur les massacres mais, entre dire et faire, il y a une différence », souligne-t-il.

Au-delà de cet appel à la méfiance, l'élu tire aussi la sonnette d'alarme sur les aides financières débloquées au niveau européen. L'engagement annoncé par la commissaire européenne Dubravka Suica le 17 mars, à l'issue de la neuvième conférence internationale des donateurs à Bruxelles, se situe à hauteur de 5,8 milliards d'euros, dont 4,2 milliards d'euros en dons et 1,6 en prêts, soit 2,5 milliards débloqués par l'Europe. Mais le parlementaire juge indispensable de prévoir des « conditionnalités » et d'obtenir des garanties vérifiables. Christophe Gomart ne remet pas en

question l'aide d'urgence, ni la nécessité d'envoyer des signaux positifs en direction d'un pays meurtri par un quart de siècle de dictature mais, si l'Europe veut être certaine de ne pas financer « la charia », il considère qu'elle doit se donner les moyens de contrôler la bonne utilisation des fonds alloués. « L'argent est certainement une arme d'influence mais l'Europe en donne beaucoup. J'avais déjà dénoncé les fonds verts accordés à la Turquie pour financer des adaptations aux normes européennes. Dans le cas de la

« Le nouveau président al-Joulani fut un adversaire direct de la France. C'est un terroriste. Je m'en méfie beaucoup parce que la volonté de ce pouvoir est d'instaurer un régime de charia dans tout le pays »

Christophe Gomart Eurodéputé, membre du Parti populaire européen

Syrie, il faut des clauses car nous devons avoir les moyens de vérifier la traçabilité des fléchages comme la nature des projets financés, en nous assurant que le régime prend bien en compte les besoins des différentes communautés non sunnites... Je note que nous allons donner plus d'argent à la Syrie que pour financer le réarmement d'Edip, notre programme européen pour l'industrie de la défense ». Le général juge urgent de ne pas se précipiter et d'avancer ces financements de

manière progressive, par paliers, en s'appuyant sur le contrôle des diplomates que plusieurs pays européens s'engagent à rétablir sur le sol syrien, comme la France et l'Allemagne l'ont annoncé. « Dans ces pays où le pouvoir est mal établi, on peut supposer que la corruption reste, malheureusement, une réalité. C'est pour cela qu'il faut être prudent », insiste Christophe Gomart.

À Paris, une autre parlementaire monte au créneau pour dénoncer la diplomatie française, qu'elle accuse de « faute politique et morale ». Députée des Alpes-Maritimes et membre du groupe UDR présidé par Eric Ciotti, Christelle D'Intorni se dit inquiète sur le sort réservé aux communautés chrétiennes de Syrie, pays considéré comme l'un des berceaux du christianisme où le nombre de chrétiens ne cesse de s'effondrer depuis vingt ans (200 000 estimés aujourd'hui contre 1 million en 2001). Critique à l'égard de l'activité diplomatique d'Emmanuel Macron conduite depuis 2017, elle déplore une « situation d'urgence » en regrettant que le chef de l'État ne « tienne pas compte » des avertissements lancés par certains parlementaires, tels le sénateur LR des Hauts-de-Seine Roger Karoutchi, l'eurodéputée CRE Marion Maréchal ou encore François Fillon.

Dans un message posté sur les réseaux sociaux le 9 mars, l'ex-premier ministre s'était fait l'écho des appels au secours lancés par les religieux chrétiens de Syrie face aux massacres de djihadistes, accusés d'œuvrer avec la complicité du nouveau régime. « J'en appelle au président de la République

pour agir sur le gouvernement syrien qui ne peut pas se prévaloir de ses relations avec la France tout en laissant cyniquement faire ce qui pourrait devenir une opération d'élimination systématique des populations alaouites et chrétiennes ».

Cette semaine, la députée Christelle D'Intorni doit déposer une proposition de résolution sur le bureau de la présidente de l'Assemblée nationale demandant la création d'une commission d'enquête sur les « défaillances coupables » de la diplomatie française en Syrie. Le groupe UDR n'a pas encore décidé d'inscrire ce projet dans sa niche parlementaire de juin mais l'élu souhaite interroger les relations de la France avec la Syrie, tant à l'égard du régime el-Assad que du régime al-Joulani. « Faute politique et morale », « complicité », « incohérences », « défaillances », « inconséquences », « trahisons des valeurs de la diplomatie française »... Dans l'exposé des motifs de cette résolution, auxquels *Le Figaro* a eu accès, la députée va jusqu'à dénoncer la promotion dans l'ordre des Arts et Lettres du photographe officiel du régime el-Assad, Ammar Abd Rabbo, élevé au grade de chevalier le 25 septembre 2017. Christelle D'Intorni estime que cette promotion allait dans le sens d'une « crédibilisation » regrettable du régime et devrait être révisée. Elle souhaite que les auditions permises dans le cadre d'une commission d'enquête puissent faire la lumière sur les liens « ambigus » liant la France et la Syrie. « Pour que les erreurs coupables d'hier ne se répètent plus », soutient-elle. ■

Il faut revoir le projet de décret de programmation pluriannuelle de l'énergie et retenir un scénario de production d'électricité vraiment protecteur des Français, du climat et de l'intérêt national.

LES FRANÇAIS ATTENDENT DU GOUVERNEMENT UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE QUI :



Réduise le coût de l'électricité.



Sécurise l'approvisionnement et la stabilité du réseau.



Protège le climat, les paysages et l'environnement.



Favorise l'emploi, la réindustrialisation des territoires, l'équilibre de la balance commerciale et la souveraineté nationale.

Le projet de décret de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) publié par le gouvernement conduirait, s'il était adopté en l'état, à l'exact inverse de ces attentes.

Il prolonge les politiques qui, en voulant réduire la place du nucléaire, ont affaibli la France depuis 30 ans, fait doubler le prix de l'électricité, et gaspillé l'argent des Français dans des énergies intermittentes qui ne produisent de l'électricité que quand il y a du vent ou du soleil, sans les protéger contre les risques de coupures.

Cette électricité se déverse sur le réseau quand il y en a déjà trop. Son prix de revente est souvent négatif et l'écart avec le prix garanti aux producteurs est payé par les Français, tandis qu'EDF doit ralentir ou même arrêter des réacteurs nucléaires, tout en continuant à en supporter presque tous les coûts.

Le puissant lobby d'intérêts privés qui défend les énergies intermittentes attaque sans scrupules l'énergie nucléaire sur ses coûts, sans prendre en compte que les nouveaux réacteurs dureront de 80 à 100 ans, seront fabriqués en France, avec très peu d'importations d'équipements, et produiront de l'électricité indépendamment du vent ou du soleil. Alors que pour les panneaux solaires et les éoliennes, les équipements essentiels sont importés et leur longévité est à peine de 15 à 20 ans avec d'énormes coûts cachés de raccordement et d'adaptation des réseaux.

Enfin ces énergies ont profondément bouleversé les territoires ruraux, la vie de leurs habitants, leur patrimoine historique et leur attrait touristique, sans aucune évaluation sérieuse de l'impact environnemental et économique qu'aurait l'accélération de leur développement.

La reconquête des savoirs perdus dans la filière nucléaire prendra du temps. Mais rien n'est impossible si cette filière est soutenue fermement par les pouvoirs publics, dans la durée, et avec une grande ambition industrielle. Elle deviendra même la colonne vertébrale de la réindustrialisation de la France :

- ▶ directement, par les centaines de milliers d'emplois très qualifiés qui seront créés ;
- ▶ indirectement, en attirant des industries ou des *data centers* qui ont besoin d'une électricité stable, à prix compétitif et prévisible, et aussi en exportant des réacteurs nucléaires civils dont le monde ne peut se passer pour atteindre la neutralité carbone.

Le projet de décret PPE conduirait, si on modélise tous les coûts du système électrique, à gaspiller plusieurs centaines de milliards d'euros d'ici 2035 et plus encore à l'horizon 2050, pour produire une électricité intermittente inutile, sans contribuer à diminuer les émissions de CO₂.

Investir les centaines de milliards économisés grâce à une meilleure PPE, dans la décarbonation des secteurs les plus gros utilisateurs d'énergies fossiles, industrie, transports et tertiaire-logement, est la seule voie raisonnable pour atteindre la neutralité carbone de la France en 2050.

C'est pourquoi, comme l'ont fait le 11 mars, dans une lettre au Premier ministre, les sénateurs Stéphane Piednoir et Vincent Delahaye et 163 de leurs collègues, nous tous, élus locaux, experts de l'énergie, associations soucieuses de la protection des territoires, des paysages et de l'environnement, mouvements pour la défense du pouvoir d'achat des Français, nous demandons :

1 ▶ LA SUSPENSION DE LA PUBLICATION DU PROJET DE DÉCRET.

LA MISE À L'ÉTUDE D'UN SCÉNARIO ALTERNATIF FONDÉ SUR DES PRÉVISIONS RÉALISTES DE LA DEMANDE D'ÉLECTRICITÉ - ET PAS NOTOIREMENT SURÉVALUÉES - DONNANT LA PRIORITÉ À LA SOBRIÉTÉ ÉNERGÉTIQUE, AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES PILOTABLES, BIOGAZ, POMPES À CHALEUR, GÉOTHERMIE, AU PHOTOVOLTAÏQUE SUR TOITURE EN AUTOCONSOMMATION LOCALE, AINSI QU'AU NUCLÉAIRE ET À L'HYDRAULIQUE, LES DEUX ATOUTS MAJEURS DE LA FRANCE QUI LUI ONT PERMIS D'AVOIR D'ORES ET DÉJÀ UNE ÉLECTRICITÉ DÉCARBONÉE À PRÈS DE 95%.

3 ▶ L'ARRÊT DES SUBVENTIONS ET GARANTIES DE PRIX POUR TOUS LES NOUVEAUX PROJETS D'ÉNERGIE INTERMITTENTE, DANS L'ATTENTE DES CONCLUSIONS DE CES ÉTUDES.



Credits photos : Shutterstock

Beaucoup moins coûteux que celui du projet de PPE et plus sécurisant pour l'approvisionnement en électricité, un tel scénario, qui n'a jamais été étudié par le gouvernement, permettrait de baisser le prix de l'électricité, d'économiser plusieurs centaines de milliards d'euros, et de faciliter le financement des investissements nécessaires pour atteindre la neutralité carbone et pour l'effort de Défense Nationale.



Nous invitons tous ceux qui partagent notre analyse à en faire part au gouvernement en répondant à la consultation en cours sur le projet de programmation pluriannuelle en scannant ce QR code.

APPEL SIGNÉ NOTAMMENT PAR : Bernard Accoyer, ancien président de l'Assemblée nationale ; Nicolas Bour, porte-parole du collectif RETM ; Jean-Louis Butré, président de la FED ; Fabien Bouglé, expert et essayiste ; Laurent Burgoa, sénateur du Gard ; François Goulard, ancien Ministre ; Louis Gallois, ancien président de la SNCF et d'Airbus ; Corentin Le Fur, député de la 3^e circonscription des Côtes-d'Armor ; Hervé Machenaud, ancien Directeur Exécutif chez EDF ; André Merlin, fondateur et ancien président de RTE ; Alain Milon, sénateur du Vaucluse ; Xavier Moreno, président du Céréme ; Jacques Percebois, professeur Emérite à l'Université de Montpellier ; Laurent Somon, sénateur de la Somme ; Antoine Waechter, président du Mouvement écologiste indépendant.

La liste de tous les signataires et les liens vers les sites de chacune des 3 associations sont à retrouver en scannant ce QR code :



céréme
L'ÉNERGIE DE LA RAISON



Alexis Kohler quitte l'Élysée, après dix ans aux côtés d'Emmanuel Macron

Arthur Berdah

Le « vice-président », qui s'apprête à rejoindre une banque, sera remplacé par Emmanuel Moulin.

Tant pis pour le record. Après une dizaine d'années aux côtés d'Emmanuel Macron, Alexis Kohler s'apprête à quitter, mi-avril, la présidence de la République. Inédite depuis le siècle dernier, sa longévité au secrétariat général de l'Élysée (2017-2025) le propulse d'office dans le peloton de tête de ce prestigieux tableau. En montant sur la deuxième marche du podium, il devance au classement le chiraquien Dominique de Villepin (1995-2002), mais pas le mitterrandien Jean-Louis Bianco (1982-1991). Le voilà donc durablement coincé entre un homme de droite et un homme de gauche. Une position centrale en forme de symbole pour cet homme de l'ombre, qui aura œuvré sans relâche, de jour comme de nuit, au « dépassement » si cher au chef de l'État. « Durant plus de dix ans à mes côtés, comme directeur de mon cabinet puis comme secrétaire général de l'Élysée, Alexis Kohler a mis toute son énergie, son talent et sa force de travail hors pair au service de notre projet politique et des Français. Il a servi notre pays de manière exemplaire ces années. Je sais combien notre action collective lui doit et je sais qu'il continuera son engagement pour la nation sous d'autres formes », l'encense Emmanuel Macron auprès du Figaro, au moment de lui dire au revoir.

Incarnation de la résilience « et en même temps » de la discrétion, Alexis Kohler a profité d'un rendez-vous mensuel interne – la « réunion de cabinet » – pour annoncer sobriement son départ à ses équipes, ce jeudi soir. « Il n'y a pas de moment idéal pour partir, mais il était parfaitement envisageable pour moi de partir dans un moment trop chahuté, a-t-il pudiquement lâché, sans parvenir à dissimuler son émotion. Je ne serai jamais loin. Je demeurerai un observateur attentif et engagé de votre action. Je continuerai à défendre l'esprit de 2017 (...). Je serai là pour vous tous si vous avez besoin de moi pour une raison ou pour une autre », a-t-il conclu, la voix tremblante. Confirmant au passage qu'Emmanuel Moulin, dont il est proche, le remplacerait très bientôt à son poste.

« Un Richelieu humaniste »

L'ancien patron du Trésor, qui a dirigé les cabinets de Bruno Le Maire à Bercy (2017-2020) puis de Gabriel Attal à Matignon (2024), est d'ailleurs attendu à l'Élysée dans les prochains jours, afin d'observer une période de « tuilage ». Manière de permettre une bonne transmission des dossiers entre les deux hommes, avant qu'Alexis Kohler ne tourne la page de la politique pour s'en aller vers le privé. Direction une banque, dont il n'a pas souhaité révéler le nom, laissant le soin à l'établissement d'officialiser son recrutement par un communiqué très formel, dans lequel il n'a pas souhaité s'exprimer. Pas plus d'ailleurs qu'il ne compte prendre la parole à l'avenir, lui qui a refusé jusqu'à la création d'un compte LinkedIn, passage pourtant obligé dans le milieu des affaires.



Alexis Kohler (à gauche) et Emmanuel Moulin, en mars 2023, à l'Élysée.

En interrompant son bail au sommet de l'État, le quinquagénaire reforme ce faisant le chapitre d'une aventure qui n'a pas toujours rimé avec sinécure. « Il est de bon ton, aujourd'hui, de dénigrer les serviteurs de l'État. On trouvera donc toujours des gens pour dire qu'il n'a pas tout bien fait... Mais c'est le propre des gens qui font beaucoup ! Alexis Kohler a en tout cas su transformer des impulsions politiques en politiques publiques, salue Édouard Philippe auprès du Figaro. C'est un homme simple et sain, qui n'est pas à la recherche de je ne sais quelle gloire fantasmée. Avec lui, l'économie de mots n'est jamais une économie de sincérité », ajoute l'ancien premier ministre, qui s'est « lié d'amitié » avec lui lorsqu'ils se sont connus il y a trente-cinq ans. Un propos qui fait écho à ce que Richard Ferrand, aujourd'hui président du Conseil constitutionnel, a toujours pensé d'Alexis Kohler : « C'est un Richelieu humaniste, un homme plus drôle et plus sensible que son phrasé lapidaire et ses analyses cliniques ne le laisseraient croire. »

Reste que, s'il était parfaitement à l'aise dans l'anonymat de la haute fonction publique, ce père de trois enfants a particulièrement mal vécu l'exposition liée à la présidence de la République. À commencer par son audition rugueuse au Sénat, en 2019, dans le cadre de la commission d'enquête sur « l'affaire Benalla ». Un épisode dont le traumatisme reste tellement vif chez lui qu'il l'a convaincu de ne plus se soumettre au Parlement. « Il s'est juré de ne plus jamais subir tout cela », témoigne l'un de ses interlocuteurs réguliers, à qui il s'est confié. Quant à l'idée de devenir ministre, il en a tellement vu

passer qu'il s'est un jour promis : « Je ne serai jamais l'homme derrière ce bureau ». D'autant que, pour ne rien arranger, des ennus judiciaires sont venus lui empoisonner la vie : l'affaire MSC, où il s'est pourvu en cassation après sa mise en examen pour « prise illégale d'intérêts » ; et le dossier de la fusion Veolia-Suez, où il est tacitement visé par une enquête du Parquet national financier pour des soupçons de « trafic d'influence ». Une meurtrissure pour celui qui, après une vie passée au service de la France, continue de clamer son innocence.

Droit comme la justice, au point de sembler un peu raide – voire carrément rigide – de prime abord, cet Alsacien revendiqué, natif de Strasbourg, dissimule en fait une personnalité pince-sans-rire, qui s'exprime lorsqu'il se sent en confiance ou qu'il décide de fendre l'armure. Jeune rocardien durant ses années Sciences Po, cet ancien élève de l'ENA a été biberonné à la social-démocratie lors de ses passages au Trésor, au FMI, et à l'Agence des participations de l'État. Jusqu'à accepter, sous le quinquennat de François Hollande, ce qu'il avait refusé sous la présidence de Nicolas Sarkozy : rejoindre un ministère. Ce sera Bercy, auprès de Pierre Moscovici durant deux ans. Puis avec Emmanuel Macron, à partir de 2014. Parfait négatif l'un de l'autre – le premier est aussi séducteur que le second est réservé –, les deux hommes, dont les bureaux sont séparés par une simple porte communicante, deviennent rapidement inséparables. Grâce à la complémentarité de leurs personnalités, davantage que leur gémellité supposée : « Il

a été une sorte de balance d'équilibre, qui venait remettre de la rationalité là où il pouvait parfois y avoir un peu de folklore à son goût », témoigne Sibeth Ndiaye qui, depuis cette époque, fait partie de la fameuse bande des « Mormons ».

Une épopée inédite

De la création d'En marche à la conquête de l'Élysée, cette joyeuse troupe parviendra à déjouer tous les pronostics en réussissant l'impossible en 2017 : une épopée inédite dans l'histoire de la Ve République. Aussi unique, d'ailleurs, que la suite des événements : de la crise des « gilets jaunes » à la crise du Covid, de la réforme de la SNCF à la réforme des retraites, de la guerre en Ukraine à la guerre à Gaza, de la réélection à la dissolution... Des hauts et des bas où le secrétaire général de l'Élysée verra défiler pas moins de six premiers ministres et près de 200 ministres, sans que lui ne vacille jamais, contrairement aux rumeurs qui l'ont maintes fois annoncé – à tort – sur le départ. Deuxième cerveau du chef de l'État, qui en a fait une sorte de vice-président, Alexis Kohler a longtemps dû se faire violence... Mais il avait presque fini par s'habituer à ce que le Tout-Paris politico-médiatique bruise de son avenir à intervalles réguliers. Tout comme il avait fini par s'habituer à ce que son rôle soit minimisé ou amplifié, selon que les choses finissaient ou non par s'arranger. C'est l'avantage des « technos » en politique : ils acceptent d'être coupables des échecs, sans jamais exiger d'être comptables des réussites. Dans les mots d'Alexis Kohler, cela donne simplement : « C'était bien. C'était très bien, même. » ■

Emmanuel Moulin, la force de l'évidence

Bertille Bayart

C'était évident. Moins pour lui, d'ailleurs, que pour tous ceux qui connaissent la République en général, et l'Élysée en particulier. Si Alexis Kohler part, c'est à Emmanuel Moulin qu'Emmanuel Macron demandera de le remplacer. Et « il sera impossible à Emmanuel Moulin de refuser », prophétisait il y a quelques semaines un poids lourd politique. Explication : « Le président n'aura jamais autant confiance en quelqu'un qu'en lui, et il n'y a que lui qui ait le niveau pour que le départ d'Alexis ne soit pas interprété comme un désaveu qui affaiblirait le président. »

CQFD. C'est bien ainsi ce qui va passer. Emmanuel Moulin sera le prochain secrétaire général de l'Élysée. Il poursuit, à 56 ans, son long voyage en macronie. La passation de pouvoirs s'annonce sympathique entre Alexis Kohler et lui. Les

deux hommes sont amis intimes depuis leur rencontre chez les jeunes rocardiens au début des années 1990, complices depuis l'élection de 2017. Mais Moulin n'est pas le double de Kohler. Lui qui penchait à gauche a fait un détour par la droite, en rejoignant le cabinet de Christine Lagarde à Bercy en 2007, puis l'Élysée de Nicolas Sarkozy, un président auquel il a voué une admiration sincère, de 2009 à 2012. Il n'est pas un macroniste de la première heure. Ni marcheur, ni « Mormon ».

Aguerrri à la pression

C'est en devenant le directeur de cabinet de Bruno Le Maire au ministère de l'Économie et des Finances en 2017 qu'il entre dans l'équipe du président de la République, dont il s'apprête à devenir le bras droit. Un engagement confirmé en 2024, quand il était devenu directeur de cabinet de Gabriel Attal à Matignon, assurant ainsi une relation fluide avec l'Élysée et « AK ». La loyauté n'est plus à prouver.

L'installation d'Emmanuel Moulin dans le bureau qui jouxte celui d'Emmanuel Macron s'inscrit dans un parcours de « techno » brillant qui fabrique depuis toujours du secrétaire général de l'Élysée – ENA, Essec, Bercy, Club de Paris, Trésor, Matignon. Cette trajectoire pouvait d'ailleurs l'amener à une autre fonction, celle de directeur général de la Caisse des dépôts, où il était candidat. Peut-être davantage que pour le secrétariat général de l'Élysée. La loyauté, là encore, a imposé son fait.

Moins raide, plus rond, Moulin apportera à l'Élysée la même puissance de travail que son prédécesseur, celle d'un bourreau. Dans chacun des cabinets qu'il a dirigés, il a apporté à son patron sa capacité à envisager les décisions dans leur globalité et avec plusieurs coups d'avance. Emmanuel Moulin est aussi aguerri à la pression. Ses dents du bonheur sont un indice fiable de jovialité. L'animal techno à sang-froid utilise l'humour ainsi que

ses talents d'imitateur en guise de soupe. Des atouts qui se sont révélés précieux au cours du parcours de celui qui est devenu « l'homme des crises », pour avoir été au bon endroit au bon moment – à moins que ce soit au mauvais endroit au mauvais moment.

Il a en effet été au cœur du réacteur de la gestion de la crise des subprimes à Bercy (avec le sauvetage de Dexia en point d'orgue), de la crise de l'euro à l'Élysée, et de la crise sanitaire en étant de nouveau à Bercy, en 2020. Et si, dans sa carrière, Emmanuel Moulin a fait quelques infidélités à la sphère publique, il y a replongé chaque fois avec appétit. En 2020, quand la cloche du confinement tombait sur le pays et sur l'Europe, que l'affolement gagnait les marchés et une économie menacée de paralysie, il constatait que, comme à chaque crise, « tout le monde retrouvait le chemin de l'État ». Cela vaut aussi pour lui. ■



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

La fin d'un tandem unique au sommet de l'État

Une enceinte connectée enchâssée dans la carcasse d'un poste de TSF des années 1930, le fac-similé du discours d'Emmanuel Macron prononcé à Strasbourg pour les 70 ans du Conseil de l'Europe où son père, décédé quelques mois plus tôt, avait travaillé : Alexis Kohler ne mettra pas beaucoup de temps à démenager les objets personnels qu'il avait installés dans son bureau de secrétaire général de l'Élysée. Comme tous ses prédécesseurs, celui à qui il aura manqué un an pour battre le record de longévité à ce poste, n'a pas voulu personnaliser ce bureau à double exposition du palais présidentiel.

Les titulaires passent – Emmanuel Moulin sera le vingtième « SG » de la Ve République hors intérim présidentiel –, la fonction demeure. Mais, pour Emmanuel Macron, c'est une page qui se tourne. Sur le plan personnel plus encore que sur le plan institutionnel. Le président de la République a eu, à ce jour, six premiers ministres, mais un seul secrétaire général. Avec les premiers, la relation s'est souvent rapidement dégradée ; avec le second, elle est restée au beau fixe.

Si l'on parle de « couple exécutif » pour désigner le binôme constitué du chef de l'État et du chef du gouvernement, c'est l'attelage entre le président et son secrétaire général qui constitue le véritable couple décisionnaire de la République. Et aucun autre couple élyséen n'a été aussi solide et ajusté. D'autant qu'à ces près de huit années, il faut ajouter les années à Bercy où Alexis Kohler fut directeur de cabinet d'un ministre de l'Économie nommé Emmanuel Macron.

Il n'est pas faux de dire que le tandem Macron-Kohler aura gouverné la France. Non pas que le président ait été sous la coupe du secrétaire général ou que celui-ci ait outrepassé ses pouvoirs. Mais parce que les deux hommes partageaient intuitivement la même vision de l'économie, de l'Europe, des enjeux géopolitiques. « Ce que je pense, il le pense », leur est-il arrivé de confier l'un sur l'autre. Dans les périodes de tempêtes, lorsque les sondages vacillent, certains élus ont pu s'inquiéter d'un excès de gémellité à la tête des affaires du pays. Mais Alexis Kohler n'a jamais voulu jouer les décideurs et n'a jamais prétendu être autre chose que le premier des conseillers. Qu'il fut le plus organisé, le plus disponible, le plus infatigable de tous fut source de confort pour le président. Au point qu'on imaginait difficilement le mandat macronien s'achever avec un autre que lui.

Lui qui a si souvent théorisé la politique du « dernier kilomètre » – on n'abandonne pas un dossier tant qu'on ne s'est pas assuré de son exécution plénière – sera secrétaire général jusqu'à la dernière seconde. Le jour même de l'annonce de son départ, il échangeait avec ses visiteurs de la manière de répondre aux défis et menaces simultanées de la Russie, des États-Unis et de la Chine, ou des moyens de traiter efficacement les questions du travail, de la santé ou des dépenses publiques en France. Comme si de rien n'était. À l'Élysée, le moment Kohler s'achève deux ans avant la fin de l'ère Macron ; obligeant le chef de l'État à mettre véritablement en pratique une promesse ancienne : « Je dois apprendre à me réinventer. » ■

Écoutez
Guillaume
Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



Enfin, tout commence.

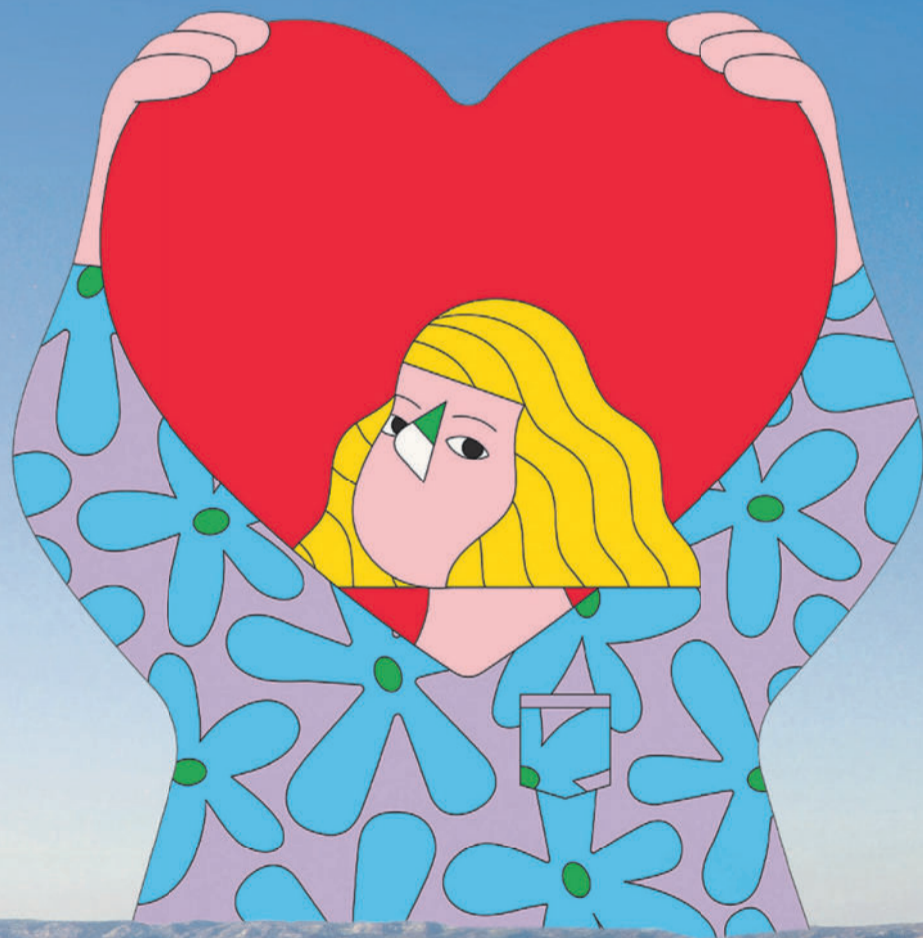
Dans le cadre de la réforme de la Protection Sociale Complémentaire, MGEN a été choisie pour assurer collectivement plus de 3 millions de personnes.

Et ce n'est que le début : Plus que jamais, nos militants et collaborateurs s'engagent à offrir chaque jour une couverture santé complémentaire personnalisée plus accessible, plus efficace et plus solidaire.

1^{re} mutuelle des agents du service public.



GRUPE **vyv**



MGEN, membre du Groupe VYV, est une mutuelle immatriculée sous le n° SIREN 775 685 399 et soumise au livre II du Code de la mutualité, et la première mutuelle en cotisations santé individuelle. Classement Argus de l'assurance, oct 2024. Crédit illustration : Camilo Huinca + IStock

Emmenés par le tandem franco-britannique, les Européens cherchent une alternative à la « paix » de Trump en

Isabelle Lasserre

Les représentants de 30 pays alliés se sont réunis à Paris pour proposer des garanties de sécurité pour l'Ukraine, tout en veillant à ne pas altérer leurs relations avec Washington.

Ce que Vladimir Poutine, avec ses attaques contre l'Ukraine, n'avait pas réussi à faire, Donald Trump, avec son désengagement de l'Europe, le provoque. Après des décennies de désarmement, puis des années de complaisance et de prudence vis-à-vis du Kremlin, l'Europe a entamé son réveil stratégique. Pour la troisième fois, et la deuxième fois à Paris, un sommet de la « coalition des volontaires » s'est réuni pour « finaliser » les garanties de sécurité à apporter à l'Ukraine en cas d'accord de paix ou de cessez-le-feu, avec la Russie.

La Pologne pense à l'arme nucléaire

Adam Hsakou
Varsovie

L'invasion de l'Ukraine par la Russie aurait-elle eu lieu si Kiev n'avait pas renoncé à son arsenal nucléaire en 1994 ? La réponse tend sans doute vers la négative. C'est cette analyse qui incite aujourd'hui les dirigeants polonais à s'engager de plus en plus ouvertement dans le débat de la dissuasion. Avec une réussite contrastée.

Le 13 mars dernier, le président polonais, Andrzej Duda, a exhorté les États-Unis de déployer des têtes nucléaires en Pologne, au détour d'un entretien accordé au *Financial Times*. « Les frontières de l'Otan ont été déplacées vers l'est en 1999, donc vingt-six ans plus tard, il devrait y avoir un transfert de son infrastructure vers l'est », a proposé le chef d'État. Depuis 2022, son objectif est de faire entrer la Pologne dans le cercle fermé du partage nucléaire de l'Alliance atlantique, au même titre que la Belgique, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Italie et la Turquie. La situation serait « plus sûre si ces armes étaient déjà ici. (...) La Russie n'a pas hésité à déployer ses armes nucléaires en Biélorussie, sans demander la permission à quiconque », a-t-il indiqué, dans une référence au déploiement orchestré par Moscou en 2023, non loin de la frontière polonaise.

Toutefois, la réaction du vice-président américain, JD Vance, sur la chaîne Fox News, semble compromettre les efforts de Duda : « Je serais choqué que (le président Trump) décide de soutenir l'extension des armes nucléaires à l'est de l'Europe. Nous devons être prudents, car nous jouons avec l'avenir de la civilisation humaine », a-t-il martelé. En plus de fragiliser la position du président polonais, le commentaire de JD Vance a montré à Duda qu'il était inopportun de faire de telles déclarations en public, alors que se jouent des négociations complexes entre les États-Unis et la Russie sur l'avenir de l'architecture de sécurité européenne.

« Si Trump tient réellement à sa crédibilité envers Moscou et à la paix à tout prix, il ne faut guère se faire d'illusions : le président américain pourrait donner des assurances fermes, au nom de la paix, pour que l'arme nucléaire n'arrive pas en Pologne. Les propos d'Andrzej Duda (...) nuiraient donc à la perspective d'une participation polonaise au programme de partage nucléaire », assène l'essayiste Boguslaw Chrabota, dans un éditorial publié par le journal *Rzeczpospolita*. Malgré cette déconvenue, il n'est pas exclu que ce sujet revienne bientôt sur la table. Les élections présidentielles du

mois de mai verront Andrzej Duda passer le relais à un nouveau président, qui jouira à son tour de la fonction de commandant suprême des forces armées. De son côté, le premier ministre polonais, Donald Tusk, contribue également aux discussions stratégiques. Il a accueilli positivement le renouvellement de la proposition macronienne d'élargir la dissuasion nucléaire française à d'autres pays européens. « Cette idée est déjà apparue à plusieurs reprises (...). Nous devons la prendre en compte », a-t-il lancé devant la presse internationale à l'occasion du Conseil européen du 6 mars.

« La Pologne devrait plutôt songer à la manière dont elle peut engager la France et la Grande-Bretagne dans une forme de « dissuasion concertée » »
Camille Grand, expert au European Council of Foreign Relations

Le lendemain, au pupitre de la Diète, Tusk est allé plus loin, en affirmant que le pays devait « puiser dans les capacités de défense les plus modernes, y compris celles liées au nucléaire ». Dans les couloirs de la Chambre, le chef du gouvernement a néanmoins rappelé que « le chemin pour y parvenir serait long et qu'il faudrait un consensus sur ce sujet ». Or, d'après un récent sondage réalisé par l'Institut Pollster pour le média Super Express, 63 % de l'opinion publique se dit favorable au stationnement d'armes nucléaires en Pologne.

Face aux défis sécuritaires, juridiques et aux coûts considérables nécessaires au développement de tels outils, Camille Grand, expert au European Council of Foreign Relations, estime que la Pologne devrait plutôt songer à « la manière dont elle peut engager la France et la Grande-Bretagne dans une forme de « dissuasion concertée » ». Rencontré en marge d'un forum de réflexion politique organisé en plein cœur de Varsovie, cet ancien secrétaire général adjoint pour l'investissement de défense de l'Otan souligne que des signaux sont déjà envoyés à la Russie : « En 2022, des Rafales ont été déployés en Pologne dans une mission de police du ciel. Même si cela a été temporaire, ce sont des engins qui font partie de l'escadron nucléaire français, et qui se sont habitués au terrain. Ce type de coopération pourrait être approfondi », juge le spécialiste, tandis que les échanges entre les chefs d'état-major s'accroissent depuis la réunion exceptionnelle organisée à Paris la semaine passée. ■

si unanimement engagés à ne pas lever les sanctions contre Moscou.

Main dans la main

Les coups de pied lancés dans la fourmière par Donald Trump provoquent une accélération de l'Histoire qui, malgré les effets de sidération et la peur qu'elle provoque, ont un effet bénéfique sur l'unité et la marche de l'Europe. Alors qu'Américains et Russes tentent d'imposer un cessez-le-feu défavorable à l'Ukraine en Arabie saoudite, les alliés européens de Kiev, dans un processus parallèle, essaient de bâtir une autre paix, plus solide, à Paris et à Londres. Ils veulent, dit Macron, « éviter ce qui est le projet de la Russie : faire semblant d'ouvrir des négociations pour dé-

courager l'adversaire et intensifier ses attaques ».

Pour empêcher que la Russie ne reprenne les hostilités après un accord de cessez-le-feu, Européens et Ukrainiens avancent main dans la main. Les premiers, qui ne veulent pas rompre leurs liens avec Washington même s'ils ont perdu confiance en leur ancien allié, tentent de convaincre Donald Trump de laisser, au moins pour un temps, en attendant la remontée en puissance des armées européennes, leur « filet de sécurité » en Ukraine. Emmanuel Macron, qui entretient avec Trump des rapports cordiaux, lui a d'ailleurs téléphoné avant l'ouverture de la réunion de Paris. À cet égard, la nouvelle réunion de la « coalition des volontaires » était aussi une ma-

nière de montrer aux Américains le sérieux et la volonté politique nouvelle des Européens, qui enfin décident d'assumer leur sécurité. En tout cas dans leurs intentions. Les seconds essaient, en jouant les bons élèves et en acceptant les propositions de cessez-le-feu américaines même quand elles sont plutôt favorables à la Russie, de prouver à Donald Trump que c'est Vladimir Poutine, et non Volodymyr Zelensky, qui refuse la paix.

Mais le réveil européen a bien sûr encore ses limites. L'Europe seule réussirait-elle à fournir des garanties de sécurité suffisamment dissuasives à l'Ukraine si les Américains refusent de rester dans le jeu ? La question des troupes n'est pas entièrement finalisée. Certains partenaires de Paris et Londres hésitent à entrer dans



Les dirigeants européens aux côtés du président ukrainien, Volodymyr Zelensky (5^e en partant de la gauche au premier plan), pour un sommet de la « coalition des volontaires » organisé par le président français, Emmanuel Macron, au palais de l'Élysée.

Pal Jonson : « Le soutien des États-Unis reste im

Nicolas Barotte

Pal Jonson est ministre de la Défense de Suède depuis le mois d'octobre 2022.

LE FIGARO. - À quelles conditions la Suède est-elle prête à envoyer des soldats en Ukraine pour offrir à Kiev des garanties de sécurité ?

PAL JONSON. - Les discussions sont encore à un stade préliminaire puisqu'il n'y a pas d'accord de paix. Mais l'un des aspects importants de nos délibérations est de définir des règles d'engagement précises pour une telle mission. Il y a encore besoin de clarifications. Nous aimerions aussi que le commandement suprême allié évalue l'impact d'une telle mission sur les autres activités de l'Otan. Il sera également important, d'une manière ou d'une autre, que les États-Unis s'engagent même si la formulation est à affiner. Toutes ces conditions sont importantes pour permettre une présence militaire européenne en Ukraine.

Sans soutien des États-Unis, jugez-vous impossible d'envoyer des troupes européennes ?

C'est l'une des conclusions auxquelles nous sommes parvenus. Cette semaine, des progrès ont été réalisés en vue d'un accord de paix entre l'Ukraine et la Russie. Il faut aboutir à une paix juste. Un accord de court terme qui renforcerait la Russie et affaiblirait l'Ukraine conduirait à plus de problèmes à long terme. Nous continuons donc à la soutenir pour qu'elle négocie en position de force. La Suède a lancé il y a quelques semaines le plus important programme d'un montant de 1,2 milliard d'euros. Nous encourageons nos autres alliés européens à faire plus également et à poursuivre l'effort après la conclusion d'un accord de paix.

Quelle est votre appréciation de la menace russe ?

La Russie représente une menace sérieuse pour la Suède et pour les alliés. Nous constatons que la Russie est prête à prendre des risques politiques et militaires importants. La Russie a l'ambition de reconstituer ses forces armées et même de dépasser ses capacités d'avant l'invasion de l'Ukraine. Nous voyons également la brutalité pure et simple dont la Russie fait preuve dans cette guerre. La Russie mène aussi une guerre hybride contre l'Europe. Elle se concentre principalement ses attaques contre les États baltes, la Pologne et l'Allemagne. Mais elle a aussi ciblé la Suède avec des opérations de désinformation et des opérations cyber. La Russie tente de nous effrayer en nous empêchant de soutenir l'Ukraine, mais elle ne réussira pas dans cette entreprise.

Vous attendez-vous à plus d'opérations hybrides contre l'Europe après un accord de paix en Ukraine ?

Je n'exclus pas cette possibilité. Les attaques ont augmenté depuis le début de l'invasion de l'Ukraine et nous devons nous y préparer. Aujourd'hui, la Russie est dépendante des opérations hybrides



Nous avons doublé notre budget de défense en quatre ans

pour déstabiliser l'Europe, parce qu'elle n'a pas le poids militaire nécessaire pour exercer une menace crédible. Elle est embourbée en Ukraine. Mais après un accord de paix, si cela se produit, la Russie réinvestira ses installations militaires de Pskov, d'Alakourtti, de Kaliningrad, etc., c'est pourquoi nous nous concentrons actuellement sur le renforcement de nos propres forces armées et les activités de l'Otan dans notre région. Nous avons déployé un bataillon mécanisé, un an après notre adhésion à l'Alliance, en Lettonie. Nous sommes la nation cadre pour la FLF (Forward Land Forces) en Finlande. Nous déployons nos Gripen en Pologne pour assurer la police du ciel et soutenir les missions de l'Otan.

En mer Baltique, l'Otan a lancé une nouvelle opération, Baltic Sentry. Comment dissuader les opérations hybrides dans cette zone ?

L'Otan a augmenté ses capacités navales en mer Baltique, ce qui est très utile pour la surveillance maritime. Un certain nombre de câbles y ont été touchés ces dernières années. La mer Baltique est un endroit un peu particulier. Elle est devenue beaucoup plus importante pour la Russie depuis l'invasion de l'Ukraine, parce qu'elle ne peut plus opérer en mer Noire. Elle exploite environ 4000 navires à tout moment en mer Baltique. La profondeur des fonds est en moyenne de 55 mètres. Les opérations hybrides y sont possibles en étant couvertes par le « déni plausible ».

Récemment, un avion de patrouille maritime français a été illuminé par un radar de tir russe au-dessus de la mer Baltique. Avez-vous également constaté ce type d'attitude agressive à l'encontre de bâtiments suédois ?

J'apprécie l'engagement de la France en Europe du Nord. La Russie agit de

Européens Ukraine

la danse si les Américains n'y sont pas. Donald Trump s'accroche toujours à l'idée d'une paix rapide, fût-elle signée au détriment de l'Ukraine. Il n'a toujours pas ouvert la porte des négociations aux Européens, auxquels il prévoit pourtant de déléguer le dossier ukrainien. Quant à Vladimir Poutine, il a fait de l'envoi de troupes européennes en Ukraine une ligne rouge. Et pour dissuader les pays européens d'aller plus loin, le Kremlin a une nouvelle fois brandi la menace d'un affrontement direct entre la Russie et l'Otan. L'Europe aura-t-elle à la fois les capacités et la volonté politique de s'affranchir des diktats du Kremlin et de la Maison-Blanche pour devenir un acteur stratégique capable de leur tenir tête et de sauver l'Ukraine des mâchoires russes ? ■



se sont réunis, jeudi, à Paris. LUDOVIC MARIN / VIA REUTERS

portant

manière imprudente dans notre région et nous en sommes conscients. Un certain nombre de navires suédois en ont fait les frais comme cela a été le cas pour les navires français. Il y a également eu des incursions dans notre espace aérien. Nous avons donc accru de manière significative notre présence militaire sur l'île de Gotland, qui a une importance stratégique pour l'Otan et les pays riverains de la Baltique. Nous y avons établi un nouveau régiment.

Quel est l'avenir de l'Otan alors que l'allié principal, les États-Unis, fait planer le doute sur son engagement ?

Quoi qu'il en soit, l'Europe doit assumer davantage de responsabilités en matière de sécurité. D'autres présidents américains avant Donald Trump l'ont exprimé. C'est pourquoi nous investissons de manière très importante dans nos forces armées. Nous en sommes aujourd'hui à 2,4% de notre PIB. Nous avons doublé notre budget de défense en quatre ans. Et nous allons augmenter cet effort pour atteindre 3,5% du PIB en 2030. Je me réjouis également de voir la France faire preuve d'un leadership majeur. Nous savons que les Américains procèdent actuellement à une révision de leur dispositif de forces à l'échelle mondiale. Toutes les nouvelles Administrations le font. Je ne serais pas surpris que les États-Unis réduisent leur empreinte en Europe. Mais nous devons maintenir un lien transatlantique fort.

Le budget de l'Union européenne consacré à la défense doit-il être utilisé pour acheter des matériels européens ? Les positions française et suédoise sont un peu différentes sur le sujet. Nos deux pays sont dotés de capacités industrielles. Nous devons renforcer nos coopérations. Mais pour nous, il est également important d'avoir accès au marché américain pour équiper nos forces. ■



Olha Filippova se recueille, le 9 mars, sur la tombe de sa fille Valentina, une soldate morte au combat, dans le carré militaire du cimetière de Lisove, à Kiev, au milieu de centaines de drapeaux ukrainiens. Près d'elle, Konstantin, son neveu, jeune soldat de 26 ans blessé au front.

PHILIPPE DE POULPQUET POUR LE FIGARO

À Kiev, les négociations butent sur les tombes des soldats

Stanislas Poyet
Kiev

« **Q**u'est-ce que la guerre ? Ce sont les noms propres », écrivait le poète ukrainien Maksym Kryvtsov, tué au front en janvier 2024, à l'âge de 33 ans. Sur les stèles du cimetière de Lisove, dans l'est de Kiev, ces noms propres se succèdent sous les drapeaux bleu et jaune qui ondulent comme une mer agitée. Le soleil de mars réchauffe les pierres tombales et, pour la première fois depuis des mois, les visiteurs aux bras chargés de gerbes colorées ont laissé tomber leurs lourds manteaux d'hiver. En Ukraine, comme dans les pays de l'ex-Union soviétique, l'individu s'est longtemps effacé derrière le peuple, et aucun nom n'était gravé sur les monuments aux morts des guerres passées. Ici, les noms propres coiffent de larges photos des soldats tués, comme s'il fallait rappeler que la guerre est l'affaire du sacrifice de personnes ordinaires, tuées pour défendre la patrie.

Dans ces allées de graviers, les discussions agitées sur de possibles négociations, le revirement américain ou la duplicité russe laissent place à la douleur et au silence. Dans le carré nord, une jeune femme s'agit doucement entre les sépultures sombres qui s'alignent sous le soleil. Yana Belska astique avec précaution la stèle d'un jeune soldat, dont le visage rieur éclaire la pierre noire. Dans un petit sac à main, quelques produits ménagers dépassent parmi des articles de beauté féminins. Yana a 27 ans, elle est déjà veuve de guerre. Son mari, Dima, a été tué le 19 juillet 2022 lors de la contre-offensive dans la région de Kherson. Un obus a balayé sa position et soufflé sa vie, ainsi que celle de ses quatre compagnons.

« *La guerre a volé l'homme de ma vie* », soupire Yana, qui accepte d'interrompre son rituel. « *Ma vie s'est effondrée quand Dima est mort. Il a donné sa vie pour que l'Ukraine soit libre. Et moi, j'ai donné un peu de la mienne aussi* », ajoute-t-elle amèrement. La jeune femme n'est pas seule cet après-midi de semaine. En Ukraine, le cimetière est devenu un lieu commun, tant le pays est endeuillé. Depuis 2022, 80 000 soldats ukrainiens auraient été tués (selon les estimations du *Wall Street Journal*), auxquels s'ajoutent quelque 10 000 victimes civiles. Des chiffres probablement sous-estimés, tant les informations sont partielles et les vérifications délicates.

D'une voix légère, la jeune femme raconte le jeune soldat et leur histoire. L'amour fleurissant sur les bancs de l'université, l'insouciance des premières années, et puis la guerre. Dima était officier de métier. Quand les premiers coups de canon russes se sont fait entendre, le couple a compris que la séparation était inéluctable. « *J'ai tout de suite su que nous nous séparions pour longtemps* », dit-elle tristement. « *Dima a voulu qu'on se marie tout de*

suite. Lors d'une promenade, nous sommes passés devant le bureau d'état civil, il m'a demandé si je voulais devenir sa femme. J'ai dit oui », sourit-elle encore. Les papiers sont signés dans la foulée, puis Dima rejoint son unité. Cinq mois plus tard, il meurt sur le front de Kherson.

Pour Yana, comme pour des milliers de familles, l'annonce de la mort ne fut pas le couperet qui tombe. Deux mois durant, Dima fut porté disparu. Deux mois d'une longue et douloureuse attente pour Yana. « *Je me sentais chaque jour devenir un peu plus folle* », se rappelle-t-elle. « *L'apprendre a finalement été une délivrance. Ils m'ont dit qu'il avait péri héroïquement. Que sa mort avait sauvé la vie de neuf de ses camarades* », ajoute doucement la jeune femme.

Sur la sépulture, trois médailles attestent, s'il le fallait, du fait d'armes qui a coûté la vie au jeune homme. Sur les stèles presque trop grandes, les photos immenses des soldats tués figent le souvenir sur ces visages fiers ou enjoués. Le défunt devient un héros immortel tombé pour la patrie. Face à la mort et son indicible mystère, l'héroïsme s'efforce de donner un sens à l'absurde, d'habiller l'inacceptable de gloire et de drapeaux. Pour ces familles endeuillées, à qui la guerre a tout pris, le récit patriotique est tout ce qu'il reste. « *Les familles ont besoin de donner du sens à la mort* », reconnaît le père Lavrenty, moine au monastère Saint-Michel de Kiev, dont le quotidien est marqué par les funérailles militaires. « *La mort d'un jeune homme ou d'une jeune femme, dans la fleur de l'âge, est un scandale, quelque chose que l'on ne peut justifier. La religion ne justifie pas, elle console. Le patriotisme apporte du sens (à bon escient, précise ce prêtre patriote, NDLR) : l'être aimé est mort pour une cause, celle de la liberté d'un peuple agressé* », poursuit-il.

Pour ces familles meurtries, le cimetière ravive des convictions, parfois contradictoires : le désir d'une paix immédiate se confronte au tribut payé pour que l'Ukraine conserve son indépendance. Olha a perdu son époux puis sa fille. Sur la tombe de Valentina, son enfant, elle a crié longtemps sa douleur

cet après-midi. « *Il faut que cette guerre cesse* », répète Olha en essayant frénétiquement son visage rougi. « *Mais nous ne pouvons accepter la paix à n'importe quel prix* », ajoute-t-elle, catégorique, quand on lui parle de concessions territoriales ou de démilitarisation. À côté d'elle, Konstantin, son neveu, jeune soldat de 26 ans blessé au front, acquiesce sombrement. « *Trop d'entre nous sont morts. "Ils" parlent d'abandonner aux Russes les territoires occupés. Moi je me dis : "tout ça pour ça"* », souffle le soldat.

« J'ai tout fait pour la retenir, j'ai pleuré. Rien n'a pu la faire changer d'avis »

Olha Mère de Valentina, une soldate tuée au front

Valentina s'est engagée après la mort de son père, tué en 2022 dans la région de Louhansk, mue par un amour passionné pour son pays. « *Elle voulait devenir chanteuse. Elle ne faisait qu'un mètre cinquante-cinq. Elle s'est retrouvée mitrailleuse, et elle est morte, tuée par un obus antichar, en 2023* », sanglote-t-elle. La jeune fille et son père reposent désormais à une centaine de mètres l'un de l'autre, leurs deux tombes blanches semblent se répondre, comme deux bouées brillantes au milieu des flots sombres des tombes alentour. « *J'ai tout fait pour la retenir, j'ai pleuré. Rien n'a pu la faire changer d'avis* », dit tristement sa mère. Olha a voulu une tombe à l'image de sa fille. La stèle raconte l'histoire d'une jeune patriote qui aimait la musique. Un micro de marbre est posé sur une partition de musique sculptée dans la tombe. « *C'est l'hymne national* », précise la mère.

Un couple passe, il salue avec déférence Olha. Ludmilla et Anatoli ont enterré Aleksiy, leur fils unique, à quelques mètres de la tombe de Valentina. Ludmilla, comme Olha, rend visite à son enfant plusieurs fois par semaine : voisines de cimetière, les deux femmes

sont devenues sœurs de douleur. « *Aleksiy est mort pour l'Ukraine, mais aussi pour l'Europe, car l'Ukraine est le bouclier de l'Europe* », répète Ludmilla devant la tombe colorée. Aleksiy et son père, Anatoli, se sont engagés le lendemain de l'invasion russe. « *Aleksiy avait étudié l'histoire, il connaissait la vraie nature de la Russie. Il savait que si nous voulions vivre en paix, il fallait d'abord se battre* », assure son père, qui a revêtu son uniforme pour rendre visite à son fils. Aleksiy est mort dans un accident de voiture à proximité du front. « *Son commandant nous a dit qu'il n'avait pas dormi depuis trois jours. Qu'il est mort à cause de la guerre* », tient à préciser Anatoli, comme s'il fallait à tout prix souligner que c'est bien la guerre, et non la route, qui avait ravi son fils. « *Il venait de se marier, il voulait avoir une famille, nous donner des petits-enfants, il est mort avant tout cela, et moi je suis toujours là* », se désole le gaillard. À côté de son mari, Ludmilla essuie une larme qui coule sur sa joue droite. « *Il était la promesse de la vie, maintenant, il n'y a que la mort* », dit-elle.

De l'autre côté du cimetière, dans la partie ouverte pour accueillir les nouvelles tombes militaires, Valentin n'a plus de larmes. À 24 ans, ses yeux ont été asséchés par trois années de guerre. « *Je voudrais tirer un grand coup de RPG (lance-roquette) au milieu de tous ces politiciens* », lâche-t-il, les dents serrées. Valentin est infirmier sur la ligne de front au sein de la 3^e brigade d'assaut. « *J'ai perdu tant d'amis, je ne peux même pas compter* », dit-il. Ce matin, le jeune homme a profité de ses trois jours de permission pour rendre visite à quelques-uns d'entre eux, enterrés ici. Devant la tombe de « *Koval* », surmontée de la bannière des Ultras du Dynamo de Kiev, un groupe de supporters de l'équipe de football de la capitale, le jeune homme dépose une pastille de tabac à sucer. « *Moi je n'aime pas ça, mais lui, c'était son truc* », sourit-il. Valentin a récupéré le cadavre de son ami, tué le 30 août 2023 à Andriivka. « *Son blindé a été touché par un tir de SPG (roquette antichar). Il a réussi à nous joindre par radio. Mais il s'est pris un second tir. Et il n'a plus répondu. Quand on est arrivé, c'était le carnage. Son bras droit a été totalement arraché, et l'arrière de son crâne pulvérisé* », raconte avec détachement le jeune infirmier.

« *Je suis vide. Je ne suis plus vraiment connecté à la réalité* », confie Valentin. À côté de lui, Maria, sa jeune compagne, détourne le visage et s'éloigne de quelques mètres pour laisser ses larmes couler. « *Ça me fait peur de l'entendre, de le voir si abîmé. Son âme est si abîmée* », répète-t-elle. Valentin est à l'image de sa génération, sculptée par l'expérience du feu. La guerre a ravi leur jeunesse et fauché l'espérance. Sur son torse, il s'est fait tatouer un immense Christ en croix pointant deux pistolets de ses bras tendus. « *Jésus, c'est la paix ; les flingues, ce sont la mort. Ça n'a pas de sens, comme ce qui se passe ici* », commente-t-il simplement. ■



Les tombes de soldats morts au combat, au cimetière de Lisove, à Kiev.

PHILIPPE DE POULPQUET POUR LE FIGARO

Adam Arroudj Alger

Souhaitant que l'écrivain de 80 ans puisse « redevenir un homme libre », Emmanuel Macron en appelle à « l'humanité des autorités algériennes ».

« Il faut reconnaître qu'Alger a cherché à apaiser la situation à tous les niveaux. » À Paris, ceux qui suivent au jour le jour l'évolution de l'affaire Boualem Sansal ne cachent pas leur soulagement. « Alors qu'il avait été initialement pris en charge par le pôle judiciaire spécialisé dans la lutte antiterroriste et du crime organisé, il a finalement comparu devant un tribunal correctionnel. Alors qu'il risquait la réclusion à perpétuité, le procureur n'a requis que dix ans de prison, et la peine prononcée s'est réduite à cinq ans. Honnêtement, on a de quoi être optimistes sur une fin heureuse à court terme... »

Jeudi 27 mars, le tribunal de Dar El Beida, à Alger, a condamné à cinq ans de prison ferme et à une amende de 500 000 dinars (environ 3 500 euros) l'écrivain franco-algérien de 80 ans, détenu en Algérie depuis le 16 novembre 2024.

Son procès, il y a une semaine, avait pris de court ceux qui s'attendaient à une instruction plus longue. Tenu sans annonce préalable, il avait surpris tant par la requalification des faits décidée par le juge d'instruction que par la brièveté de l'audience, d'une vingtaine de minutes, selon le journal arabophone *Chorrouk* présent sur place. À l'issue de l'audience, le procureur avait requis dix ans de prison ferme et 1 million de dinars (environ 7 000 euros) d'amende.

Questionné sur les messages échangés avec deux ex-ambassadeurs de France ou un membre du Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK, mouvement indépendantiste classé terroriste par l'Algérie), Boualem Sansal a « totalement nié » toutes les accusations formulées à son encontre par le juge : atteinte à l'unité nationale, outrage à corps constitué (l'armée), atteinte à l'économie nationale et détention de vidéos et de publications menaçant la sécurité et la stabilité nationale.

« Une détention cruelle, vingt minutes d'audience, une défense inexistante, et au final, cinq ans de prison pour un écrivain innocent : une sentence qui trahit le sens même du mot justice », a immédiatement réagi l'avocat français, saisi par Gallimard pour défendre l'écrivain, mais non reconnu par Alger, François Zimeray. « Son âge et son état de santé rendent chaque jour d'incarcération plus inhumain encore. J'en appelle au président algérien : la justice



Boualem Sansal, le 23 avril 2024, à Strasbourg.

ROSES NICOLAS / ABACA

Boualem Sansal condamné à 5 ans : un verdict qui laisse de l'espoir

a failli, qu'au moins l'humanité prévaille », a-t-il ajouté.

Emmanuel Macron a déclaré dans la journée « vivement » souhaiter que Boualem Sansal puisse « redevenir un homme libre » et « se soigner ». « Je sais pouvoir compter sur à la fois le bon sens et l'humanité des autorités algériennes pour prendre une telle décision », a-t-il insisté. En off, Paris l'admet : le verdict, plus clément qu'annoncé, vient ainsi appuyer le scénario optimiste qu'évoquaient déjà, la semaine dernière, plusieurs sources proches du dossier. Selon ces sources, l'accélération de la procédure laisse penser que les autorités algériennes cherchent à clôturer au plus vite le dossier Sansal.

« Cette mobilisation le dessert »

« Il y a eu une forme d'apaisement », a ainsi déclaré Mohamed Baghdadi, le bâtonnier d'Alger, en suggérant que l'issue de cette affaire serait décidée en fonction de la personnalité de l'accusé. « C'est quand même un monsieur âgé,

qui est fatigué, qui est malade, et qui n'a pas d'antécédent judiciaire. Ce sont des éléments qui comptent dans le cadre de la procédure. » Pour une autre source, cette condamnation permet déjà à l'État algérien de « sauver la face tout en laissant la porte ouverte à une éventuelle grâce présidentielle ».

« On ne va pas se mentir, ce n'est pas la pression mise par une partie de la classe politique française qui contribuera à le faire sortir. On le dit depuis le début, cette mobilisation le dessert », critique-t-on jusqu'à l'intérieur de l'État français, sur un ton un peu agacé. On tente d'expliquer qu'Alger ne fonctionne pas sous la pression, qu'il est « vain », pour reprendre les termes du cardinal et archevêque d'Alger Jean-Paul Vesco cette semaine, « de tenter de tordre le bras à l'État algérien ».

À Paris, on attribue d'abord cette sentence clémente aux nombreux messages envoyés par la France, via tous les canaux officiels et officieux de la relation bilatérale, qui soulignaient à quel point une condamnation aurait un coût politique terrible pour le président Abdelma-

djid Tebboune. Aujourd'hui, les derniers mots du chef de l'État algérien au sujet de Boualem Sansal – « Je ne peux présager de rien » – résonnent différemment.

Contacts au plus haut niveau

Une issue heureuse viendrait confirmer l'apaisement tout récent des tensions entre Paris et Alger, obtenu par des contacts au plus haut niveau entre les deux capitales, notamment mobilisés pour organiser au plus vite une visite à Alger du ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. « Pour qu'un dialogue soit à nouveau possible, il fallait qu'on liquide le sujet », assure-t-on dans les coulisses de la relation bilatérale à Paris comme à Alger.

Alors qu'en France, une partie de la classe politique a manifesté à Paris cette semaine pour réclamer la libération de l'écrivain, les médias algériens ont continué à marteler que les propos tenus par Boualem Sansal sont graves. Pour le site souverainiste Algérie Patriotique, il reste un « faux martyr », qui « n'est pas persécuté pour avoir dénoncé

l'injustice », mais « glorifié pour avoir relativisé la colonisation ». Le quotidien *L'Expression* a rappelé que l'accusé s'était défendu de « porter atteinte à la sécurité de l'État ou de porter atteinte à l'Algérie », « contrairement » à ce que laissaient penser « ses déclarations vues par des millions d'Algériens affligés ».

Boualem Sansal a dix jours pour faire appel. En théorie, pour qu'une grâce soit applicable, la décision de justice doit être définitive. Mais selon un juriste algérois, « même si Sansal fait appel, le jugement pourrait intervenir en quelques jours, cela s'est déjà vu. Personne n'a intérêt à attendre ».

De même, la grâce pourrait intervenir à n'importe quel moment. « À une période où les grâces sont traditionnellement prononcées – la fin du ramadan, ou la fête de l'Aïd-el-Kébir (début juin), ou la fête nationale du 5 juillet –, explique encore le juriste. Ou même en dehors de ces dates, par exemple pour raison de santé. Tout est possible. Alger attend peut-être de voir quelles vont être les réactions en France... » ■

La Pologne restreint le droit d'asile

Adam Hsakou Varsovie

Le premier ministre libéral, Donald Tusk, s'était engagé à verrouiller un peu plus la frontière avec la Biélorussie.

Le texte attendait patiemment sur le bureau du président polonais. Mercredi, Andrzej Duda y a finalement apposé son sceau, offrant au gouvernement le pouvoir de limiter le droit d'asile par simple ordonnance. « Monsieur le premier ministre, je vous invite à mettre en œuvre ce règlement et à prendre des mesures résolues pour défendre la frontière polonaise », a lancé le chef d'État à l'intention de Donald Tusk, son rival politique, avant de remercier les journalistes regroupés sur le tarmac de l'aéroport de Varsovie. Le premier ministre n'a pas attendu pour que ce texte entre en vigueur. Le soir même, il faisait loi. « Comme je l'avais annoncé : sans le moindre délai », s'est-il targué sur les réseaux sociaux.

Cette mesure choc, le centriste Donald Tusk l'avait déjà présentée à ses partisans lors d'une convention le 12 septembre dernier. Les travaux parlementaires ont achevé de donner corps au projet, qui accorde la possibilité de restreindre le droit d'asile pour une durée de soixante jours sur un périmètre

préétabli, renouvelable avec l'accord de la Diète. Certaines catégories, dites « vulnérables », notamment les mineurs et les femmes enceintes, ne sont pas concernées par cette réforme.

Hautement controversé, le sujet a nourri les débats ces dernières semaines, suscitant crispations au sein du camp libéral et critiques de la part des milieux juridiques et humanitaires. « Ce règlement ne devrait pas entrer en vigueur », s'est offusqué le médiateur polonais, Marcin Wiacek, sur le plateau de Polsat News. « La suspension des libertés ou des droits constitutionnels (...) n'est possible, au regard de la Constitution, qu'après l'instauration de l'état d'urgence », a-t-il martelé.

Mais selon Donald Tusk, l'urgence est bien là, à l'est du pays. Car le texte, qui vient de paraître au *Journal officiel*, va pour l'heure uniquement s'appliquer aux quelque 400 km de frontières qui séparent la Pologne de la Biélorussie. « Nous y observons une augmentation de la pression migratoire », a réemment déclaré le ministre de

l'Intérieur, Tomasz Siemoniak, à la représentation nationale. On recense plus de 2 300 tentatives de passage depuis le début de l'année, dont plus de

« Nous avons un taux de réussite de 98 % pour les arrestations (...) grâce à la détermination de nos soldats, de nos gardes-frontières et de nos policiers »

Donald Tusk
Premier ministre de Pologne

1 400 pour le seul mois de mars. Le maintien de la sécurité, maître mot de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne, est donc brandi pour répondre aux défenseurs de la Convention de Genève, de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et de la Constitution polonaise.

Ce samedi, Donald Tusk a de nouveau visité les confins orientaux du pays.

Comme à son habitude pour ce type de déplacement, il portait une veste kaki, un pantalon noir et des chaussures de randonnée. Au-delà du symbole, la zone tampon est aujourd'hui un terrain largement militarisé, gardé par onze mille personnes déployées le long de la frontière avec la Biélorussie. « Nous avons un taux de réussite de 98 % pour les arrestations (...) grâce à la détermination de nos soldats, de nos gardes-frontières et de nos policiers », s'est félicité le chef du gouvernement, tout en rappelant que ces circuits migratoires étaient organisés « sous le patronage du président biélorusse Alexandre Loukachenko (...) et avec l'engagement de la Russie » depuis 2021.

Bientôt, le durcissement polonais pourrait s'étendre à d'autres points de passage. Sur un ton de défi, le président Andrzej Duda a exigé de Donald Tusk de regarder vers l'Ouest et de montrer « du courage à l'égard des pouvoirs allemands ». Depuis octobre 2023, Berlin mène des contrôles terrestres avec la Pologne, la République tchèque et la

Suisse, en contradiction avec les accords de Schengen. « Ce n'est pas parce que l'Allemagne a un problème depuis l'erreur stupide qu'elle a commise il y a quelques années qu'elle doit la partager avec nous et que nous devons l'accepter », a surenchéri Duda.

En réalité, seuls 688 individus ont été transférés de l'Allemagne vers la Pologne l'année passée, et la majorité d'entre eux sont des citoyens polonais. Le principal défi opérationnel concerne la gestion des personnes contrôlées à la frontière polono-allemande, refusées par l'Allemagne, mais détenant un titre de séjour valide en Pologne. En 2024, ils étaient 9369, dont près de la moitié originaire d'Ukraine, les autres, moins nombreux, étant des ressortissants afghans, syriens, géorgiens ou indiens. Quoi qu'il advienne, la question migratoire, toujours brûlante en Pologne, devrait continuer à animer les débats, en atteste l'opposition farouche de Varsovie au pacte européen sur la migration et l'asile, dont l'application est prévue pour 2026. ■

Joseph Aoun : « Le soutien de la France est essentiel, elle est notre mère protectrice »

Propos recueillis à Beyrouth par
Yves Thréard

Le président libanais doit être reçu ce vendredi à l'Élysée par Emmanuel Macron.

Élu par le Parlement au début de l'année, l'ex-chef de l'armée libanaise, chrétien maronite et sans lien de parenté avec son prédécesseur Michel Aoun, joue actuellement la survie de son pays, au cœur d'un Proche-Orient en pleine turbulence. Cet entretien, accordé au Figaro depuis le Palais présidentiel de Baabda, est son premier dans la presse occidentale.

LE FIGARO. - Venez-vous en France pour débloquer le plan de soutien que vous attendez de la communauté internationale en faveur du Liban ?
JOSEPH AOUN. - C'est d'abord une visite de remerciement au président français pour le rôle qu'il a joué en faveur du Liban, et à la France pour son aide permanente. Vous savez, les Libanais ont toujours été élevés avec cette idée forte selon laquelle la France était leur mère protectrice. Son soutien est essentiel. Nous avons une relation singulière et séculaire qui remonte au XVI^e siècle. Elle est ancrée dans notre culture et notre éducation. Donc, nos deux pays ne peuvent que compter l'un sur l'autre. Je rappelle que le Liban est l'un des pays fondateurs de la Francophonie. Je n'oublie pas, non plus, la présence des soldats français dans la force des Nations unies présente ici, la Finul, et la participation de votre pays au comité d'observation du cessez-le-feu dans le sud du Liban.

Lors de sa visite au Liban, début janvier, Emmanuel Macron a annoncé que la France accueillerait une conférence des pays donateurs au profit de votre pays. Qu'en est-il et qu'en est-il aussi de vos négociations avec le Fonds monétaire international ?
Je peux vous dire que les négociations du FMI avec le nouveau gouvernement libanais sont entamées. Une délégation du FMI nous a rendu visite et a exprimé sa volonté d'aider le gouvernement à élaborer son plan de relance économique. Nous allons adopter les lois requises pour accompagner les réformes attendues. Celles-ci, qui seront entérinées par le Parlement, je n'en doute pas une seconde, porteront sur trois fronts : la lutte contre la corruption, la levée du secret bancaire et la restructuration des banques.

Ce sont les conditions posées par vos partenaires pour le versement de l'aide, dont le montant varie de 11 à 14 milliards de dollars, n'est-ce pas ?
Avant d'être une requête de la communauté internationale, elles sont une réponse à la demande pressante et compréhensible des Libanais. La Banque mondiale, dans son premier rapport, a estimé les besoins du Liban pour sa relance économique à près de 11 milliards de dollars. Le Conseil national pour la recherche scientifique et la Banque mondiale estiment désormais les dégâts directs et indirects de la guerre avec Israël à près de 14 milliards.

Le Liban vit aujourd'hui sous pression internationale. Quelle est votre priorité pour espérer garantir votre souveraineté ?
La priorité des priorités réside aujourd'hui dans le rétablissement de la restructuration financière et bancaire de notre pays. Pour cela, il faut des réformes, encore des réformes et toujours des réformes. Elles sont le moyen de rétablir la confiance nationale et internationale. La formule magique, c'est le rétablissement de la confiance. Pour le reste, nous essayons d'exercer pleinement notre souveraineté, avec notre armée et nos services, en assurant la sécurité de la nation face au terrorisme, au trafic de drogue et à toutes les agressions extérieures.

La nomination du futur gouverneur de la Banque du Liban s'est faite dans la douleur, ces dernières heures...



Joseph Aoun : « Nous sommes totalement engagés dans l'application de la résolution 1701 des Nations unies, qui appelle à une cessation complète des hostilités entre le Hezbollah et Israël. »

Karim Souaid jouera effectivement un rôle crucial dans la restructuration de notre économie.

Le Hezbollah a été profondément affaibli à l'automne par l'armée israélienne. Pouvez-vous dire que, depuis, le Liban est sorti de ce qu'on appelle « l'axe chiïte iranien » ?
Le Liban, par sa situation géographique, ne peut pas tolérer de faire partie d'un quelconque axe. L'importance du Liban réside dans sa diversité, mais aussi dans la solidarité et l'unité interne de son peuple. C'est cette unité qui le préservera de tout danger. Dans mon discours d'investiture, j'ai parlé de la neutralité du Liban. Mais la neutralité ne signifie en aucun cas que nous ne sommes pas solidaires des pays arabes. Donc, si vous me comprenez, le Liban ne doit pas être une plateforme utilisée pour porter préjudice à n'importe quel pays arabe ou ami.

Suspendues, les liaisons aériennes avec l'Iran vont-elles reprendre ?
Pour le moment, non. Un jour, peut-être...

« La stabilité de la Syrie se refléterait positivement sur la stabilité du Liban. Nous souhaitons que ce gouvernement remette la Syrie sur pied »

Joseph Aoun

La démilitarisation du Hezbollah est-elle vraiment engagée ?
L'armée libanaise a déjà démantelé plusieurs camps palestiniens pro-Hezbollah ou pro-iranien : un à côté de Beyrouth, deux au nord vers Tripoli, et trois dans la plaine de la Bekaa. Par ailleurs, l'armée a déjà mené plus de 250 réquisitions d'armes ou opérations contre des caches d'armes dans des tunnels, au sud du fleuve Litani, région très vaste, très accidentée. Une partie de l'arsenal saisi est détruite, mais si elles sont utilisables, les armes récupérées vont à l'armée libanaise. Pour exécuter son travail, celle-ci, qui compte 77 000 hommes, a besoin d'effectifs. Le Conseil des ministres a décidé d'enrôler 4 500 soldats supplémentaires pour intervenir plus efficacement dans le Sud. Le problème, c'est qu'il n'y a pas que le sud du pays à défendre ou protéger. Nous avons aussi le problème de l'armement palestinien que nous devons régler en coordination avec l'Autorité palestinienne. Le but, c'est que notre armée occupe tout le territoire. L'État doit avoir l'exclusivité du port d'armes, de la violence. L'exigence est tout aussi nationale qu'internationale.

C'est loin d'être le cas, puisque les Israéliens ne respectent pas le cessez-le-feu du 27 novembre 2024 dans le Sud ?
Nous sommes totalement engagés dans l'application de la résolution 1701 des Nations unies, qui appelle à une cessation complète des hostilités entre le Hezbollah et Israël. Malheureusement, Israël viole

cet accord de cessez-le-feu et les précédentes expériences d'accord qu'on a eues avec Israël, sauf dans le domaine maritime sur la zone exclusive économique, ne sont pas encourageantes. Dans la situation actuelle, l'espoir est mince. Nous n'avons pas d'autre choix que de continuer à œuvrer sur le front diplomatique, avec la France, les États-Unis et la communauté internationale, pour arriver à une solution. Il faut que celle-ci garantisse le retrait israélien du sud du Liban, le retour des prisonniers libanais retenus par les Israéliens ainsi que la fixation, une fois pour toutes, de la frontière terrestre. Je laisse de côté la question de la « libanité » des Fermes de Chebaa, occupées par Israël sur le plateau du Golan, car ce dossier nécessite une approche distincte avec l'État syrien.

Comment jugez-vous les positions de Donald Trump sur le conflit israélo-palestinien ?
En ce qui nous concerne, nous nous en tenons toujours aux résolutions du sommet arabe qui s'est tenu en 2002 à Beyrouth et qui préconise la solution à deux États. On ne peut pas espérer arriver à une paix durable, dont il faut préparer le terrain car on ne peut l'imposer, sans une solution juste et équitable de la cause palestinienne. C'est aussi une condition de la paix dans toute la région, y compris au Liban.

Que répondez-vous à ceux qui prétendent que le redressement du Liban se fait aujourd'hui sous la pression de Donald Trump ?
Mais c'est le monde entier qui subit la pression de Donald Trump !

Entre 1,5 et 2,5 millions de réfugiés syriens vivent au Liban. Le nouveau pouvoir à Damas est-il prêt à leur rapatriement ?
Nous allons commencer à résoudre, je l'espère, les difficultés liées à la définition des frontières terrestres et maritimes avec la Syrie, ainsi que le problème des réfugiés. Tous ces dossiers attendent la formation d'un gouvernement syrien, que je souhaite représentatif du peuple, pour voir leur résolution. Ce mercredi, notre ministre de la Défense devait rencontrer son homologue syrien, mais cette visite a été différée à Djedda, sous l'égide de l'Arabie saoudite.

Faites-vous confiance au nouveau pouvoir syrien d'Abou al-Joulani alors que des exactions ont eu lieu récemment contre les minorités alaouite, druze et chrétienne ?
Je ne sais pas, et ce n'est pas à nous, Libanais, de nous immiscer dans les affaires internes d'un pays étranger, quel qu'il soit. Chaque acte qui cible des minorités, où que ce soit, est condamnable. Il appartient donc à la Syrie de régler ses problèmes et de préserver la sécurité de toutes les composantes de son peuple. Ce qui est certain, en revanche, c'est que la stabilité de la Syrie se refléterait positivement sur la stabilité du Liban. Nous souhaitons que ce gouvernement remette la Syrie sur pied.

Avec votre arrivée et celle du gouvernement de Nawaf Salam s'ouvre une nouvelle ère. Comment comptez-vous faire pour en finir avec l'idée selon laquelle les Libanais sont davantage attachés à leur communauté qu'à leur pays ?
Nous voulons en finir avec cela. C'est l'objectif national et je pense que le peuple libanais y est prêt. Il est en train de se réunir. Lorsque je dirigeais l'armée et que je m'adressais à mes officiers, j'insistais toujours sur le fait que c'est l'État qui protège, et non la communauté. Nous partageons tous le même drapeau, la même carte d'identité. L'État doit passer en premier. Nous œuvrons donc à construire cette citoyenneté parce que le peuple libanais a trop souffert des politiques partisans et des allégeances communautaires.

Que prévoyez-vous pour stopper l'hémorragie des Libanais, beaucoup de confession chrétienne, qui partent vivre à l'étranger ?
Pour cela, nous devons leur assurer la stabilité politique et judiciaire, la sécurité, la lutte contre la corruption et des

améliorations économiques. Les chrétiens ne sont pas les seuls tentés par l'exil et si je suis maronite, je suis le président de tous mes compatriotes. Tous veulent que l'État prenne ses responsabilités. Je veux leur donner cet espoir, pour qu'ils reviennent ou restent.

Demandez-vous la libération de votre compatriote Georges Ibrahim Abdallah, communiste condamné pour terrorisme et détenu en France depuis 1984 ?
Je respecte la justice et je considère que lorsqu'un acte criminel est commis, il est normal de purger une peine. Maintenant, un tribunal français a prononcé la mise en liberté de M. Abdallah, mais il y a eu appel de cette décision. Le Liban avait, en juin dernier, mandaté son ministre de la Justice pour suivre cette affaire. Après tout, c'est un citoyen libanais et nous sommes responsables de tous les citoyens libanais. Si la situation était inversée, si c'était un citoyen français emprisonné au Liban, l'État français ferait pareil. Ce point n'est pas à l'ordre du jour de mon rendez-vous avec le président français, mais j'essaierai de l'aborder. ■

ARTCURIAL



LES RENDEZ-VOUS
DU MARDI
Expertises gratuites et confidentielles
tous les mardis à Paris

Ventes à Monaco
en préparation

+33 (0)1 42 99 16 30
expertise@artcurial.com

Les explications du procureur Jean-Luc Blachon étaient très attendues. Depuis le placement en garde à vue des grands-parents, d'un oncle et d'une tante du petit Émile, 48 heures plus tôt, le magistrat n'avait laissé filtrer aucune information. Vendredi matin, la salle d'audience du tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence était, sans surprise, bondée pour la conférence de presse organisée à l'issue de la levée des gardes à vue des membres de la famille du garçonnet, tous remis en liberté.

Jean-Luc Blachon a dévoilé des éléments clés dans cette enquête à tiroirs, teintée d'un mystère qui s'épaissit depuis la disparition d'Émile en juillet 2023. Huit mois plus tard, le 30 mars 2024, le crâne du petit garçon et quelques-uns de ses effets personnels étaient découverts par une randonneuse dans un bois, non loin du lieu de sa disparition, au Haut-Vernet.

Dans ce laps de temps, la quinzaine d'enquêteurs qui composent la cellule spécialement consacrée à cette affaire au sein de la gendarmerie nationale a continué à travailler, à l'abri des regards. Ils ont auditionné 287 témoins, saisi 27 véhicules, ratissé près de 285 hectares et réalisé pas moins de 50 perquisitions. Accident ? Homicide involontaire ? Devant les journalistes, Jean-Luc Blachon, prudent, prend soin de ne fermer aucune porte, se bornant à répéter que « rien n'est écarté à ce jour ».

«Traumatisme facial violent»

Au cours de ce travail de fourmi surgissent cependant des éléments troublants qui conduisent à une hypothèse glaçante. Au terme de «soixante missions d'expertise dans des domaines aussi divers que ceux de la physico-chimie, l'entomologie funéraire, l'anthropologie et l'anatomie crânio-faciale, la pédopsychiatrie, la génétique, la biologie, l'écologie médico-légale et l'analyse médico-légale», la piste criminelle se précise. «Les vêtements et les ossements retrouvés ont été transportés et déposés peu de temps avant leur découverte», liste le procureur de la République d'Aix-en-Provence. «Le corps de l'enfant ne s'est pas décomposé dans les vêtements retrouvés dans la forêt, poursuit-il. Le corps n'est pas demeuré au même endroit et dans le même biotope au cours du processus de décomposition et il n'a pas été enfoui.» Enfin, les experts ont noté «la présence sur le crâne découvert de stigmates anatomiques évocateurs d'un traumatisme facial violent.»



Jean-Luc Blachon (à gauche), le procureur d'Aix-en-Provence, et Christophe Berthelin, le chef de la brigade criminelle de la gendarmerie de Marseille, lors de la conférence de presse donnée, jeudi, à Aix-en-Provence.

Mort d'Émile : ses proches remis en liberté, la piste criminelle privilégiée

Mathilde Ceilles

Alors que les grands-parents, un oncle et une tante de l'enfant ont été relâchés à l'issue de leur garde à vue, le scénario de l'intervention d'un tiers dans le drame est retenu par les enquêteurs.

«Les expertises introduisent la probabilité de l'intervention d'un tiers dans la disparition et la mort d'Émile Soleil, conclut Jean-Luc Blachon. Elles ont convaincu le parquet de saisir les juges d'instruction le 19 mars dernier de réquisitions supplétives des chefs d'homicide volontaire et recel de cadavre.»

Forts de ces conclusions, les enquêteurs ont tourné leur regard vers des membres de la famille d'Émile, dernières personnes connues en contact avec le petit garçon avant sa disparition. Ses grands-parents, chez qui il logeait, ont été longuement entendus, tout comme

l'oncle et la tante de l'enfant, présents comme le reste de la famille dans la résidence secondaire du Haut-Vernet. Toutefois, au terme de deux jours de garde à vue, soit la durée maximale légale prévue, tous ont été remis en liberté, sans aucune poursuite à leur encontre.

«Cette piste n'est pas fermée, a précisé Jean-Luc Blachon. Les personnes ont été remises en liberté à l'issue de leurs gardes à vue à la lumière de l'ensemble des éléments réunis, car les charges n'étaient pas suffisantes pour conduire à leurs mises en examen.» «Il peut y avoir, maintenant ou beaucoup plus tard, des éléments nou-

veaux qui permettront à nouveau d'aller sur cette piste, abonde le colonel Christophe Berthelin, commandant de la section de recherches de la gendarmerie de Provence-Alpes-Côte d'Azur. La cellule d'enquête continue à travailler à la fois sur cette piste mais aussi forcément sur d'autres, puisque, à ce stade, les charges sont insuffisantes pour dire que c'est un membre de la famille d'Émile qui est responsable de sa mort.»

«La théorie qui conduit les enquêteurs à croire à la piste intrafamiliale n'est pas suffisamment solide», estime de son côté l'avocat de la grand-mère d'Émile,

M^e Julien Pinelli, qui affirme avoir eu l'impression lors de la garde à vue «d'assister plutôt une partie civile». «Les gardés à vue ont répondu à l'ensemble des questions qui leur ont été posées», reconnaît Jean-Luc Blachon. «Il reste désormais à confronter les propos de ma cliente aux éléments du dossier, ce qui prend du temps», souffle M^e Pinelli. Du propre aveu du colonel Berthelin, qui a confirmé devant les journalistes que ses hommes allaient «continuer à travailler sur le dossier», les investigations sur cette mystérieuse affaire sont loin d'être terminées. ■

Soupçons de financement libyen : sept ans de prison requis contre Nicolas Sarkozy

Stéphane Durand-Souffland

Les avocats de l'ancien président de la République plaideront le 8 avril après ceux des autres prévenus.

Comme une marée qui monte lentement, le procureur financier Sébastien de La Touanne requiert à l'encontre des prévenus du procès du «financement libyen». Nicolas Sarkozy voit la vague grossir et approcher. Quand le magistrat demande 6 ans de prison ferme, 100 000 euros d'amende et 5 ans d'inéligibilité pour Claude Guéant, il sait que ce sera encore plus pour lui.

Il est 16h45 quand le représentant du Parquet national financier (PNF), à l'issue de près de 24 heures d'un réquisitoire à trois voix entamé mardi, réclame une peine jamais envisagée pour un ancien président de la République : 7 ans de prison ferme, 300 000 euros d'amende, 5 ans d'inéligibilité. Assis en face de lui, Nicolas Sarkozy encaisse le coup. Quelques minutes plus tard, il quitte la salle d'audience en souriant, serrant quelques mains sur son passage, et disparaît dans les couloirs du Tribunal de Paris. Sa voiture l'attend rue du Bastion.

Le Parquet national financier a eu la main lourde pour l'ensemble des prévenus qui, pour beaucoup, encourageaient 10 ans de prison : 3 ans pour l'ancien ministre Brice Hortefeux comme pour Thierry Gaubert, 5 pour l'«agent de corruption» Alexandre Djouhri, 6 pour son alter ego en fuite Ziad Takieddine, autant pour l'ancien dignitaire libyen Béchir Saleh également en cavale. Pour Eric Woerth, la sentence maximale est requise (1 an pour financement illégal de la campagne de 2007). Les peines de privation de liberté sont assorties d'amendes qui vont jusqu'à 3 millions d'euros pour Takieddine, 4 millions pour Djouhri et 6 millions pour Saleh.

Le PNF justifie sa sévérité par la mise au jour, selon lui, d'un «tableau très sombre d'une partie de notre République». Étrillant en priorité Nicolas Sarkozy, le procureur stigmatise sa «quête effrénée de financement pour ses ambitions dévorantes». Il dénonce un «pacte de corruption faustien avec l'un des dictateurs les plus infréquentables

dont la folie meurtrière» avait causé la mort de centaines de personnes dont 54 Français dans l'attentat de 1989 contre un DC 10 de la compagnie UTA.

«Je veux enfin dire avec force que celui qui est victime de l'injustice est moins à plaindre que celui qui la commet. Le premier défend la vérité. Le second la bafoue. Devant le tribunal de l'Histoire, la place réservée à ce dernier n'est pas la plus enviable. Je la laisse à mes accusateurs»

Nicolas Sarkozy
Ancien président de la République

Le procès n'est pas terminé. À partir de lundi, la défense aura la parole pour répliquer au PNF ; les avocats de l'ancien chef de l'État - pour lequel nul mandat de dépôt n'a été requis - s'exprimeront le 8 avril, après quoi le jugement sera mis en délibéré à plusieurs mois. Le réquisitoire ne tient en rien les trois juges, dont la présidente Nathalie Gavarino : ils peuvent le suivre ou requantifier les peines à leur guise, voire prononcer des relaxes.

L'argumentation du parquet a été, dans l'ensemble, dévastatrice. S'appuyant notamment sur des témoins libyens, sur les carnets d'un ex-cacique de la Djama-hiriyya, Choukri Ghanem, sur d'innombra-

bles notes exhumées du disque dur de Ziad Takieddine, beaucoup plus solides que ses paroles versatiles, dopés aussi, il faut le dire, par la médiocre crédibilité d'une grande partie des déclarations des prévenus, les trois procureurs ont bâti une accusation redoutable. Certes, ils n'ont pas retrouvé de brouettes de liasses libyennes, mais de l'argent venu de Tripoli via un compte occulte de Ziad Takieddine a pu être identifié - 440 000 euros réceptionnés sur un compte exotique de Thierry Gaubert. En outre, le délit de corruption est constitué par l'existence d'un pacte, pas par le traçage de sommes par nature dissimulées. Dire que le dossier est vide, à ce stade, semble présomptueux. Est-il suffisamment lesté pour conduire à douze condamnations ?

Nicolas Sarkozy, comme au premier jour et comme si onze semaines d'audience n'avaient pas eu lieu, affirme sur X que «le PNF persiste depuis 13 ans à essayer de prouver ma culpabilité (...) postulat idéologique de base. (...) Je continuerai donc à me battre pied à pied et à croire dans la sagesse du tribunal. (...) Au final, il demeure la fausseté et la violence des accusations et l'outrance de la peine réclamée qui ne visent qu'à masquer la faiblesse des charges alléguées. Je veux enfin dire avec force que celui qui est victime de l'injustice est moins à plaindre que celui qui la commet. Le premier défend la vérité. Le second la bafoue. Devant le tribunal de l'Histoire, la place réservée à ce dernier n'est pas la plus enviable. Je la laisse à mes accusateurs.»

Des mots destinés à l'opinion. Bientôt, ses avocats devront en trouver d'autres pour le tribunal. ■

BRÈVES

Procès pour agressions sexuelles : 18 mois de prison avec sursis requis contre Gérard Depardieu

Une peine de 18 mois de prison avec sursis, assortie d'une période probatoire étendue à trois ans, a été requise jeudi à l'encontre de Gérard Depardieu, jugé à Paris pour des agressions sexuelles sur deux femmes lors du tournage du film *Les Volets verts*, en 2021. Le procureur a également demandé une amende de 20 000 euros, l'indemnisation des parties civiles, une obligation de soins psychologiques, une peine d'inéligibilité de 2 ans et l'inscription au fichier des auteurs d'infractions sexuelles. La peine maximale encourue par l'acteur est de 5 ans de prison et de 75 000 euros d'amende.

Vente de métaux : deux ans de prison ferme contre Mehdi Horneec

Un membre du clan Horneec, connu pour ses figures appartenant au grand banditisme, a été condamné à 5 ans de prison dont trois assortis d'un sursis probatoire pour blanchiment en bande organisée via sa société de collecte de métaux à Stains (Seine-Saint-Denis). Mehdi Horneec et son épouse, jugée à ses côtés avec 8 autres prévenus, ont également été reconnus coupables de mise en danger d'autrui et de recours au travail dissimulé. Conformément aux réquisitions, la société Stains Métaux Recyclage a été condamnée à une peine de 150 000 euros d'amende. Au total, de 2017 à 2022, un peu plus de 9 millions d'euros ont été virés par la société à leurs co-prévenus pour la vente de métaux. L'Urssaf estime le préjudice des cotisations sociales éludées à 2,8 millions d'euros.

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro



Europe 1
LA RADIO LIBRE

Le Sénat durcit la loi sur la justice des mineurs

Paule Gonzalès

Excuse de minorité, comparution immédiate, amendes pour les parents... Ces dispositifs reviendront au cœur du débat lors de la commission mixte paritaire, dont la date n'est pas encore fixée.

Gabriel Attal doit une fièvre chandelle à la majorité sénatoriale. Sans elle, sa proposition de loi sur la justice des mineurs, à laquelle il tenait tant, serait tombée dans les oubliettes parlementaires. Le Sénat, qui a hérité d'un texte tellement réécrit en commission des lois qu'il en avait perdu l'esprit, l'a non seulement rétablie, mais en a même durci les propositions phares.

Son rapporteur, Francis Szpiner, trouvait ces mesures si mal écrites par l'Assemblée nationale qu'il les avait tout bonnement supprimées en vue de la discussion en séance publique. Il n'a cessé, tout au long de la séance de mercredi après-midi, de promettre aux sénateurs et à Gérard Darmanin une censure assurée du Conseil constitutionnel : selon lui, les amendements rétablis par le ministre de la Justice et par la sénatrice centriste Marie-Claire Carrère-Gee n'étaient ni fait, ni à faire.

La majorité sénatoriale s'est ainsi prononcée en faveur d'une procédure de comparution immédiate spécifique aux mineurs. Elle concernerait les mineurs déjà connus de la justice, âgés d'au moins 15 ans, qui consentent à être jugés sur-le-champ et qui encourrent une peine d'emprisonnement supérieure à 3 ans pour les mineurs d'au moins 16 ans, ou 5 ans pour ceux âgés de 15 à 16 ans. Cette disposition, supprimée en commission des lois, a été réintroduite en séance par le ministre de la Justice, qui s'est effacé devant la rédaction de Marie-Claire Carrère-Gee. L'objectif : éviter la « césure » du procès pénal, cette procédure en deux temps qui dissocie les audiences de culpabilité et de sanction, avec une durée allant parfois jusqu'à neuf mois entre les deux.

« Gérard Darmanin a fait preuve d'une forte implication tout au long de la discussion. Dans un contexte parlementaire très compliqué, le texte est ferme et novateur »

Le gouvernement

Par ailleurs, le Sénat a validé les peines d'emprisonnement ferme d'une durée inférieure ou égale à 1 mois à l'encontre des mineurs. Une disposition à laquelle Marie-Claire Carrère-Gee, sénatrice du 14^e arrondissement, s'est ralliée en rappelant les casiers judiciaires des meurtriers du jeune Élias, tué à la sortie d'un entraînement de football dans ce quartier de Paris pour avoir résisté au vol de son portable.

De même, le Sénat a renversé « l'excuse de minorité » pour les mineurs de 16 ans en état de récidive légale, pour un crime ou un délit puni de plus de 5 ans de prison. Cette disposition, qui divise par deux les peines prévues par le code pénal, ne pourra plus être rétablie que par motivation du juge.

Enfin, le placement en centre éducatif fermé ou sous contrôle judiciaire est facilité. Tout comme la détention provisoire pour les mineurs de 13 à 16 ans lorsqu'ils ont commis des faits d'une particulière gravité en matière de terrorisme ou de délinquance organisée, faits qui justifient une prise en charge resserée et une rupture immédiate avec leur environnement habituel. La responsabilité des parents a également été précisée et renforcée, notamment par les amendements de Francis Szpiner.

« Le législateur n'a-t-il le droit de mener de politique que sous la férule extrêmement précise du Conseil constitutionnel ? », interroge Muriel Jourda, présidente de la commission des lois. Sa collègue Marie-Claire Carrère-Gee estime, elle, que « quand on est législateur, faire du droit, c'est accepter la responsabilité de l'écrire, quitte à être contesté ». Toutes deux sont bien décidées à faire vivre le texte jusqu'à la commission mixte paritaire, dont la date et la composition ne sont pas arrêtées à cette heure.

« Le résultat de cette proposition de loi dépendra de la composition de cette CMP », souligne-t-on au sein du gouvernement, où l'on rappelle combien « Gérard Darmanin a fait preuve d'une forte implication tout au long de la discussion. Dans un contexte parlementaire très compliqué, le texte est ferme et novateur ». « Peut-être arriverons-nous à un texte de compromis », espère-t-on du côté de la Chancellerie en rappelant que, « comme il s'agit d'une proposition de loi, tout est entre les mains des parlementaires ».

Muriel Jourda estime que « les textes du Sénat et de l'Assemblée nationale

sont certes différents mais les buts sont les mêmes : prendre en compte l'aggravation d'une délinquance des mineurs de plus en plus jeune, tout en respectant des contraintes fortes, comme celle de l'éducatif qui prime sur le répressif. Mais la sanction peut aussi faire partie de l'éducatif. Nous avons tout pour arriver à un texte commun ».

Mercredi, le texte du Sénat a été notamment porté par l'élu du 14^e arrondissement, encore sous le choc de la mort d'Élias dans son arrondissement. Elle a fait sienne les paroles de ses parents : « Nous ne pouvons plus rien faire pour les morts, protégeons les vivants »,

a-t-elle martelé, s'adressant autant « aux jeunes victimes qu'aux mineurs délinquants qu'il faut stopper dès le premier acte ». Dans cette perspective, la parlementaire s'est largement inspirée des recommandations du syndicat Unité Magistrats, qui défend une justice des mineurs plus rapide et le principe des peines ultracourtes.

« Rien de tout cela ne correspond aux outils techniques réclamés par les praticiens, reproche Ludovic Friat, le président de l'Union syndicale des magistrats. En soi, il ne s'agit pas de révolution copernicienne, mais ce que nous craignons, ce sont les effets induits

à long terme, c'est-à-dire la déconstruction de la spécificité de la justice des mineurs. On la sent se rapprocher dangereusement de celle des majeurs. »

« Nous sommes pour une justice qui gagne du temps quand les mineurs sont ultra-délinquants et ultra-violents, commettent des faits très graves sans être criminels », souligne quant à elle Béatrice Brugère, présidente d'Unité Magistrats, qui a toujours regretté « la disparition de la procédure de présentation immédiate » et milite pour des procédures rapides. « Cela ne veut pas dire qu'il faut juger à l'emporte-pièce », conclut-elle. ■



Le ministre de la Justice, Gérard Darmanin, au Sénat, le 28 janvier.

CLEMENT MARTIN / HANS LUCAS

Élisabeth Borne : « En un an, les signalements pour armes blanches à l'école ont augmenté de 15 % »

Aude Bariéty de Lagarde

À l'occasion d'un déplacement commun jeudi avec le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, dans un lycée du 15^e arrondissement de Paris, la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, a confirmé au *Figaro* que l'inquiétant phénomène du port et de l'usage des armes blanches en milieu scolaire était en augmentation. « Entre février 2024 et février 2025, les signalements pour usage d'armes blanches dans les établissements ont connu une hausse de 15 % », a déclaré l'ancienne chef du gouvernement.

Déplorant une « banalisation de l'usage des armes qui débouche sur des drames épouvantables », au sein même et en dehors des établissements scolaires, la locataire de la Rue de Grenelle a évoqué deux décès récents qui ont marqué les esprits. D'abord, la mort d'Élias, 14 ans, agressé en janvier dans le 14^e arrondissement de Paris par deux jeunes qui voulaient lui voler son portable. Ensuite, celle de Sékou, 17 ans, poignardé lundi dernier devant le lycée Louis-Armand de Yerres (Essonne) lors d'une rixe entre bandes rivales. Dans cette affaire, un jeune homme de 19 ans soup-

çonné d'être l'auteur du coup de couteau mortel a été mis en examen et placé en détention provisoire jeudi. « On ne peut pas s'accoutumer à l'inadmissible. Cette longue litanie de faits abominables, on ne peut pas s'y résoudre », a appuyé le ministre de l'Intérieur.

Élisabeth Borne n'a cependant pas souhaité se prononcer sur la condamnation à trois ans de prison, dont un avec sursis, prononcée le 20 mars par le tribunal judiciaire de Nanterre à l'encontre d'un étudiant qui avait poignardé un lycéen dans l'enceinte de leur établissement scolaire de Bagneux (Hauts-de-Seine) le 4 février. « C'est important que chacun prenne conscience de la gravité des actes. Plus on intervient en amont, plus on évitera que des jeunes en viennent à commettre des actes irréparables qui vont avoir un impact sur toute leur vie. C'est tout le travail qu'on doit faire en amont pour ne pas en arriver là », a-t-elle souligné.

« Nous avons vraiment un rôle à jouer au niveau de l'école pour sensibiliser les jeunes à la gravité du port et, a fortiori, de l'usage d'une arme », a insisté la ministre, rappelant la nécessité de « travailler main dans la main avec tous les partenaires : les parents, les maires, les préfets, les forces de l'ordre, le ministère de la Justice, la protection judiciaire de la

jeunesse, la protection de l'enfance... ». Elle a exprimé sa volonté de « faire bloc » avec tous ces acteurs, afin de « détecter dès les premiers signaux le jeune qui peut partir sur une mauvaise voie » et d'« agir tous ensemble pour le ramener sur les bons rails ».

« Plus on intervient en amont, plus on évitera que des jeunes en viennent à commettre des actes irréparables qui vont avoir un impact sur toute leur vie »

Élisabeth Borne

Ministre de l'Éducation nationale

Élisabeth Borne et Bruno Retailleau ont par ailleurs confirmé la mise en place de deux nouvelles mesures visant à assurer la « sérénité » des élèves, des enseignants et du personnel de l'Éducation nationale. La première porte sur les sanctions infligées aux porteurs de couteau. Tout élève introduisant une arme blanche dans un établissement scolaire passera désormais systématiquement devant un conseil de discipline. « Cela va être inscrit dans un décret ; le texte est examiné en Conseil supérieur de l'éduca-

tion aujourd'hui même (jeudi) », a fait savoir la ministre de l'Éducation aux médias réunis devant le lycée Beaugrenelle. Le ministre de l'Intérieur, lui, a insisté sur la saisine « systématique » du procureur de la République sur le fondement de l'article 40 du code de procédure pénale. « L'école, c'est le cœur de la République, ça doit être un sanctuaire, pas un terrain de rixes », a-t-il ajouté.

La seconde mesure se veut « dissuasive ». Désormais, en plus des « inspections visuelles » déjà réalisées par les équipes éducatives, les forces de l'ordre pourront réaliser à l'entrée des établissements des « contrôles aléatoires, sur réquisition du procureur ». Mercredi, Élisabeth Borne et Bruno Retailleau ont signé en ce sens un télégramme destiné aux préfets, aux directeurs de la police nationale et de la gendarmerie nationale et aux recteurs, invitant ces derniers à « déterminer conjointement les établissements scolaires nécessitant une action prioritaire », puis à y mener des contrôles dès maintenant et « aussi souvent qu'ils le jugeront nécessaire d'ici la fin de l'année scolaire ». Ce jeudi, aucune fouille n'a cependant été réalisée par des policiers devant le lycée professionnel Beaugrenelle, contrairement à ce qui avait été annoncé par les ministères de l'Intérieur et de l'Éducation. ■

Le déclin potentiellement « irréversible » de l'humidité dans les sols de la planète

Anne-Laure Frémont

Depuis 25 ans, la quantité d'eau stockée dans les sols baisse année après année en raison du réchauffement climatique.

Essentielle à la vie, l'eau est partout et en perpétuel mouvement. Et dans le cycle de l'eau, rien ne se perd, rien ne se crée et tout se transforme : elle change certes d'état mais son volume total sur la planète (estimé à environ 1,4 milliard de km³) reste stable à travers les âges. Dans une étude publiée jeudi dans la revue *Science*, une équipe internationale de chercheurs révèle cependant que depuis le début du siècle, sa répartition est altérée par le réchauffement de la planète, avec une diminution permanente de l'eau stockée dans les sols. Un déclin potentiellement « irréversible », avancent les scientifiques.

Comprendre comment le réchauffement global affecte ce cycle de l'eau est essentiel pour gérer la ressource. Mais acquérir des données fiables est complexe car l'appauvrissement des sols en eau est un mal lent et souterrain, sournois. « Contrairement à d'autres catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre et les inondations, les sécheresses se développent plus graduellement, notent les auteurs de l'étude. Elles commencent par des déficits de précipitations, entraînant l'épuisement du stockage de l'eau terrestre, y compris l'humidité du sol, les eaux souterraines et l'eau dans les cours d'eau et les lacs. »

Ki-Weon Seo, chercheur à l'université nationale de Séoul, et ses collègues ont voulu quantifier plus particulièrement l'évolution de l'humidité du sol à l'échelle mondiale. Ils ont pour cela utilisé les données de réanalyse ERA5-Land du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (ECMWF) qui combinent des données satellitaires et des modélisations. Leurs résultats montrent que le stockage de l'eau terrestre a chuté au début du siècle : au cours de la période 2000-2002, l'humidité du sol a diminué d'environ 1 614 milliards de tonnes, ce qui correspond à 11 kg d'eau en moins par mètre carré sur toutes les surfaces émergées de la planète. Et cet appauvrissement s'est poursuivi au moins jusqu'en 2016.

Les scientifiques ont ensuite voulu vérifier si leurs résultats étaient cohérents avec les observations satellitaires de l'évolution du niveau de la mer à l'échelle mondiale. Après avoir soustrait les effets d'autres phénomènes connus (comme la fonte des calottes du Groenland et de l'Antarctique, celle des glaciers de montagne, ou encore les variations de densité de l'eau de mer), ils en déduisent que ce déclin global de l'humidité des sols a directement entraîné une hausse de 4,4 milli-



Les périodes de sécheresse plus longues (ici, dans les Pyrénées-Orientales) et les températures anormalement élevées ont favorisé une augmentation de l'évaporation terrestre, avec comme conséquence l'appauvrissement des sols en eau. JC MILHET/HANS LUCAS VIA AFP

mètres du niveau des océans entre 2000 et 2002.

Et ce n'est pas tout : les chercheurs ont aussi constaté que cet appauvrissement des sols en eau a entraîné le déplacement du pôle terrestre d'environ 45 centimètres. « La Terre est un corps irrégulier qui tourne autour d'un axe, avec des oscillations - appelées mouvement polaire - dues à la redistribution des masses d'air et d'eau à la surface de la Terre, explique l'auteur principal, Ki-Weon Seo. À l'aide des données d'humidité du sol d'ERA, nous avons simulé théoriquement le mouvement polaire attendu. De manière remarquable, ce dernier correspondait étroitement à notre estimation basée sur le modèle, ce qui prouve clairement que cet épisode de diminution brutale de l'humidité du sol était bien réel. »

Périodes de sécheresse plus longues, températures anormalement élevées qui favorisent l'évaporation... Ce sont « ces changements abrupts (qui) impliquent un déclin progressif du stockage de l'eau terrestre », au profit des mers

et des océans, selon l'étude. On sait pourtant qu'un climat plus chaud signifie une atmosphère potentiellement plus chargée en humidité, donc plus de pluies. « Ces dernières décennies, les précipitations moyennes mondiales ont en effet affiché une légère tendance à la hausse, bien que cela varie selon les régions, note Dongryeol Ryu, de l'université de Melbourne, coauteur de l'étude. Cependant, sous l'effet du réchauffement, l'évaporation a augmenté de manière plus uniforme dans l'espace et plus prononcée dans le temps. L'effet

« Une augmentation de l'aridité en Europe est notamment probable si le réchauffement se poursuit. L'eau douce directement disponible est une ressource limitée »

Luis Samaniego

Chercheur à l'université de Potsdam

net de ces changements entraîne donc une baisse de l'humidité des sols à l'échelle mondiale. »

Le rythme actuel de perte d'eau des terres dépasse ainsi son renouvellement et ce déclin persiste au fil des ans. « L'épuisement de l'humidité des sols que nous avons signalé est potentiellement « irréversible », car il est peu probable que cette tendance s'inverse si les températures mondiales et la demande d'évaporation continuent d'augmenter à leur rythme actuel », prévient Dongryeol Ryu.

De là à craindre une pénurie d'eau douce sur Terre? « Pour l'instant, non », estime Luis Samaniego, du Helmholtz Centre for Environmental Research (UFZ) de l'université de Potsdam, en Allemagne, qui n'a pas participé à l'étude. Mais si la tendance au déclin de l'humidité des sols n'est pas uniforme sur toute la planète, des pénuries locales sont possibles et « une augmentation de l'aridité en Europe est notamment probable si le réchauffement se poursuit ». « L'eau douce directement disponible est une ressource limitée,

ajoute-t-il. Le reste ne nous est pas accessible sans méthodes très coûteuses comme la désalinisation, utilisée par exemple en Israël. » L'eau douce ne représente en effet que 2,5 % de l'eau présente sur notre planète, le reste étant l'eau salée des mers et des océans. Et l'humidité des sols ne constitue elle-même que 0,05 % de cette eau douce... Cette « toute petite fraction » de la ressource est néanmoins cruciale pour la végétation, l'agriculture et les interactions entre la terre et l'atmosphère.

Dans un article d'analyse également publié dans la revue *Science*, Luis Samaniego estime que cette étude « fournit des preuves irréfutables d'un changement dans le cycle hydrologique de la Terre, probablement dû au réchauffement climatique ». Ses auteurs reconnaissent toutefois que leurs travaux doivent être complétés par des analyses prenant davantage en compte certains processus clés, notamment l'irrigation agricole qui affecte probablement leur précision dans l'estimation de la teneur totale en eau des sols. ■

La liste mondiale des champignons en danger s'allonge

Delphine Chayot

Environ 400 espèces, sur 1300 évaluées, sont menacées par la déforestation, l'urbanisation et la pollution.

De ce monde à part, on ne voit que des pieds et des chapeaux. Le règne des champignons compte probablement 2,5 millions d'espèces qui tissent leur toile sous la terre, mais « seules » 155 000 sont aujourd'hui connues. « La plupart du temps, les champignons vivent sous forme de filaments microscopiques, le mycélium, et ne sont visibles qu'au moment de la fructification », indique Marc-André Selosse, biologiste spécialisé en mycologie au Muséum national d'histoire naturelle.

Leur état de conservation est aussi moins connu que celui des plantes et des animaux. Dans la dernière version de la Liste rouge des espèces menacées, publiée ce jeudi, l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN, en anglais) s'emploie à combler cette lacune. L'organisation scientifique s'est penchée sur près de 500 champignons supplémentaires, portant le nombre total d'espèces sur-

veillées dans ce groupe à 1300. Parmi elles, 411 sont considérées comme à risque d'extinction.

« Même si le nombre d'espèces évaluées s'apparente toujours à une goutte d'eau, cet effort est essentiel pour prendre le pouls de tous les segments de la biodiversité, remarque Florian Kirchner, chargé de programme au comité français de l'IUCN. On s'aperçoit ainsi que les champignons sont soumis aux mêmes pressions que le reste du vivant. »

« Stockage du carbone »

La première menace est celle du changement d'usage des sols dans lesquels ils vivent : 280 champignons sont victimes de l'urbanisation et de l'expansion agricole. En France, certaines espèces de montagne perdent du terrain du fait des aménagements touristiques pour la pratique des sports d'hiver et de la création de pistes de VTT. C'est le cas du lactaire des saules réticulés, en danger critique, ou du lactaire charmant, quasi menacé.

Une centaine de champignons de sols pauvres sont, eux, mis à mal par la pollution à l'azote due à l'épandage des engrais et à l'élevage. Les effets du changement climatique sont également perceptibles. Aux États-Unis, 50 espèces sont menacées par la fréquence accrue des feux, « qui a radicalement changé la physiologie des forêts », selon l'IUCN. La fonge des milieux frais et humides pâtit de l'intensification des sécheresses. « En France, un champignon des bords de lac, le lactaire des saules herbacés, et un champignon des tourbières, le lactaire mamelonné, sont par exemple considérés comme vulnérables », note Florian Kirchner.

La déforestation, qui menace près de 200 espèces, reste une préoccupation majeure des experts de l'IUCN. « 30 % des vieilles forêts de pins à travers la Finlande, la Suède et la Russie ont été coupées depuis 1975 », écrivent-ils, poussant des espèces comme *Tricholoma colossus*, un grand champignon dont le

chapeau peut atteindre 30 cm, vers l'extinction.

« La sylviculture intensive, qui se caractérise par des coupes à ras de vastes parcelles et par l'abattage de vieux arbres, est dommageable pour les champignons forestiers, relève Marc-André Selosse. Certaines espèces, comme *Piloderma fuxag*, qui vient tout juste d'être décrite, ne persistent que dans les forêts très anciennes non perturbées par l'homme. » Le chercheur a participé à des mesures d'abondance de trois groupes de champignons à chapeau en France - les bolets, les lactaires et les tricholomes. Selon cet état des lieux publié en 2024, 9 % des espèces étudiées sont menacées.

Les champignons forestiers, qui s'associent aux racines des arbres dans un échange de bons procédés, contribuent à la bonne santé et à la résilience de ces écosystèmes. « En participant à la dégradation de la matière morte, ils sont au même titre que les vers de terre essentiels pour régénérer la fertilité des sols et par-

ticipient au stockage du carbone », souligne Florian Kirchner. Sans parler des services rendus à l'être humain : de nombreux médicaments ont été tirés de ces usines chimiques.

Augmenter les surfaces de forêts anciennes

Comment les sauvegarder ? Les experts de l'IUCN recommandent d'augmenter les surfaces de forêts anciennes protégées. Les pratiques sylvicoles doivent aussi « mieux prendre en compte les champignons » en préservant les très vieux arbres et en laissant du bois mort en place. Contrairement à ce qui se fait pour des animaux comme la loutre ou le gypaète barbu, il n'existe actuellement aucun programme de conservation dédié à un champignon en France. Et il reste beaucoup à apprendre, prévient Marc-André Selosse : « Alors qu'il existe cinq fois plus d'espèces de champignons que de plantes, ils ne représentent qu'un cinquième des herbiers. » ■

Juillet 2007. Après le fabuleux grand départ de Londres, le Tour de France voit les affaires de dopage défilier, s'entasser, venir souiller et ternir la fête de l'été. Dans ce contexte empoisonné, un homme ouvre son cœur. Jean-René Bernaudeau évoque sans fard les dangers qui menacent la discipline, parle avec ses tripes et d'une voix serrée par l'émotion assure : « Le business sera bon si le sport est prioritaire. » Dix-huit ans plus tard, l'homme et son discours n'ont pas changé. Passionné. Engagé. Il attire la lumière dans un théâtre d'ombres, affirme : « Je relis de temps en temps cet article du Figaro. Il me sert beaucoup, ce papier. À ceux qui me disent : "Tu dis ça aujourd'hui", je réponds : "Regarde bien la date de celui-ci, c'est la même chose." Je ne change pas une ligne. J'ai été élevé dans cette idée : où sera-t-on dans dix ans ? Notre sport veut se mondialiser mais il n'attire pas parce qu'il y a un problème de crédibilité et d'attractivité. Cela marche quand même parce que le vélo est tendance. Quelle chance il a ! Mais notre sport n'est pas toujours exemplaire. On doit travailler sur la crédibilité, changer les règles. Dans la société, la législation a évolué sur la drogue, sur les cambrilages. Dans le sport, où on gagne de l'argent, les résultats, la gloire, les sanctions ne sont pas adaptées quand on triche. J'ai la chance d'être en Vendée, dans un département qui me fait beaucoup de bien, qui me soutient, j'ai plein de copains maires qui me disent : "On est responsables du panier de basket quand il se décroche", et moi, en tant que patron, j'aimerais qu'on prenne nos responsabilités pour être garants de ce qu'on fait. Je suis garant de ce qu'on fait. »

Incontournable figure du peloton professionnel (manager d'équipes professionnelles depuis trente ans, de Castorama en 1995 à TotalEnergies depuis 2021), Jean-René Bernaudeau est toujours dans l'attente d'une invitation sur le Tour de France. L'an dernier, Anthony Turgis avait triomphé de la poussière et des chemins empierrés à Troyes pour décrocher un bouquet émouvant qui ne fane pas, habille les souvenirs et brille comme l'envie de l'équipe TotalEnergies. Le manager est prêt à tailler la route comme on prend la mer : pour l'aventure, les rencontres, les sourires, les larmes. Avec, comme lorsqu'il était coureur (de Renault Gitane en 1978 à Fagor en 1988), le romantisme comme filtre. Pour tamiser. Sans se voiler la face. Pour adoucir. Dandy de grands chemins...

« Un sport fabuleux, tendance, écolo et plein d'avenir »

Jean-René Bernaudeau éclaire sur le contexte : « Notre budget est de 14 millions d'euros. Les plus grosses équipes, environ 60 millions. On est le 24^e budget, la 22^e équipe au classement sur trois ans. On a un sponsor avec qui on travaille en transparence, et c'est agréable de grandir tout doucement avec TotalEnergies. J'aimerais que d'autres boîtes de sa taille soient dans le vélo parce que, si demain notre sport n'a que des sponsors, il ira beaucoup mieux que s'il n'y a que des États. Aucune marque ne voudra un scandale. Si l'UCI (Union cycliste internationale) n'est pas capable de mettre des clauses sur le fonctionnement, la transparence des équipes, le sponsor, lui, peut en mettre pour se retirer en cas de problème. Ça, c'est génial. Et quand on voit de vrais sponsors dans le vélo, des vrais de vrais, les équipes sont crédibles. » Il ajoute : « Le football montre ses limites dans le sport business. Moi je n'ai jamais été là-dedans mais plus sur le système pyramidal des minimes, des cadets, des étudiants, une équipe amateur, une équipe pro... On fait vivre tout ça, en Vendée. Le but est de dire qu'il y a encore des projets différents, bien vivants en dépit du gigantisme de la course à l'échelon pour les points UCI qui ne rendent pas toujours les courses très palpitantes. Les coureurs doivent créer des vocations, créer une émulation autour d'eux, c'est dans les gènes de l'équipe. Et moi, en tant que dirigeant, j'aimerais que les coureurs puissent être applaudis sans retenue, quels que soient les résultats. J'aimerais qu'on règle les problèmes du vélo... »

Parce que les polémiques traînent toujours dans le sillage du peloton, créent des zones de turbulences. Alors, Jean-René Bernaudeau enrage, se renfrogne, le regard se fait noir et éteint brièvement son éternel sourire. La contrariété ne dure pas, la passion reprend vite le dessus. « Il faut qu'on soit très vigilants. Il faut qu'on laisse la lumière allumée, comme dit Roger Legeay, le président du Mouvement pour un cyclisme crédible (MPCC). Je suis dépositaire de "crédible" dans le MPCC depuis qu'on s'est tous réunis à Londres (en 2007) pour sauver le vélo. D'ailleurs, je



À 68 ans, Jean-René Bernaudeau ne désespère pas de voir un Français succéder à Bernard Hinault (5 fois vainqueur entre 1978 et 1985) au palmarès du Tour.

Bernaudeau, quarante ans de passion et encore des idées pour le cyclisme

Jean-Julien Ezvan

Après dix ans en tant que coureur professionnel, puis trente ans comme manager, le patron de l'équipe TotalEnergies vit toujours pour le vélo, mais critique les zones d'ombre du milieu.

ne comprends pas que certains sponsors n'imposent pas de signer au MPCC. Cela m'interroge. Les gros n'y sont pas. Et il faut descendre loin dans le classement mondial pour trouver le premier coureur du MPCC... Les équipes françaises, elles, sont obligées d'y être. Et on est très fiers d'y être. À une époque où elle était suspectée, Félícia Ballanger (triple championne olympique et décuple championne du monde de cyclisme sur piste) avait dit : "Je congèle mes prélèvements et vous les sortirez quand vous le souhaitez." Pogacar, qui s'alignera sur Paris-Roubaix (le 13 avril), a le panache, et s'il n'y avait pas le moindre doute, je serais très heureux. Ne pourrait-il pas faire des choses de nature à rassurer et ainsi garantir ses résultats ? Notre sport n'a pas les moyens d'un nouveau scandale. Il ne s'en remettrait pas. C'est toujours le problème de la crédibilité, qu'on ne puisse pas suspecter. Pogacar, je l'aime beaucoup, cela fait un beau spectacle, il est très, très fort, mais s'il pouvait donner des garanties qu'aucun problème ne sortirait, ce serait génial. »

Intarissable, Jean-René Bernaudeau, proche de Philippe de Villiers et de Bruno Retailleau, continue : « Notre sport est fabuleux, il est tendance, il est écolo. La bicyclette a beaucoup d'avenir. Et je ne comprends pas qu'on soit dans un sport qui a un carnet de commandes plein et qui soit toujours en situation de dépôt de bilan. Les équipes doivent se parler, les organisateurs être ensemble, et l'UCI, qui nous gouverne, doit faire son travail et nous envoyer où on doit aller. Mais je trouve que ce sport ne prend pas un bon chemin. On a connu Armstrong. Ce qui compte aujourd'hui, c'est de courber l'échine et de laisser passer cet orage, qui est un peu long. Je ne suis pas un scientifique, j'ai un médecin pour que les coureurs soient en bonne santé. Les cétones et le gaz carbonique, je ne sais pas ce que cela apporte mais c'est catastrophique pour la crédibilité de notre sport. Et ça vient toujours des mêmes. Je l'ai dit fermement à ceux qui le font et j'ai du mal à leur serrer la main actuellement. J'imagine le gamin de 16, 17 ans qui rêve et à qui les parents vont dire : "Mais tu ne vas pas aller plus loin, il faut ingurgiter du gaz carbonique"... »

Son équipe, cette deuxième famille, 70 salariés (une centaine de personnes avec le sports-études, le Vendée U créé en 1991, développé en 2000 avec l'équipe professionnelle, le tout regroupé dans le manoir Saint-Michel, aux Essarts), l'occupe jour et nuit : « On a deux combats, dans l'équipe : combattre la frustra-

tion et ne pas finir blasés. J'ai toujours des papillons dans le ventre au départ d'une course. La pire période que j'aie traversée, c'est quand j'ai laissé un peu de santé après avoir sauvé l'équipe à une heure de la "deadline" et que j'ai signé avec Europcar. Cela m'a coûté une opération, mais je ne sentais pas la fatigue. Je me suis écroulé après la signature, cela a été trois, quatre jours très violents. Cela m'a marqué. C'est ma mentalité, j'ai beaucoup d'énergie quand ça va mal. Je suis un optimiste qui ne perd pas. Mais durant l'hiver 2010-2011, quand j'ai sauvé mon équipe, il y a eu beaucoup de départs, Chavanel est parti, Thomas (Voeckler) a été solidaire jusqu'au bout. Et les titres, c'était : "Équipe sauvée mais équipe terriblement affaiblie." Et ça a été ma meilleure année, avec ceux qui étaient restés, on avait créé une âme. C'était à la vie à la mort, on s'aimait beaucoup. On avait tous failli disparaître et on était tous plus forts. J'ai beaucoup pleuré. Et j'ai beaucoup pleuré de joie. »

Agitateur d'idées, défenseur de valeurs

Relancé, prêt à endosser tous les rôles, à épouser les combats. Agitateur d'idées, défenseur de valeurs. Depuis, le souffle n'a jamais faibli. Il lance : « Comment faire pour être attractif ? Première mesure, je supprime les oreillettes. Notre travail, c'est le collectif. Pour ceux qui sont favorables aux oreillettes, il faut savoir qu'on n'a pas le droit de conduire une voiture avec son téléphone. Mais on a le droit de hurler dans les oreilles d'un coureur qui joue sa trajectoire au millimètre... » Sécurité et crédibilité martelées avec conviction. Et encore : « Le Tour est notre vitrine et nous permet d'être vivants aujourd'hui. Au moment du Covid, la vieille Europe a sauvé le vélo. C'est important de développer le vélo sans oublier d'où il vient et ce qui a été réalisé. » Et demain ? « Des zones artisanales fermées le week-end pour faire des courses

sécurisées pour nos enfants et faire des Grands Prix, je vois bien le Grand Prix de Paris, celui de Lyon, de Nantes, Marseille ou Mulhouse... J'ai beaucoup aimé les Grand Prix de Québec et Montréal. Très professionnel. C'est l'avenir du vélo. On fait de l'activation vis-à-vis de nos sponsors. On peut le faire partout. Et là, on supprime plein de choses. Après, il y a Paris-Roubaix, le Dauphiné, les monuments, on n'y touche pas. Et le travail, ce sera d'aller dans les régions où les clubs souffrent un peu. Il faut rebooster un peu partout. Il faut toujours faire attention à ce qui est un peu en dessous de nous. Il faut régler le rétroviseur et regarder ce qui se passe derrière et s'occuper de tous ceux qui sont dans l'ombre. »

L'élégance et le panache

Jamais à court d'idées, le manager de 68 ans, qui assure : « Je ne suis pas usé, j'ai trop de choses à faire avant de lever le pied » ne désespère pas de voir un Français succéder à Bernard Hinault au palmarès du Tour de France : « Mon cyclisme, à l'époque Hinault, c'était les Italiens au Giro, les Espagnols à la Vuelta, les Belges sur les classiques, et les organisateurs du Tour demandaient à deux équipes de s'associer pour garnir le peloton. Il y avait Phil Anderson en Australie et Jonathan Boyer aux États-Unis. Aujourd'hui, il n'y a plus de frontières, le Tour de France est devenu énorme et, malgré tout, Romain Bardet, que j'adore, m'a fait rêver dans la descente de Domancy quand il est allé chercher l'étape et le podium à Paris (2^e du Tour 2016). Si demain on peut donner des règles strictes, qu'on parle de stratégie, de collectif, il n'y a aucune raison pour que dans les dix ans un Français ne gagne pas le Tour. C'est statistiquement impossible que la France n'ait pas un phénomène comme Van der Poel ou Evenepoel. »

Quand Jean-René Bernaudeau parle vélo, le temps n'a plus d'importance. La fièvre est contagieuse. Son vélo est

celui d'hier, de demain. Celui de toujours. Celui chevauché par un gamin vendéen qui n'a rien oublié, a porté le maillot jaune (en 1979), remporté une étape inoubliable au Stelvio sur le Giro (1980), été médaillé de bronze aux championnats du monde (1979), a été champion dix ans (Renault-Gitane, Peugeot, Wolber, Système U, Fagor). Et qui veut rendre : « Je ne connaissais rien au vélo, je ne venais pas du milieu du vélo, je voulais faire un sport individuel pour prendre mon destin en main. J'ai découvert le vélo avec un voisin qui faisait des courses, je connaissais à peine Poulidor. Je n'ai jamais trop douté de moi. Je n'ai jamais trop eu d'idole, la première a été Luis Ocaña, que j'ai adoré, puis Jacques Anquetil, que j'ai trouvé classe. Aujourd'hui, j'aimerais un Jacques Anquetil pour l'élégance, le panache, et que ceux qui nous aiment, qu'ils soient chanteurs ou acteurs, viennent nous voir comme le faisaient Édith Piaf et compagnie. Cette dimension, on ne l'a plus. Le vélo devrait retrouver cette place... » ■

EN BREF

Tennis de table : la blessure bête de Lebrun

Blessé à la main à la suite d'un geste d'énervement après la finale des championnats de France, dimanche, Alexis Lebrun sera « absent un petit moment » de la compétition, a-t-il indiqué dans une vidéo. L'ainé des Lebrun, 21 ans, qui s'est blessé dimanche après sa défaite face à son frère, Félix, a affirmé n'avoir « pas su gérer (ses) émotions » et s'est excusé pour son geste. « Nous ferons un point dans un mois pour la suite », a indiqué Nathanaël Molin, son entraîneur.

LE GRAND JURY

Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PUBLIC SENAT

Olivier BOST
Pauline BUISSON
Perrine TARNEAUD
Carl MEEUS



#LeGrandJury



ILLUSTRATION EMMA SEGALL / PHOTOS ADOBE STOCK

Un vaccin en 100 jours ? Le pari fou de chercheurs face à la future pandémie

PAR
Soline Roy

Être prêt à faire face à n'importe quel virus : c'est l'objectif porté par la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (Cepi), une fondation créée lors du Forum économique mondial de Davos, en 2017. Celle-ci s'est lancé un pari un peu fou : la « mission 100 jours » veut rendre possible la mise à disposition en trois mois d'un vaccin contre tout pathogène qui menacerait l'humanité. Car dans un monde de plus en plus favorable à la circulation des virus, il est une certitude : une nouvelle pandémie mondiale surviendra. On ne sait ni quand, ni où, ni comment, mais elle surviendra.

Un vaccin inventé, testé, autorisé, fabriqué et distribué en 100 jours ? Impossible, soufflent certains. D'ordinaire, un nouveau vaccin met au moins dix ans à arriver au bras des patients, et la mise à disposition en moins d'un an des vaccins contre le Covid-19 a partout été saluée comme un exploit. Diviser ce délai par trois est « à notre portée », plaident en mars 2022 les chercheurs de la Cepi en présentant leur objectif dans le *New England Journal of Medicine*. « C'est une ambition provocatrice, et beaucoup de gens impliqués dans le développement de vaccins disent que c'est impossible », admet le Dr Emmanuel Hanon, PDG de la société de développement de vaccins Vicebio et président du comité consultatif scientifique de la Cepi. « Mais d'autres y croient, et j'en fais partie. »

« Cent jours, c'est un slogan et, bien évidemment, cela dépendra du pathogène concerné et du type de vaccin développé », glisse le Pr Yazdan Yazdanpanah, infectiologue et directeur de l'ANRS maladies infectieuses. Mais c'est utile : contre le VIH, beaucoup d'objectifs ont été annoncés qui, même s'ils n'ont pas tous été atteints, nous ont poussés dans nos retranchements et nous ont permis de progresser. »

Face aux flambées épidémiques qui surviennent régulièrement partout dans le monde, mais aussi face à la prochaine pandémie, « nous devons nous préparer autant que possible, de la mise en place de meilleurs systèmes de surveillance et de détection au développement de prototypes de vaccins, et à la mise au point de processus de fabrication rapides », insiste Melanie Saville, virologue, ancienne directrice exécutive vaccins et R & D au Cepi et désormais directrice scientifique de l'ONG américaine PATH. Y parvenir pourrait tout changer. Prenons le cas du Covid : le séquençage complet du génome du Sars-CoV-2 a été rendu public le 11 janvier 2020 par les autorités chinoises. Les premiers vaccins anti-Covid ont été disponibles 11 mois plus tard, en dé-

La mise au point en moins d'un an des vaccins anti-Covid avait été saluée comme un exploit. Pour faire face au risque pandémique, la communauté internationale voudrait réduire ce délai à trois mois.

Mais est-ce bien réaliste ?

cembre, alors que la planète décomptait 70 millions de cas. Selon des chercheurs britanniques, un vaccin en 100 jours aurait permis de commencer une campagne vaccinale le 20 avril 2020, quand on ne recensait « que » 2 millions de cas dans le monde. Et d'éviter 8,33 millions de décès, 26,72 millions de cas sévères, et 1,44 milliard d'infections (à horizon fin 2021).

Mais les défis sont nombreux. La Cepi les a listés avec des représentants des laboratoires de recherche et des groupes pharmaceutiques, des organisations internationales, des agences de régulation sanitaires... Ils imaginent une « timeline » resserrée : 5 à 7 semaines pour les études précliniques (contre 18 mois pour les vaccins traditionnels) ; 13 à 15 semaines pour réaliser les premiers essais cliniques (soit 3-4 mois versus 16) ; 14 à 15 semaines pour ceux de grande ampleur (soit 3-4 mois contre 42) ; 3 à 5 semaines pour obtenir l'approbation des agences de régulation (versus 24 mois).

Première étape, mettre au point les vaccins. Parmi les milliards de virus existants, une liste des « most wanted » a été établie : « Il s'agit des maladies qui peuvent avoir un impact important en termes de mortalité, dont la transmission peut coller à une épidémie (transmission respiratoire, par contact, via un insecte...), et pour lesquelles on ne dispose ni de vaccin, ni de traitement », détaille Yazdan Yazdanpanah. Dix-sept pathogènes prioritaires ont été listés par l'OMS en novembre dernier, mais la Cepi va plus loin : elle veut voir naître une bibliothèque de « vaccins prototypes » pour chaque famille de virus, une idée proposée en 2017 par des chercheurs des National Institutes of Health américains. Un peu comme un

« squelette » de vaccin, déjà prêt, dans lequel on n'aurait plus qu'à glisser les informations adaptées au pathogène pandémique.

« Un des grands apprentissages du passé est que les activités de recherche, souvent fondamentale, menées en amont ont été extrêmement utiles », explique Emmanuel Hanon. Ainsi de l'épidémie humaine de grippe porcine A(H1N1), en 2009 : « Tout le travail fait sur H5N1 (une grippe aviaire, NDLR) a été redéployé pour l'adapter. Idem pour le Covid, il y avait eu énormément de travaux réalisés sur les coronavirus pour comprendre quels types d'antigènes mettre dans un vaccin, et ces informations étaient disponibles quand la pandémie a démarré. »

Cela suppose aussi de continuer à travailler sur différentes technologies vaccinales. « L'ARN est de loin le moyen le plus rapide de développer un vaccin pandémique à ce jour », note Melanie Saville. « Il a plusieurs avantages : on peut adapter le vaccin très vite, et il est très rapide à fabriquer. Mais il n'est pas utilisable pour tous les pathogènes, rappelle Yazdan Yazdanpanah. Par exemple on ne sait pas encore si cela marche sur la grippe saisonnière. » Les « vieilles » technologies, passant notamment par des virus vecteurs ou des virus vivants atténués, ne doivent donc pas être abandonnées. Contre le mpox (ou « variole du singe »), illustre Emmanuel Hanon, « le vaccin le plus efficace utilise un virus vivant atténué et nous ne sommes pas encore prêts à faire un vaccin à ARN messenger. » Pour certains pathogènes en effet, « des centaines d'antigènes potentiels pourraient devoir être mis dans un vaccin, et des dizaines d'années de recherches sont nécessaires pour définir la bonne combinaison. » « Toutes les plateformes vaccinales ont leurs avantages et leurs inconvénients », estime Yazdan Yazdanpanah. C'est pourquoi il faut miser sur plusieurs technologies en parallèle.

Une fois mis au point, le vaccin pandémique devra être testé en urgence, mais sans obérer la sécurité. « Contre le Covid, on avait un candidat vaccin dès la fin janvier 2020, mais cela a pris des mois pour l'évaluer sur le plan clinique, rappelle Yazdan Yazdanpanah. On peut accélérer. Il faut pour cela mettre en place un réseau de recherche clinique, avoir des protocoles déjà prêts, des autorisations... » En début d'année, une flambée d'Ebola causée par la souche virale « Soudan » a émergé en Ouganda. « Nous disposions de deux vaccins autorisés contre la souche Zaïre, mais pas contre Ebola Soudan, raconte Yazdan Yazdanpanah. En amont, nous nous étions demandé quel vaccin on pourrait utiliser, et avions préparé un protocole d'essai clinique. Lorsque la flambée a été identifiée en Ouganda, on a pu inclure une première personne dans un essai trois jours plus tard ! »

La Cepi insiste sur la nécessité de tenir prêt des centres d'essais cliniques au plus proche des populations concernées, et un réseau de laboratoires utilisant les mêmes méthodes et matériels pour évaluer les vaccins de façon standardisée. Sans oublier des

éléments techniques, comme la stabilité des vaccins. On se souvient que lors des premières campagnes vaccinales contre le Covid-19, des « supercongélateurs » à -80 °C étaient nécessaires pour stocker les vaccins, compliquant singulièrement leur déploiement. Les concepteurs des vaccins ne disposaient tout simplement pas de données de stabilité à des températures plus clémentes : la technologie à ARN avait été mise au point pour des vaccins anticancer, destinés à être délivrés en petite quantité dans des centres spécialisés déjà équipés de ces supercongélateurs. Progressivement, les études de stabilité ont été menées et les exigences de conservation des vaccins anti-Covid allégées ; désormais ils peuvent passer plusieurs semaines dans un réfrigérateur standard.

« Un des grands apprentissages du passé est que les activités de recherche, souvent fondamentale, menées en amont ont été extrêmement utiles »

Dr Emmanuel Hanon PDG de Vicebio et président du comité consultatif scientifique de la Cepi

Il faudra aussi pouvoir mesurer au plus vite l'efficacité d'un vaccin pandémique. La quantité d'anticorps produits par l'organisme (un paramètre qui définit ce qu'on appelle l'« immunogénicité ») ne suffit pas à déduire l'efficacité clinique d'un vaccin, insiste Yazdan Yazdanpanah, « car on ne connaît pas toujours le corrélat de protection, c'est-à-dire le taux d'anticorps nécessaire pour être protecteur ». Le Wellcome Trust et la Cepi ont lancé un appel à financements de 38 millions de livres sterling pour établir ces corrélats dans plusieurs maladies. Mais il faut aussi discuter avec les agences de régulation sanitaire pour qu'elles acceptent de délivrer, sur la base de ce seul critère d'immunogénicité, des autorisations initiales de mise sur le marché.

Une approche à réserver aux situations graves et à des publics ciblés, nuançaient en 2022 les chercheurs de la Cepi, ajoutant que « ce type de déploiement précoce ne dispenserait pas de la nécessité de mener des essais à grande échelle pour obtenir des données solides » d'efficacité et de sécurité. Selon eux, l'approche n'est « pas aussi radicale qu'il n'y paraît : l'approbation des vaccins contre la grippe saisonnière est systématiquement basée sur des données d'immunogénicité » et « en 2020, la Food and Drug Administration américaine (FDA) a accordé une désignation accélérée à un vaccin contre le chikungunya sur la base d'un critère d'évaluation de l'immunogénicité pré-approuvé ». La préparation des populations à ce type d'autorisation accélérée est primordiale, pour « empêcher la diffusion de fausses informations » et « maintenir la confiance du public face à un déploiement d'urgence ».

Quant aux fabricants, ils doivent se tenir prêts, en cas d'urgence, à produire très vite de grandes quantités de vaccins. « Nous disposons de l'infrastructure et des ressources internes nécessaires qui nous permettent de jouer notre rôle dans la maîtrise de toute nouvelle épidémie, confie-t-on chez Sanofi. Nous avons ainsi la capacité de développer et de fabriquer des vaccins à grande échelle, car nous pouvons nous appuyer sur des plateformes technologiques de vaccins diversifiées et éprouvées. »

Produire en grande quantité, cela suppose aussi de disposer des matières premières. Ainsi des vaccins qui nécessitent de cultiver d'abord le virus sur des œufs de poule fécondés. Le vaccin contre la grippe exige au minimum un œuf par dose de vaccin. En cas de pandémie de grippe aviaire, il faudra donc disposer d'un nombre considérable d'œufs ! « Des souches vaccinales ont été identifiées par l'OMS et ces souches sont disponibles », explique la Pr Marie-Anne Rameix-Welti, responsable du Centre national de référence des virus des infections respiratoires à l'Institut Pasteur (Paris). Si demain on en avait besoin, on saurait produire ces vaccins. Mais on serait limité par les capacités industrielles et par la saison. » En effet, ces œufs sont produits en fonction du calendrier de fabrication des vaccins contre la grippe hivernale, et « dans des fermes spécialisées avec des conditions sanitaires et environnementales drastiques », explique Charles Wolf, directeur France du laboratoire Sanofi.

Il faudra aussi pouvoir produire des vaccins partout dans le monde. « Actuellement, dix fabricants fournissent 70 % des doses de vaccins dans le monde (à l'exclusion des vaccins Covid-19) (...). Bien qu'il ne soit ni réaliste ni souhaitable que chaque pays ait sa propre production en raison des risques de duplication et de redondance, une approche coordonnée au niveau régional (...) garantira la résilience en cas de pandémie », indiquaient en octobre 2023 dans *The Lancet* des chercheurs du Groupe d'experts en science et technologie (STEG) mis en place pour suivre les progrès de la « mission 100 jours ». Des transferts de technologie sont déjà en cours. Fin 2023, une installation de fabrication de vaccins à ARNm à l'échelle commerciale a par exemple été inaugurée au Rwanda, une première en Afrique.

La « mission 100 jours » réussira-t-elle son pari ? Comme d'habitude, l'un des nerfs de la guerre est financier. En 2022, la Cepi annonçait que 3,5 milliards de dollars seraient nécessaires au cours des cinq années suivantes pour atteindre cet objectif ambitieux. Mais les récents désengagements américains pourraient fragiliser le chemin. « La Cepi est une entité indépendante financée par de nombreux pays et organisations dans le monde, et ce qui est en train de se passer ne va pas l'arrêter dans sa mission, rassure Emmanuel Hanon. Mais les États-Unis étaient l'un des leaders mondiaux dans l'étude des maladies infectieuses, et le fait qu'ils se retirent de l'OMS et changent de stratégies d'investissement n'est pas une bonne nouvelle pour la préparation aux pandémies. » ■

La religion s'invite dans l'entreprise : à quand le tour de la laïcité ?

De plus en plus, « la religion s'invite dans l'entreprise ». C'est ce que remarquait Denis Maillard il y a presque dix ans dans son livre pionnier qui vient d'être réédité. Les indicateurs de cette montée ne manquent pas. Depuis 2012, le baromètre du fait religieux en entreprise (édité par l'Institut Montaigne depuis 2019) scrute l'augmentation des expressions religieuses et des cas parfois tendus, voire conflictuels. Le rapport de 2023 indique ainsi qu'« une entreprise sur deux rencontre des situations marquées par des actes, des comportements, des demandes ayant une dimension religieuse ». Cela va des signes discrets ou prières muettes aux refus de réaliser certaines tâches ou de travailler avec certaines personnes en passant par les demandes d'absence ou d'aménagement du temps de travail. Cette augmentation est confirmée par un sondage récent réalisé par Harris Interactive France pour l'IST et le Crif (mars 2025). 37% des salariés disent avoir été confrontés à des faits religieux ; et cette part monte même à 67% chez les salariés de 18-24 ans. La jeune génération se distingue d'ailleurs des plus anciennes par son désir que le travail s'adapte à la religion plutôt que l'inverse. Ainsi, une majorité des 18-24 ans considère comme acceptable de porter des signes religieux ostensibles en toutes occasions, de refuser de serrer la main à une personne (client ou collègue) de l'autre sexe, de demander des dérogations pour motif religieux, voire de pratiquer un prosélytisme actif en milieu professionnel.

Face à cette situation, les cadres dirigeants s'avouent très démunis. La hantise d'exercer une discrimination pour conviction personnelle fait peu à peu disparaître, en la matière, toute frontière entre le licite, le problématique et l'illicite. À quoi s'ajoute l'idéologie du « venez comme vous êtes » parce que « vous le valez bien » puisque « la différence est une force », largement reprise par des slogans publicitaires.

Cette idéologie « inclusiviste » se distingue fondamentalement de l'inclusion : quand celle-ci aide un individu à s'adapter au collectif, l'inclusivisme exige du collectif qu'il s'adapte à chaque individu. Autant dire qu'il signe son arrêt de mort.

En fait, le fait religieux se trouve en entreprise – comme dans l'ensemble de la société – à la croisée de deux courants. D'un côté, l'hyperindividualisme, qui sanctifie l'identité personnelle et voit comme une aliénation intolérable toute restriction de son expression ; de l'autre, le fondamentalisme, notamment islamiste, qui cherche à imposer son emprise sur toutes les dimensions de l'existence individuelle et collective. Car, pour lui, la religion, ce n'est pas seulement la « foi » personnelle, c'est une loi totale qui a vocation à tout régenter : le privé, le public, le civil, l'économique, le social, l'international, le culturel, le scientifique, du matin au soir, tous les jours de l'année.

« C'est parce que la religion s'invite de plus en plus dans l'entreprise qu'il faut y convier aussi la laïcité afin de permettre aux croyances et aux incroyances de s'accorder dans l'intérêt commun »

La convergence de ces deux forces contraires menace de faire exploser le collectif professionnel, qui est le grand oublié des politiques d'inclusion. Cela ne veut pas dire qu'il faut cesser toute vigilance en matière de lutte contre les discriminations, y compris religieuses. Cela signifie qu'il faut ajouter à cette vigilance des limites aux revendications des « identités remarquables » et bâtir des murailles contre l'emprise des intégrismes en tout genre. Ces limites et ces murailles ont un seul et même nom : la laïcité.

On objectera que la laïcité ne concerne que la sphère publique. Et il est vrai que l'obligation de neutralité ne s'impose strictement que dans le cadre des trois fonctions publiques en vertu de l'article 2 de la loi de 1905, dont nous allons célébrer les 120 ans : « L'État ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. » Mais c'est pourtant une erreur de penser que la laïcité se réduit à la neutralité. Son champ est beaucoup plus vaste. Face aux prétentions individualistes ou fondamentalistes, la laïcité rappelle qu'il existe une pluralité de sphères et plusieurs principes : la liberté dans la sphère privée ; la neutralité dans la sphère publique et la discrétion dans la sphère civile. C'est cette « discrétion civile » qui permet de travailler ensemble. Elle n'exige nullement de renoncer à ses convictions profondes, mais de les garder pour soi dès qu'il s'agit de prendre soin du collectif.

En ce sens, la laïcité fait pleinement partie de la « responsabilité sociale » au sens le plus noble du terme, parce qu'elle exige que toute personne qui entend vivre en collectivité, travailler avec les autres et contribuer à la vie économique et sociale de son pays ne se soumette pas à la dictature des identités particulières et des préceptes communautaristes. S'il faut parler le langage de la laïcité en entreprise, ce n'est donc pas au nom de la neutralité, mais c'est au nom de l'aspiration à une vie commune apaisée. C'est parce que la religion s'invite de plus en plus dans l'entreprise qu'il faut y convier aussi la laïcité afin de permettre aux croyances et aux incroyances de s'accorder dans l'intérêt commun. C'est ce précieux esprit de concorde qui justifie, à nos yeux, qu'il faille d'urgence intégrer la laïcité au domaine de la « responsabilité sociale et environnementale » des organisations. ■

* Serge Guérin est sociologue, professeur à l'Insee GE ; Vincent Lamkin est président de Confluence, spécialiste de la communication institutionnelle et corporate ; Pierre-Henri Tavoillot est philosophe, référent laïcité de la région Île-de-France.

TRIBUNE COLLECTIVE

Un sondage publié par le Crif et l'Institut du travail, ce lundi, révèle l'augmentation des expressions religieuses et des cas parfois tendus, voire conflictuels, au sein du monde du travail, une tendance marquée chez les jeunes. D'où l'urgence d'inviter la laïcité dans l'entreprise, plaident Serge Guérin, Vincent Lamkin et Pierre-Henri Tavoillot*.

Les dérives islamistes dans le champ sportif ne sauraient se réduire au simple port d'un « couvre-chef »

Prière collective dans le football, obligation de porter le voile pour intégrer une équipe de basket, athlètes voilées sous les couleurs de l'équipe de France, présidents ou cadres de fédérations soumis à des pressions pour se conformer à des injonctions religieuses : les exemples recueillis sur le terrain par les parlementaires au fil de leurs entretiens témoignent de la nécessité d'établir un cadre régalien clair et cohérent dans le domaine sportif.

Pourtant, cette proposition de loi semble avant tout cristalliser les postures politiques, souvent hystérisées, sans véritablement interroger les réalités quotidiennes des acteurs du sport, confrontés à ces incertitudes pratiques et juridiques. En effet, les 118 fédérations bénéficiant d'un agrément ministériel disposent d'une marge d'interprétation et d'application des principes de la République. Ce morcellement normatif aboutit inévitablement à des incompréhensions, des amalgames, voire à des stigmatisations, en particulier pour les pratiquants qui ne maîtrisent pas les subtilités de cette architecture administrative.

Dans un contexte où se multiplient les travaux parlementaires et scientifiques (Youcef Fatès, Médéric Chapitiaux, mais aussi plus largement Gilles Kepel, Bernard Rougier) mettant en lumière l'emprise croissante de l'islamisme dans le champ sportif, l'administration en charge du sport semble s'isoler de plus en plus. Le Sénat a ainsi récemment adopté une proposition de loi, soutenue par le gouvernement, visant à interdire le port de tout signe ostentatoire, qu'il soit politique ou religieux, lors des compétitions sportives.

Tandis que les sages du Palais du Luxembourg considèrent que le port du voile constitue un vecteur stratégique d'entrisme, la ministre des Sports, Marie Barsacq, a quant à elle mis en garde contre les « confusions » et les « amalgames », affirmant que « les phénomènes de radicalisation dans le sport relèvent d'une problématique distincte de celle du port du voile ou d'insignes religieux ».

Rappelons quelques faits. Les dérives islamistes dans le champ sportif ne sauraient se réduire au simple port d'un « couvre-chef » comme on le prétend trop souvent. Le voilement des femmes renvoie à d'autres pratiques comme le refus de créer une section féminine (ou, plus rarement, masculine), le refus de serrer la main à une personne de sexe opposé, l'organisation d'aménagements spécifiques pour éviter tout contact entre filles et garçons et plus largement la répétition de rituels de prière en dehors de tout cadre culturel, le refus de s'incliner face à un ad-

versaire ou devant le portrait du fondateur d'un art martial, ou encore l'adaptation du calendrier sportif aux fêtes religieuses.

Ces atteintes à la neutralité du sport sont identifiées depuis plusieurs années, et une grille d'analyse graduée a été partagée avec l'ensemble des acteurs institutionnels. Cette gradation comprend plusieurs niveaux : la permissivité, le repli communautaire, le séparatisme, la radicalisation, et enfin, dans les cas les plus extrêmes, le terrorisme. En ce sens, et contrairement aux déclarations de l'actuelle ministre des Sports, il n'y a aucune confusion lorsque les parlementaires mobilisent la notion d'entrisme islamiste dans le monde sportif.

Dans ce contexte, alors que ces informations sont connues, analysées, et partagées entre services de l'État, on peut légitimement s'interroger sur les raisons qui poussent le ministère des Sports à adopter une posture aussi pusillanime.

« Interdire le port du voile dans le sport, c'est refuser l'ensemble des symboles politiques ou religieux dans un secteur où la neutralité doit primer, pour garantir l'universalité de l'accès, l'égalité entre les pratiquants et assurer la cohésion sociale »

Dans un récent entretien accordé au *Monde*, Bertrand Chamoulaud, directeur national du Renseignement territorial, rappelait avec force que « les deux risques majeurs pour la cohésion nationale sont aujourd'hui le narcotrafic et le séparatisme islamiste », ce dernier affectant, selon lui, « tous les milieux : le sport, la santé, l'éducation, etc. ».

Il faut être clair : le port du hijab – ce voile obligatoire dont on ne se départit jamais – est toujours et partout corrélé à la présence de l'idéologie des Frères musulmans. Peu importe que la femme qui le porte adhère ou non consciemment à cette doctrine, ou qu'elle y soit contrainte ou non : le hijab n'est pas un simple accessoire vestimentaire, il constitue une norme sociale, un acte politique, un marqueur idéologique fondamental de l'organisation de la société telle que pensée par les courants islamistes, et en particulier par l'idéologie frériste.

Dans la conception d'une société régie par la charia, la séparation stricte entre les sexes est considérée comme incontournable. Les femmes y

sont assignées à des fonctions spécifiques – productrices et reproductrices – et à un espace qui leur est propre : le foyer. À l'inverse, les hommes sont associés à la sphère publique et à l'ensemble des fonctions extérieures. C'est dans cette logique que s'inscrit l'imposition du voile. Partout où l'islamisme progresse, on observe un renforcement du voilement, y compris chez les fillettes, ce qui traduit une stratégie d'enracinement sociétal à long terme.

Le ministre de l'Intérieur a récemment exprimé sa volonté de déclassifier un document confidentiel relatif aux stratégies d'influence et d'entrisme des Frères musulmans dans le secteur sportif. Une telle initiative permettra d'apporter aux élus et ministres notamment un éclairage sur le mode d'action de cette confrérie, et de mieux comprendre les enjeux de fond auxquels est aujourd'hui confronté le sport français.

Il apparaît donc essentiel de soutenir toutes les initiatives qui visent à freiner l'extension et la banalisation du port du voile dans le sport, afin que les jeunes filles et les femmes puissent réellement choisir la vie qu'elles souhaitent mener, à l'abri de toute pression communautaire ou religieuse.

La proposition de loi récemment adoptée par le Sénat, précitée, comprend quatre articles destinés à imposer un principe de neutralité dans le champ du sport, en interdisant les signes ostensibles, qu'ils soient politiques ou religieux. Grâce à ce cadre, les fédérations sportives pourront exercer leur mission de service public dans un environnement républicain clair, prévisible et cohérent. De même, les collectivités locales et les clubs disposeront d'un appui légal protecteur et structurant. Cette proposition s'inscrit dans la continuité de la loi du 24 août 2021, dite « loi séparatisme », qui permet de prendre des mesures coercitives à l'encontre des structures sportives qui ne respectent pas le contrat d'engagement républicain. Plusieurs cas récents – notamment en Occitanie et dans le Vaucluse – ont démontré l'utilité de cet arsenal juridique pour prévenir l'entrisme idéologique au sein du sport.

Interdire le port du voile dans le sport, c'est refuser l'ensemble des symboles politiques ou religieux dans un secteur où la neutralité doit primer, pour garantir l'universalité de l'accès, l'égalité entre les pratiquants et assurer la cohésion sociale. ■

* Docteur en anthropologie et présidente du Cerif (Centre européen de recherche et d'information sur le frérisme), Florence Bergeaud-Blackler a notamment publié « Le Frérisme et ses réseaux, l'enquête » (Odile Jacob, 2023).



FLORENCE BERGEAUD-BLACKLER

Face à l'offensive islamiste dans le monde du sport et à la multiplication des atteintes à la neutralité, qui ont été largement documentées, la proposition de loi sur l'interdiction du port du voile dans les compétitions sportives va dans le bon sens, argumente l'anthropologue*.

Voile dans le sport : le ippon raté de Teddy Riner



LE BLOC-NOTES
Laurence de Charette

« On ne se rend compte de l'importance de la liberté que quand on l'a perdue », disait Paul Auster. Ne pas se tromper de liberté, voilà le problème. Cette semaine, Teddy Riner a mondialement – puisque la parole du grand judoka n'est autre que planétaire – défendu une « liberté » qu'il n'aura jamais lui-même à exercer, le port du voile dans le sport, avec une argumentation un brin lapidaire : « dans certains pays voisins, cela n'emmerde personne », a-t-il clamé.

Mahyar Monshipour, l'ancien champion du monde de boxe, peut-être un peu moins célèbre, mais plus avisé, est immédiatement rentré dans le ring : « Je pense que Teddy se trompe par méconnaissance du sujet », a-t-il lâché dans *Le Figaro*. « À tous ceux qui pensent que la cohabitation entre le sport et la religion se passe bien, je leur rappelle ce qui s'est passé en Iran. L'imposition du voile s'est faite petit à petit, pas du jour au lendemain, et avec des représailles graduées. C'est exactement ce que projettent les Frères musulmans en Europe. Réveillons-nous ! Et réveillez-vous, Teddy Riner ! Vous croyez vraiment que ces gens laisseront les femmes utiliser leur corps dans des matchs de football ou de basket à la vue de tout le monde ? Non, ils veulent rendre le port du voile classique puis extraire les femmes du monde du sport. » Avant un dernier direct : « Les sportifs ou artistes qui prennent parfois la parole sur ce sujet ne doivent pas devenir les idiots utiles de l'islam des Frères musulmans. » Le même match ou presque a opposé ces jours-ci les membres du gouvernement : Élisabeth Borne pour l'Éducation nationale et Marie Barsacq, ministre des Sports, dans le camp Teddy Riner, Bruno Retailleau et Gérard Darmanin dans l'équipe de Mahyar Monshipour. Ces derniers ont gagné l'arbitrage de François Bayrou, qui les a désignés vainqueurs mais sans leur donner la coupe – l'inscription d'un texte de loi visant à renforcer la laïcité dans les compétitions sportives à l'agenda de l'Assemblée.

La manière même dont le débat a tourné – et bien que Teddy Riner se soit ensuite excusé dans une sorte de soupe verbale sur laquelle surnageaient quelques mots ramollis comme « inclusion » et « cohésion » – souligne le déplacement de curseur qui s'est opéré au cours des dernières des dernières décennies. De marginal dans le paysage

français, et facultatif dans sa pratique, le voile est devenu normatif et vindicatif, s'imposant comme une pratique communautaire plus encore que religieuse – un signe de ralliement et trop souvent d'hostilité, un étendard, une conquête l'espace public. Ce qui fut un temps – mais ce temps est révolu – admis au nom d'une forme inversée de laïcité – neutralité religieuse – d'abord, et d'un type persistant de déni de réalité ensuite, ne peut donc plus l'être.

Le sport n'a-t-il pas été, ne devrait-il pas être, un formidable vecteur d'élevation de soi et d'intégration ? Évidemment, mais il est aujourd'hui, les rapports successifs le prouvent, victime de l'emprise frériste, otage d'une entreprise de démolition de ses propres valeurs : sur les tapis, dans les gymnases, les stades, l'éthique sportive s'efface devant le diktat séparatiste. Ces changements de réalité doivent entraîner des changements de nos logiciens.

Abaya à l'école, hidjab dans le sport : ces deux terrains de prédilection de l'entrisme islamiste ne relèvent juridiquement pas des mêmes textes (la question de l'école est encadrée par les lois de 2004 interdisant les signes religieux à l'école) mais ils n'en posent pourtant pas moins, tous les deux, de façon cruciale, la question de l'universalité – universalité des valeurs, égale dignité des hommes et des femmes, que l'on voudrait voir l'école et le sport célébrer, et sans laquelle ils perdent la première sa force civilisationnelle, et le second sa vocation d'exemplarité. Et c'est précisément parce qu'ils sont au cœur des transmissions que ces deux champs sont les cibles des offensives de l'islam politique et de l'islamisme.

Teddy Riner, dont le pouvoir sur une partie des esprits surpasse peut-être celui d'un texte législatif, a donc raté une belle occasion d'aider à « rassembler », pour reprendre ses mots. Car l'interdiction ne reste qu'un pis-aller. La main sur le cœur, les défenseurs du voile et de ses dérivés multiplieront les arguties, en assurant que leur port n'est pas religieux mais « culturel ». Ils auront à la fois tort et raison. Tort, parce que l'argument ne vise qu'à contourner les règles de la laïcité. Qui peut raisonnablement confondre une abaya avec une « robe », une forme ambulatoire de captivité et d'invisibilisation du corps des femmes avec la célébration de leur beauté – et par-delà elles-mêmes,

celle de la nature et du monde ? Mais ils auront aussi raison (et dans ce sens, le mot trahit une intention profonde), puisque c'est bien là d'un affrontement culturel, civilisationnel – et non de simple liberté religieuse – dont il est question.

Teddy Riner, militant ou maladroit ? Quoi qu'il en soit, le podium, cette fois, ne lui revient pas : la grande faillite des néoféministes qui hantent aujourd'hui la galaxie intersectionnelle et wokiste est bien d'avoir abjuré l'essence même de la féminité, cédant aux sirènes de l'islamo-gauchisme. Militier contre la « domination patriarcale », mais favoriser une forme archaïque d'assujettissement, déclarer la guerre au masculin, en organisant l'effacement du féminin, absolutiser l'égalité entre hommes et femmes tout en lui tournant le dos quand elle est effectivement menacée... Quel drôle de programme ! Et quelle tristesse. Les textes de nos traditions sont pleins de ces voiles qui ne sont pas des prisons mais des invitations à chercher, et chercher encore, inlassablement et amoureux-ment, les mystères de l'être et de l'âme, et en son cœur, le souffle qui l'habite... pour le divin mariage des polarités.

Un racisme censuré

Dans un délicieux livre pour enfants, *Les dragons ça n'existe pas*, le jeune Benoît Brindherbe se réveille, un matin, en compagnie d'un petit dragon au pied de son lit, dragon qui ne tarde pas à tout dévorer dans la maison, jusqu'à la maison elle-même, tandis que le garçonnet s'évertue, en vain, à désigner à ses parents la bête – plus on la nie, plus elle grandit –, qu'ils s'obstinent à ne pas voir. Des sociologues, comme Éric Fassin, ont défini un racisme impossible, un racisme qui ne pourrait pas exister, le racisme anti-Blancs. Nier les faits, en vertu de ses convictions : Monsieur et Madame Brindherbe aussi sont passés par là... avant, eux, de se raviser – car la littérature pour enfants est souvent moins désespérante que la sociologie.

Injustices écologiques

« Virer les pauvres pour que les riches respirent mieux » : cette formule du fantasme Alexandre Jardin pour souligner l'injustice des ZFE tombe, cette fois, si juste que les parlementaires envisagent d'y renoncer. ■

BIBLIOTHÈQUE DES ESSAIS

Poniatowski, heurs et malheurs d'une éminence grise

De Charles Pasqua à Bruno Retailleau, en passant par Nicolas Sarkozy ou Manuel Valls, on s'est habitué à un ministre de l'Intérieur parlant fort et clair à l'opinion. Mais sait-on que c'est avec Michel Poniatowski que « la délinquance et la criminalité s'imposent pour la première fois dans la France moderne, comme des enjeux politiques et sociaux » ? C'est ce que rappelle Maxime Tandonnet dans sa biographie de ce « prince dans la République » qui fut l'artisan de la conquête élyséenne de Valéry Giscard d'Estaing.

Ce livre se lit avec émotion en raison de son auteur. Habitué des pages débats et opinions du *Figaro* où il portait sur les évolutions de la vie de la cité le regard acéré et souvent désolé de celui pour qui le sens de l'État n'était pas qu'une formule, Maxime Tandonnet est décédé brutalement il y a six mois. Biographe de ces parias ou oubliés de la vie politique, il avait notamment exhumé les figures d'André Tardieu et de Georges Bidault (1). Son Poniatowski s'inscrit dans cette veine.

Descendant d'une famille qui donna le dernier roi de Pologne – dont il tint son titre princier –, authentique résistant sans être pour autant gaulliste, Michel Poniatowski, jeune énarque attiré par l'étranger – il servit à Washington et à Rabat, où il travailla aux côtés du maréchal Juin –, épousa la politique à la faveur d'un « coup de foudre amical » pour un jeune et brillant inspecteur des finances qu'il contribua à faire élire président de la République deux décennies plus tard. L'histoire de « Ponia », c'est l'histoire de sa relation avec Giscard, d'une amitié fascinée puis fusionnelle avant d'être blessée par la disgrâce.

Le choix de l'alliance avec de Gaulle en 1962, matinée de distance résumée par un « oui, mais », la construction des Républicains indé-

pendants, le ralliement à Pompidou en 1969, l'épopée joyeuse de la présidentielle de 1974, c'est lui. Son rôle de « porte-flingue » colla à la peau de cet homme au corps rond mais à l'esprit infiniment plus fin qu'il ne le laissait paraître. Maxime Tandonnet rappelle ainsi comment il eut l'intuition de la révolution qu'apporterait l'informatique. Au service de Giscard, il pulvérisa ses adversaires façon puzzle. Traitant Michel Debré de Basil Zaharoff

Les Mémoires de « Ponia » nous révèlent l'épaisseur insoupçonnée d'un politique qui connut le bonheur comme éminence grise et les déceptions lorsqu'il parvint à la lumière

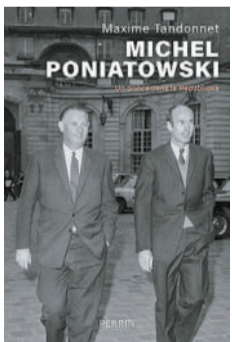
(sulfureux marchand d'armes du début du XX^e siècle), François Mitterrand de « *Gamelin de la politique* », Jean Lecanuet de « *machiniste d'opérette* », les gaullistes de « *copains et de coquins* ». Ministre de la Santé de Pompidou – il porta un an avant Simone Veil une loi dépénalisant l'avortement qui ne fut pas votée –, il décrocha son graal, une fois Giscard élu, en devenant ministre de l'Intérieur, unique ministre d'État du premier gouvernement Chirac. Avec ses « opérations coups de poing », l'homme de l'ombre devient populaire.

Mais la roche Tarpéienne n'est jamais loin du Capitole. Ce grand timide accumule les gaffes et se prend les pieds dans l'affaire de Broglie, du nom de cet ancien ministre, ami de Giscard, assassiné la veille de Noël 1976. Les vents se retournent pour le trop fringant président

réformateur qui perd sévèrement les cantonales de 1976 et les municipales de 1977. Il faut un fusible, et Valéry Giscard d'Estaing sacrifie Michel Poniatowski ; avec cette dose de froide ingratitude qui meurtrit l'ami répudié si affectif. Lui, l'Européen, devient critique sur la construction européenne, fait campagne contre Maastricht et refuse de regarder le Front national comme un parti à tenir à distance. Évolution impensable pour des « bien-pensants ». Il meurt en 2002, caricaturé par ses adversaires, relégué par son camp. Pour cette biographie, Maxime Tandonnet a eu accès au volume jamais publié des Mémoires de « Ponia », lesquels nous introduisent dans les coulisses des années Giscard ; nous révèlent l'épaisseur insoupçonnée d'un politique qui connut le bonheur comme éminence grise et les déceptions lorsqu'il parvint à la lumière, et nous laissent sur une leçon désabusée : en politique, l'amitié est une vertu trompeuse, et fragile.

GUILLAUME TABARD

(1) « André Tardieu. L'incompris » (Perrin, 2019). « Georges Bidault. De la Résistance à l'Algérie française » (Perrin, 2022).



■ MICHEL PONIATOWSKI, UN PRINCE DANS LA RÉPUBLIQUE De Maxime Tandonnet, Perrin, 338 p., 24 €.



LE FIGARO

Dassault Médias (actionnaire à plus de 95%) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Président-directeur général Eric Trappler
Administrateurs Thierry Dassault, Olivier Costa de Beauregard, Benoît Habert, Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS (société éditrice) 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Président Eric Trappler
Directeur général, directeur de la publication Marc Feuillée

Directeur des rédactions Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction Vincent Trémolet de Villers
Directeurs adjoints de la rédaction Gaëtan de Capèle (Économie), Laurence de Charette (pôle audiovisuel), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, F), Philippe Gélie (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition, Photo, Révision, DA), Jacques-Olivier Martin (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Yves Thérard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports, Sciences, Culture, Télévision).

Directeur artistique Pierre Bayle
Rédacteur en chef Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué du pôle news Bertrand Gié
Éditeurs Robert Mergui Anne Pican

FIGAROMÉDIAS 23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00 Fax : 01 56 52 23 07
Président-directeur général Aurore Domont
Direction, administration, rédaction 23-25, rue de Provence 75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00 direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy 93290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux ISSN 0182-5852
Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h : sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70, Fax : 01 55 56 70 11 Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €. Week-end Prestige : 459 €. Week-end : 389 €.

Le TRI + FACILE
ACPM
Ce journal se compose de :
Édition nationale 1^{er} cahier 20 pages
Cahier 2 Économie 8 pages
Cahier 3 Le Figaro et vous 16 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4 Magazine 118 pages
Cahier TV 68 pages
Supplément 5 Madame 120 pages
Promo Portage
Compagnie de Phalsbourg diffusion sur une partie du territoire national



colissimo

“
**FIER DE CÉLÉBRER
LES 30 ANS DU E-COMMERCE
AVEC COLISSIMO**”



Véritable révolution dans les habitudes de consommation, l'e-commerce souffle en 2025 ses 30 bougies. Colissimo accompagne Veepee depuis sa création. Ensemble, nous n'avons cessé d'innover pour développer une livraison toujours plus sûre, plus rapide et plus responsable.

Loukoulouc
Mascotte de

Veepee 



LA POSTE
SOLUTIONS
BUSINESS

LE FIGARO économie



AÉRIEN
ROISSY VEUT SE RELANCER
FACE À LA CONCURRENCE
DES GRANDS AÉROPORTS PAGE 26

TÉLÉVISION
L'EMPIRE BERLUSCONI VEUT
LANCER UNE OPA SUR L'ALLEMAND
PROSIEBENSAT.1 PAGE 27



La dette poursuit son inexorable progression

Le déficit public de la France en 2024 a été un peu moins calamiteux que prévu. Ce qui n'a pas empêché un endettement record de 3300 milliards d'euros.

La France affiche pour 2024 un dérapage budgétaire un peu moins élevé qu'anticipé ces dernières semaines : initialement espéré à 4,4 %, puis revu à 6 % par Bercy, le déficit public a finalement atteint 5,8 % du PIB. Ce « n'est pas une bonne nouvelle »

pour autant, estime le ministre de l'Économie, Éric Lombard, évoquant un risque sur « la souveraineté nationale ». Le locataire de Bercy a bien à l'esprit que le déficit de la France demeure le plus important de la zone euro. Et que le ramener à 3 % du PIB

en 2029, comme Paris s'y est engagé, nécessitera des efforts importants. Surtout, la dette poursuit son inexorable ascension, atteignant désormais 113 % du PIB, soit 3305 milliards d'euros. En dix ans, elle a ainsi augmenté de 1267,5 mil-

liards. Le danger, outre le contexte d'incertitudes actuelles, c'est le coût galopant de la charge de la dette pour les années à venir - davantage que le budget de l'Éducation nationale -, qui risque de priver le pays de marges de manœuvre.

→ DÉRAPAGE DES DÉFICITS : LES DÉPUTÉS SE DÉCHIRENT SUR LES RESPONSABILITÉS → LES DÉPENSES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ONT MOINS DÉRIVÉ QUE PRÉVU PAGES 22 ET 23

> FOCUS
LES RETRAITES
COMPLÉMENTAIRES
TOUJOURS
DANS LE VERT

Le régime des retraites complémentaires du privé se porte comme un charme. Ce jeudi, l'Agirc-Arrco - organe piloté par les partenaires sociaux - a publié ses résultats annuels, se satisfaisant d'un résultat positif de 4,6 milliards d'euros. En baisse toutefois de 1,4 milliard d'euros par rapport à 2023.

Les ressources de l'Agirc-Arrco (les cotisations reçues) ont en effet augmenté moins rapidement que l'année précédente - du fait d'une économie qui a tourné au ralenti -, quand les charges du régime, autrement dit les pensions de retraite versées, ont, elles, augmenté de 5,7 % en un an. Principalement du fait des revalorisations des pensions décidées en 2023 et 2024 pour faire face à l'inflation, mais également à cause de la hausse du nombre de retraités. La différence entre ressources et charges compte ainsi pour 1,6 milliard d'euros dans le résultat du régime des retraites complémentaires, les 3 milliards restant étant dus à la bonne performance de sa gestion financière.

Les réserves disponibles que détient l'Agirc-Arrco s'élevaient, quant à elles, à 85,6 milliards d'euros à fin 2024. Le régime rappelant que cette somme - sur laquelle les gouvernements successifs lorgnent - est destinée à « faire face aux aléas de l'économie et de la démographie », comme il l'a prouvé lors de la crise du Covid. Brigitte Pisa, sa vice-présidente, estime ainsi que « par ces bons résultats, l'Agirc-Arrco démontre l'efficacité de son pilotage paritaire, orienté vers un seul objectif : garantir le paiement des retraites à chaque génération, sans peser sur les générations futures ».

LOUISE DARBON



Trump affole l'industrie automobile mondiale avec ses taxes

En imposant des droits de douane de 25 % sur les voitures importées (la moitié du marché aux États-Unis), il menace l'ensemble du secteur, du Mexique au Japon en passant par l'Allemagne. Même les constructeurs américains s'inquiètent.

PAGE 24

le **PLUS** du **FIGARO ÉCO**

ÉNERGIE
 Les petites installations solaires dans le viseur du gouvernement PAGE 23

LA SÉANCE

DU JEUDI 27 MARS 2025

▲ **CAC 40**
 7990,11 -0,51%

▲ **DOW JONES**
 42285,26 -0,40%

▲ **ONCE D'OR**
 2900,00(3020,00)

▲ **PÉTROLE (Brent)**
 73,680 (74,000)

▲ **EUROSTOXX 50**
 5381,08 -0,57%

▲ **FOOTSIE**
 8666,12 -0,27%

▲ **NASDAQ**
 19833,06 -0,42%

▲ **NIKKEI**
 37799,97 -0,60%

L'HISTOIRE

Cinquante ans après leur faillite, les montres Lip retrouvent la cote

L'effet de Gaulle ? Quelques semaines après que l'une des deux montres LIP R27 ayant appartenu au Général a été adjugée plus d'un demi-million d'euros, le succès retrouvé des montres Lip se confirme. Mercredi, 271 garde-temps de la maison horlogère fondée à Besançon en 1867 par Emmanuel Lipmann ont trouvé preneurs, pour un total de 150 000 euros. Certes, les prix sont loin d'atteindre les sommets de certains horlogers suisses d'ultra-luxe. Mais ce bilan témoigne de la cote en hausse de Lip. D'une part, auprès des collectionneurs ou des amateurs de montres vintage; d'autre part, auprès des acheteurs de première main. Tombée en désuétude dans la deuxième moitié du XX^e siècle,

victime de la concurrence du quartz, la marque emblème du savoir-faire horloger français est liquidée dans les années 1970 au terme d'un conflit social d'une ampleur inédite. Avant d'être rachetée par la Manufacture générale horlogère (MGH). Symbole de la tradition horlogère française, Lip, qui a bâti son succès sur l'innovation et l'accessibilité, revient ensuite sur le devant de la scène, sous l'impulsion de l'horloger français SMB, qui l'a exploité sous licence depuis 2015 avant de la racheter en 2019. De quoi pousser son



chiffre d'affaires de 5 à 8 millions d'euros entre 2018 et 2022... Lip est même revenu à l'Élysée : son modèle Dauphine modernisé est accroché au poignet d'Emmanuel Macron. ■

OLIVIA DÉTROYAT

British Steel va fermer les derniers hauts-fourneaux du Royaume-Uni

Le sidérurgiste British Steel, filiale du chinois Jingye, a indiqué jeudi 27 mars qu'il préparait la fermeture de ses hauts-fourneaux de Scunthorpe, dans l'est de l'Angleterre. « Les hauts-fourneaux et les opérations de fabrication de l'acier ne sont plus financièrement viables en raison des conditions de marché très difficiles, de l'imposition de droits de douane et des coûts environnementaux plus élevés », a précisé l'entreprise. Cela pourrait se traduire par la suppression de 2000 à 2700 emplois. Fin 2024, son concurrent Tata Steel avait, lui aussi, fermé un haut-fourneau dans la plus grande aciérie du pays, à Port Talbot, au pays de Galles, entraînant près de 3000 licenciements. En cas de fermeture, le Royaume-Uni n'aura plus de hauts fourneaux, donc plus de capacité de production d'acier primaire. Il va encore exister de la production d'acier. Mais elle sera réalisée via des fours électriques, nettement moins pol-

luants car n'utilisant pas de charbon mais qui recyclent principalement de la ferraille. C'est le cas de Liberty Steel. Tata Steel prévoit aussi d'installer un four à arc électrique, dans le cadre d'un investissement de 1,25 milliard de livres, dont une subvention de 500 millions. Fin 2023, British Steel avait indiqué qu'il comptait remplacer ses hauts fourneaux par des fours électriques. Mais il y existe des tensions avec le gouvernement britannique sur le montant des subventions publiques. British Steel a ainsi refusé une première proposition portant sur une aide de 500 millions de livres sur un investissement total de 2 milliards. Le gouvernement comme l'entreprise ont précisé que les discussions se poursuivaient. Ancien fleuron britannique, en difficulté depuis des années, British Steel avait été sauvé de la faillite par le chinois Jingye en 2020. Le groupe dit avoir investi depuis « plus de 1,2 milliard de livres sterling pour faire tourner ses opérations ». ■

EMMANUEL EGLOFF

Gilles Boutin

Endetté au niveau record de 3 305 milliards d'euros et plombé par un déficit persistant, le pays doit emprunter à des taux en forte hausse.

Et toujours la dette qui court, qui court... La ritournelle est inchangée : en un an, elle a augmenté de plus de 200 milliards d'euros, selon les chiffres publiés par l'Insee ce jeudi. Au quatrième trimestre 2024 elle atteignait le niveau record de 3 305,3 milliards d'euros, soit 113 % du PIB. En dix ans, la dette publique française a augmenté de 1 267,5 milliards d'euros... Et le sommet de cet « Himalaya », pour reprendre l'expression du premier ministre François Bayrou lors de sa prise de poste, est encore loin d'être atteint.

L'ambition du gouvernement Bayrou d'entamer une décrue après le pic de d'endettement de 2027 (à 116,5 % du PIB) en laisse plus d'un sceptique. « Il y a très peu de chances que cela se produise, tranche Anthony Morlet-Lavidalie, économiste chez Rexecode. Même en retenant une trajectoire de déficit un peu plus optimiste. » À 5,8 % du PIB, le déficit public de l'année 2024 est, certes, moins mauvais que ce que les prévisions de ces derniers mois laissaient augurer - après l'avoir initialement espéré à 4,4 % du PIB, Bercy a craint qu'il atteigne 6,1 % - et devrait « rendre plus aisé le respect des objectifs de l'année 2025 », selon le directeur général de l'Insee, Jean-Luc Tavernier. Le gouvernement se garde bien de toute fanfaronnade. « Ça n'est pas une bonne nouvelle, c'est un déficit trop élevé, c'est pourquoi nous devons le réduire », a reconnu Éric Lombard ce jeudi sur France Inter, présentant ce chantier comme un « enjeu de souveraineté ».

Le ministre de l'Économie et des Finances sait que le chemin pour ramener le déficit à 5,4 % cette année reste semé d'embûches. La Banque de France a révisé à la baisse sa prévision de croissance pour cette année à 0,7 % du PIB, contre un scénario à 0,9 % retenu pour le moment par le gouvernement, les dizaines de milliards

La dette de la France augmente inexorablement



Le ministère de l'Économie et des Finances, à Paris.

HUBC - STOCKADOBECOM

d'économies structurelles nécessaires chaque année peinent à être trouvées, et la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump trouble l'horizon économique. L'heure est aussi au réarmement face à la Russie, mais

sans augmenter les impôts, a promis Emmanuel Macron.

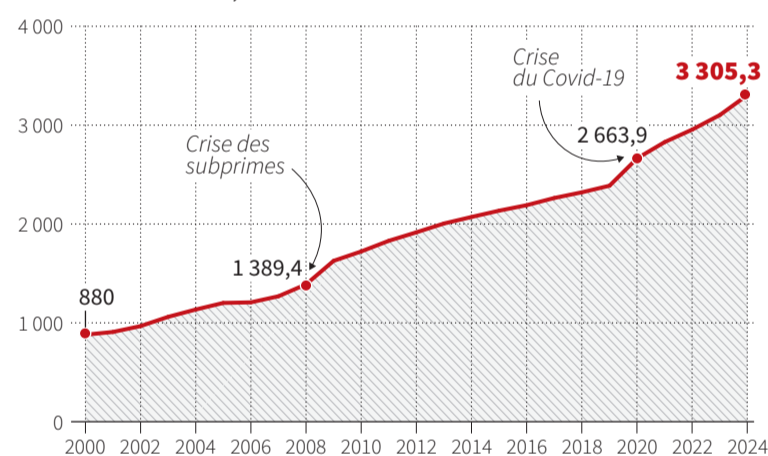
Surtout, les taux auxquels la France emprunte sur les marchés connaissent des niveaux dont l'Agence France Trésor, chargée du financement de la det-

te, n'a plus l'habitude. Après une pointe à 3,47 points mi-janvier, le pic de 3,59 points a été atteint le 11 mars pour l'OAT à dix ans. C'est la conséquence directe de la perte de confiance des investisseurs, mais aussi de

l'abandon par l'Allemagne de son frein à l'endettement. Ses propres taux augmentant, elle entraîne dans son sillage le reste de la zone euro. Sans compter les taux directeurs américains élevés qui, « par effet de contagion », influent

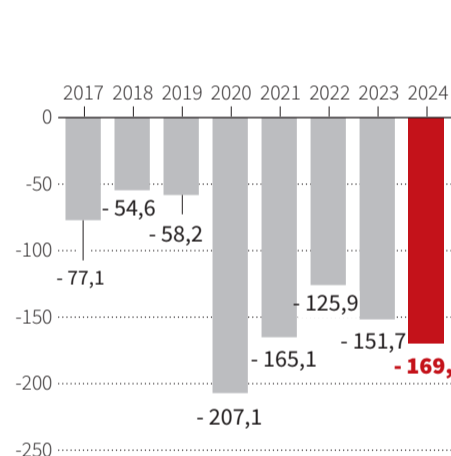
La dette publique atteint désormais 113 % du PIB

Dette des administrations publiques au sens de Maastricht, en milliards d'euros

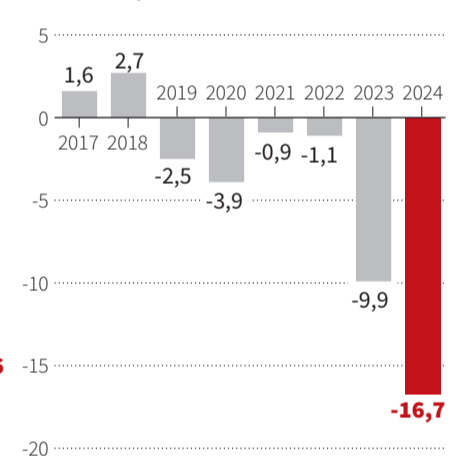


Source : Insee

Déficit public, en milliards d'euros



Solde budgétaire des collectivités territoriales, en milliards d'euros



Infographie LE FIGARO

Dérapiage des déficits : les députés se déchirent sur les responsabilités

Julie Ruiz Perez

Dans cette enquête, les commissaires s'affrontent pour désigner un coupable. La victime, en tout cas, est connue : les comptes publics. Ce jeudi, l'Insee a confirmé que, contrairement aux dernières prévisions, le déficit 2024 atteint non pas 6 %, mais 5,8 % du PIB. Reste que, par rapport à la première prévision (celle inscrite dans le budget 2024), le déficit de l'an dernier reste bien loin de la cible, qui était alors fixée à 4,4 %. Ce léger mieux n'efface donc en rien les questions autour des dérapages budgétaires successifs de 2023 (le déficit avait atteint 5,5 %, contre 4,9 % initialement prévu) et, donc, de 2024.

Ces questions, justement, les députés de la commission des finances travaillent à les élucider depuis des mois. Lors d'auditions parfois musclées avec des ministres, des fonctionnaires ou encore des experts, les députés ont enquêté sur les causes de l'écart entre les prévisions du gouvernement et le déficit effectivement réalisé. La commission prévoit de rendre son verdict le 9 avril. Selon les usages, les conclusions de ces travaux auraient donc dû être tenues secrètes jusqu'à cette date.

Pourtant, ce mardi, le corapporteur de la commission d'enquête et vice-président du groupe EPR, Mathieu Le-

fèvre, a donné son « avis personnel » sur cette sombre affaire. Pour lui, les écarts sont dus à une « erreur technique lourde » uniquement « imputable aux services de Bercy ». Suite à ce qu'il interprète comme une faute des administrations, il a proposé de transférer la charge de formuler les prévisions budgétaires au Haut Conseil des finances publiques (HCFP), un organe de la Cour des comptes. « Il n'y a aucun cadavre dans le placard budgétaire de la France », a-t-il affirmé, dédouanant au passage les ministres de l'époque (Bruno Le Maire pour l'Économie, dont il est proche, et Thomas Cazenave pour les Comptes publics).

« Trois visions s'opposent »

Pour le reste des dignitaires de la commission, la sortie du vice-président d'EPR est « totalement en dehors des règles », selon l'analyse d'Éric Coquerel, son président. Le corapporteur Éric Ciotti est allé plus loin en dénonçant des « méthodes de petit télégraphiste de la macronie ». Si Mathieu Lefèvre a souhaité rendre ses propres conclusions avant le rapport de la commission, c'est, de son propre aveu, parce que « dans cette enquête, trois visions s'opposent ». Celle d'Éric Ciotti défend la thèse de l'« insincérité » du gouvernement, qui aurait œuvré sciemment pour pousser les prévisions à la hausse, tandis qu'Éric Coquerel (LFI) fustige la politique économique

menée par le camp Macron, qui aurait eu un effet délétère sur les recettes, lesquelles ont effectivement été bien en dessous des attentes en 2023 et encore plus en 2024. La troisième explication, que Mathieu Lefèvre qualifie de « technique », revient donc à une simple erreur des administrations.

Cette thèse est également défendue par le rapporteur général (Liot) du budget, Charles de Courson. Ce mercredi, le député a, lui aussi, fait part de ses conclusions lors d'une conférence de presse, après avoir livré le fruit de ses travaux à huis clos face à la commission d'enquête. En parallèle des travaux de la commission, Charles de Courson est allé enquêter directement dans les services du Trésor. Son verdict, à lui, incrimine un modèle de prévisions macroéconomiques utilisé par Bercy, « calé sur le passé » et qui « ne fonctionne pas ». En revanche, selon son analyse, les ministres de l'époque demeurent responsables des erreurs des services placés sous leur autorité. « Qui était à la tête des administrations ? », a-t-il vivement fait mine de demander avant de reprocher aux anciens ministres de ne pas avoir mis « les mains dans le cambouis » des prévisions budgétaires.

Du côté de ses collègues, l'intervention de Charles de Courson a aussi fait grincer des dents. Il aurait été « normal que la primeur revienne à la commission d'enquête », déplore Éric Coquerel. ■

Les dépenses des collectivités territoriales ont moins dérivé que prévu

« Une manœuvre. Pire, une manœuvre réussie », accuse amèrement André Laignel, premier vice-président délégué de l'Association des maires de France (AMF) et président du Comité des finances locales (CFL). Le déficit, publié ce jeudi par l'Insee, bien que meilleur que prévu, tend les relations entre le gouvernement et les élus locaux. Si le déficit 2024 s'élève à 5,8 % du PIB et non pas à 6 % comme anticipé ces derniers mois, c'est d'une part parce que les dépenses de la Sécurité sociale ont été moins dynamiques que prévu et, d'autre part, parce que les dépenses des collectivités territoriales ont moins augmenté que ce que Bercy craignait dans ses prévisions de la mi-année.

Dans un courrier adressé début septembre à des parlementaires, les anciens ministres des Finances et des Comptes publics, Bruno Le Maire et Thomas Cazenave, avaient affirmé que « l'augmentation extrêmement rapide des dépenses des collectivités » expliquait en grande partie le dérapage budgétaire de 2024. À l'époque, les services de Bercy pensaient que l'augmentation des dépenses des élus locaux pourrait atteindre 8 % en 2024. « Ce chiffre a toujours été une fable. Une stratégie qui a servi à cibler les collectivités pour justifier les ponctions faites sur leurs budgets », fustige André Laignel. Sébastien Martin, président de l'association d'élus Intercommunalités de France, pointe de

son côté qu'« il a certainement été plus facile pour l'équipe gouvernementale en partance d'accuser les collectivités d'être responsables du déséquilibre des comptes ». L'Élu regrette surtout que Bercy ne mette pas en place un véritable outil de calcul des trajectoires des dépenses des collectivités en cours d'année.

« Il a certainement été plus facile pour l'équipe gouvernementale en partance d'accuser les collectivités d'être responsables du déséquilibre des comptes »

Sébastien Martin

Président de l'association d'élus Intercommunalités de France

Car, loin des dernières prévisions du ministère, les dépenses des collectivités n'ont augmenté « que » de 4,5 % en 2024. De son côté, la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, salue dans L'Opinion « un mouvement de responsabilité, notamment du fait des collectivités, qui ont modéré leurs dépenses ».

Cette hausse reste toutefois supérieure de 2,5 points à l'inflation et de 3,3 points à la dynamique des dépenses de l'État. « Alors que l'État a stabilisé ses dépenses, illustrant un effort clair de maîtrise budgétaire, les collectivités territoriales gardent

sur les nôtres, fait observer Philippe Crevel, directeur général du Cercle de l'épargne. De ce fait, la charge de la dette, c'est-à-dire ce que coûte son remboursement à nos finances publiques, s'alourdit année après année. De 50,9 milliards d'euros en 2024, elle est prévue à 54 milliards dans le projet de loi de finances 2025, et ne s'arrêtera pas là. Partant des hypothèses de croissance et de déficit émises par le gouvernement, la Cour des comptes estime dans son dernier rapport sur la situation des finances publiques de la France que «les charges d'intérêts augmenteraient continuellement de 2,3 points de PIB en 2025 à 3,2 points en 2029 et 3,5 points en 2031, soit respectivement 67 milliards d'euros, 107 milliards et 124 milliards d'euros». Des

« Les charges d'intérêts augmenteraient continuellement de 2,3 points de PIB en 2025 à 3,2 points en 2029 et 3,5 points en 2031, soit respectivement 67 milliards d'euros, 107 milliards et 124 milliards d'euros »

La Cour des comptes Partant des hypothèses de croissance et de déficit émises par le gouvernement

montants mirobolants lorsque l'on a à l'esprit que le seul budget de l'Éducation nationale pour l'année 2025 s'élève à 63 milliards d'euros... «Les indicateurs ne sont pas en faveur d'une baisse de tension sur la dette publique française», confirme Philippe Crevel.

Cette trajectoire peu engageante pourrait même encore s'aggraver, car elle présente des «faiblesses substantielles», pointe la Cour des comptes. Celle-ci signale que compte tenu de la dégradation de la conjoncture, il n'est pas certain que l'objectif de déficit à 5,4% du PIB soit atteint. La trajectoire pluriannuelle suppose une grande constance dans les «ajustements budgétaires», à coups de dizaines de milliards d'euros d'économies chaque année, «qui n'ont jamais été accomplis avec une pareille constance dans le passé», ajoute l'institution présidée par Pierre Moscovici. En outre, contrairement à la plupart de ses partenaires européens - excepté l'Italie -, en 2031, la France ne parviendrait toujours pas à faire repasser sa dette sous son niveau d'avant-crise, lorsqu'elle s'établissait à 98,1% du PIB.

«Nous payons les excès du passé», conclut Anthony Morlet-Lavidalie. Pour l'économiste, «si la probabilité d'une crise de la dette française reste aujourd'hui infime, elle est tout de même plus forte qu'avant». ■

Les petites installations solaires dans le viseur du gouvernement

Elsa Bembaron

Après avoir été portées aux nues, les installations photovoltaïques n'ont plus le vent en poupe. Un arrêté modifiant les mesures de soutien a été publié ce 27 mars.

Harro sur le solaire. Après avoir poussé au développement du photovoltaïque, soutenu la filière et encouragé l'installation d'usines de production de panneaux solaires dans l'Hexagone, le gouvernement de François Bayrou change de cap, sur fond de contraintes budgétaires. Un nouveau coup vient de lui être porté, avec la publication d'un arrêté qui entrera en vigueur ce vendredi 28 mars.

Concrètement, les tarifs de rachat d'électricité des installations sur toiture ou ombrière de moins de 500 kilowatts-crête (kWc) sont sensiblement révisés à la baisse. Ils passent, par exemple pour les installations de moins de 9 kWc de 126,9 euros du mégawatt-heure (MWh) à 40 euros, à condition qu'une partie de l'électricité produite soit autoconsommée. Et plus question de pouvoir vendre en totalité la production de telles installations.

Depuis un peu plus d'un mois, les acteurs du secteur s'étaient mobilisés pour tenter d'amoindrir la portée du texte. Ils ont été entendus sur deux points: la rétroactivité au 1^{er} février 2025 n'est plus de mise, mais les nouveaux tarifs s'appliquent dès ce 28 mars. Les projets de plus grande taille de 100 à 500 kWc feront l'objet d'un dispositif d'appel d'offres simplifié au deuxième semestre. D'ici là, le tarif de rachat de 95 euros du mégawatt-heure reste en vigueur. Un soulagement provisoire pour les intéressés, en attendant une clarification des règles.

Et c'est bien là tout le problème. Les politiques de «stop and go» sont le cauchemar des industriels et de leurs investisseurs. «C'est un très mauvais signal pour la filière. Ça fait craindre que, après les petites installations, d'autres soient touchées», souligne Mattias Vandebulcke, délégué général adjoint de France Renouvelables. «Les tarifs de rachat vont diminuer dès le 28 mars. Mais, en octobre, la TVA sur les pan-

neaux solaires pourrait elle aussi baisser. Le risque est de voir les consommateurs décaler leurs investissements, en attendant la TVA à 5,5% au lieu de 20%. Nous voudrions que les deux dates soient alignées», espère encore Julien Tchernia, président de l'Anode, une association de fournisseurs alternatifs.

Pour l'heure, le solaire est bel et bien victime de son succès. L'année dernière, Enedis a raccordé 240 000 installations d'énergies renouvelables, essentiellement solaires, soit une hausse de 20% sur un an. La France compte plus de 1 million d'installations photovoltaïques. L'engouement des Français pour cette solution, qui leur permet de produire une partie de l'électricité qu'ils consomment, risquait de se transformer en gouffre budgétaire. En effet, Enedis assure le raccordement de ces petites installations «trois fois plus chères que les moyennes et grandes installations».

Or, l'entreprise de service public se

doit d'assurer ces travaux, même si la rationalité économique n'est pas toujours au rendez-vous. La multiplication des petites installations, parfois dans des départements peu peuplés, engendre des coûts supplémentaires d'adaptation du réseau. Ainsi, quand Enedis prévoit d'investir 96 milliards d'euros dans son réseau d'ici à 2040, un tiers de ces dépenses sont fléchées vers les énergies renouvelables.

Encourager l'autoconsommation

Pas question pour autant de jeter le bébé avec l'eau du bain. Le décret est clairement fait pour encourager les détenteurs de panneaux solaires à autoconsommer leur production. Le ministère de la Transition écologique fait d'ailleurs valoir l'importance de ces installations pour apporter de la résilience. Face à la multiplication des événements climatiques qui engendrent

des coupures d'électricité, la production locale apporte une solution pratique. Il n'est certes pas question de miser à 100% sur les panneaux solaires pour garantir l'approvisionnement en électricité en milieu rural, mais ce peut être un moyen d'assurer une sécurité, surtout en les couplant à des batteries stationnaires.

Dans ce contexte, l'autoconsommation collective prend tout son sens. «La loi de finances 2025 exonère d'accise (l'ex-TICFE, une taxe de 33,70 € du MWh, NDLR) les installations de moins de 1 MW en autoconsommation collective», rappelle Édouard Roblot, directeur bâtiment bas carbone chez Idex. C'est un moyen de faire baisser la facture énergétique de celui qui dispose de panneaux solaires et celle de ses voisins. «Certains clients sont obligés par la réglementation à mettre en place des installations solaires: c'est par exemple le cas des parkings extérieurs de plus de 1500 m². L'autoconsommation collective rend ces projets très compétitifs», ajoute Édouard Roblot, notant «une plus grande maturité technologique de la filière. De plus en plus de solutions de stockage sont ajoutées, ce qui permet réellement d'optimiser la production par rapport à la consommation.» C'est aussi un moyen d'apporter de la flexibilité au réseau et d'éviter les périodes de prix négatifs, quand la production est très nettement supérieure à l'offre.

Un autre sujet préoccupe le gouvernement, celui de l'effacement de la production nucléaire, au profit des énergies renouvelables. L'année dernière, EDF a ainsi renoncé à 28 térawatt-heures. Si la demande en électricité n'augmente pas et que les capacités de production continuent de croître, ce chiffre risque de grimper. Or, EDF a besoin de tirer le meilleur parti de ses centrales pour optimiser leur rentabilité. Comme toutes les installations industrielles gourmandes en capital, l'optimum économique est atteint quand elles tournent à plein. ■



La France compte plus de 1 million d'installations photovoltaïques. TL6781 - STOCKADOB.COM

Sénégal : débuts difficiles de la production gazière

Adrien Marotte Dakar

Une fuite de gaz survenue après le démarrage de l'exploitation offshore ravive la colère des pêcheurs. Dakar attend beaucoup des revenus pétroliers et gaziers pour transformer le pays.

De la ville de Saint-Louis, joyau du nord du Sénégal, la plateforme gazière sort de la brume, à une dizaine de kilomètres seulement des côtes. Pour le pays ouest-africain et son voisin mauritanien, elle représente l'espoir d'un futur radieux et d'un décollage économique. Pour les pêcheurs, comme Mamadou Sarr, elle est une menace vitale. Lorsque la rumeur a enflé mi-février qu'une fuite était en cours sur l'un des puits du gisement, information bientôt confirmée par la major britannique BP, qui dirige le consortium qui l'exploite, la crainte s'est réveillée. «Notre seule activité, c'est la pêche. Nous vivons exclusivement de la mer, c'est notre seule ressource», explique-t-il.

Depuis le début de l'année 2025, après avoir été retardée de multiples fois, la production de gaz du gisement GTA (Grande Tortue-Ahmeyim) a commencé. Il constitue l'une des plus importantes découvertes gazières de ces dernières années. La production annoncée est d'environ 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, une aubaine pour ces deux pays qui souhaitent transformer leur économie. Mais la trouvaille se situe sur le récif naturel très poissonneux de Diatarra, en face de l'une des plus grandes villes du Sénégal, où vit depuis des siècles une communauté de milliers de pêcheurs. Une zone qui leur est désormais interdite.

Selon Mamadou Sarr, l'absence initiale d'information de la major pétrolière concernant la fuite, suivie de communiqués lapidaires et imprécis, a provoqué «une rupture de confiance». Mais les pêcheurs entretiennent depuis le début des relations orageuses avec le géant britannique et réclament des compensations pour les préjudices subis, estimant être les grands perdants de l'affaire. Ils dénoncent le manque de volonté de BP à respecter ses engagements, notamment la construction de récifs artificiels ou des solutions alternatives.

« Ces grandes entreprises essaient toujours de minimiser alors que ce type de pollution a un impact socio-économique et environnemental énorme »

Aliou Ba Responsable de la campagne Océans de Greenpeace

La fuite a aussi mobilisé les organisations environnementales, comme Greenpeace, qui a dénoncé le «mépris total» de BP pour la vie marine et les communautés côtières, et rappelé les risques sur cet écosystème «unique au monde». «Ces grandes entreprises essaient toujours de minimiser alors que ce type de pollution a un impact socio-économique et environnemental énorme»,

fustige Aliou Ba, responsable de la campagne Océans de l'ONG.

Après avoir exigé que l'opérateur «prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer la gestion rigoureuse de cette situation» et mis en place une surveillance multimodale, les gouvernements mauritanien et sénégalais communiquaient le 14 mars pour annoncer que la fuite était terminée. «Des investigations sur l'incident ainsi que sur ses différents impacts, notamment sur l'environnement continuent d'être menées», disait le communiqué.

Les yeux du Sénégal sont braqués sur ce gisement gazier et sur celui, pétrolier, de Sangomar, dont la production a été entamée en juin 2024. Le pays mise sur le début de la commercialisation de ses hydrocarbures pour opérer une transformation de son économie. Les revenus attendus du gaz et du pétrole sont chiffrés par Petrosen, l'entreprise pétrolière publique sénégalaise, à une moyenne annuelle de plus de 1 milliard d'euros sur une période de trente ans. Une aubaine pour ce pays empêtré dans une situation économique morose et qui cherche à sortir de la pauvreté. Un rapport de la Cour des comptes sénégalaise publié mi-février a relevé que le déficit budgétaire pour l'année 2023 était de 12,3% du PIB contre 4,9% annoncé. Le taux d'endettement s'élève à 99,63% du PIB.

Les autorités arrivées au pouvoir il y a un an, chantres du souverainisme, et promouvant un agenda de rupture

et de transformation, ont annoncé leur intention de renégocier les contrats qu'ils estiment léonins et défavorables à l'État sénégalais. Une commission a été créée en ce sens et planche régulièrement sur le sujet. Aucune date n'a été rendue pour l'heure concernant la fin de leurs travaux. «Il est clair que la question du recouvrement des coûts et du partage de la rente demeurent de réels défis», rappelle Moustapha Fall, enseignant-chercheur à l'université de Dakar. Mais la renégociation des contrats est «un processus complexe» dont la réussite dépend «de la stratégie gouvernementale et de l'expertise», explique-t-il. Elle repose avant tout sur le consentement des parties.

L'État est en droit de renégocier lorsqu'il estime que la rente est répartie inéquitablement, mais il prend aussi un risque pour l'investissement et la relation future avec les compagnies. Dans un rapport confidentiel commandé par le ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines sénégalais et révélé par le site AfricaIntelligence, un audit du cabinet français Mazars sur la première phase du développement du mégagisement gazier, juge surévalué les coûts estimés à 4,1 milliards de dollars par la major britannique. Un atout dans la poche du Sénégal. Car le temps presse pour les deux pays, qui doivent amortir les énormes investissements de la première phase avant de bénéficier pleinement des revenus. ■

ritoriales

une trajectoire nettement plus dynamique. Sur cinq ans, les dépenses des collectivités ont grimpé de près de 25%, alors que celles de l'État n'ont progressé que de 11% sur la même période. Autrement dit, les collectivités ont vu leurs dépenses croître deux fois plus vite que celles de l'État, et ce sans qu'aucun transfert significatif de compétences n'explique un tel écart», tacle Jean-René Cazeneuve, député de la commission des finances, dans une note sur la situation financière des collectivités en 2024.

«Les collectivités portent 20% de la dépense publique, elles doivent porter 20% de l'effort budgétaire, c'est aussi simple que ça», tempête le député du Gers. Dans cet esprit, il préconise de contraindre la dynamique des dépenses des collectivités via des «mécanismes incitatifs et correctifs» - le cauchemar des élus locaux, qui revendiquent le principe constitutionnel de «libre administration». «L'État ne peut pas tout contrôler, s'insurge Sébastien Martin. La question, au fond, c'est de savoir si la dépense publique est plus efficace quand elle est gérée par l'État ou par les collectivités territoriales. Quand on voit que la part des dépenses locales dans le PIB reste la même malgré tous les transferts de compétences, je serais tenté de dire que les élus locaux sont meilleurs gestionnaires.» À cet argument, Jean-René Cazeneuve répond que «si tout le monde maintient ses dépenses en part du PIB, la dette reste à 113%». ■ J.R.P.

Constructeurs et équipementiers auto au défi de supporter les droits de douane de Trump

Valérie Collet, Pierre-Yves Dugua (Correspondant à Washington) et Pierre Avril (Correspondant à Berlin)

Le président américain a annoncé des taxes supplémentaires de 25 % sur les véhicules importés aux États-Unis.

Martelée pendant sa campagne électorale, la menace par Donald Trump d'une hausse de droits de douane de 25 % sur les importations de voitures aux États-Unis devient réalité. « Ce que nous allons faire, c'est imposer des droits de douane de 25 % sur toutes les voitures qui ne sont pas fabriquées aux États-Unis », a déclaré le président américain mercredi soir lors d'un événement organisé devant les caméras dans le Bureau ovale. Nous allons faire payer ceux qui veulent faire des affaires dans notre pays et qui accaparent nos emplois, notre richesse, et qui nous prennent beaucoup de choses depuis des années », a affirmé le président américain.

Dès le 2 avril, ce nouveau prélèvement sera ajouté « de manière permanente » au tarif douanier de 2,5 % actuellement en vigueur. Il va non seulement frapper les véhicules finis, mais aussi les moteurs, transmissions, groupes motopropulseurs, et composants électroniques qui sont importés aux États-Unis, puis assemblés dans des usines américaines par des ouvriers américains. Comme cette surtaxe est particulièrement complexe à mettre en œuvre, elle n'entrera en vigueur que le 3 mai. C'est un coup de tonnerre pour toute l'industrie automobile et pour de nombreuses économies. En effet, les États-Unis importent la moitié des automobiles vendues sur leur territoire. Le montant de ces importations dépasse 240 milliards de dollars.

Aucun groupe, aucune région du monde n'est épargné. Même Tesla, pourtant considéré comme un pur américain, sera touché par cette mesure censée protéger les emplois et le pouvoir d'achat des Américains. « Il est important de noter que Tesla n'est pas épargné », a déclaré Elon Musk. L'impact des droits de douane sur les coûts n'est pas négligeable. Les trois géants américains de l'automobile sont dans la ligne de mire du gouvernement Trump. À eux seuls, les Big Three (GM, Ford et Chrysler-Stellantis) ont représenté la moitié (1,38 million) des véhicules légers exportés du Mexique vers les États-Unis en 2024, d'après les calculs de l'Institut national mexicain de la statistique. Le numéro un mondial, Toyota, a eu beau multiplier l'installation d'usines aux États-Unis (il en compte huit dans huit États différents) depuis des décennies, sur les 2,33 millions de véhicules écoulés en 2024, seul 1,27 million y a été produit. Le japonais dispose aussi de deux usines au Mexique, dont la production sera évidemment taxée. L'allemand Volkswagen, le numéro deux mondial, engagé dans un douloureux plan de restructuration, en raison notamment des difficultés rencontrées en Chine, voit un nouveau front s'ouvrir.

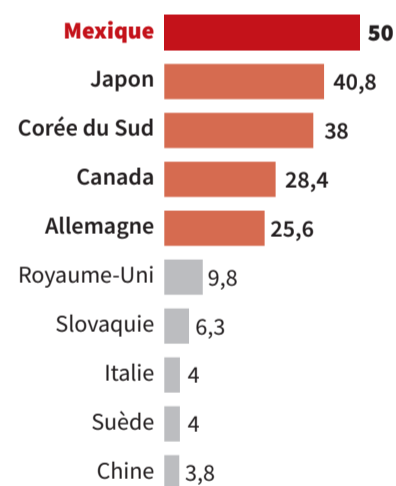
Les ventes américaines de la firme de Wolfsburg proviennent à 43 % d'unités ba-



Une ouvrière inspecte la qualité de carrosserie d'une voiture à l'usine du groupe BMW à San Luis Potosí, au Mexique, le 29 octobre 2024.

Les grands perdants de la hausse de 25 % des tarifs douaniers

10 principaux pays d'importation de véhicules légers aux États-Unis en 2024, en milliards de dollars



Source : ITC/Trade map

sées au Mexique, selon les estimations de Standard & Poors. Le groupe allemand dispose de quatre usines dans ce pays et de six aux États-Unis. Ses compatriotes bavarois Audi (Groupe Volkswagen) et BMW se montrent inquiets. En 2024, un cinquième de leurs exportations étaient destinées aux États-Unis où leurs modèles haut de gamme sont appréciés. Le signal donné par l'Administration Trump pourrait être « fatal », dénonce la Fédération de l'automobile allemande qui pointe le risque d'un « confinement commercial mondial ». Volkswagen, BMW, Mercedes-Benz, Porsche et Continental ont perdu 5,5 milliards d'euros en valeur boursière combinée ce jeudi.

Transfert sur les prix

L'automobile allemande, qui concentre 73 % des exportations européennes vers les États-Unis, s'interroge désormais sur la nature de la riposte communautaire. Si le ministre de l'Économie sortant Robert Habeck plaide pour « la force et la confiance en soi » face à Washington, le secteur ne souhaite pas, en revanche, se laisser entraîner dans une « spirale d'isolement et de barrières commerciales », prévient BMW. Ces dernières années, les constructeurs rhénans

ont augmenté leurs capacités de production aux États-Unis et le risque est donc « gérable », minimise l'Institut de l'économie mondiale de Kiel (IfW).

Convaincu des bienfaits de ses « tarifs », le président américain a balayé la stratégie industrielle de tous les grands groupes qui avaient bâti leur chaîne d'approvisionnement aux États-Unis, Canada et Mexique, trois pays liés par un accord de libre-échange paraphé en 2018 par Trump lui-même lors de son premier mandat. Ford et General Motors produisent au Canada et au Mexique depuis une centaine d'années. Volkswagen au Mexique depuis les années 1960. Les Japonais et Coréens ont suivi dans les années 1990. Dans l'esprit de Donald Trump, les constructeurs vont déménager massivement ces prochains mois leurs activités basées au Mexique et au Canada et les relocaliser aux États-Unis pour éviter ces taxes. Certains comme Volvo Cars, Audi, Mercedes-Benz et Hyundai ont annoncé qu'ils le feraient en partie. Mais il faut au moins trois à quatre ans pour réorganiser une chaîne de production.

Le scénario le plus probable est un transfert des hausses de taxes sur les prix des pièces et au final sur le prix des modè-

les. « Selon nous, ces premiers droits de douane (s'ils sont maintenus sous leur forme actuelle) seraient semblables à un ouragan pour les constructeurs automobiles étrangers (et de nombreux constructeurs américains) et entraîneraient en fin de compte une hausse du prix moyen des voitures de 5 000 à 10 000 dollars », analyse Webdush. « Les équipementiers dont les marges sont déjà mises sous pression par les constructeurs automobiles ne pourront pas tous répercuter les hausses de coûts liées aux taxes, ce qui risque de les fragiliser », souligne Matthieu Noël, consultant automobile chez Roland Berger. Par ailleurs certains constructeurs européens qui écoulent de petits volumes aux États-Unis risquent de sortir de ce marché faute de rentabilité. Ferrari n'a pas tardé à réagir. Le fabricant de voitures sportives de sur luxe a annoncé jeudi son intention de relever ses prix de ventes aux États-Unis sur certains modèles, jusqu'à 10 %. Un avant-goût de ce qui pourrait suivre ? Déjà refroidis par le prix élevé des véhicules neufs avant ces mesures tarifaires, les clients américains pourraient renoncer à acheter si les montants grimpent. Le pari de Donald Trump risque de se retourner contre lui. ■

Une onde de choc pour l'industrie automobile japonaise et coréenne

Régis Arnaud Tokyo

« Trump Shock » : l'expression trônait dans les manchettes de tous les grands journaux japonais lors de la première élection du bouillant président américain en 2016. Industriels et hauts fonctionnaires redoutaient la rancœur tenace du Donald Trump des années 1980, qu'ils avaient connu en pourfendeur de l'expansion japonaise triomphale dans son pays. Mais il n'avait jamais vraiment mis sa menace à exécution lors de son premier mandat. Jeudi, le « Trump Shock » a eu lieu avec l'annonce de droits de douane de 25 % sur toutes les importations automobiles, pièces comme véhicules. Il suit des droits imposés sur l'acier et l'aluminium, et en précède sans doute d'autres. Mais pour un Japon dont l'automobile est la première des industries, tant par son importance économique que par son prestige, l'impact est particulièrement fort. « Toutes les options sont sur la table », a sombriement averti le premier ministre Shigeru Ishiba en séance parlementaire jeudi après-midi. Les titres des constructeurs ont tous dévisés à la Bourse de Tokyo dans la journée.

Même sentiment d'urgence en Corée du Sud. Les États-Unis absorbent environ la moitié des exportations automobiles sud-coréennes. Piquant : l'un des constructeurs les plus affectés par la mesure de Donald Trump est... GM Korea, filiale locale du constructeur américain GM, qui expédie la quasi-totalité de sa production (84 %) vers son pays d'origine.

Le marché américain est l'eldorado des constructeurs nippons, où ils ont une part de marché d'environ 30 % des ventes. Ils y ont écoulé 5,9 millions de véhicules en 2024, d'où ils tirent des marges incommensurablement élevées par rapport aux autres pays - en particulier sur le haut de gamme. Selon Tomohiro Ota, analyste pour Goldman Sachs, les exportations d'automobiles japonaises vers les États-Unis représentent à elles seules 7 % du total des exportations du pays. Un marché où les constructeurs pénètrent depuis le Japon mais aussi via le Mexique et le Canada, où ils avaient implanté leurs lignes de production à bas coûts en profitant de l'accord de libre-échange USMCA.

Une partie de la production japonaise destinée au marché américain a lieu sur place, et pas dans les mêmes proportions suivant les marques et leurs modèles.

« Toyota produit 57 % de ses ventes américaines aux États-Unis (mais 70 % en comptant la production canadienne et mexicaine), et Subaru 56 % de ses ventes aux États-Unis. Mais Mitsubishi Motors en revanche n'a aucune production américaine, et risque de faire une croix sur ce marché », avertit

« Lors du premier mandat Trump, les entreprises japonaises frappées par des droits de douane avaient simplement répercuté le prix sur les consommateurs américains. Cette fois, les constructeurs devraient faire de même »

Tomohiro Ota
Analyste pour Goldman Sachs

Chris Richter, analyste pour CLSA. « Honda vient d'annoncer un énorme investissement dans la production de véhicules électriques au Canada. Est-ce encore d'actualité aujourd'hui ? », se demande-t-il.

Cette annonce pourrait entraîner des transferts de production auto japonaise

vers les États-Unis, suivant le souhait de Trump. « Une partie de la production de notre modèle Rogue à destination des États-Unis avait été basculée au Japon pour tirer profit du yen faible. Nous allons devoir sans doute la redéplacer en Amérique », explique-t-on par exemple chez Nissan. Les modèles de luxe type Lexus (Toyota) ou Infiniti (Nissan), exclusivement produits dans l'Archipel pour se parer du gage de qualité « made in Japan », sont sur la sellette, avertit un fin connaisseur de l'industrie. Tout comme l'ultra-populaire Toyota RAV4, produite hors des États-Unis.

Les équipementiers, soumis aux mêmes droits de douane, sont aussi touchés diversement : le fabricant de pneumatiques Toyo Tyres produit localement 95 % de ses ventes américaines, mais son concurrent Yokohama Rubber uniquement 20 %. Dans le cas des fabricants de pièces, les calculs des douanes américaines s'annoncent compliqués au vu de la réalité des chaînes de production contemporaines : au cours de l'assemblage d'une automobile en Amérique du Nord, une pièce passe typiquement huit fois la frontière entre le Mexique et les États-Unis.

Que feront les constructeurs ? « Lors du premier mandat Trump, les entreprises

japonaises frappées par des droits de douane avaient simplement répercuté le prix sur les consommateurs américains. Cette fois, les constructeurs devraient faire de même », spéculent Tomohiro Ota, qui estime que l'impact sur le PIB nippon sera très négligeable. « Les modèles japonais ne perdront pas leur compétitivité relative puisque tous les modèles importés seront soumis aux 25 % de droits de douane. D'autre part, les voitures assemblées sur place subiront aussi les droits de douane de 25 % sur les pièces détachées importées », explique-t-il. Le Japon est dans une position paradoxale en ce qui concerne les droits de douane. Il impose... 0 % de droits aux importations automobiles depuis 1977. Mais les constructeurs étrangers se plaignent depuis longtemps de barrières non tarifaires qui expliqueraient, au moins en partie, la mainmise des constructeurs locaux sur leur marché : notamment le régime fiscal favorable dévolu aux « kei cars », petites voitures de campagne que seuls les constructeurs japonais savent produire en masse, et qui représente un tiers des ventes. La prochaine cible de Donald Trump, qui se plaint régulièrement des ventes médiocres de l'automobile américaine au Japon ? ■

Danièle Guinot

La première banque française veut développer et transformer ses activités de banque commerciale d'ici à 2030.

Le groupe bancaire BNP Paribas passe à l'offensive en France. Pour la première fois depuis plusieurs années, il va lancer un plan de développement de ses activités de banque commerciale visant à augmenter le nombre de ses clients dans l'Hexagone d'ici 2030. La direction du groupe a détaillé le projet mercredi aux syndicats. « Nous avons présenté aux partenaires sociaux un plan de développement ambitieux, indique au Figaro, la direction de BNP Paribas. Il vise à accélérer les initiatives de conquête des trois métiers de notre banque commerciale en France : les filiales dédiées aux entreprises, à la banque privée et à la banque de détail. » Pour atteindre ses objectifs, BNP Paribas va investir 200 millions d'euros en 2025. « Ces investissements se poursuivront à horizon 2030 », précise la première banque française. Ce plan avait été annoncé en février par Jean-Laurent Bonnafé, le directeur général de BNP Paribas.

BNP Paribas a notamment pour ambition d'améliorer la faible rentabilité de sa banque de détail (qui gère les comptes courants, d'épargne, les crédits immobiliers...). « Ce plan stratégique nous permettra d'atteindre le niveau de rentabilité du groupe d'ici 2028 », assure ainsi l'établissement bancaire, très diversifié (à la fois au niveau des activités et sur le plan géographique). En France, les banques mutualistes dominent la banque de détail. Cette activité est de plus en plus concurrencée par les banques en ligne (Boursobank, Revolut, Trade Republic...), qui grignotent des parts de marché sur certains pans de marché.

De façon générale, toutes les banques de détail ont en outre été handicapées par la hausse rapide des taux d'intérêt à partir de 2022 : les crédits immobiliers étant à taux fixe, seuls les nouveaux prêts accordés depuis 2022 profitent de niveaux de taux plus élevés. Et la rémunération du livret A à 3% jusqu'en février dernier a coûté cher. De plus, les banques françaises, dont BNP Paribas, ont souvent des coûts de fonctionnement élevés. « Nous allons proposer un nouveau modèle pour la banque de détail afin d'offrir les meilleurs standards de qualité de service à nos clients, indique la direction du groupe. Il mettra la priorité sur l'expertise de nos collaborateurs, qui bénéficieront de forma-



Pour atteindre ses objectifs, BNP Paribas va investir 200 millions d'euros en 2025. DOGANMESUT/STOCK.ADOBE.COM

BNP Paribas ambitionne de gagner 1,5 million de clients en cinq ans

tions et de capacités d'actions renforcées, et sur la technologie. »

La banque va notamment réduire le nombre de ses agences bancaires de moins en moins fréquentées. À terme d'ici 2030, près d'un tiers des points de vente pourraient tirer le rideau (500 sur 1500 aujourd'hui). « Des regroupements, des rénovations et des changements d'emplacement sont envisagés », avance une source proche du dossier, sans confirmer des chiffres de fermetures d'agences. Chaque point de vente devra au moins compter cinq conseillers. Alors que la plupart des échanges avec les clients se font par téléphone ou par visioconférence, certains conseillers pourraient être regroupés sur un même plateau. Des expérimentations sont en cours à Paris. Ces changements n'impliqueront pas de li-

ciens pourront refuser. Même en doublant le nombre de clients, HelloBank restera loin de Boursobank et ses 7,2 millions de clients.

BNP Paribas va également accélérer dans la banque privée et l'activité aux entreprises (de la start-up à la PME et l'entreprise de taille intermédiaire, ETI), deux segments rentables sur lesquels elle est déjà très bien positionnée. Dans la banque

ils pourront refuser. Même en doublant le nombre de clients, HelloBank restera loin de Boursobank et ses 7,2 millions de clients.

BNP Paribas va également accélérer dans la banque privée et l'activité aux entreprises (de la start-up à la PME et l'entreprise de taille intermédiaire, ETI), deux segments rentables sur lesquels elle est déjà très bien positionnée. Dans la banque

« Nous allons proposer un nouveau modèle pour la banque de détail afin d'offrir les meilleurs standards de qualité de service à nos clients »

Direction du groupe

privée, un marché très convoité par tous les établissements, le groupe veut conforter sa place de leader. Comment ? En innovant, notamment vis-à-vis des jeunes générations, et en développant les synergies avec les entreprises clientes. Son objectif est de faire passer les actifs sous gestion de sa banque privée de 136 milliards à 190 milliards d'euros à horizon 2030, explique une source proche du dossier.

Côté entreprises, BNP Paribas, qui est aujourd'hui la banque de deux ETI sur trois et de 90% des licornes (société valorisée plus de 1 milliard d'euros) veut poursuivre sur sa lancée. Elle mise notamment sur les jeunes : son ambition est d'avoir comme client 5000 sociétés innovantes (de la start-up à la licorne) dans cinq ans, contre 3500 aujourd'hui. Un vaste programme. ■

TikTok Shop arrive en France sous la surveillance des autorités

Manon Malhère et Keren Lentschner

Les Français vont pouvoir faire leur shopping sur le réseau social asiatique. Une petite révolution dans le commerce.

Son arrivée en France pourrait amorcer une petite révolution dans la façon de consommer en ligne. À partir de lundi prochain, les 25 millions d'utilisateurs français du réseau social chinois TikTok vont pouvoir acheter les produits qu'ils découvrent sur l'application sans jamais la quitter, en quelques clics seulement. Après avoir conquis les États-Unis, le Vietnam, la Malaisie ou encore Singapour, la fonctionnalité TikTok Shop accélère sa conquête de l'Europe : déjà présente au Royaume-Uni, en Espagne et en Irlande, elle sera lancée le 31 mars en France, ainsi qu'en Allemagne et en Italie.

Très attendu chez les jeunes générations adeptes du réseau, TikTok Shop a pris les devants, validant en amont un bon nombre de marques autorisées à procéder à la vente de produits. Cabaia (marque de sacs à dos), Maison Pourchet (maroquinerie), Chericco (boissons à base de chicorée), Izipizi (lunetier) ou Respire (produits de beauté) ont par exemple été retenus. Pour le géant chinois, c'est aussi une façon de montrer patte blanche et de ne pas pousser des produits peu fiables en termes de sécurité ou de contrefaçon.

Et pour cause. Le réseau social TikTok est déjà dans le collimateur de Bruxelles. La Commission européenne mène deux

enquêtes à son encontre, pour des soupçons de non-respect des règles qui incombent aux grandes plateformes comme Temu, Shein et Amazon. Une troisième avait été ouverte en avril 2024 avant d'être rapidement bouclée au sujet de TikTok Lite, un programme qui récompensait les utilisateurs en bons d'achat pour le temps passé sur les vidéos. L'institution avait réussi, en un temps record, à tordre le bras au réseau, qui s'était engagé à ne plus proposer de telles pratiques addictives.

Avec l'arrivée en Europe de TikTok sur le créneau du commerce en ligne, l'institution bruxelloise n'a pas baissé la garde : au sein de l'équipe chargée de surveiller le réseau, une sous-équipe est spécifiquement dédiée à TikTok Shop. « Il est question de vérifier de très près son développement », indique, de son côté, une source gouvernementale française. Et de rappeler que la Répression des fraudes est bien déterminée à renforcer les contrôles des plateformes d'e-commerce.

Dans ce contexte, il n'est donc pas question de faire de vagues. Le réseau social a adressé dans les délais à la Commission son évaluation des risques des services proposés par TikTok Shop. En France, il a réussi à obtenir une rencontre avec des

responsables de Bercy, prévue en avril, pour présenter sa nouvelle fonctionnalité. Auprès des marques, des créateurs, des associations de défense des consommateurs aussi, les opérations de charme se multiplient : TikTok a élaboré un document pour montrer qu'il est dans les clous

« Avec l'ajout de cette fonctionnalité de shopping, le caractère ludique et informatif de TikTok sera désormais associé à de la consommation. Un monde où l'aspect récréatif pur n'existe plus, cela véhicule un modèle de société inquiétant »

Justine Atlan Directrice générale de l'association e-Enfance

en matière de contrôle de la sécurité des produits et de la protection des consommateurs. La plateforme y liste les produits interdits à la vente (armes à feu, articles dangereux, drogues) et ceux qu'elle refuse, pour l'heure, de commercialiser sur son site comme le tabac, les médicaments

en vente libre et sur ordonnance et les produits pour la perte de poids. Les mesures prises pour vérifier les références de vendeurs avant de les autoriser à vendre sur la plateforme sont détaillées.

« Cette évolution du modèle de TikTok comporte un risque que des utilisateurs deviennent accros à la consommation », s'inquiète toutefois Justine Atlan, directrice générale de l'association e-Enfance. Et d'estimer qu'« avec l'ajout de cette fonctionnalité de shopping, le caractère ludique et informatif de TikTok sera désormais associé à de la consommation. Un monde où l'aspect récréatif pur n'existe plus, cela véhicule un modèle de société inquiétant. » S'ajoutent des craintes sur le traitement des données. « La vigilance portera surtout sur l'utilisation des données des clients comme leurs comportements d'achat. Ces informations sont sensibles », selon Marc Lolivier, le délégué général de la Fédération de l'e-commerce et de la vente à distance (Fevad).

Si des marques restent alors hésitantes, préférant attendre avant de se lancer dans cette nouvelle aventure, d'autres se montrent très enthousiastes : TikTok Shop est un levier de croissance considérable. « C'est une opportunité unique pour nous. TikTok Shop constitue une révolution en

matière de commerce en ligne compte tenu du nombre d'utilisateurs de l'appli. Le potentiel est énorme », en particulier chez les jeunes, estime Guillaume Roy, fondateur de la marque de boissons à base de chicorée Chericco.

TikTok Shop est une parfaite illustration du « social shopping », ou « commerce social », ce nouveau mode de consommation en ligne qui s'opère via les réseaux sociaux, en s'appuyant sur des vidéos pour faire découvrir des produits grâce aux influenceurs et aux créateurs de contenu. Cette sorte de « téléachat 3.0 » peut s'opérer de plusieurs façons (boutique en ligne dans l'appli, page personnalisée avec des produits...). Mais la vraie nouveauté réside dans la possibilité de diffuser des vidéos en direct - le « live shopping » - pour présenter des produits.

Il reste maintenant à voir si TikTok Shop parviendra à séduire les consommateurs français. Les analystes sont partagés. Alors que certains experts sont convaincus que la plateforme de commerce en ligne peut tirer profit de la force du réseau social, sa communauté d'influenceurs et la viralité de certaines vidéos, d'autres se montrent plus sceptiques. Il y a quelques années, Instagram et Facebook, qui s'étaient mis sur ce créneau, n'avaient pas percé. ■

« **C**e projet pour Roissy, c'est l'anti-terminal 4. » Philippe Pascal, le nouveau PDG d'ADP, a le sens de la formule en évoquant ce grand terminal qui devait agrandir l'aéroport. Le groupe, qui gère les aéroports d'Orly et de Roissy, a présenté ce jeudi sa vision d'aménagement de Roissy-Charles-de-Gaulle à horizon 2035 et 2050. Il va lancer une concertation sur ce sujet pendant trois mois, à partir du 8 avril. Et c'est une vision modeste qu'a dévoilée le patron d'ADP. « Il ne va pas y avoir de nouvelle piste ni de nouveau terminal, indique Philippe Pascal. Il s'agit d'étendre l'existant, avec de nouvelles salles d'embarquement. Et le projet sera phasé, afin de coller au développement du trafic. »

Roissy veut se relancer face à la concurrence des grands aéroports

Emmanuel Eglloff

Le gestionnaire de l'aéroport présente un projet à horizon 2050 qui prévoit de nouvelles salles d'embarquement, mais aussi d'améliorer les liaisons avec le train.

Ce plan d'aménagement est très important pour Roissy, mais également pour le pays. Cet aéroport est en effet une infrastructure qui compte. Inauguré en 1974, Roissy-CDG est rapidement devenu une plateforme aéroportuaire de premier plan, avec un deuxième terminal, modulaire, construit en 1982, puis plusieurs extensions entre 1989 et 2008. À partir des années 1990, Air France a fait de Roissy son hub mondial pour faciliter les correspondances et étendre ainsi le nombre de destinations possibles. La croissance du trafic aérien est alors galopante. La barre des 30 millions de passagers transitant en un an par Roissy-CDG est franchie en 1996. Celle des 50 millions est passée en 2008, puis celle des 70 millions en 2018. Fort de quatre pistes et trois terminaux, Roissy-CDG est aujourd'hui le premier aéroport de l'Union européenne. Il pèse lourd également pour le fret : le 1,9 million de tonnes transitant à Roissy ne représente que 0,4 % du commerce international français en volume, mais 11 % en valeur !

Si Philippe Pascal évoque le terminal 4, c'est parce que ce projet a marqué le monde de l'aérien en France. Lancé officiellement en 2018, il était de très grande envergure : il s'agissait de construire un nouveau terminal permettant à lui seul d'accueillir 40 millions de passagers supplémentaires. Le « T4 » avait suscité une levée de boucliers des militants écologiques. D'autant plus que c'était la période du « flyskam », ce terme suédois désignant la honte de prendre l'avion pour des raisons environnementales. Il a été popularisé par la Suédoise Greta Thunberg, notamment en janvier 2019, quand elle avait rejoint le Forum mondial de Davos après trente-deux heures de train.

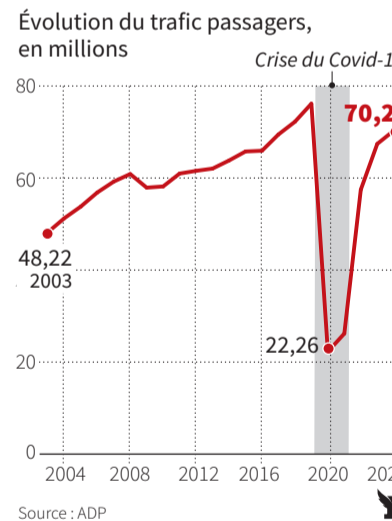
Ce ne sont pourtant pas les opposants qui vont venir à bout de ce projet, mais la crise sanitaire liée au Covid-19. Le trafic aérien mondial s'effondre. Et celui de Roissy n'est pas épargné, connaissant une chute de plus de 70 % entre 2019 et 2020. En 2021, le gouvernement contraint ADP à remiser le projet de T4. Avec la présentation de la vision d'ADP à 2050 pour Roissy, Philippe Pascal a acté qu'il ne reviendrait plus.

Certains observateurs imaginaient que l'impact du Covid sur le transport



Fort de quatre pistes et trois terminaux, Roissy-CDG est aujourd'hui le premier aéroport de l'Union européenne.

Le trafic à Roissy ne s'est pas encore remis de la chute post-Covid



Source : ADP

aérien allait mettre de très nombreuses années à disparaître. Le mouvement a été finalement plus rapide qu'attendu. En 2024, le trafic mondial est repassé au-dessus du niveau de 2019. Mais pas partout. Et notamment à Roissy, où il est encore de 7,7 % sous le niveau de 2019. « Le Covid a clairement constitué une rupture dans le trafic aérien mondial, explique Nicolas Paulissen, délégué général de l'UAF (Union des aéroports français). Les passagers des classes affaires sont en baisse d'environ 25 %, affectés par les nouveaux modes de travail, et notamment le développement de la visioconférence, mais également les politiques des entreprises visant à moins prendre l'avion pour des raisons environnementales. » À l'inverse, la clientèle de tourisme est revenue en force. « Ce retour explique le succès grandissant des compagnies low cost, qui sont passées au niveau français de 35 % de part de marché en 2019 à 44 %

l'an dernier », précise encore Nicolas Paulissen. Si les entreprises veulent souvent réduire les voyages en avion, les particuliers souhaitent, eux, faire l'inverse.

Chez ADP, on estime que la croissance du trafic aérien à Roissy ne va pas retrouver son niveau des années 2000 et 2010. Le projet T4 voyait l'aéroport accueillir 168 millions de passagers par an en 2050. Désormais, c'est seulement 105 millions qui sont visés, avec un niveau intermédiaire de 88 millions en 2035, contre 70,3 millions en 2024. Ce qui représente une croissance d'environ 1 % par an, quand celle des années précédentes était plutôt de l'ordre de

« Il ne va pas y avoir de nouvelle piste, ni de nouveau terminal. Il s'agit d'étendre l'existant, avec de nouvelles salles d'embarquement. Et le projet sera phasé, afin de coller au développement du trafic »

Philippe Pascal PDG d'ADP

3 % à 4 %. Ce ralentissement concerne pour l'essentiel l'Europe et la France. « L'Europe veut intégrer de plus en plus de carburants durables, qui sont trois à quatre fois plus chers, pointe Philippe Pascal. Ce surenchérissement du prix des billets va finir par peser sur la demande. » Ce taux d'incorporation doit atteindre 2 % en 2025, puis 6 % en 2030 et 20 % en 2035. Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle le prix des billets va s'alourdir. « La France ne cesse d'augmenter la fiscalité sur les billets d'avion », déplore Nicolas Paulissen. C'est notamment le cas depuis le 1^{er} mars, avec des hausses s'échelonnant de 7,40 euros pour la classe économique en France à 120 euros pour les billets de classe affaires pour des destinations lointaines et même 2100 euros pour certains jets d'affaires.

Si la croissance du trafic mondial est plus dynamique que celle de la France et de Roissy, cela signifie que les aéroports français perdent des parts de marché. « Nous sommes dans un contexte de compétition internationale accrue, reconnaît Régis Lacote, direc-

teur de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. La concurrence est très forte entre les plateformes mondiales. » Et Nicolas Paulissen précise que « le hub parisien est aujourd'hui fortement concurrencé par les aéroports d'Istanbul, en Turquie, ou de Heathrow, à Londres. Ils sont en dehors de l'Union européenne, et ne subissent pas la même réglementation, notamment environnementale. » La moitié des passagers à Roissy sont seulement en correspondance, passant d'un avion à un autre - c'est le principe d'un hub. Il leur est généralement indifférent d'être en correspondance à Paris, Londres, Francfort ou même Istanbul. Les chiffres montrent déjà les effets de cette concurrence. En 2019, Roissy-CDG talonnait Heathrow, qui affichait un trafic supérieur de seulement 6 %. Et était largement devant Istanbul. L'année dernière, le hub londonien accueillait 20 % de passagers supplémentaires par rapport à CDG, tandis qu'Istanbul affichait 10 millions de passagers de plus que Roissy. Et la concurrence ne compte pas ralentir.

« Nous estimons que le trafic en gare devrait passer de près de 15 millions de voyageurs aujourd'hui à 30 millions en 2030, et même 45 millions en 2050 »

Florent Bardon Directeur Paris Gare du Nord-Aéroport CDG2

C'est d'ailleurs pour maintenir une croissance (même plus limitée) et une attractivité suffisante qu'ADP se lance dans la rénovation de Roissy-CDG. Construire de nouvelles salles d'embarquement doit permettre d'augmenter le nombre d'avions directement au contact d'une passerelle. ADP va également refondre « les principales (zones de) frontières internationales, avec des bâtiments adaptés et mieux dimensionnés ». Un métro en site propre (dédié aux liaisons entre les terminaux) sera également développé pour accélérer les passages d'un terminal ou d'une salle d'embarquement à l'autre. Réaliser des travaux phasés permettra, en outre, de diminuer les besoins financiers immédiats. Le terminal T4 devait coûter 9 milliards d'euros. La phase 2025-2035 d'investissements devrait nécessiter seulement 3,5 à 4,5 milliards d'euros. En revanche, faire des travaux sur site, plutôt que créer un tout nouveau terminal, présente aussi des inconvénients. « C'est plus exigeant, plus difficile, et cela va avoir un impact sur l'exploitation », reconnaît Philippe Pascal.

Le deuxième axe stratégique du futur de Roissy-CDG porte sur la création d'un hub ferré. « La connectivité avion-train est au cœur de notre projet », précise Philippe Pascal. Le site dispose déjà d'une gare TGV appelé à prendre davantage d'importance. L'aéroport va également bénéficier de l'arrivée du CDG Express début 2027, qui permettra d'avoir une liaison ferroviaire directe vers Paris, de la ligne 17 du métro, en 2030, qui sera connectée au réseau du Grand Paris, et d'un TER, en 2026, pour renforcer la liaison vers le sud des Hauts-de-France. Autant d'éléments qui doivent améliorer le confort des usagers de la plateforme, mais également des 90 000 salariés qui y travaillent. De quoi transformer Roissy en un énorme hub ferré. « Nous estimons que le trafic en gare devrait passer de près de 15 millions de voyageurs aujourd'hui à 30 millions en 2030, et même 45 millions en 2050 », souligne Florent Bardon, directeur Paris Gare du Nord-Aéroport CDG2 chez SNCF Gares & Connexions.

Les investissements pour moderniser et rendre plus performant l'aéroport seront réalisés par ADP. La société a les mains libres sur les activités commerciales, mais opère dans un cadre régulé pour les activités aéronautiques, les relations avec les compagnies aériennes ou la gestion des parkings. « Un nouveau contrat de régulation économique est en cours de négociation avec l'État, précise Philippe Pascal. Il doit permettre à la société de dégager une rentabilité raisonnable en tenant compte de ces investissements, des charges d'exploitation, du coût du capital et de prévisions de trafic. » Les négociations sont complexes et vont durer de nombreux mois. Elles devraient être finalisées à la fin de l'année prochaine pour une signature début 2027. À ce moment, un certain nombre d'investissements auront déjà été lancés. ■

LA SÉANCE DU JEUDI 27 MARS

LE CAC						L'OR					
JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	31/12	JOUR	%VAR.	+HAUT JOUR	+BAS JOUR	%CAPECH	31/12
ACCOR	44,22	-1,34	44,78	44,02	0,268	LEGRAND	100,15	-2,1	101,9	99,9	0,191
AIR LIQUIDE	176,44	-0,17	177,1	175,26	0,108	LVMH	589,1	-0,91	594,4	586,2	0,1
AIRBUS	166,7	-1,08	169,64	166,24	0,122	MICHELIN	32,85	+2,21	32,9	31,61	0,325
ARCELORMITTAL SA	27,4	-4,08	28,45	27,59	0,375	ORANGE	11,78	+0,55	11,8	11,665	0,264
AXA	40,1	+0,1	40,17	39,6	0,142	PERNOD RICARD	91,5	-0,59	92,5	91,14	0,246
BNP PARIBAS ACT A	79,67	-0,91	80,72	78,67	0,229	PUBLICIS GROUPE SA	90,2	-1,74	91,36	90,04	0,181
BOUYGUES	36,99	+1,54	37,15	36,2	0,258	RENAULT	49,27	+0,55	49,8	47,96	0,331
BUREAU VERITAS	28,34	+0,28	28,34	27,88	0,208	SAFRAN	248,4	-0,96	250,1	246,2	0,128
CAPGEMINI	147,1	-0,61	147,1	144,05	0,327	SAINT GOBAIN	98,46	-1,14	99,06	96,98	0,272
CARREFOUR	13,105	+1,2	13,18	12,935	0,326	SANOFI	101,86	+0,39	102,1	101,02	0,133
CREDIT AGRICOLE	17,09	-0,26	17,165	16,77	0,157	SCHNEIDER ELECTRIC	225,3	-1,36	226,95	222,3	0,188
DANONE	70,82	+0,4	71,26	70,7	0,2	SOCIETE GENERALE	43,355	-1,22	43,83	42,68	0,39
DASSAULT SYSTEMES	36,94	-2,15	37,29	35,93	0,166	STELLANTIS NV	10,914	-4,25	11,066	10,63	0,191
EDENRED	31,5	+1,06	31,64	30,7	0,246	STMICROELECTRONICS	21,29	-1,18	21,54	20,89	0,402
ENGIE	17,92	-0,62	17,995	17,755	0,262	TELEPERFORMANCE	98,46	+4,68	98,9	93,94	0,606
ESSILORLUXOTTICA	269,3	-1,43	272,7	267,9	0,128	THALES	250	-0,4	252,5	248	0,154
EUROFINS SCIENT.	49,54	-0,2	49,86	49,37	0,196	TOTALENERGIES	60,51	+0,17	60,92	60,04	0,189
HERMES INTL	2474	+0,08	2479	2443	0,051	UNIBAIL-RODAMCO-WE	77,56	+0,39	78,34	76,58	0,158
KERING	202,25	+0,07	204,85	200,55	0,277	VEOLIA ENVIRONN.	32,1	+0,98	32,22	31,51	0,404
L'OREAL	342	-0,22	343,3	337,7	0,07	VINCI	119,2	+0,34	119,65	117,5	0,154

LES DEVICES		
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7101 AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,5425 CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8332 GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	8,3867 HKD
JAPON	YEN	162,55 JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9524 CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,0785 USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,354 TND
MAROC	DIRHAM	11,103 MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	40,994 TRY
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	54,64 EGP
CHINE	YUAN	7,8361 CNY
INDE	ROUPIE	92,462 INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	144,1 DZD

L'OR		
Lingot 1KG	90 928,2€	+12,85%
Lingot 100g	9 104,82€	+12,83%
Lingot 50g	4 558,91€	+12,81%
Lingot ONCE (31,10g)	2 839,3€	+12,79%
Lingot 25g	919,48€	+12,69%
Lingot 10g	237,05€	+12,26%
20F NAPOLÉON	566,14€	+12,85%
20F SUISSE	560,81€	+12,85%

CRYPTOMONNAIES		
Sponsorisée par Bitpanda : https://www.bitpanda.com/fr		
Bitcoin	86 912,779€	-8,19%
ETH	2 002,086€	-40,43%
BNB	618,956€	-12,54%
Solana	137,899€	-29,54%
XRP	2,346€	+0,32%



Berlusconi rêve d'un grand groupe de télé paneuropéen

Caroline Sallé et Valérie Segond Rome

Le groupe dirigé par le fils de Silvio lance une OPA sur l'allemand ProSiebenSat.1.

Tous les opérateurs européens en ont rêvé. Quelques-uns ont essayé, et ont dû renoncer. Lui, Pier Silvio Berlusconi, le fait. Sera-t-il le premier à créer un véritable groupe paneuropéen dans la télévision, capable de défier les géants américains des plateformes numériques ? Après avoir pris le contrôle de Mediaset Espagne en 2003, Media for Europe (MFE, ex-Mediaset), vient d'annoncer une OPA sur le groupe bavarois ProSiebenSat, dont il détient 29,9%.

Pourtant, les débuts au sein du groupe allemand ont été difficiles. Entré en 2019 chez ProSiebenSat avec 9,6% du capital, Mediaset se retrouve alors face au mur érigé par la direction du groupe qui, hostile à la « télé Berlusconi », lui refuse jusqu'à ses droits d'actionnaire. « Bien que premier actionnaire, ils n'étaient pas au conseil de surveillance, et n'avaient même aucun droit de regard sur la gestion du groupe », rappelle Alessandra Ravetta, directrice de *Prima Comunicazione*, revue italienne de référence dans les médias. Ce n'est qu'en juin 2023, après avoir gagné son recours en justice et avoir porté sa participation juste sous le seuil de l'OPA, qu'il entre

au conseil. Après la mort de Silvio Berlusconi, des groupes de travail communs sont créés. Et une ère de collaboration s'ouvre.

Mais la stratégie du groupe allemand, qui a jugé bon d'investir dans le commerce en ligne pour trouver un relais de croissance, ne convainc guère le géant italien. Inquiet devant la chute de la valeur de sa participation, ce dernier lui demande de céder ses activités non essentielles.

Car MFE, avec une grande constance dans sa vision stratégique quand tout le monde croit la télé condamnée, est resté concentré sur son métier. C'est un des rares en Europe à s'être tenu à la vente de la publicité sur des télévisions en clair accessibles sur toutes les plateformes. « À chaque fois qu'il y a eu des opportunités de consolidation en Europe, sur M6 ou Channel 4 en Angleterre, MFE était là », observe un acteur de l'industrie audiovisuelle. Et il a construit un système « cross-media » unique, de la télévision à la radio en passant par le web et l'affichage numérique. « Pour résister à la concurrence des plateformes, il additionne les audiences nationales et les commerciales à l'échelle européenne », explique le



« ProSiebenSat.1 a besoin d'un actionnaire solide qui puisse apporter ses compétences et son expérience dans le secteur du divertissement », affirme Pier Silvio Berlusconi, à la tête de MFE. NICOLÒ CAMPO / LIGHTROCKET VIA GETTY IMAGES

spécialiste. Et ce à travers une centrale de publicité européenne, MFE-Advertising, qui vend ses espaces publicitaires aux grands annonceurs sur la base d'une audience totale, sur la TV linéaire jusqu'aux visionnages sur le web qui touchent une clientèle plus jeune. « Avec la vente de publicité à l'échelle européenne, MFE est en train de devenir un partenaire privilégié des grandes marques qui veulent atteindre les spectateurs européens », explique Alessandra Ravetta. C'est ainsi que ses recettes publicitaires progressent plus vite que la croissance.

« Il faut changer de rythme »

Si le groupe allemand a fini par mettre en vente ses deux sociétés de commerce en ligne, Verivox et Flaconi, Pier Silvio Berlusconi estime aujourd'hui qu'« il faut changer de rythme ». Et ce, dit-il avec un sentiment d'urgence,

« avant qu'il ne soit trop tard ». En précisant : « ProSiebenSat.1 a besoin d'un actionnaire solide qui puisse apporter ses compétences et son expérience dans le secteur du divertissement pour relever les défis industriels et saisir les opportunités découlant des changements en cours dans le secteur. »

Car avec sa stratégie paneuropéenne, cross-media et transnationale, Pier Silvio Berlusconi pense pouvoir rivaliser avec les géants du streaming et du web. Avec plusieurs chaînes, il a les budgets des Netflix et Amazon Prime pour créer du contenu premium capable de circuler à l'intérieur du marché européen. « Voilà pourquoi, les réseaux de télévision ne pourront rester isolés sur le long terme, dit l'acteur de l'audiovisuel : la consolidation c'est le sens de l'histoire. »

D'ailleurs, MFE ayant obtenu une ligne de crédit de 3,4 milliards d'euros, et l'opération allemande ne devant pas

lui coûter plus de 700 millions, on lui prête l'intention de faire son marché aussi au Portugal, aux Pays-Bas et en Pologne, où il aurait fait une offre à Warner Bros. Discovery pour reprendre TYN.

L'offre sur ProSiebenSat étant « au prix moyen pondéré des trois derniers mois », elle ne dépasse pas 5,70 euros par titre, avec 12% de décote par rapport au dernier cours de Bourse. Expliquant le décrochage du titre jeudi. Aussi, cette OPA ne vise-t-elle probablement pas tant à ramasser la totalité du capital qu'à permettre à MFE d'avoir les mains libres à un moment où la gouvernance doit être renouvelée, à la prochaine assemblée générale du groupe allemand. Lequel ne s'est pas encore prononcé, attendant le document de l'offre pour émettre son avis. Mais les temps sont si durs en Allemagne qu'on le dit beaucoup moins hostile à l'égard des Italiens. ■

Spotify courtise les podcasteurs vidéo pour défier YouTube

Amélie Ruhlmann

Le géant du streaming audio, désormais rentable, va rémunérer les plus grands créateurs de podcasts vidéo en France.

Spotify poursuit son offensive sur le terrain du podcast. Après les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et le Canada, le géant suédois du streaming audio va étendre son programme Spotify Partner Program au marché français. Il permet aux abonnés de Spotify Premium de visionner des podcasts vidéo sans interruption publicitaire. La plateforme compense le manque à gagner des créateurs en les rémunérant directement en fonction des audiences réalisées par leurs contenus.

Selon Géraldine Igou, directrice de communication de Spotify France, ce dispositif « améliore le confort d'écoute pour les abonnés Premium tout en offrant une source de revenus stable et durable » pour les créateurs vidéo. Les créateurs peuvent prétendre au partenariat à par-

tir de 10 000 heures d'écoutes et 2000 auditeurs mensuels. La plateforme ne parvient pas encore à anticiper le nombre des heureux élus. Seule certitude : elle ne prévoit pas de jauge maximale et les créateurs pourront rejoindre le programme à tout moment. Près de 3000 créateurs auraient déjà intégré le partenariat aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni et en Australie.

La plateforme indique que les publicités seront toujours diffusées sur la version gratuite de Spotify, publicités dont les revenus sont partagés avec les créateurs. Ces derniers resteront par ailleurs libres de lire eux-mêmes des messages sponsorisés qu'ils auront négociés avec des marques. Autre précision importante : il ne s'agit en aucun cas d'un partenariat exclusif, ce qui signifie qu'un

créateur de contenu également présent sur d'autres plateformes pourra percevoir les revenus issus de son audience sur Spotify en plus des recettes publicitaires éventuellement perçues sur YouTube et autres.

Un deal gagnant-gagnant pour les créateurs de contenus les plus popula-

« Il s'agit de chercher une nouvelle audience, qui ne vient pas sur Spotify pour le moment. L'idée est d'attirer de nouveaux utilisateurs, et, demain, de nouveaux abonnés »

Le porte-parole de Spotify

res, qui se limitent rarement à une seule plateforme. Sur les quatre marchés de lancement, le revenu des créateurs inclus dans le programme a bondi de 300% sur un an. « Ce modèle permet aux créateurs de mieux gérer les variations saisonnières et les fluctuations de l'intérêt des annonceurs », assure Géraldine Igou.

Si Spotify se montre si généreux, c'est que le roi du streaming entend bien miser sur ces voix influentes pour accroître ses audiences toutes verticales confondues. « Il s'agit de chercher une nouvelle audience, qui ne vient pas sur Spotify pour le moment. L'idée est d'attirer de nouveaux utilisateurs, et, demain, de nouveaux abonnés », affirme la porte-parole. Sur le marché tricolore, le géant suédois a encore du travail. « La France est à la traîne par rapport aux autres

marchés européens en termes d'abonnés premium », reconnaît Géraldine Igou.

La vidéo s'est imposée comme un solide relais de croissance pour Spotify, devenu rentable pour la première fois de son histoire cette année. En France, la consommation de podcasts vidéo a presque doublé en un an et la part des créateurs a augmenté de 80%. Le suédois a accru la visibilité des créateurs en leur permettant de partager des « clips », soit des extraits courts et verticaux. Ces efforts visent à rattraper YouTube, devenu le principal rival de Spotify sur le podcast. Aux États-Unis, la plateforme vidéo est le premier support de consommation de ce média. Un paradoxe - et un coup dur pour les pionniers Apple et Spotify, qui avaient lourdement investi sur ce segment dans les années 2010. ■

Engagés

pour la Semaine de la presse et des médias dans l'école !

Nous sommes fiers de participer activement à cette opération en offrant gratuitement à tous les élèves de première et de terminale qui passent leur Bac, 1 an d'abonnement à l'offre numérique du Figaro.



GROUPE FIGARO

Semaine
Presse
Médias
École
CLEMI



de toutes les
LE JOURNAL DES FEMMES

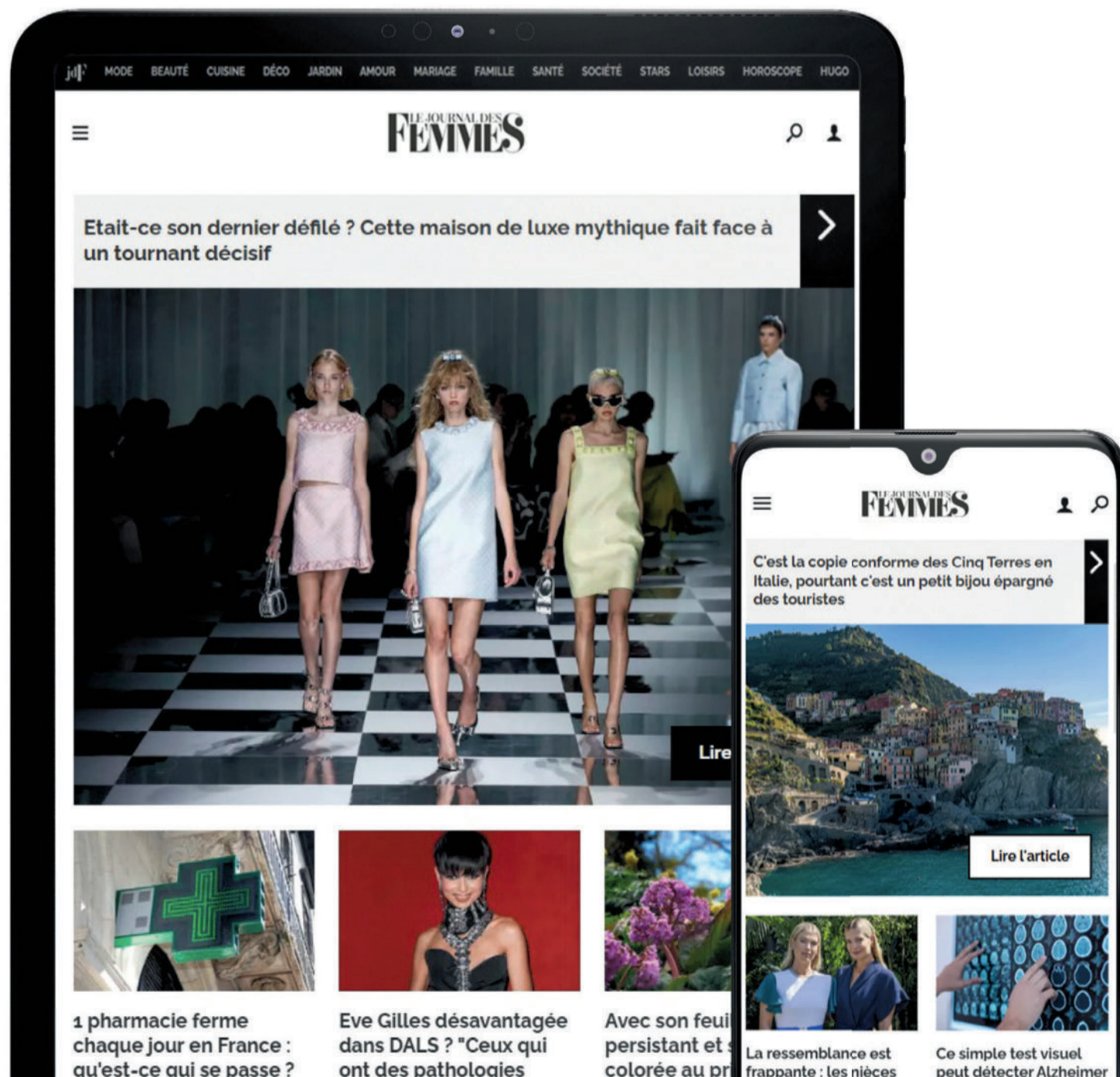
1^{er} site féminin

**Femme
Actuelle**
8,4 M

**Le Journal
des Femmes**
15,4 M
d'internautes

ELLE
6,5M

Le Journal des Femmes est plus que jamais Le Journal de toutes les Femmes.
Plus d'une femme sur trois le consulte chaque mois.
Un site fédérateur et à l'image des femmes françaises.
Merci à toutes de votre confiance.



LE FIGARO et vous



BEAUTÉ
CE QUE DIT LA COULEUR
DE VOTRE PARFUM
PAGE 34

EXPOSITION
LA BIBLIOTHÈQUE DE BESANÇON DÉVOILE
LES LETTRES ÉROTIQUES DE GUSTAVE
COURBET À UNE INCONNUE PAGE 32



LOUIS VUITTON: ORMAIE PARIS; BM BESANÇON; PAUL DELORT/LE FIGARO; PHILIPPE STARCK/JULIUS HIRTZBERGER/MAISON HELER

Tout, tout sur Polnareff

De retour pour une tournée et un nouvel album, le chanteur de « La Poupée qui fait non » se raconte en piochant dans ses souvenirs et sa vie actuelle. PAGES 30 ET 31



Maison Heler : l'hôtel rêvé de Philippe Starck ouvre à Metz

PAGE 33



Dominique Reymond, sensationnelle dans « L'Amante anglaise »

Nathalie Simon

La comédienne, nommée aux Molières pour sa performance, porte à bout de bras le texte de Marguerite Duras dans la mise en scène d'Émilie Charriot aux Ateliers Berthier.

Un carré géométrique immaculé, deux chaises face à face, le fond du plateau des Ateliers Berthier de l'Odéon-Théâtre de l'Europe à nu. On s'apprête à assister à un combat. Côté jardin, debout près du premier rang, Nicolas Bouchaud observe le public, saisit son téléphone portable, fixe de nouveau les gens avant d'appuyer sur une touche.

Le comédien raconte alors un fait divers qui se déroula en 1981. Un Japonais tua, découpa une étudiante néerlandaise et la mangea. Puis il parle de Claire Lannes. Cette femme a toujours reconnu qu'elle avait assassiné sa cousine sourde et muette, dispersé des parties de son corps dans un train de mar-

chandises qui passait à Viorne. Mais elle n'a jamais dit pourquoi et où elle avait caché la tête.

Marguerite Duras s'est longuement penchée sur un fait divers survenu en 1949 à Savigny-sur-Orge pour écrire *L'Amante anglaise* (1967). Après la mise en scène en demi-teinte de Jacques Osinski incarnée par Sandrine Bonnaire au Théâtre de l'Atelier à l'automne dernier, Émilie Charriot s'empare à son tour de l'œuvre avec la virtuosité d'un Simenon et le désir premier de faire entendre le texte. « Sans décors ni costumes », avait indiqué l'écrivain qui avait rebaptisé son livre *Le Théâtre de l'Amante anglaise* en 1991. Son souhait est respecté. Les mots, les non-dits et les silences sont d'une importance capitale ici.

Dans la première partie, Nicolas Bouchaud, singulier Interrogateur, questionne d'abord Pierre Lannes, alias Laurent Poitrenaux (très juste) assis au milieu du public. L'homme n'a « rien vu ». Dans la seconde partie, cheveux attachés, visage pâle, en robe noire, Dominique Reymond entre sur le ring. Tout le monde l'attend. Claire Lannes est incapable d'expliquer son crime. L'Interrogateur n'a de cesse d'apprendre la vérité, de trouver les pièces manquantes du puzzle.

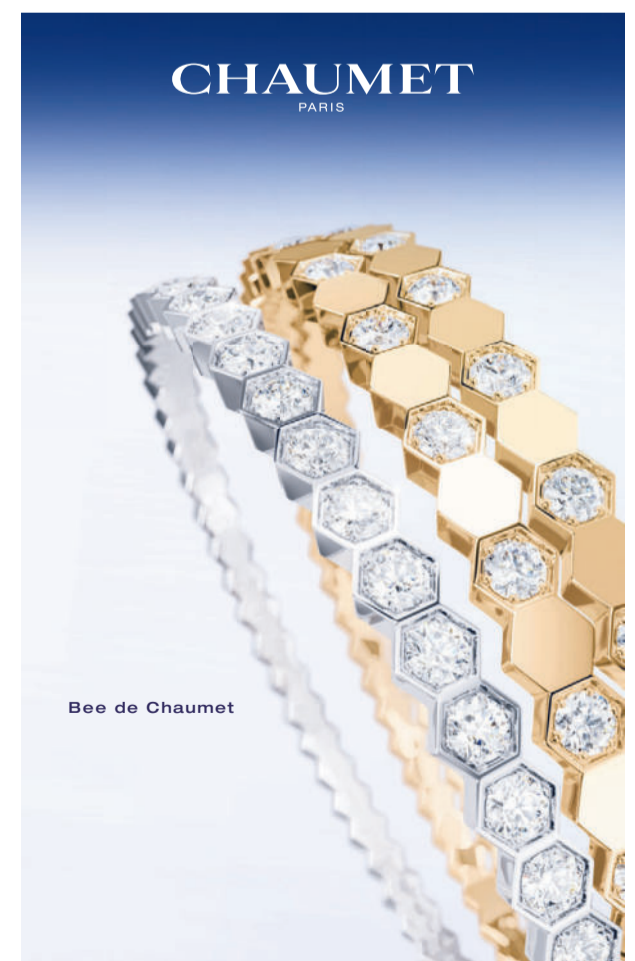
Un trio hors pair

La salle est saisie par l'interprétation d'un trio hors pair, en particulier celle de Dominique Reymond. Elle vient d'ailleurs

d'être nommée pour le Molière de la meilleure actrice. Fine mouche au sourire ambivalent, elle semble jouer avec l'Interrogateur, le provoquer, se moquer de lui. Derrière la brindille brune, la complexité de Claire Lannes face à son crime, détachement et bonne foi mêlés, est tangible.

Au bord d'une folie douce, inquiétante, elle tourne de temps à autre une tête d'oiseau vers les spectateurs, mais demeure une énigme. Le parti pris d'Émilie Charriot - sa direction d'acteurs, au plus près des intentions de Marguerite Duras - permet d'approcher les mystères de l'âme humaine. C'est fort! ■

L'Amante anglaise, jusqu'au 13 avril, Ateliers Berthier (Paris 17^e).



Midi passé, Polnareff se lève. «Le décalage horaire est terrible, je suis arrivé il y a quatre jours et je m'en remets à peine», dit-il en nous serrant la main. Déboutonnée jusqu'au nombril, sa chemise «couchers de soleils sur palmiers» laisse apparaître une peau tannée. Plusieurs pendentifs bringuebalaient sur son torse. «Je les ai achetés 8000 dollars pièce dans le Montana. Leur intérieur est secret, on ne peut pas les ouvrir mais ils protègent contre les ondes magnétiques», explique celui qui ne quitte pas son iPhone aux nuances orangées et rose pastel. En a-t-il mesuré l'efficacité? «Oui, ils pourraient l'être davantage», élude-t-il. La légende de la chanson française va sur ses 81 printemps. S'il a quitté son cher désert californien pour passer les trois prochains mois dans l'Hexagone, c'est pour défendre un nouvel album et remonter sur scène. Il commencera à Londres le 3 avril. À cette occasion, Michel Polnareff a rencontré *Le Figaro*, lundi. Lui qui, jadis, montrait son postérieur s'est mis à nu : il a ôté ses lunettes, dévoilant des grands yeux ronds, un peu rapprochés, couleur bleu-vert. Trois heures durant, il a répondu, parfois malgré lui, à nos questions. Et s'est confié comme rarement.

■ Au piano dès l'âge de 3 ans

«Le piano, j'ai commencé à 3 ans à coup de huit heures ou dix heures par jour, avec des poulies au plafond pour que j'aie autant de force dans mon petit doigt que dans mon pouce. Ce n'était pas de la musique, mais du cirque. Dès que je faisais une fausse note c'était la fessée avec la ceinture, mais du côté de la boucle!», dit-il en évoquant son père, un compositeur arrangeur pour la variété française. «J'ai un piano de prédilection. Je ne l'emporte pas avec moi parce qu'il est précieux et je ne veux pas qu'il s'abîme dans les voyages. Alors il est chez moi. C'est un piano très célèbre : Billy Joel et Elton John ont joué dessus. Il a un son extraordinaire, unique. Il appartenait à un studio dans lequel j'avais enregistré. J'étais allé voir le patron pour lui dire que je voulais absolument acheter ce piano, il avait refusé. On venait du monde entier pour jouer dessus. Un jour, en lisant le *L.A. Times*, je vois que le studio est en faillite. Ils ont tout vendu, c'est comme ça que j'ai pu l'acheter. Mon jeu de piano est absolument intact, et ma voix aussi. Donc j'ai beaucoup de chance.»

■ Une oreille absolue en quête d'harmonie

«J'avais l'oreille absolue. Et ça a beaucoup énervé, quand je faisais mes premiers enregistrements à Londres et que je n'étais rien. J'étais en studio avec des orchestres symphoniques, j'allais voir le violoniste au quatrième rang et je lui disais : "Au lieu de regarder les résultats du tiercé, vous devriez jouer un sol dièse et pas un sol." Le plus important, c'est de faire des harmonies, même pointues, mais qui sont agréables à l'oreille de ceux qui n'ont pas forcément connaissance de la musique. Je ne suis pas là pour frimer, je suis là pour faire plaisir.»

■ Une guitare premier prix pour un tube qui fait mouche

«Quand j'ai débarqué sur les marches du Sacré-Cœur, je ne pouvais pas jouer de piano, donc je suis allé acheter une guitare chez Paul Beuscher. J'ai pris la première que je trouvais, qui était loin d'être la



Michel Polnareff : «Ce qui est important pour moi, c'est de savoir que j'apporte du plaisir»

Léna Lutaud et Olivier Nuc

Le chanteur a quitté sa Californie pour revenir en Europe le temps d'une tournée qui démarre à Londres le 3 avril. À ses tubes, il ajoutera aussi des titres d'«Un temps pour elle», un nouvel album surprise. Il se confie au «Figaro» façon inventaire.

meilleure parce que je n'avais pas les moyens. Elle n'avait pas de marque tellement elle avait honte. J'ai vite appris les trois accords qui sont la base de *Satisfaction* des Stones, et *La Poupée* est née comme ça. Ça a rendu service à plein d'apprentis guitaristes. Au lieu de massacrer *Jeux interdits* qui est quand même relativement compliquée, ils pouvaient jouer ma chanson avec un résultat immédiat.»

■ La fausse note de Jimmy Page

«C'est Jimmy Page qui a joué sur *La Poupée qui fait non*, à Londres. Je n'avais pas le droit de jouer de guitare à cause des syndicats de musiciens. C'était la première fois que Jimmy jouait de la douze-cordes. Quand on réécoute, on s'aperçoit qu'il fait un pain en plein milieu. Il était alors dans les Yardbirds, c'était deux ans avant qu'il ne lance Led Zeppelin. Cette année, je voulais jouer au Royal Albert Hall mais il est réservé des années à l'avance. Nous serons le 3 avril à l'Apollo.»

■ Trois jours avec Jeff Beck

«Vous savez, j'ai joué avec les meilleurs guitaristes du monde. Jimmy Page, bien sûr, mais aussi Jeff Beck. J'étais programmé à l'Ancienne Belgique en 1968 ou 1969, à Bruxelles. J'avais appelé mon co-

pain Mike Pinder, clavier des Moody Blues parce que je n'aimais pas le jeu des guitaristes français. Je lui ai demandé s'il avait un Londonien à me recommander. Il m'a dit : "Je t'envoie quelqu'un." À l'aéroport, je croise Jeff Beck sur le tarmac en me demandant ce qu'il fout là. Il s'approche de moi et me dit : "On y va?" C'est là que j'ai compris qu'il allait m'accompagner sur scène. On a joué trois soirs ensemble.»

■ «OK, Michel, faut y aller»

«Je pensais que c'était important de donner au public quelque chose d'autre que ce que j'appelle les "vieux cageots". Ces chansons qu'on peut aussi appeler les incontournables. Il faut quand même que je prouve que j'ai encore l'envie et le talent. Je suis très fier de cet album. Je le trouve plus rempli et plus fort que le précédent. C'est un peu dû à l'absence de guitare. Ça prend beaucoup de place une guitare. Ce n'était pas prévu au départ mais on a décidé de ne pas en utiliser. Un disque, c'est une angoisse totale. À chaque fois, je suis comme un boxeur qui se demande si sa droite marche toujours au moment de monter sur le ring. Cette fois, j'ai mis beaucoup de moi dans ce disque, j'ai mis beaucoup d'un moi qui peut s'appliquer aux autres parce que j'ai eu des expériences difficiles dans ma vie privée. J'ai cherché des coauteurs, je voulais coécrire, j'ai rappelé les anciens combattants et j'ai trouvé qu'ils étaient des vieux combattants. Et donc je me suis dit : "OK, Michel, faut y aller." C'est très très dur. J'ai vraiment vécu l'angoisse de la page blanche.»

■ De longues absences par conviction

«Je ne suis pas un ouvrier du showbiz. Si j'ai eu de longues absences, c'est par-

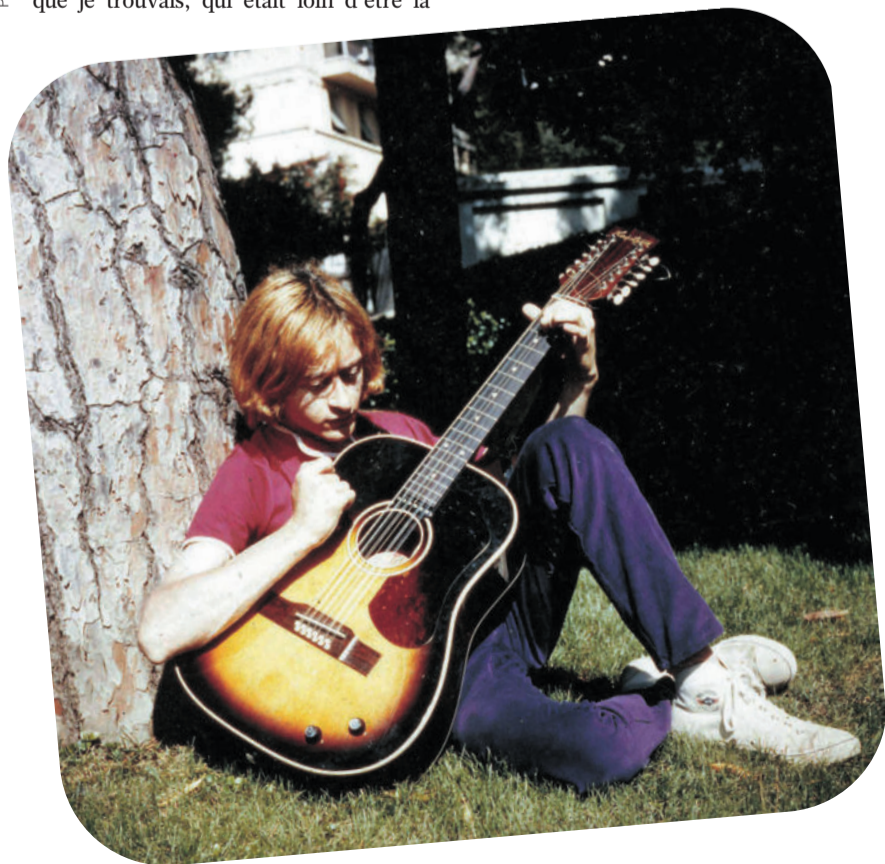
ce que j'avais envie de vivre ma vie d'homme. Je ne regrette rien du tout. J'ai mené une vie passionnante. J'ai fait des choses dont personne n'a jamais été au courant. Je suis allé dans des pays, j'ai fait des expériences : je suis ravi par cours.»

■ Et des retours pour le plaisir

«L'histoire d'amour avec le public reprend à chaque fois. Je suis assez costaud dans l'inconscient collectif. Ce qui est très important pour moi, c'est de savoir que j'apporte du plaisir. On est dans un monde super difficile. Les politiciens ont déçu. Les politiciens sont devenus un peu du show-business, sans donner de plaisir ni apporter de solution. Ce qui m'a frappé dans les dernières tournées, c'est que les gens ne me disent pas bravo mais merci. Ça m'a beaucoup touché. Je suis le plus libre possible. Mais personne ne l'est complètement.»

■ La musique et les paroles

«J'appelle ça des musiques pour des films pas encore tournés. J'adore composer pour le cinéma, mais il n'y a pas eu de demande dernièrement. Si on veut me proposer un projet, j'arrive tout de suite. Je chie de la musique, c'est facile pour moi. Je ne travaille pas, la musique vient à moi. Les chansons, c'est dur parce qu'il y a des paroles et qu'on se met à poil. Parfois je suis obligé de prendre des notes pour ne pas oublier. Ça se passe souvent la nuit. J'ai tout essayé, le dictaphone, le carnet de notes. Désormais, je me lève, j'allume la lumière je vais au piano et j'enregistre sur mon téléphone. Ça peut être une mélodie ou une harmonie, ça dépend des jours. Il n'y a pas de formule. J'aimerais bien qu'il y en ait une.»





En haut, Michel Polnareff, mercredi, à l'hôtel Trianon Palace, à Versailles. Ci-contre, le chanteur à l'Olympia, en 1973 et en 1966, en bas à gauche.

■ Pas fan des Beatles

« Bob Dylan et Cat Stevens ont été des modèles pour moi en matière d'écriture de chansons. Je n'ai jamais été fou de ce que faisaient les Beatles. Il fallait que je les écoute plusieurs fois pour apprécier leurs chansons. Mais ça ne m'a jamais impressionné à la première écoute. »

■ Au Studio avec Brian Wilson

« Je connaissais bien Brian Wilson. Un jour, il m'a proposé de passer au studio écouter quelque chose. Il me joue *Good Vibrations* et me demande : « Tu n'as rien remarqué ? » Je lui dis : « Non. » « Tu ne vois pas que ce n'est pas en stéréo mais en mono ? » C'était parce qu'il est sourd d'une oreille. »

■ Le répertoire à tubes

« Personnellement, je suis partisan de chanter des tubes parce que je me produis dans les grandes salles. Si on joue quelque chose que les gens ne connaissent pas, la tension retombe. »

■ Les malentendus d'une carrière hors norme

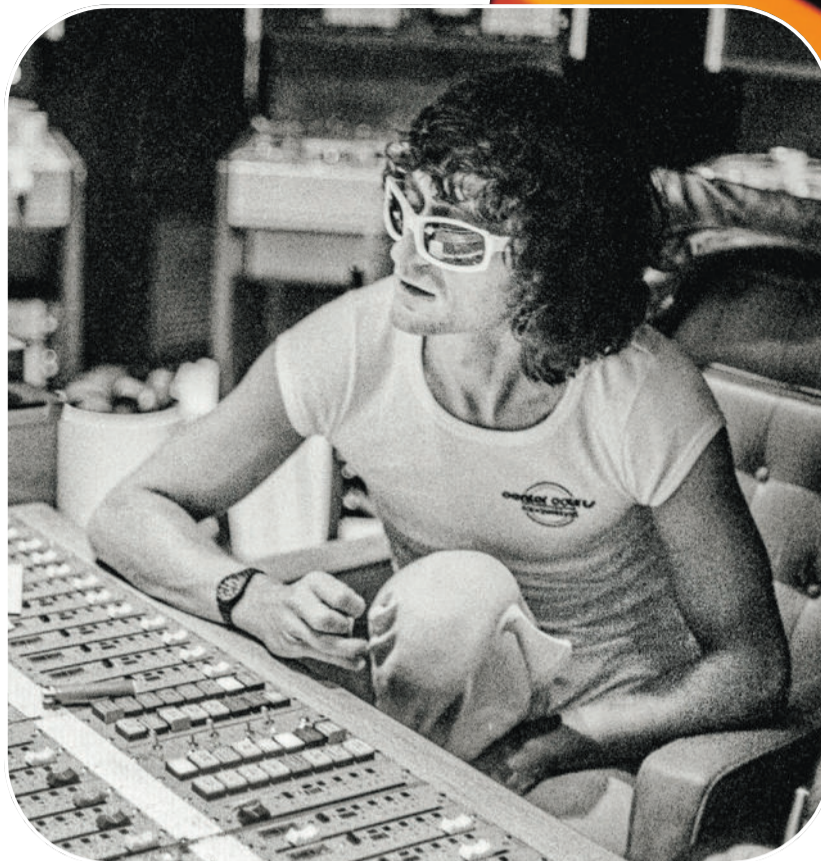
« Je ne voulais pas être sur le devant de la scène. J'ai tout fait pour ne pas l'être en posant des exigences délirantes. Le problème, c'est que mes producteurs ont dit oui à tout. La meilleure suite dans le plus grand hôtel de Londres, les deux filles par soir... Mon ambition, c'était d'être l'accompagnateur de quelqu'un, de composer de la musique de film. Être dans l'ombre. Mais je me suis retrouvé embarqué. Je n'ai pas toujours aimé ça. J'ai toujours été un personnage controversé. Je me suis fait casser la gueule à mes débuts. »

■ Un père fouettard

« Quand j'ai passé l'examen pour adhérer à la Sacem, mon père a appelé un type avec qui il était ami là-bas pour s'assurer que je ne le réussisse pas. J'avais fait rimer une rime masculine avec une rime masculine. Pour l'affiche sur laquelle je montrais mon cul, ça a été la même chose : il a appelé lui-même le préfet de Paris, pour me dénoncer un attentat à la pudeur. » Né dans le port ukrainien d'Odessa au bord de la mer Noire, son père était un Russe juif. Ce compositeur a été obligé de fuir les pogroms en Europe de l'Est. Il est arrivé à Paris par la Turquie. « Je n'ai rien du passé familial à Odessa, pas même une photo », dit Polnareff.

■ Le sexe et l'amour

« Ma chanson *Sexcetera*, c'est le Polaroid de la société actuelle. Je pense que les gens doivent faire ce qu'ils



Ci-contre, en 1976 dans un studio d'enregistrement, à Londres. Ci-dessus, sur la scène de Bercy, le 11 mai 2016.

veulent avec leur cul tant qu'ils ne touchent pas le mien. Je suis pour la liberté sexuelle. Complètement. J'ai toujours été entouré de gays, de travelos, sans jamais analyser ou juger le truc. Toutes les pratiques sont tolérables tant qu'on ne touche pas aux enfants. Le sexe, l'amour, et l'amitié sont mes thèmes préférés. L'amour contrarié, en l'occurrence. Il n'y a que ça sur mon nouvel album. »

■ Des disques d'or comme des médailles

« Quand je suis en phase de composition, je tourne autour de mon nombril et ne suis pas disponible pour écouter de la musique. Le magasin Tower Records de Sunset Boulevard me manque beaucoup. J'y allais tous les jours acheter des vinyles. Ma collection a été dispersée depuis. J'ai déménagé si souvent. Ça fait quinze ans que je vis dans la même maison. Mais je n'ai pas conservé mes disques d'or : ce sont comme des médailles. On est ravi de les avoir mais on n'a pas besoin de les porter. »

■ « Goodbye Marylou » et l'angoisse de plagier

« Je l'ai composée sur un petit Casio à deux octaves, au Royal Monceau. (Il y est resté 800 jours à la fin des années 1980, NDLR.) J'étais très inquiet parce que je n'étais pas sûr que ce soit de moi. J'ai souvent vécu avec cette angoisse. On n'est pas des voleurs, on est des créa-

teurs, mais on n'est pas à l'abri de reprendre des choses inconsciemment. Quand le Palace a organisé une vente aux enchères avant ses travaux de rénovation, ils ont mis en vente leur piano en disant que c'était celui sur lequel j'avais composé *Goodbye Marylou*, mais c'est absolument faux. Je suis désolé pour la personne qui l'a acheté. »

■ La singularité

« On ne m'a jamais reproché de faire les choses comme les autres. Je ne joue pas un jeu, je suis quelqu'un de très sincère. »

■ « Trump, il me plaît ! »

« Vous croyez qu'il y a une pénurie d'œufs aux États-Unis et qu'on demande à l'Europe de nous en livrer ? C'est n'importe quoi. Mon fils, Louka, ne mange que ça et j'en ai plein le frigo. C'est insensé cette situation inventée en Europe sur l'Amérique de Trump ! Trump, il me plaît. Je m'intéresse aux hommes politiques pas à leurs partis, je suis apolitique. Je ne suis pas du tout inquiet de la situation aux États-Unis. »

■ Les larmes d'un roi

« J'ai connu l'actuel roi Mohammed VI tout petit. Joséphine Baker, avec qui j'étais ami et qui elle aussi avait un amour inconditionnel du Maroc, faisait sauter un petit garçon sur ses genoux. C'était le futur roi ! Je lui ai raconté ré-

comment cette anecdote à l'hôtel Costes à Paris. Il en a eu les larmes aux yeux. » De ses liens avec la famille royale, il dira juste : « Nous sommes en contact. Je connais bien l'un des frères et l'une des sœurs du roi. »

■ Le champagne qui fait flamber la note

Si les notes d'hôtel de Michel Polnareff peuvent flamber, ce n'est pas à cause des repas, il picore, mais du champagne. Il ne boit que du Veuve Clicquot brut. « Pour être sûr d'avoir des bulles bien fines », Polnareff ne boit que la toute première coupe d'une bouteille. Comme il peut commander plusieurs flûtes par heure, la note devient vite « rigolote. » En tournée, son producteur remplit le réfrigérateur de la loge de la star de... demi-bouteilles.

■ Et pourquoi pas un biopic ?

« Je suis pour. J'ai eu une vie vraiment cinglée, vous savez. Parfois je me dis que j'aurais dû mourir 10 000 fois. » ■ Concert le 3 avril à Londres puis tournée en France du 15 avril au 18 juillet, dont Paris le 14 juin à l'Accor Arena. « Un temps pour elle » (Warner)

➤ Lire aussi sur lefigaro.fr « le crépuscule d'une idole qui refuse de dire adieu »

www.lefigaro.fr

Un avatar pour la postérité

Avec Michael Jackson et David Bowie, Michel Polnareff a été le premier à se créer un site internet au milieu des années 1990. Il a aussi été le premier à créer un « mur », l'ancêtre de Facebook, sur lequel ses fans pouvaient dialoguer. Passionné de technologie, le chanteur a de nombreux points communs avec Hedy Lamarr, actrice de l'âge d'or de Hollywood qui a inventé un système de codage secret de transmission encore appliqué de nos jours. Fin avril, on découvre ainsi son avatar. Polnareff y travailla depuis dix-huit mois avec la société Com A-1.

Dessiné à la façon d'un jeu vidéo, ce personnage est habillé en veste de scène et il évolue dans un univers fantasmé, sur une plage de sable fin face aux vagues. Sa voix est celle de l'artiste enregistrée à plusieurs occasions pour que toutes ses intonations soient présentes. Le « cerveau » de l'avatar est constamment alimenté par tous les contenus que l'IA trouve sur le net au sujet de Polnareff. Ses réponses vont donc évoluer dans le temps.

Son catalogue, son « assurance-vie »

Parlera-t-il d'argent ? Ce n'est pas certain, car comme tous les artistes, Polnareff reste discret sur ce volet. Pour financer son train de vie, l'homme a pu compter sur les avan-

ces versées par Sony Music puis Universal Music et aujourd'hui Warner Music. À cela s'ajoutent ses royalties et l'argent gagné avec ses tournées.

Mais son trésor, son « assurance-vie », c'est son catalogue, dont il est resté propriétaire. Avec de nombreux tubes et des styles musicaux allant du psychédélique à la pop, au disco et au rock, c'est l'un des plus beaux catalogues de musique en France. Et ce n'est pas son avatar qui le contredira !

BMG gère l'édition, soit les nombreuses demandes d'utilisation des titres dans les films, les séries et la publicité. Universal Music exploite les masters en mettant en vente des best-of, des albums originaux et des chansons en streaming. Signé il y a presque trente ans, ce contrat va bientôt s'achever. Comme Bob Dylan, Neil Young et tant d'auteurs-compositeurs Polnareff pourra alors le vendre au plus offrant. Les maisons de disques comme les fonds de pension seront sur les rangs.

Droit moral, fortune... a-t-il prévu par testament de tout léguer à son fils unique Louka, 14 ans ? Polnareff parle rarement de la mort et de sa succession. La tombe de ses parents au Père-Lachaise est peu entretenue. Il a souvent été absent aux enterrements de ses proches. « Il y a de fortes chances pour qu'il fasse comme Johnny Hallyday : après moi le déluge », analyse un proche. ■

L. L.

Festival du Livre de Paris

Le Maroc, invité d'honneur

11-12-13 AVRIL 2025 AU GRAND PALAIS

GRATUIT POUR LES MOINS DE 25 ANS
TARIF PRÉFÉRENTIEL JUSQU'AU 09 AVRIL 2025 > FESTIVAL DU LIVRE DE PARIS.FR
CHANGEMENT TARIFAIRE SUR LA BILLETTERIE DU FESTIVAL À PARTIR DU 10 AVRIL À 09H01.
POUR PLUS D'INFORMATIONS, VEUILLEZ CONSULTER LE SITE INTERNET DU FESTIVAL.

RESERVATION:

UNE MANIFESTATION DU Syndicat National de l'édition

PARTENAIRE PREMIUM: Région Île-de-France
PARTENAIRE MÉDIAS: LE FIGARO, marie claire, Le Point, radiofrance
PARTENAIRE OFFICIEL: PILOT, france tv
SOUTIENS INSTITUTIONNELS: PARIS, RATP, CFC, sofia, CNL, MER, Centre Pompidou, Grand Palais
INVITÉ D'HONNEUR: Le Maroc

Besançon dévoile les lettres licencieuses de Courbet

Éric Biétry-Rivierre

Exposées dans la bibliothèque où elles ont été exhumées, ces missives entre le peintre et une inconnue jettent une lumière crue sur l'artiste, pornographe pigeonné par une courtisane.

« **L**e paquet se trouvait là, sur cette étagère poussiéreuse, probablement sorti d'un des meubles de l'ancien directeur dans la perspective de notre déménagement prévu en 2028 dans un bâtiment plus spacieux du centre-ville. » Attention aux poutres et aux toiles d'araignée dans le grenier en soupente de la bibliothèque de Besançon, vénérable institution existant depuis 1694 et qui réunit notamment les archives du Doubs (400 000 références). Dans ce recoin négligé, Pierre-Emmanuel Guille-

ray, découvreur avec deux autres conservateurs maison, s'émeut encore au souvenir de cette journée du 15 novembre 2023.

Quand il lui est apparu que ce qu'il tenait en main était une correspondance oubliée. Celle, fort salée, échangée par le célèbre peintre natif d'Ornans Gustave Courbet (1819-1877), dont aujourd'hui le moindre papier signé vaut entre 5 000 et 6 000 € au marteau, et une certaine Mathilde Montaigne Carly de Svazzema.

Ce lot quasi complet (116 lettres sur 130) est depuis le 21 mars visible sur place. Les trois spécialistes en présentent



Cette centaine de lettres témoigne d'une relation de près de cinq mois (novembre 1872-avril 1873) entre le peintre et une femme qu'il ne rencontrera jamais.

JEAN-CHARLES SEXE.

une sélection commentée. Soit 36 missives installées sur des coussins roses au sein des vitrines d'une petite mais fort éclairante et croustillante exposition. L'intégralité assortie de son appareil critique sortira, elle, chez Gallimard le 10 avril (368 p., 25 €).

Même si les historiens connaissent bien Courbet, en particulier par un corpus de 800 lettres identifiées, le détail de cette relation d'un peu plus de cinq mois, entre novembre 1872 et avril 1873, est une révélation. Elle éclaire un passage peu connu de la vie du sulfureux auteur de *L'Origine du monde*. Quand l'artiste, accusé puis bientôt condamné pour avoir incité les Communards à abattre la colonne Vendôme, se retrouvait lâché par tous, finalement contraint à un exil en Suisse, pays d'où il ne reviendra jamais.

Le couple ne s'est pas rencontré, il ne se verra même jamais. Au départ, c'est elle qui prend contact, se déclarant fan de l'œuvre, désireuse de leçons de peinture. « Gustave, dont un projet de mariage avec une paysanne d'Ornans venait d'avorter, qui, en outre, avait dû subir une incarcération durant sept mois, puis une opération, qui ne cessait de boire et de grossir, se trouvait justement à la recherche d'une femme susceptible de partager sa vie, commente Pierre-Emmanuel Guilleray. Il lui a donc répondu dès le lendemain. »

Un ton graveleux, dénué de tout tabou sexuel, s'installe d'emblée. Et, parmi ces lignes denses, parfois frénétiques, tracées à l'encre tantôt brune tantôt bleue sans ponctuation ni majuscule, jamais signées par lui contrairement à elle, les nombreux passages pornographiques se trouvent dans les cartels volontairement rendus illisibles. Une loupe à filtre est nécessaire pour que le curieux puisse en prendre connaissance. Voilà pour la décence.

« Un petit bouton rose »

Au reste on sait combien Courbet, jouisseur plus grand que nature comme l'indiquent ses nombreux nus féminins érotiques, n'aime rien tant que provoquer. D'emblée il appelle son inconnue « ma bonne putain », « ma petite cochonne chérie », « ma grande polissome », lui donne du « petit lutin chéri, petit démon ardent ». Elle répond. Alors il veut l'« embrasser de tout (s)on cœur sur tous (s)es endroits les plus sensibles, les manger, les dévorer » à commencer par sa « petite rosette », son « ouverture magnifique ».

Obsédé par la taille de sa vulve, il en demande les dimensions. Comme Mathilde n'est pas en reste, elle adresse en retour un calque. La feuille découpée est là, présentée dans un ancien coffre-fort ouvert, effet sadien garanti - même si l'on doute qu'aucun des protagonistes ait pu lire Sade, auteur alors aux enfers. La dame ajoute : « J'ai en dessous du mont de Vénus, entre les deux lèvres que vous paraissez aimer, un petit bouton rose et tendre qui se raidit tellement que je ne sais quoi faire pour qu'il me laisse tranquille. Je ne puis rester ni assise ni debout. »

Est-elle si émoustillée comme voudra longtemps le croire Courbet ? S'est-elle réellement entichée du bonhomme ? Rien n'est aujourd'hui moins sûr. « Peu à peu, alors que Mathilde demandait de l'argent ou des tableaux à écouler dont elle ne reversait jamais le bénéfice, il est apparu qu'elle était un escroc », résume le directeur de la bibliothèque.

L'enquête effectuée par le quatuor précise les traits de cette audacieuse intrigante, confondue à l'origine par un assistant du peintre. Mathilde est fille d'un ancien soldat de Napoléon (sa Légion d'honneur a été retrouvée chez un descendant). Elle a donc pu intégrer la pension d'Écouen, « ce qui explique sa culture et son réseau de personnes bien placées. C'est l'une d'elles sans doute qui lui a donné l'adresse de Courbet à Ornans », poursuit le directeur.

« Sextorsion » ?

Si elle déclare une origine corse, elle était en réalité native d'Orléans. Noble ? c'est encore un mensonge. Autrement elle se dit âgée de 30 ans mais en a 33, soit tout de même vingt de moins que son pigeon. De même, elle n'a pas douze frères et sœurs comme elle le prétend mais cinq. Et elle est mariée ; cela avec un bookmaker anglais qui serait parti tenter sa chance en Amérique. Mathilde se prétend donc démunie avec une famille à charge et sans possibilité de divorce. Comme si cela ne suffisait pas elle confie que le chauffage de la chambre d'hôtel où elle vit à Paris lui est trop onéreux. Si on pouvait l'aider...

« Sextorsion » ? De fait, ultérieurement la justice a condamné Mathilde en tant que « rouleuse d'hommes », et elle a fait de la prison. Parmi ses cibles envisagées (ou atteintes on ne sait), une vieille coupure de presse mentionne Dumas fils et Gambetta. Dans son essai inclus dans le livre à paraître, la spécialiste de Courbet et directrice des musées de la ville, Laurence Madeline, envisage clairement les lettres les plus crues du peintre comme autant de matériel « taillé sur mesure pour un maître chanteur ».

La lecture permet aussi de déduire que Courbet avait également envoyé des dessins cochon, tel celui de son sexe en érection. Ces feuilles sont perdues. Détruites ? Peut-être. Dans ce cas, les responsables seraient les exécuteurs testamentaires : Juliette, la sœur cadette, avec laquelle l'artiste était en conflit, et son bon ami le docteur Charles Blondin. Ce dernier résidait rue des Granges à deux pas de la bibliothèque. « Tout laisse ainsi à penser que c'est par son intermédiaire que le lot a atterri ici », avance Pierre-Emmanuel Guilleray.

Pourquoi sort-il seulement maintenant ? « Mes prédécesseurs le connaissent, mais le considèrent comme attentatoire à l'image de l'artiste. Ils le tenaient donc caché. De l'un à l'autre, ils se sont passé le mot quant à son existence. Puis l'un a omis de communiquer l'information lors d'une transmission de fonction. Alors tout est tombé dans l'oubli. »

La fin de l'histoire ? Dessillé, Courbet a probablement négocié le retour de ses lettres contre abandon des avances accordées. Mathilde s'est rendue à Besançon (avec un homme). Non à Ornans, où le peintre était trop connu. Son assistant a dû se charger de la réception, l'amoureux berné ne s'étant pas déplacé. Lui semblait-il ferré telle cette truite agonisante qu'il peint en 1873 (visible au Musée d'Orsay) ? « Nous avons tant baisé par lettres », regrette-t-il dans un ultime envoi. Personne ne sait où l'enjôleuse a fini ses jours. ■

Courbet, les lettres cachées. L'histoire d'un trésor retrouvé, jusqu'au 21 septembre à la Bibliothèque d'étude et d'archives de Besançon (25).

“Un film indispensable avec des actrices merveilleuses”

VERSION FEMINA

ZAR AMIR

GOLSHIFTEH FARAHANI

MINA KAVANI

LIRE LOLITA À TÉHÉRAN

UN FILM DE ERAN RIKLIS

D'APRÈS LE ROMAN AUTOBIOGRAPHIQUE DE AZAR NAFISI



ACTUELLEMENT AU CINÉMA

ROME FILM FEST 2024
PRIX SPÉCIAL DU JURY

ROME FILM FEST 2024
PRIX DU PUBLIC

CINE+ OCS

ALLOCINE LES INDÉS

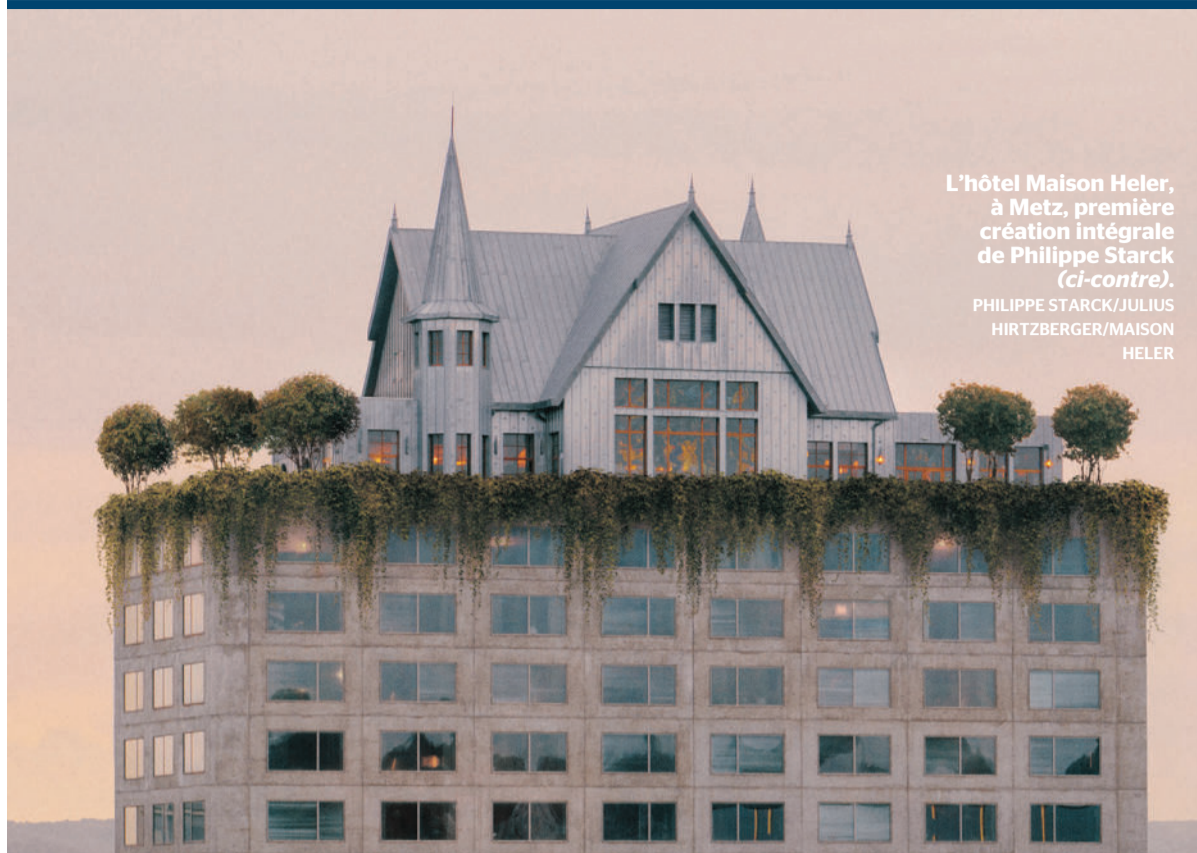
madame FIGARO

(SIMONE)

LE FIGARO

LES ÉCRIVAINS

Le Point



L'hôtel Maison Heler, à Metz, première création intégrale de Philippe Starck (ci-contre). PHILIPPE STARCK/JULIUS HIRTZBERGER/MAISON HELER



CARNET DE ROUTE

Y ALLER

Le TGV inOui place Metz à 1h20 environ de Paris.

SÉJOURNER

Maison Heler, hôtel 4 étoiles Curio Collection by Hilton, propose 104 chambres spacieuses, lumineuses et confortables, dans un écrin de béton brut et de marbre rose. Cette adresse entièrement imaginée et désignée par Philippe Starck compte deux restaurants, l'un bistrannique, l'autre de plus haut vol. Un spa est prévu d'ici 2026. À partir de 170 euros la nuit en chambre double. Tél.: 03 56 631 631; maison-heler.com

À VOIR, À FAIRE

Le Centre Pompidou-Metz fête ses 15 ans et accueille «Dimanche sans fin», longue exposition accueillant les œuvres du parisien Beaubourg durant sa fermeture prévue pour cinq ans. Jusqu'au 14 avril, les néons de Cerith Wyn Evans s'emparent de l'immense galerie 3 tapissée de miroirs. Puis va se dresser L.O.V.E., de Maurizio Cattelan, entre autres œuvres chocs de l'artiste italien qui dialogueront avec les collections permanentes du musée. Tél.: 03 87 15 39 39; centrepompidou-metz.fr

UNE BONNE TABLE

Metz est une destination de becs fins (*lire «Nos cinq adresses coups de cœur à Metz», en page 43*). En attendant les nouveaux étoilés du Guide Michelin, on s'attable au restaurant gastronomique du Centre Pompidou, Yozora, «le ciel nocturne». La «balade gourmande» en 12 services est à 95 €. Restaurant-yozora.com/fr/

SE RENSEIGNER

Office de tourisme, Inspire Metz, tél.: 03 87 39 00 00; inspire-metz.com/fr

La Maison Heler, folie du XXI^e siècle, en miroir du Centre Pompidou-Metz

Valérie Sasportas Envoyée spéciale à Metz (Moselle)

Le premier hôtel totalement imaginé par le designer Philippe Starck ouvre à quelques jours de la cérémonie du Guide Michelin dans la cité mosellane. Nous y avons séjourné en avant-première.

À la voir sur le toit, perchée comme dans *Là-haut*, le film de Pixar, on l'imagine s'envoler du monolithe de béton brut, accrochée aux ballons de toutes les couleurs. À Metz, La Maison Heler semble sortie d'un rêve : elle développe un conte de Philippe Starck, *La Vie minutieuse de Manfred Heler*, dont la maison d'édition Allary s'est chargée de l'écriture. «C'est une œuvre d'art qu'on a cristallisée», précise le designer, qui signe là sa toute première création hôtelière intégrale en Europe. *Il y a eu pareille approche, mais elle n'était pas hôtelière, de Raymond Roussel connu pour avoir écrit Impressions d'Afrique dans les années dada.* La maison sur le toit est une réplique libre d'une maison bourgeoise que l'on s'amuse à retrouver avenue Foch, à deux pas. Elle compose le neuvième et dernier étage de l'hôtel dont les 104 chambres se situent en dessous, dans le bloc d'immeuble édifié dans le quartier en pleine métamorphose de l'Amphithéâtre, à deux pas du Centre Pompidou-Metz et à dix minutes de la gare. Là, Philippe Starck a installé il y a trente ans ses «Tournesols», des lampadaires urbains qui s'inclinent devant la nuit.

Le 4-étoiles opéré par le groupe Hilton a ouvert ses portes ce jeudi, quelques jours avant la cérémonie du Guide Michelin qui aura lieu lundi, et les grands chefs invités y seront logés. C'est l'aboutissement d'un projet de plus de dix ans qui conjure le sort, après la disparition brutale et inexplicable depuis 2022 d'un de ses pères fondateurs, le promoteur Yvon Gérard, ami de Philippe Starck, puis la pandémie, puis un incendie. La Maison Heler s'élève au-dessus des tourments. «C'est une étape importante dans la conceptualisation de mon travail», confie le designer, dont cette création semble illustrer la science des solutions imaginaires... mais il n'y a pas de hasard : il est régent du Collège de pataphysique. Ses linéaments sont le béton (brut), le

marbre (rose), le cuivre, le bois (noir ou brun). «Dans la Maison Heler, on est dans l'inconscient de quelqu'un, on ne peut pas mentir. Il n'y a donc pas de matière de recouvrement, pas de peintures, ni de papier peint.», précise son inventeur. Illustrer l'esprit du protagoniste du conte, Manfred, au bar et au restaurant du 9^e étage, c'est ce qu'a fait Ara Starck, à travers ses vitraux à la beauté changeante au fil de la lumière, «une espèce de tableau à l'infini», dit-elle. Ses plus grands panneaux ceignent le bar et baignent, le matin tôt, l'espace dans une ambiance propice à la sérénité. Des vitraux dont les verres colorés se délavent à la base jusqu'à la transparence. «Un savoir-faire local avec un twist contemporain», se réjouit Ara Starck, qui a travaillé avec les ateliers Salmon, à Metz.

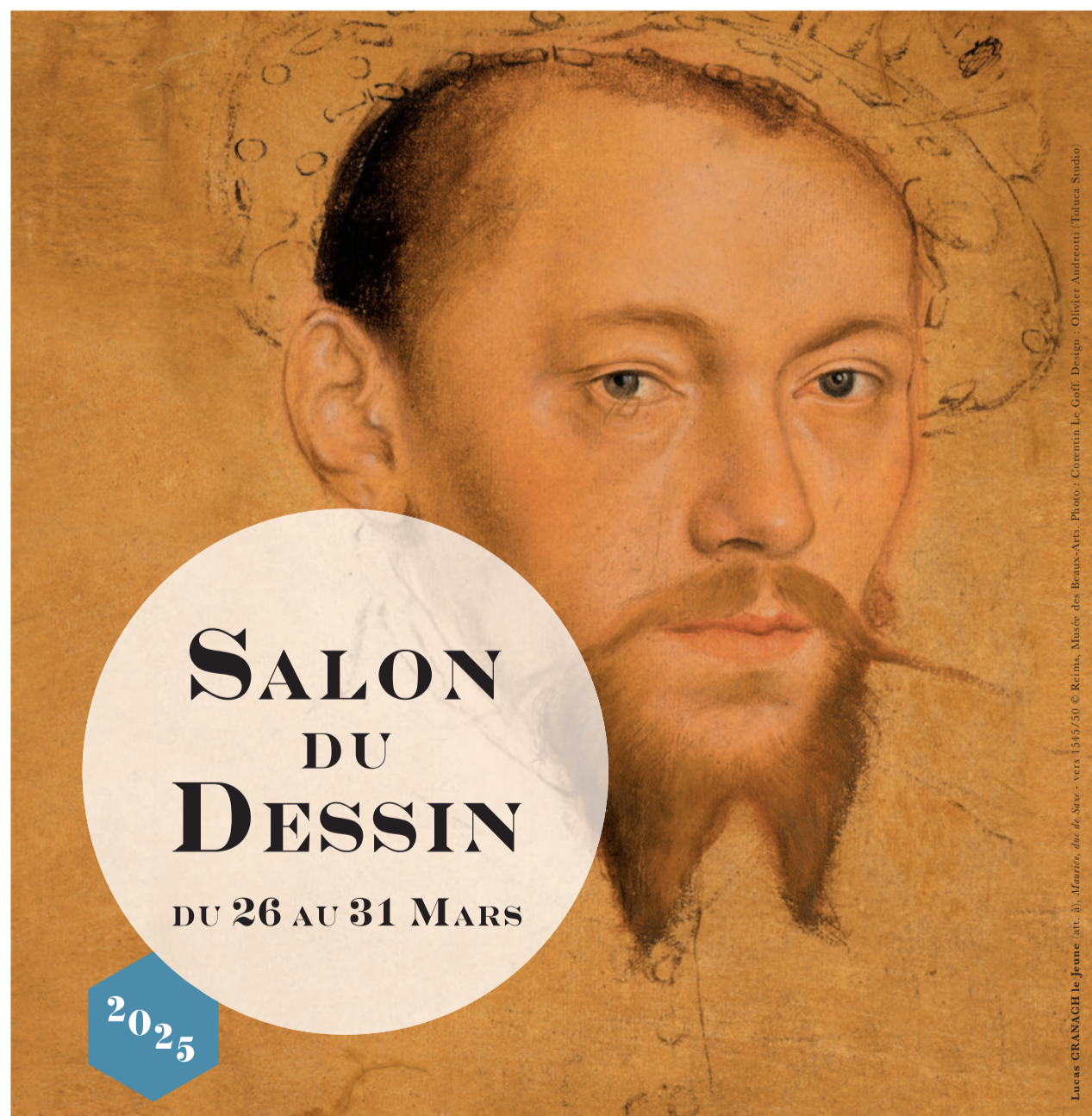
Tiers lieu

Chef-d'œuvre? La toute première exposition du Centre Pompidou-Metz, qui avait pour thème cette question, affleure à la mémoire alors que l'on dort dans la Maison Heler que chaque détail, chaque meuble, chaque geste architectural contribue à faire un «tiers lieu». Le musée au toit iconique en cannage de cha peau chinois fête, en voisin, son quinzième anniversaire avec une programmation de cinq expositions qui accueillent, notamment, les œuvres de Beaubourg, qui, à Paris, ferme pour cinq ans. D'où ce titre d'exposition peut-être, «Dimanche sans fin», et un dialogue attendu entre ces collections emblématiques et l'art de l'Italien Maurizio Cattelan. Entre ses murs, le restaurant gastronomique de Charles Coulombeau, première bougie en juin, nous emporte dans une expérience intimiste, originale, d'une cuisine franco-japonaise pleine d'audace et de poésie. «Un musée, c'est le dernier endroit où il faudrait ouvrir un resto», songe-t-il, et l'on comprend que c'est à Metz que commence la route du saké. Il fallait l'inventer. Comme le restaurant de Manfred, emmené par

Alexandre Monce, cet autodidacte si fier de sa Lorraine qu'il nous fait manger son terroir. *La Vie minutieuse de Manfred Heler* prend même vie dans l'assiette. On a franchi les portes, et aussitôt l'impression fut que l'hôtel était bien la troisième dimension du livre. À côté de l'entrée, sans escalier ni mur, le restaurant Chez Rose ouvre sur l'univers singulier de la livreuse de lait que Manfred veut séduire. Lire ce livre avant d'entrer apporte assurément un supplément d'âme. Les

mots confèrent à l'espace son étrange beauté. Comme dans cette salle à manger aux sièges noirs dépareillés devant le bar en carrelage rose au-dessus duquel trône, suspendu tel un mobile de Calder, un avion de bois calqué sur un origami de papier. ■

» Entretien exclusif avec Philippe Starck : «Maison Heler est une œuvre d'art qu'on a cristallisée» www.lefigaro.fr/voyages



**SALON
DU
DESSIN**
DU 26 AU 31 MARS

2025

Palais Brongniart
Place de la Bourse
Paris 2^e

Invité d'honneur :
Le musée des Beaux-Arts de Reims



Le centre Pompidou-Metz, imaginé par l'architecte japonais Shigeru Ban fête ses quinze ans et reçoit les collections parisiennes de Beaubourg.

Des parfums en Technicolor

Pauline Castellani

Rarement déterminée au hasard, la couleur d'une fragrance traduit dès le premier coup d'œil un choix esthétique, un état d'esprit et parfois même des matières premières. Pour mieux aiguïser notre curiosité.

Dans le film *Domicile conjugal* (1970), Antoine Doïnel, alias Jean-Pierre Léaud, le héros de François Truffaut, se trouve un drôle de métier : il teint les fleurs, des œillets blancs, qu'il fait passer, à force d'expérimentations, du jaune au rose, puis au rouge. Les parfumeurs, eux, colorent leurs odeurs. Olivier Polge, chez Chanel, a choisi le violet pour sa toute dernière interprétation de Chance, baptisée Eau Splendide (167 €, les 100 ml, 4). Il faut dire que cette teinte vive et énergique va plutôt bien à son accord accrocheur de framboise aux facettes de rose et de violette, accompagné d'un géranium rosat évidemment frais et d'une essence de cèdre légèrement redistillée pour ne pas ternir la vivacité des notes fruitées en tête. Et, si la collection des parfums Chance, qui compte désormais cinq références, incarne légèreté et allégresse, c'est autant par ses odeurs que par son colorama, évocateurs d'émotions positives, voire de bonne humeur. Le vert dynamique de Chance Eau Fraîche est, par exemple, porté par des agrumes pétillants quand le rose doux de Chance Eau Tendre s'accorde avec la délicatesse des muscs blancs et de l'essence de rose.

Loin d'être anecdotique, la couleur est notre toute première connexion avec un parfum, avant même qu'on le respire. Elle en souligne le caractère, de la même manière que le nom et la forme du vaporisateur, en traduisent visuellement une sensation, qu'elle soit rafraîchissante, en-

veloppante, apaisante... Mais, si les fragrances colorées ne sont pas récentes, elles se sont largement multipliées avec l'explosion de la parfumerie de niche et des collections de « haute parfumerie » des marques de luxe, qui en reprennent les codes. Soit un même flacon pour toutes les références, souvent sobre et invariablement cylindrique ou rectangulaire, mais des jus aux nuances diversifiées pour mieux les distinguer et animer en dégradé le nuancier de la gamme. Tels les récents Rosa Verde en vert d'eau de la collection Aqua Allegoria de Guerlain (142 € les 125 ml, 2), Infusion de Rhubarbe tout de rose pastel de Prada (175 € les 100 ml, 6) et le dernier-né des parfums Louis Vuitton, eLves, au ton parme bleuté (290 €, les 100 ml, voir page 29).

« En 2024, on dénombre 1555 nouvelles références rien que pour l'offre de niche contre 1261 en 2023, soit une augmentation de 23 % selon Fragrances of the World, avec une saturation toujours plus forte du marché de la parfumerie, observe Sylvain Eyraud, directeur marketing et communication du fabricant Takasago. La couleur n'a jamais été aussi olfactive et nécessaire pour émerger. D'autant qu'en créant un nouveau langage visuel, les réseaux sociaux ont permis de rendre visible le pouvoir émotionnel jusqu'alors invisible des odeurs. Le flacon, sa forme et sa teinte, y tient une place centrale, quasiment un rôle de totem. Voyez le succès phénoménal de la marque Sol de Janeiro aux États-Unis et en Europe, notamment grâce à sa communication solaire, ludique et

multicolore sur les réseaux sociaux, à l'image de ses fragrances. Aujourd'hui, la couleur permet aux odeurs de "traverser" l'écran. »

Mais si elle appuie « l'expérience olfactive », si chère au marketing, et capte l'attention sur les linéaires et les écrans, la couleur renforce également l'identité de la composition elle-même. « Je travaille toujours par synesthésie en associant odeurs et pigments dès le

« La couleur est une manière supplémentaire de sublimer la structure poétique d'un parfum »

Baptiste Bouygues
Cofondateur d'Ormaie

début d'un projet, souligne David Benedek, fondateur de BDK, dont le récent Impadia à l'eau orangée dans un flacon pink s'accorde avec la rose gorgée d'agrumes de la composition (205 € les 100 ml, 5). La couleur, très sensorielle, me permet d'évoquer immédiatement une émotion, mais surtout une matière première, une texture, même ».

Ainsi, la tonalité d'un jus est le plus souvent liée au choix de son ingrédient star, parfois de manière très littérale : le vert pour les notes fraîches, herbacées, végétales, croquantes ; le rouge aux parfums fruités, gourmands, gustatifs ; les tons ambrés et dorés aux

orientaux, grands chypres et overdozes de bois ; le rose pour les accords floraux et le bleu pour des compositions marines et aquatiques tel Iris Bleu d'Armani Privé (sortie prévue en mai, 150 € les 100 ml, 3), qui évoque la Méditerranée. Précisons que le bleu est souvent réservé aux fragrances masculines. La parfumerie sélective restant en effet très genrée, y compris dans ses codes couleurs. « Chez les hommes, le bleu incarne, par exemple, puissance et élégance en écho à la claque de fraîcheur et à la structure traditionnelle de la fougère lavandée », reprend Sylvain Eyraud.

Et, s'il est moins contraignant pour les marques de teinter la formule (le colorant représente en général moins de 0,01 % du volume total) que de laquer le flacon (cela compliquerait le recyclage), les parfumeurs doivent néanmoins s'adapter à quelques règles. « Pour les marques qui souhaitent appuyer leur storytelling avec des jus teintés artificiellement, nous composons dès le début en "crystal clear" c'est-à-dire en transparence avec des matières préalablement décolorées. Et, si cette étape entraîne la suppression de certaines molécules, nous avons toutefois quelques astuces pour pallier cette légère modification olfactive, explique Sophie Labbé, parfumeur chez dsm-firmenich. Pour nos clients préférant conserver la nuance naturelle de la composition finale, il faut alors prendre en compte l'interaction des matières premières entre elles, mais aussi leur évolution dans le temps. Si les molécules de synthèse sont transparentes, les

ingrédients naturels sont, eux, colorés. C'est le cas par exemple des hespéridés, dont l'orange et la mandarine sont plutôt jaunes et orangés et ont tendance à se décolorer, alors que la vanille, le patchouli et les résines ont des nuances ambrées parfois brunes, qui, elles, peuvent s'assombrir et même rougir. Comme l'odeur, la couleur est vivante. Les parfums n'aiment ni la lumière ni la chaleur et, pour éviter qu'ils ne s'oxydent et ne virent avec le temps, il faut toujours passer par une étape de stabilisation. »

Sans compter que l'intensité de certaines essences se modifie selon les récoltes : un même parfum pourra afficher une teinte sensiblement différente d'une année de production à l'autre. Et c'est précisément ce qui plaît à certains labels de niche. « Laisser opérer la nature et attendre que la pigmentation des ingrédients se fixe. Même un marron peut devenir magnifique en prenant des reflets dorés, selon Baptiste Bouygues, cofondateur d'Ormaie. L'Ivrée Bleue, composée autour de la vanille noire et de l'essence de sucre de canne, a ainsi donné une teinte très ambrée grâce au rhum, au benjoin, au cacao. Pour Le Passant (185 € les 50 ml, 1), le vert très vif émane, cette fois, de la lavande que l'on distille à Grasse. Ici, c'est la chlorophylle, présente dans la tige, qui colore la fragrance. Pour Tableau Parisien, c'est le tabac ambré et la tubéreuse qui ont finalement rougi le jus (290 € les 100 ml, voir page 29)... Laisser s'exprimer la couleur est une manière supplémentaire de sublimer la structure poétique d'un parfum. » ■



ORMAIE PARIS; GUERLAIN; ARMANI PRIVÉ; CHANEL; BAPTISTE BOUYGUES; PRADA

La célèbre Fleur d'Oranger de Fragonard élargit son sillage

Pour célébrer les vingt ans de son parfum emblématique, la marque provençale a composé une collection dédiée à cette odeur aussi lumineuse que régressive.

Elle aurait pu rester un secret d'initiés. Le genre de fragrance que l'on se recommande entre passionnés et dont les parfumeurs envient la composition fraîche et légère – selon certains, ce serait « la meilleure fleur d'oranger », rien de moins. À peine lancée, en 2004, la composition de Daniela Andrier, parfumeur chez Givaudan, a fait l'unanimité. « Elle est devenue notre image de marque, si bien que, pour beaucoup, la ville de Grasse, c'est la rose et le jasmin, et Fragonard, c'est la fleur d'oranger », s'amuse Agnès Webster, son PDG.

La clé du succès tient probablement à l'écriture simple et immédiate du nez, avec cette fleur d'oranger douce rencontrant la bergamote, la mandarine et le jasmin sur un fond de musc pour l'effet sensuel et addictif. Une vraie senteur provençale gorgée du soleil de la Côte d'Azur, où la culture du bigaradier (plante à l'origine, entre autres, de l'huile essentielle de néroli et des absolues de fleur d'oranger et de petit grain)

a longtemps été florissante. Au XVII^e siècle déjà, les gantiers parfumeurs masquaient la mauvaise odeur du cuir avec les essences locales de myrte, de lentisque et de fleur d'oranger.

Lorsqu'elle étoffe, avec ses sœurs, Anne et Françoise, la collection de

sent-bon méditerranéens développée par son arrière-grand-père, Eugène Fuchs, fondateur de Fragonard en 1926 – l'une des plus anciennes parfumeries de Grasse encore en activité –, Agnès Webster convoque les odeurs de son enfance. « Les orangers bigaradiers

en pleine floraison, dans les rues de Grasse, sont un peu notre madeleine de Proust olfactive pour mes sœurs et moi-même. Cette fleur appartient à notre quotidien, et son odeur est caractéristique de la ville. C'est le parfum du jardin de mes parents et de la fougassette de mon enfance. Elle est apaisante, tendre, rassurante. »

Une simplicité revendiquée

D'ailleurs, la fragrance, baptisée L'eau des Aventuriers, sera initialement réservée à un très jeune public, plutôt masculin. « En la portant quotidiennement, je me suis rendu compte qu'elle méritait de figurer parmi nos eaux de toilettes mixtes qui font la part belle aux matières naturelles. La formule était parfaite, je n'avais qu'à changer le nom : ce sera l'eau de toilette Fleur d'Oranger, tout simplement. Le succès fut immédiat. Daniela Andrier la décrit d'ailleurs comme une odeur caméléon, elle donne l'impression d'une naturalité qui ressource et d'une fraîcheur "propre". »

Ajoutez à cela un prix bon marché, 38 € les 100 ml, plutôt inhabituel pour les parfums, qui n'a quasiment pas varié depuis son lancement, et vous obtenez un best-seller. « Nous sommes fabricants et distributeurs, voilà pourquoi nous gardons des tarifs raisonnables. Le luxe à prix abordable s'inscrit dans nos valeurs. Avec la liberté totale de ce que nous produisons et réalisons, insiste Agnès Webster. Naturellement, cette gamme dédiée, avec des soins pour le corps, un joli savon sculpté et un diffuseur pour la maison, s'est imposée à nous pour couronner ces vingt ans de renommée. »

Mention spéciale pour la brume pour le corps au doux sillage, idéal pour les beaux jours qui s'annoncent. Et, puisque la senteur est si emblématique de la marque provençale, Daniela Andrier a même imaginé une version plus riche et gourmande destinée à parfumer les salles du futur Musée de la mode et du costume qu'ouvrira Fragonard à Arles, au début du mois de juillet. ■ P.C.



La nouvelle gamme Fleur d'Oranger de Fragonard. HENRI SZWARC

Le golf du Liberty, nouveau joyau de l'Ouest parisien

Romain Schneider

Implanté au cœur d'un club omnisports vieux de 40 ans, le dernier-né des 18-trous d'Île-de-France se révèle être une bonne surprise. Revue de détail.

Inauguré en septembre 2020, le Golf international de Roissy est le dernier parcours d'envergure à avoir vu le jour en Île-de-France. À l'automne 2024, l'ouverture de « l'emblème », niché dans le Liberty Country Club, a de nouveau créé l'événement. À 30 minutes seulement de la porte de Saint-Cloud, à cheval sur les communes de Thiverval-Grignon et de Saint-Germain-de-la-Grange (Yvelines), c'est le dernier-né d'un département déjà bien doté. Ce nouveau parcours privé, réservé à ses membres, laisse aux abonnés du réseau Golfy la possibilité de le jouer en bénéficiant d'une réduction sur le green-fee. À ce jour, plus de 250 golfeurs, soit la moitié de la jauge fixée à 500 membres, ont rejoint ce club multisport, propriété de Paris Mouratoglou, qui existe quant à lui depuis 1985.

De la balle jaune à la balle blanche, il n'y a donc qu'un pas. De 2004 à 2015, son fils, le coach de tennis Patrick Mouratoglou, y avait installé son académie, avant de la déplacer dans le sud de la France, à Biot : « J'ai repris l'établissement en 2016 et l'idée était d'en faire un pôle de loisirs et de bien-être, souffle le directeur général, Stéphane Goncalves. Le golf était un projet historique de Paris Mouratoglou, qui a récupéré des terrains agricoles. » Les

travaux ont commencé dès 2016 sur une ancienne ISDI (installation de stockage de déchets inertes) d'une soixantaine d'hectares. « Initialement, le terrain était très plat, mais l'architecte Patrick Fromanger et ses équipes ont réussi à créer un parcours vallonné », souligne quant à elle Kiara Dezaneeu, la directrice commerciale. Avec un dénivelé de 45 mètres entre la rivière, qui constitue le point bas du parcours, et le green du 15 (par 5), son point le plus haut.

Assez court (5805 m des blancs), le terrain, aux allures de links, où se mélange le jaune des roughs au vert des fairways, se révèle physique avec une succession de montées et de descentes. Le 13, long par 4 de 440 mètres, est un dogleg gauche qui grimpe sévèrement avant d'offrir depuis le green une très belle vue panoramique. La monotonie ne gagne pas le golfeur sur ce dessin varié riche de dix doglegs, à droite comme à gauche. L'« Emblème » demande de la précision et de la stratégie, surtout lors de sa découverte. Les trous aveugles, où on ne voit pas le drapeau à la mise en jeu, sont légion. Ses greens sont mouvementés et les trois putts peuvent vite arriver. À la belle saison, les roughs deviennent épais et denses. De quoi corser un peu plus l'affaire. « L'été, nous allons élargir les fairways en rajou-



Le terrain, assez court (5805 m), aux allures de links, où se mélange le jaune des roughs au vert des fairways, se révèle physique avec une succession de montées et de descentes. LIBERTY COUNTRY CLUB

tant 5 mètres de largeur jusqu'au rough, pour que ça reste jouable et amusant pour nos membres », précise Stéphane Goncalves. Les greens et les départs, parfaitement manucurés lors de notre visite en mars, ont fait forte impression. Une mue spectaculaire pour un jeune parcours qui a souffert il y a encore quelques semaines d'un automne et d'un hiver particulièrement pluvieux.

« La totalité de la zone d'entraînement et le 6-trous seront éclairés, été comme hiver, en proposant des animations nocturnes jusqu'à 22 heures »

Stéphane Goncalves
Directeur général du golf du Liberty Country Club

« Nous avons fait appel à Stéphane Rouen, la référence des greenkeepers en France, qui a révolutionné le terrain », enchaîne Kiara Dezaneeu. Celui-ci se révèle donc à la fois très bien entretenu et écoresponsable. Il n'a de toutes les façons pas le choix à l'heure où le « zéro phyto » est entré en vigueur. « Le cahier des charges est lourd, aujourd'hui. De la fétuque a été semée pour anticiper les futures problématiques liées à l'utilisation de l'eau et du zéro phyto. Il y a peu de golfs qui utilisent cette graminée en France mais elle résiste mieux aux maladies et elle est moins gourmande en eau. » Cette dernière a été utilisée dans les roughs et sur les fairways et mélangée à l'agrostis sur les greens.

L'offre golfique est enrichie, au Liberty Club, d'une zone d'entraînement avec un pitch and putt de 6 trous et d'un practice 2.0 semi-couvert, de

40 postes, et équipé de la technologie Trackman, « la totalité de la zone d'entraînement et le 6-trous seront éclairés, été comme hiver, en proposant des animations nocturnes jusqu'à 22 heures », note le directeur général. Le Liberty Country Club comprend également un centre de fitness, de multiples activités physiques et de bien-être telles que piscines intérieure et extérieure, spa, hammam. Sans oublier un restaurant, La Table du Liberty, et un club enfants doté d'un imposant parc de jeux indoor. Un centre de séminaires verra également le jour à la fin de l'année alors que 4 pistes de padel et 1 terrain de pickleball ouvriront d'ici à un mois. ■

Renseignements et inscriptions au 01 34 89 38 36 et accueil@mouratoglou.com
En savoir plus : libertycountryclub.fr et golf.libertycountryclub.fr

IMMOBILIER avec FIGARO immobilier LES CLÉS DE LA VILLE À AUXERRE

Activité immobilière, projets d'aménagements, actions en faveur de la transition écologique... coup de projecteur sur la ville d'Auxerre qui mise sur la complémentarité entre patrimoine et modernité pour renforcer son attractivité. Le maire Créscent Marault et des acteurs du territoire, partagent leurs analyses sur la transformation de cette commune de l'Yonne. Par Olivier Marin @OlivierMarin

Avec son centre historique préservé, ses maisons à pans de bois, ses hôtels particuliers des XVII^e et XVIII^e siècles, ainsi que des monuments emblématiques tels que la cathédrale Saint-Étienne, la tour de l'Horloge, l'église Saint-Eusèbe et l'abbaye Saint-Germain, la ville d'Auxerre possède de solides atouts. C'est au sein de l'abbaye qu'a été tournée l'émission produite par Radio Immo et Figaro immobilier. Située en Bourgogne, à 170 kilomètres de Paris, Auxerre est entourée de vignobles réputés. Cette tradition viticole contribue à la renommée de la région. D'autre part, les quais aménagés le long de l'Yonne offrent des espaces à la détente et aux activités de plein air. La ville allie dynamisme urbain et environnement naturel préservé.

Engagement en faveur du développement urbain

« L'un des enjeux d'une ville comme Auxerre est de concilier à la fois l'histoire et l'authenticité, sans occulter l'avenir, l'innovation. » souligne Créscent Marault, maire de la ville. Auxerre a été récompensée pour son programme « Action cœur de ville », qui vise à dynamiser le centre et à renforcer l'attractivité du territoire.

Parmi les projets d'aménagements les plus emblématiques, figure le futur quartier Batardeau. En prévision du programme baptisé « Auxerre ambitieuse » : de nouveaux logements, des parcs, des services publics ou encore des infrastructures pour se déplacer (vélos, piétons...). Cela passe par une phase progressive de démolitions des immenses silos (certains culminent à 50 mètres de hauteur) pour libérer des espaces sur un périmètre de 17 hectares. La reconstruction débutera à l'été 2025 et les travaux doivent s'étaler sur une décennie. Le groupe Cardinal promotion et Essor ont été retenus dans le cadre du partenariat. « Nous sommes lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt « Démonstrateurs de la ville durable » » explique le maire d'Auxerre. « Tout en gardant les traces du passé dans le réaménagement de ce futur éco-quartier, l'idée est aussi de créer un ensemble de bâtiments autonomes en énergie (géothermie, photovoltaïque, hydroélectricité). »

Débats publics et proximité

La création d'une future cité scolaire dans le quartier Sainte Geneviève est également sur les rails. Il est prévu : une école maternelle, une école élémentaire, un centre de loisirs, un centre médico-scolaire, un gymnase... Un concours d'architecte est lancé par la Ville. « Nous souhaitons mettre la lumière sur des projets de ce type, qui vont au-delà de l'aspect éducatif ». Auxerre était en déclin démographique mais regagne des habitants depuis quelques années (35 236, recensement 2022). « Il y a une dynamique, un renouveau. » ajoute Créscent Marault. Dans le prolongement de l'enquête participative Habiter Auxerre en 2050, des débats publics, des ateliers sont organisés avec les habitants autour de six thématiques : environnement, services et commerces, emploi et tourisme, bâti et urbanisme, équipements et loisirs, mobilités durables, ainsi que l'avenir des silos du Batardeau et de l'ex usine Guillet. « Je crois à la démocratie de proximité. Il faut recréer du lien entre l' élu et le citoyen. Pour innover, nous devons expliquer, contextualiser, sensibiliser aux projets. Le bon sens est là et je pense que cela fonctionne. » considère le maire d'Auxerre.



De gauche à droite : O. Marin, C. Marault, S. Levy-Valensi

Comment se porte l'activité immobilière à Auxerre ?

« Côté immobilier, nous sentons un frémissement. La baisse des taux d'intérêt, combinée à la baisse des prix, même s'ils n'ont jamais été élevés à Auxerre (prix médian à 1500 €/m² pour un appartement) a pour effet une légère reprise de l'activité. Cependant, le marché reste tendu. » témoigne Maître Laurent Francin, notaire. « Nous sommes sur une ville moyenne, à taille humaine. Les prix varient, selon les quartiers, de 900 €/m² à près de 2000 €/m². » Selon Maître Francin, certaines locations peuvent générer des rendements au-delà des 5 % brut. « Auxerre abrite de très belles maisons, notamment dans le centre-ville. L'une d'entre elle a été vendue 730.000 euros. Cependant, la norme est plutôt le pavillon d'une surface de 80 à 120 m² dont le prix oscille entre 140 000 et 180 000 euros. »

Rénovation énergétique et réhabilitation

Au cours de la séquence « Biens mieux », Pierre-Marie Perrin, directeur des affaires publiques de Heliio, fait le point sur les nouveautés réglementaires en matière de performance énergétique des logements. Il revient sur les mesures gouvernementales concernant le renforcement des contrôles des diagnostiqueurs et la lutte contre les DPE frauduleux ou de complaisance. Il décrypte également l'état des logements à l'échelle locale. Créscent Marault précise dans la foulée : « Nous accompagnons des opérations de résidences réhabilitées en dispositif Malraux. D'autre part, nous travaillons sur deux opérations en construction neuve et deux autres en réhabilitation. Il y a une appétence. Pour renforcer l'attractivité nous développons la santé, le logement, les espaces publics, les transports, la mobilité... Tout en conservant notre authenticité, notre slogan est « Transformons l'Auxerrois » rappelle Créscent Marault.

A voir et à écouter !

À retrouver en vidéo sur : immobilier.lefigaro.fr



EN PARTENARIAT AVEC LE THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

Le Théâtre des Champs-Élysées entame un nouveau chapitre

Thierry Hillériteau

Pour la saison 2025-2026, qui ouvre le mandat de son nouveau directeur, Baptiste Charroing, la salle affiche ses ambitions avec 187 levers de rideau et une armada de nouveautés.

« Il faut se laisser pénétrer par la musique », disait Joséphine Baker. Un précepte que Baptiste Charroing semble avoir fait sien. Sa première saison en tant que directeur du Théâtre des Champs-Élysées ? Il l'a construite comme un compositeur écrit pour son interprète. En l'écoulant respirer. En essayant de comprendre son histoire. Ses voix intérieures, sa pulsation... « Lorsque j'ai proposé ma candidature pour succéder à Michel Franck à la direction générale de la salle, il y a trois ans, mon premier réflexe a été de me demander ce qui manquait à ce théâtre, se souvient l'ancien directeur de production et de diffusion. La réponse était évidente : rien. Si ce n'est d'être pleinement identifié aux yeux du public pour ce qu'il est vraiment, dès l'origine : non pas un temple pour le répertoire mais une maison d'artistes, qui défend l'excellence sous toutes ses formes, de l'opéra à la danse, en passant par le concert. »

Dont acte. Avec pas moins de 187 levers de rideau, qui feront la part belle aussi bien au lyrique qu'à la danse (aux six productions d'opéras réperorndront six productions de ballet), cette saison 2025-2026 s'annonce comme un feu d'artifice de grands noms. Côté lyrique, aucune voix ne manque à l'appel : de Jonas Kaufmann à Anna Netrebko, en passant par la nouvelle génération qui enchante l'avenue Montaigne depuis quelques années - celle de Benjamin Bernheim, Marina Viotti, Sabine Devieille ou Pretty Yende... « Tous ont répondu à l'appel, se réjouit Baptiste Charroing. Idem pour la danse, où les plus grands chorégraphes sont également au rendez-vous, de Carolyn Carlson à Angelin Preljocaj, en passant par Germaine Acogny, qui reprendra le Sacre



Baptiste Charroing, nouveau directeur du Théâtre des Champs-Élysées. CYPRIEN TOLLET

chorégraphié par Pina Bausch avec 35 danseurs venus d'Afrique. Un spectacle absolument bouleversant ! »

« Identité et ouverture »

Spectacle qui débutera par un solo en hommage à Joséphine Baker, et s'inscrira dans le mini-festival Osez Joséphine, qui lance véritablement la saison à la fin du mois de septembre. Une ouverture programmatique. Qui donne le ton de ce premier mandat, placé « sous le double signe de l'identité et de l'ouverture. Identité, parce qu'en rendant hommage à Joséphine Baker, arrivée à Paris il y a cent ans, précisément sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées, on rappelle ce que fut la très riche histoire de cette salle. Et ouverture, parce que Joséphine, c'est à la fois l'ouverture vers l'ailleurs, en passant par Germaine Acogny, qui reprendra le Sacre

C'est aussi une figure engagée, dont le destin, véritable roman français, parle à la jeunesse d'aujourd'hui », poursuit-il.

Autant d'aspects qui dessinent son projet pour la salle dans les cinq années qui viennent. Celui d'une « maison de musique », comme le disait Claude Debussy, tournée aussi bien vers son histoire que vers la création (pour la toute première fois, le théâtre sera partenaire du Festival Présences de Radio France), et vers la jeunesse. « Une histoire au cours de laquelle s'écrivent de nombreuses pages de la musique française », rappelle encore Baptiste Charroing. Sans surprise, cette dernière sera donc l'un des principaux fils rouges de cette saison. Notamment dans les opéras mis en scène, avec pas moins de quatre productions sur six qui lui seront consacrées. La *Damnation de Faust*, de Berlioz (qui verra la prise de rôle de Benjamin

Bernheim). *Robinson Crusé*, d'Offenbach, véritable pépite à redécouvrir, dont le « Mozart des Champs-Élysées » avait le secret. La *Voix humaine* de Poulenc, qui revient dans sa version diptyque mise en scène par Olivier Py et mise en regard avec la suite *Point d'orgue* de Thierry Escaich. Et enfin *Roméo et Juliette* de Gounod, en version opéra participatif.

Maison de famille

Comme les opéras en version concert ou les oratorios, « véritable marque de fabrique de notre salle à l'international », ces opéras participatifs destinés aux familles sont devenus ces dernières années des marqueurs de l'avenue Montaigne. Baptiste Charroing ne souhaite pas s'arrêter là. « Nous voulons développer comme jamais les offres à destination des familles. Que parents et enfants se

disent qu'ils sont ici chez eux, comme dans une maison de famille que l'on a plaisir à retrouver ensemble. » C'est dans cette optique qu'il s'est mis en place, dès cette saison. *Les Dimanches en famille*. « Ces derniers prennent le relais des concerts du dimanche matin qu'avait initiés Jeanine Roze il y a cinquante ans et qu'elle a souhaité arrêter, et dont j'ai été un fidèle spectateur pendant des années ! » Une main tendue qui donne la couleur : celle d'un théâtre qui entend plus que jamais réaffirmer sa place comme lieu de sociabilité. Cela passera dans les années à venir par une restructuration des espaces publics, du hall d'accueil, du bar, et même des éclairages.

Ces dimanches seront aussi l'occasion d'entendre une jeune génération de musiciens, qui a plus que jamais sa place au TCE. « Pour l'opéra comme pour

tout le reste, je cherche des choses que l'on ne découvrirait pas forcément ailleurs. C'est vrai pour des œuvres comme *Robinson Crusé d'Offenbach*, promet Charroing. Mais c'est vrai aussi pour les artistes. » Qu'il s'agisse des interprètes, comme la jeune pianiste et prodige Arielle Beck ou le chef d'orchestre Camille Delaforge. Des compositeurs, comme Caroline Marçot, qui s'emparera du discours de Joséphine au Congrès. Ou des metteurs en scène : « J'ai voulu donner sa chance à toute une nouvelle génération, comme Johanna Boyé, Silvia Costa, Jetske Mijssen ou encore Florent Siaud. »

Une nouvelle génération qui fait la part belle aux femmes, autre ligne de force de cette saison 2025-2026... Et occasion de rappeler, à l'unisson de Joséphine Baker, que l'histoire du TCE s'est aussi écrite au féminin ! ■



JULIA WESELY

AVANT-PREMIÈRES JEUNES. Comme à l'Opéra de Paris, les générales des opéras mis en scène s'ouvrent désormais aux jeunes de moins de 30 ans. Pour seulement 20€, une opportunité unique de partager l'ultime répétition avant la première avec les artistes, dans les conditions du spectacle, de la très attendue *Damnation de Faust*, qui verra la prise de rôle de Benjamin Bernheim (notre photo), à la redécouverte de *Robinson Crusé* d'Offenbach.



JAMES BORTWARTNER CLASSICS

LES DIMANCHES EN FAMILLE. Pour prendre la suite des Concerts du dimanche matin, qui ont tiré leur révérence, neuf concerts seront proposés spécifiquement au jeune public, le dimanche, tout au long de la saison. Des incontournables *Pierre et le loup* ou *Le Carnaval des animaux* avec Gautier Capuçon (notre photo), en passant par la création, avec *Le Roi qui tombait amoureux de Joséphine*, de Karol Beffa. Du 5 octobre au 14 juin.



NATHALIE MEZARD

L'OPÉRA PARTICIPATIF. En une décennie, c'est devenu l'un des marqueurs essentiels de la politique du TCE, à l'adresse des familles. Ces versions courtes (une heure) des standards du répertoire, traduits en français, et au cours desquelles le public est invité à chanter, séduisent chaque année jusqu'à 15 000 enfants. Cette saison ne dérogera pas à la règle. Au menu ? La plus célèbre des histoires d'amour, celle de *Roméo et Juliette*, mise en musique par Gounod, et revue pour l'occasion par la jeune metteuse en scène Johanna Boyé (notre photo). Du 7 au 15 février.



JULIEN BENHAMOU

JEUNES TALENTS. Quoi de mieux que la jeune garde du classique pour parler aux jeunes ? C'est le parti pris du TCE, cette nouvelle saison, en pariant, outre sur le piano de demain, sur les chefs et les chanteurs qui feront l'avenir du lyrique : de Camille Delaforge (notre photo) dans la *Saint-Jean* à Lauranne Oiva, en passant par Manon Laimaison (*Enlèvement au sérail*), Jakob Lehmann (*La Damnation de Faust*) ou Marc Leroy-Calatayud (*Le Prophète*).

Germaine Acogny : « Joséphine Baker est ma sœur »

Propos recueillis par Ariane Bavelier

LE FIGARO. - Vous allez créer une pièce sur Joséphine Baker. Pourquoi elle, pourquoi vous ?
GERMAINE ACOGNY. - Il s'agissait de célébrer les 100 ans de la *Revue nègre* créée sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées en 1925. Or il se trouve que j'ai connu Joséphine. En 1973, nous nous sommes produites ensemble à la Hofburg. Elle chantait, je dansais. Elle était en fin de carrière, j'effectuais ma première prestation internationale. Elle voyait dans la jeune africaine pétillante qui commençait sa carrière à ses côtés une sorte de sœur. Dès lors, on m'a sans cesse dit que je lui ressemblais. Quand j'ai acheté ma bague de fiançailles à Saint-Michel, ou quand je me présentais sur scène. Comme s'il y avait entre nous un lien. Pourtant je ne l'ai jamais revue mais j'ai sans cesse continué à apprendre d'elle. Elle compte parmi les personnalités qui ont changé le regard sur le corps noir. Celui d'une beauté qui inspirait les arts et non un simple objet sexuel. Elle a changé aussi les mentalités sur les danseurs, a ouvert les regards sur d'autres manières de s'habiller et de danser. Je ne prends pas mal d'ailleurs ces fantasmes suscités par le corps noir. On est toujours attiré fortement vers l'autre. Petite fille, je rêvais d'un prince charmant blond aux yeux bleus. J'ai fini par le trouver. Helmut, mon mari, est allemand !

À votre âge, est-il bien raisonnable de créer encore ?
J'ai quatre fois 20 ans, de nouvelles lunettes et un appareil auditif. Je n'ai aucun complexe avec tout ça. En outre, je suis habitée par Joséphine, que je mêle à ma vie. Elle parlait d'elle en se nommant « Jeanne d'Arc » et c'est le prénom que j'emploie aussi pour parler d'elle. Car elle savait des gens, supportait la grande famille de sa tribu arc-en-ciel en gagnant de l'argent, faisait partie de l'armée et a sauvé la France comme Jeanne d'Arc la Blanche. Elle était résistante. Je l'admire profondément pour tout cela. C'était une grande prêtresse de la réunion du monde. À l'École des Sables, je mets mes pas dans les siens, en accueillant 38 danseurs de 14 pays d'Afrique et du monde entier. Ils nous appellent, Helmut et moi, « Papa » et « Maman ». En danse, il n'y a pas de frontières.



© HYLAR VOIT

Germaine Acogny.

Le piano dans tous ses éclats

Avec 21 des 100 concerts proposés au cours de la saison - et près d'une trentaine si l'on compte les concerts et la musique de chambre -, le piano est l'autre fil rouge de cette ouverture de mandat. « *Le Théâtre des Champs-Élysées s'est bâti une identité autour de ses grands récitals, et nous voulions être au rendez-vous cette année encore*, indique Baptiste Charroing, son directeur. *Tout en ménageant aussi de la place pour les découvertes. Une fois encore, nous voulons affirmer la singularité de notre maison. Proposer d'entendre des œuvres ou des artistes que l'on n'entend pas forcément sur les autres scènes parisiennes.* »

Dont acte. Et s'appuyant sur ses nombreux partenaires historiques, de Jeanine Roze aux Productions Albert Sarfati, en passant par PIANO 4 Étoiles et ses différents orchestres résidents, le TCE orchestre, d'octobre à juin, la rencontre de son public avec toute la planète clavier. Les figures tutélaires seront plus que jamais au rendez-vous. Qu'il s'agisse de Grigory Sokolov, qui réaffirmera sa fidélité à la salle le 2 avril, ou bien Martha Argerich, qui célébrera le 27 janvier les cinquante ans de Renaud Capuçon avec son frère Gautier, dans le *Triple concerto* de Beethoven !

Outre Sokolov, tout ce que le piano russe compte de talents incontournables a répondu présent. Nikolai Luganski, présent, aussi bien en récital (le 16 mars) que pour le *Concerto en sol* de Ravel. Alexander Melnikov, qui commémorera les cinquante ans de la disparition de Chostakovich avec l'Orchestre de chambre de Paris, le

2 octobre. Anna Vinnitskaïa, qui défendra Rachmaninov et Scriabine le 24 mars. Ou encore Evgeny Kissin, qui viendra lui aussi à deux reprises (avec Joshua Bell et Steven Isserlis le 6 octobre, et en récital seul le 28 janvier). Igor Levit, nouvelle coqueluche de la scène berlinoise, d'origine russe, plongera dans les affres du romantisme allemand le 9 octobre. Et la toute jeune scène sera aussi représentée, avec deux des jeunes pousses, découvertes ici même ces dernières saisons : Nikolay Khozyainov (le 10 avril) ou Dmitry Masleev (le 14 mars).

Parcours singulier

On sait tout ce que la scène asiatique a pu produire ces dernières décennies comme pianistes dont la portée artistique ne se réduit plus à la seule virtuosité. Cette dernière sera largement représentée, elle aussi. Qu'il s'agisse de la toute-puissante école sud-coréenne, avec Seong-jin Cho (9 décembre) et Shinwook Kim (2 juin). Mais aussi de la Chine, avec l'ancienne lauréate du concours Chopin, Sa Chen (17 janvier) ; ou bien Martha Argerich, qui célébrera le 27 janvier les cinquante ans de Renaud Capuçon avec son frère Gautier, dans le *Triple concerto* de Beethoven !

Outre Sokolov, tout ce que le piano russe compte de talents incontournables a répondu présent. Nikolai Luganski, présent, aussi bien en récital (le 16 mars) que pour le *Concerto en sol* de Ravel. Alexander Melnikov, qui commémorera les cinquante ans de la disparition de Chostakovich avec l'Orchestre de chambre de Paris, le

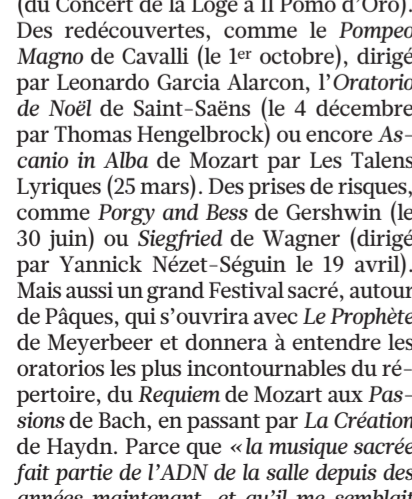
Opéras en concert

Pas moins de six productions lyriques mises en scène, vingt-sept opéras ou oratorios en concert et une dizaine de récitals. « Les grandes voix sont l'une de nos traditions les plus ancrées. Avec un vrai public pour ça, et un rapport scène-salle unique, qui fait de notre salle le parfait écrin. » C'est en ces termes que Baptiste Charroing décrit la place des opéras en concert et des oratorios dans la programmation du TCE. « Ils permettent d'embrasser la totalité du répertoire : du baroque jusqu'à la création, en passant par des territoires moins attendus, comme l'opéra américain ou la comédie musicale. »

Parmi les temps forts, les plus grands chefs-d'œuvre de Haendel ou Vivaldi par les ensembles baroques qui comptent (du Concert de la Loge à Il Pomo d'Oro). Des redécouvertes, comme le *Pompeo Magno* de Cavalli (le 1^{er} octobre), dirigé par Leonardo García Alarcón, l'*Oratorio de Noël* de Saint-Saëns (le 4 décembre par Thomas Hengelbrock) ou encore *Ascanio* in Alba de Mozart par Les Talens Lyriques (25 mars). Des prises de risques, comme *Porgy and Bess* de Gershwin (le 30 juin) ou *Siegfried* de Wagner (dirigé par Yannick Nézet-Séguin le 19 avril). Mais aussi un grand Festival sacré, autour de Pâques, qui s'ouvrira avec *Le Prophète* de Meyerbeer et donnera à entendre les oratorios les plus incontournables du répertoire, du *Requiem* de Mozart aux *Passions* de Bach, en passant par *La Création* de Haydn. Parce que « la musique sacrée fait partie de l'ADN de la salle depuis des années maintenant, et qu'il me semblait légitime de l'assumer pleinement comme

l'une des valeurs que nous partageons avec notre public », souligne Charroing.

Entre « identité et ouverture », cet éclectisme se reflète dans les concerts et dans la saison d'opéras mis en scène, avec, pour dialoguer avec Poulenc, Berlioz et Offenbach, *La Calisto* de Cavalli (en mai, dans la production du Festival d'Aix), et *L'Enlèvement au sérail* (en juin), dirigé par Laurence Equilbey et mis en scène par Florent Siaud. A noter encore l'impressionnant florilège des grandes voix en récital. Ne s'interdisant pas certains pas de côté, comme l'incursion (en famille) à Broadway de Natalie Dessay le 11 décembre, ou celle de Jonas Kaufmann dans l'opérette allemande le 20 avril ! ■ T. B.



CYPRIEN TOLLETTE

Don Giovanni, de Mozart, en version concert, avec Catherine Trottmann.

La musique française à l'honneur

Si l'histoire du Théâtre des Champs-Élysées reste intimement liée à la création du *Sacre du printemps* de Stravinsky, la « bonne maison de l'avenue Montaigne », comme se plaisait à la définir Claude Debussy, vit aussi la genèse de plusieurs œuvres étendards du répertoire français. Du *Bœuf sur le toit* de Darius Milhaud, à *Jeux* de Debussy, justement, en passant par la *Dame de Monte-Carlo* de Poulenc ou encore... *Le soleil des eaux* de Pierre Boulez, dont on célèbre en 2025 le centenaire de la naissance. « Pour cette saison inaugurale, au cours de laquelle je voulais rendre hommage à la riche histoire de la salle, nous ne pouvions pas laisser la musique française de côté », explique Baptiste

Charroing, qui a tenu à en faire l'un des grands fils rouges de son mandat. « Un fil rouge que nous tirerons dans tous les domaines, sans renoncer à l'éclectisme qui est le nôtre. »

Le lyrique y aura naturellement sa part, avec dès la fin octobre un monument du répertoire, pourtant rarement monté car réputé impossible à mettre en scène : *La Damnation de Faust*, de Berlioz. Pour l'occasion, c'est la jeune Silvia Costa, femme de défis (elle a notamment œuvré au titanique cycle *Aus Licht* de Stockhausen monté par Le Balcon) qui s'y attellera, épaulée par l'un des meilleurs serviteurs du chant français dans le rôle-titre : Benjamin Bernheim. Plus rare encore à la scène, le *Robinson Crusé* d'Of-

fenbach, également produit en collaboration avec le centre de musique romantique française Palazzetto Bru Zane, verra en décembre le retour du prolifique tandem Marc Minkowski et Laurent Pelly, chez un compositeur qui leur est cher et leur a particulièrement réussi. Le tout avec quelques-uns des chanteurs français les plus alertes pour ce répertoire, de Julie Fuchs à Laurent Naouri, en passant par Adèle Charvet ou Marc Maullon.

Hommage appuyé

Elle aussi est une ambassadrice de l'opéra français comme il s'en fait peu, et en particulier de Poulenc, qu'elle affectionne particulièrement. Un an après y avoir repris *Les Dialogues des carmélites* dans la



Une affiche datant de 1928 de *La Damnation de Faust*.

« Le Sens des choses » : drôle de rabbine

Julia Baudin

Librement inspirée de « Vivre avec nos morts », de Delphine Horvilleur, cette série coproduite par Max est une ode à l'amour et aux vivants.

« **J**e ne porte pas de kippa. Je ne pense pas avoir besoin de m'attribuer les rituels liturgiques masculins. Je pense que je peux trouver mon propre mode d'expression religieux à l'intérieur d'une proposition qui serait spécifiquement féminine. » Cette phrase de Léa (Elsa Guedj) en ouverture du *Sens des choses*, série en huit épisodes librement adaptée de *Vivre avec nos morts*, de Delphine Horvilleur, dit tout.

Léa n'est pas le pendant de fiction de cette dernière. Enfin... pas tout à fait. Léa a 28 ans. Elle est juive, fille de psychanalyste, idéaliste plus qu'idéologue, féministe sans être militante, libérale forcément, et l'une des premières femmes rabbins de France. Elle tente, au travers des questions qu'on lui pose et des réponses que peu à peu elle compose, de se libérer du poids de sa propre histoire pour n'en garder que ce qui fait sens, de sorte à mieux aider son prochain. Première brit-milah - le père de l'enfant n'est pas juif, c'est un peu compliqué. Première bar-mitsvah -

l'adolescent la refuse au motif de ses convictions écolos, c'est un peu compliqué. Premier enterrement - le fils ne peut se résoudre à exécuter les dernières volontés de sa mère, et c'est là encore un peu compliqué. Premiers conseils donnés dans le bureau de sa microsynagogue strasbourgeoise - où l'on découvre ou redécouvre à quel point l'accompagnement par les mots est important. Premiers émois, aussi... Léa danse avec la vie, la mort, les autres et le monde comme elle danse avec les écritures de la Torah. Avec un respect, une humilité, une candeur et une grâce infinis.

L'humour pour tenir à distance le malheur

Cela tient à l'intelligence de ce récit, dont le travail d'adaptation et l'écriture ont été placés sous l'égide de Noé Debré (*Parlement*). À l'humour, subtil, en petites touches, qui éclaire chaque situation. À l'incarnation d'Elsa Guedj, découverte dans *Drôle*, si fine, si sensible, si lumineuse. Et à ceux qui lui donnent



Elsa Guedj incarne une jeune femme rabbin dans cette série portant un regard tendre sur l'humanité.

WARNER BROS DISCOVERY/MAX

la réplique. En tête, Éric Elmosnino, parfait dans le rôle du père et psy dépressif, figé dans son impensé, Solal Boulouidine, le frère, son boulet et sa béquille, ou Manu Payet, caricature entrepreneuriale qui « offre » à Léa sa première synagogue dans l'espoir qu'elle l'aide à convertir son récalcitrant de gamin. Elle est aussi irrésistiblement drôle. Comme l'a écrit récemment Delphine Horvilleur, les Juifs, depuis toujours, recourent à l'humour pour tenir à distance le malheur. Cerise sur le gâteau, bien que la série soit

construite autour de cette jeune femme rabbin, sa fonction à la fois publique et familiale, bien que chaque épisode aille puiser dans les textes et dans l'histoire, elle n'est jamais prosélyte.

Pas plus qu'elle cherche à réhabiliter qui que ce soit. *Le Sens des choses* est une leçon. La série porte un regard tendre sur l'humanité dont peu de fictions peuvent s'enorgueillir. Et rappelle l'importance de la transmission, mais aussi, et surtout, de la parole dans un monde où celle-ci est assez systématiquement dévoyée ou dépouillée de son sens. « Si je crois en quelque chose, c'est en la puissance du langage, en la puissance des récits. Il y a des récits qui nous grandissent. Il y a des récits qui nous assassinent. La problématique du langage

nous concerne tous. On est entourés de gens qui, à coups de slogans et de propagande, font dire aux mots n'importe quoi », déclarait hier encore sur France Inter Delphine Horvilleur, invitée dans le cadre de la sortie de son nouveau livre, *Heu... Comment parler de la mort aux enfants*. Le générique du *Sens des choses*, esquisse au trait clair, mouvante, à la fois scripturale et picturale, des personnages qu'elle porte à l'écran, est remarquablement juste. La fiction était présentée en compétition française, cette semaine, à Séries Mania. ■

« Le Sens des choses »
Sur Max
Notre avis : ●●●●

« Bacon-Freud, face à face », les géants terribles de la peinture

Valérie Duponchelle

Rivaux et amis, l'Irlandais et le Londonien se sont peints mutuellement. Un documentaire passionnant retrace leur relation.

Deux grands peintres regardent le monde, regardant en eux-mêmes, se regardent l'un l'autre. *Bacon-Freud, face à face*, le documentaire de Catherine Aventureur, est une histoire d'amitié et de rivalité, un long duel d'artistes qui se solde par deux œuvres fortes, rudes, immédiatement reconnaissables. « C'est étrange, quand je me vois sur ces trois tableaux, je ne me reconnais pas. Francis a emporté les traits de mon visage dans ses coups de pinceau. Qui pourrait deviner qu'il s'agit de moi ? Personne. Et pourtant, j'ai rarement ressenti aussi fortement ma présence. Je suis là. Je vis dans cette toile. Je me sens bouger le pied. Ce mélange d'assurance et de tension, c'est moi », analyse en artiste

Lucian Freud (1922-2011), le petit-fils de Sigmund et le portraitiste si impitoyablement vrai.

Dans le triptyque jaune *Trois études de Lucian Freud*, 1969, dans la bouillie de son visage démantelé, on reconnaît son œil vif et vert de renard qui scrutait spontanément son auditoire, son visage aigu, sa force naturelle, on ne peut plus masculine. « Je peux ressentir le défi que j'ai adressé à Francis en m'asseyant sur cette chaise. C'est cette émanation de moi qu'il a enfermée dans sa cage. Rien d'autre ne l'a intéressé. Ni le décor. Ni mon physique que j'ai pourtant très beau. J'avais mis ma chemise blanche et mes souliers Richelieu. Francis a toujours admiré mon élégance », commente sans la moindre modestie Lucian Freud, fils de

l'architecte Ernst L. Freud, le quatrième enfant du père de la psychanalyse, et élevé, grâce à l'évasion familiale depuis Vienne dès 1933, dans les meilleures écoles anglaises. Un autre triptyque sur fond jaune de Bacon, collection Anthony Hopkins, vient de disparaître dans les incendies de Los Angeles.

« La beauté. Il n'y a que ça »

« Tout ce qui me touche, c'est la beauté. Il n'y a que ça », répond en français Francis Bacon (1909-1992) dans un extrait de film d'archive, avec sa bouille jouffle entre bébé et profil de gargouille, son chic débraillé, son studio pagaille qui est désormais une pièce de musée à la Dublin City Gallery. « Surtout des hommes. Comme Michel-

Ange. J'aime la beauté masculin (sic) », ajoute-t-il d'un sourire entendu, la cigarette tenue comme l'éventail d'un dandy. Francis Bacon vu par Lucian Freud, c'est un portrait d'une ressemblance parfaite, avec les cicatrices sur la peau, les yeux presque trop grands comme le Gollum du *Seigneur des anneaux*, la mèche folle, le charme prêt à exploser comme de la dynamite. Ce fameux portrait disparut lors de son exposition à Berlin en 1988.

« Je me souviens d'un jour où mon père avait organisé un déjeuner, ce qu'il ne faisait jamais. Francis est venu. Ils discutaient tous les deux. On aurait dit une pièce de théâtre. Les personnes les plus cools de la terre », se souvient la styliste Bella Freud qui était « fascinée par le

caractère bien trempé et les avis tranchés et assumés de (son) père ». La célèbre photo des deux amis terribles prise en 1974 à Soho par Harry Diamond, dont le *Times* dira à sa mort qu'il était l'un des héros de la photographie britannique du XX^e siècle, témoigne de leur magnétisme. C'est aujourd'hui une pièce de musée à la National Portrait Gallery de Londres. « Ils étaient amis à l'époque et leur affinité transparissait. Ils étaient complètement obsédés par la peinture. » Ils ont l'air vivants pour l'éternité. ■

« Bacon-Freud. Face à face »
À 23h10, sur France 5
Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

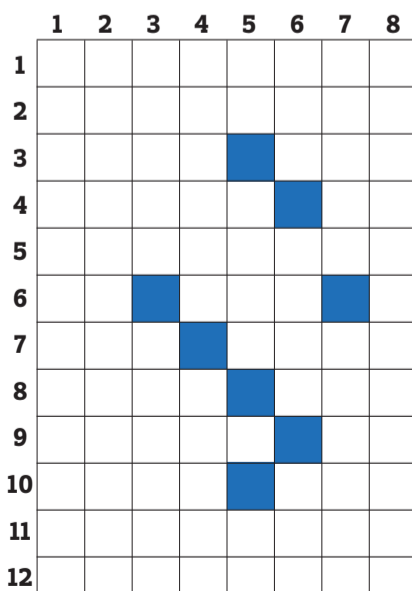
PROBLÈME N° 6877

HORIZONTALEMENT

1. Pompes dans les caisses des partis. - 2. Permettait, grâce à la défense, de faire appel. - 3. Peuplé de Mormons. Congé dominical. - 4. Rellé à La Rochelle. Cours de tout côté. - 5. Reposer sur la partie postérieure. - 6. Son original. Vainqueur du tour. - 7. Semi-consonne qui s'entend dans yaourt ou soleil. Terre perdue. - 8. Son aéronef lui fut inspiré par une roussette. Une dame à honorer. - 9. Alimentations congelées. La fin du cauchemar. - 10. Conduit par le wattman. Poteau solide. - 11. Où se dessinent des moutons. - 12. Tiennent du cochon mais pas de la baleine.

VERTICALEMENT

1. Frappent comme Jupiter. - 2. À l'extrême pointe de son temps. - 3. Lorsqu'il est de Sologne, il feint la simplicité. Place du meneur. - 4. Point de départ de l'Assomption. Fit l'agent de la circulation. - 5. Intellectuel privé de son nom. Serpent d'eau congolais. En action. - 6. Genre musical venu d'Oran. Luths arabes. Secret féminin. - 7. Mis bout à bout. Garnie d'un fond de tain. - 8. Fabriques de bougies.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6876

HORIZONTALEMENT 1. Châteaur. - 2. Retrempe. - 3. Opticien. - 4. Ute. Héro. - 5. Santé. IV. - 6. Tête. Ase. - 7. Idéelle. - 8. L.R. Sel. - 9. Lin. Ceil. - 10. Aquin. Ou. - 11. Nuirions. - 12. Tétanise.

VERTICALEMENT 1. Croustillant. - 2. Heptadréique. - 3. Attente. Nuit. - 4. Tri. Tees. IRA. - 5. Réche. Léonin. - 6. Émié. Allé. ol. - 7. Upérisé. Ions. - 8. Réno. Cluse.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



MOTS MÉLANGÉS

RCI JEUX

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

AÉRER	CURCUMA	GOMBO	ODEUR	RORQUAL
AGRESSIF	CYBERCAFÉ	ILÉON	QUÉSACO	SEVRER
ATELIER	DJINN	LARYNX	RÂLER	SOUPIRANT
BECQUÉE	ESTOMAC	MERCREDI	RAYONNAGE	
CANIN	FONCTION	MÉTATARSE	RECTA	
CIVET	FOUINE	NUAGE	RÉCUPÉRER	

E	C	A	N	I	N	O	M	X	E	T	R	O	C	S
S	A	M	T	R	D	B	C	G	N	E	E	Y	E	F
R	M	U	E	E	E	A	A	R	Y	B	V	I	O	
A	O	C	U	C	L	N	R	E	S	E	R	S	I	N
T	T	R	Q	D	N	I	P	C	R	E	S	A	I	C
A	S	U	Q	O	P	U	E	C	R	E	U	E	L	T
T	E	C	Y	U	C	O	A	R	R	E	R	Q	E	I
E	L	A	O	E	A	F	E	G	G	O	M	B	O	O
M	R	S	R	R	E	L	A	R	E	D	J	I	N	N

9	7	1	8	6	4	5	2	3
8	2	5	9	3	1	4	6	7
3	4	6	7	5	2	9	8	1
7	6	8	3	9	5	1	4	2
2	1	9	6	4	7	3	5	8
4	5	3	1	2	8	6	7	9
5	8	4	2	1	3	7	9	6
6	3	7	5	8	9	2	1	4
1	9	2	4	7	6	8	3	5

1	6	4	9	8	2	7	5	3
2	8	7	6	3	5	1	9	4
5	9	3	4	7	1	6	2	8
4	1	6	8	2	9	5	3	7
3	7	8	1	5	6	2	4	9
9	5	2	7	4	3	8	1	6
8	3	1	2	9	7	4	6	5
6	4	5	3	1	8	9	7	2
7	2	9	5	6	4	3	8	1

SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont :
FINALE - VOILER - DOUBLE.



ÉPHÉMÉRIDE St-Gontran
Soleil : Lever 06h35 - Coucher 19h15 - Dernier croissant de Lune

TF1

21.10
Danse avec les stars
Divertissement

Prés. : Camille Combal. 2h30. Inédit. Si certains binômes luttent pour ne pas être éliminés, d'autres surfent sur la vague de leurs prestations positives des premières semaines. Jusqu'ici, Jungeli et Inès Vandamme et Lenie et Jordan Moullierac offrent des performances de haut niveau.

23.40 Danse avec les stars, la suite.

CANAL+

21.10
Beetlejuice Beetlejuice
Film. Comédie

EU/Fra. 2024. Réal. : Tim Burton. 1h44. Avec Michael Keaton. Trois décennies après une première apparition, un fantôme farceur fait son retour sur Terre, bien déterminé à semer une nouvelle fois la pagaille.

22.54 Les guetteurs. Film. Horreur. Avec Dakota Fanning.

LCP PUBLIC SENAT

20.32 Les grands entretiens de Laure Adler. Invitée : Irène Théry.

21.00 Maman j'ai arrêté l'avion Magazine. Prés. : Daphné Roulier. 1h. Chauffe qui peut. Comment répondre aux besoins en chauffage tout en réduisant la consommation d'énergie ?

22.00 Corée du Nord, un plan pour survivre. Documentaire.

france.5

20.05 C à vous la suite. Talk-show.

21.05 Donnie Brasco Film. Policier. EU. 1997. Réal. : Mike Newell. 2h05. Avec Al Pacino. Un agent du FBI infiltre la mafia et approche, grâce à la protection d'un gangster, les caïds de New York. Tout à sa mission, il en oublie sa famille.

23.10 Bacon-Freud, face à face. Documentaire. Inédit.

france.2

21.10
Tropiques criminels
Série. Policière

Fra. 2025. Saison 6. Avec Sonia Rolland. 2 épisodes. Mélissa et Gaëlle se retrouvent avec un bébé abandonné sur les bras et un meurtre commis dans un club de Bèze. Aurélien accepte d'assurer la garde du bébé le temps des recherches. Ces deux affaires se rejoignent pour n'en former qu'une.

22.50 Taratata 100% live. Variétés.

arte

20.55
Toute la vérité
Série. Policière

All. 2025. Avec Christina Hecke, Pierre Kiwitt. À moi pour toujours. Inédit. Un homme part camper en forêt avec son fils. Lorsqu'il revient au domicile familial le lendemain, il apprend que sa femme Anna a été retrouvée morte.

22.30 East Side. Série. Dramatique. 5 épisodes. Inédit.

W9

19.50 Les apprentis aventuriers

21.10 Enquête d'action Magazine. Prés. : Marie-Ange Casalta. 1h50. Gendarmes d'Alsace : nouvelle brigade de choc face à la délinquance Inédit. Pour lutter contre la délinquance, une nouvelle brigade de gendarmerie s'est installée à Châtenois, dans le Bas-Rhin.

23.00 Enquête d'action. Magazine.

RMC DÉCOUVERTE

20.05 Top Mechanic, 5 jours pour restaurer une épave. Documentaire.

21.10 The Grand Tour avec Jeremy Clarkson Documentaire. GB/EU. 2019. Réal. : Phil Churchward. 1h20. Chinois ou chez moi ? Inédit. Jeremy, Richard et James sont en Chine.

22.30 The Grand Tour avec Jeremy Clarkson. Documentaire. Inédit.

france.3

21.05
Comédies musicales
Made in France

Documentaire
Fra. 2025. Réal. : Christophe David. 1h45. Inédit. De « Starmania » aux superproductions des années 2000 comme « Le Roi Soleil », ce documentaire retrace l'invention d'un genre à la française : la comédie musicale.

22.50 Tous les chanteurs s'appellent Michel. Documentaire.

6

21.10
Patron incognito
Magazine

1h55. Anne-Catherine Péchinot et Virginie Decamps-Lainé d'Easy Cash. La directrice générale d'Easy Cash accompagnée de la directrice des opérations partent en immersion incognito dans leur propre réseau pour en observer le quotidien.

23.05 Patron incognito. Magazine.

TMC

19.15 Quotidien. Divertissement.

21.25 Barbecue Film. Comédie. Fra. 2014. Réal. : Éric Lavaine. 1h55. Avec Lambert Wilson, Franck Dubosc. Un quinquagénaire qui vient de subir un infarctus accueille, comme chaque année, ses amis dans sa belle villa du Sud : les vacances vont être explosives.

23.20 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE TV

20.00 Historiquement Show. Mag.

20.50 L'ombre d'un doute Magazine. Prés. : Franck Ferrand. 1h55. Les artistes sous l'Occupation. Une analyse du comportement de certains artistes célèbres français lors de l'Occupation, entre collaboration et résistance.

22.45 L'ombre d'un doute. Magazine. Les secrets de la mort de Raspoutine.

LE FIGARO TV
Île-de-France

12.00 Points de vue.
18.30 Le Buzz TV. Jonathan Zaccà, acteur dans *Kaboul* sur France 2. Interviewé par Nicolas Voltaire et Cécile Brelot.
19.00 Bienvenue en Île-de-France. Présenté par Victoire Sikora.

21.00

Le Live du Figaro Magazine Musical.
Sarah Lecœuvre reçoit Alain Chamfort. Le chanteur a sorti en 2024 « L'impermanence », son album qu'il annonce comme son dernier.
23.00 Libre à vous. Guyonne de Montjou reçoit le journaliste Augustin Trapenard.

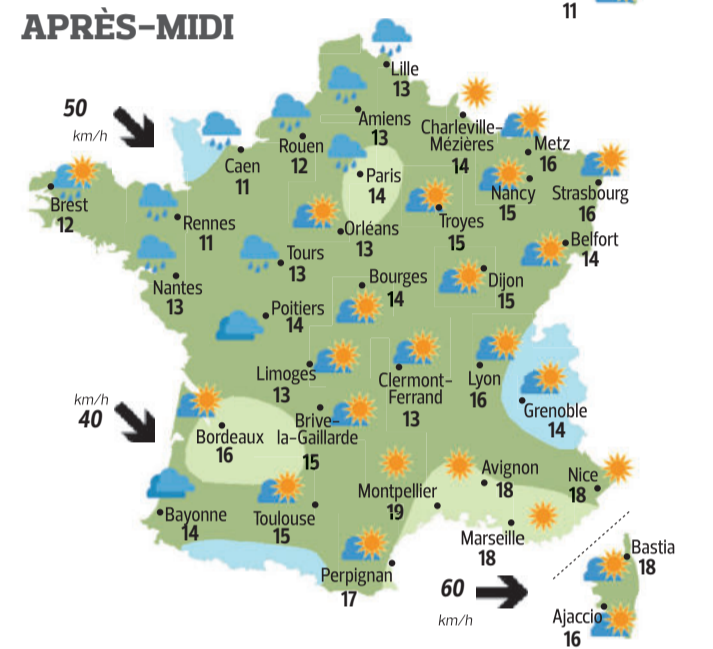
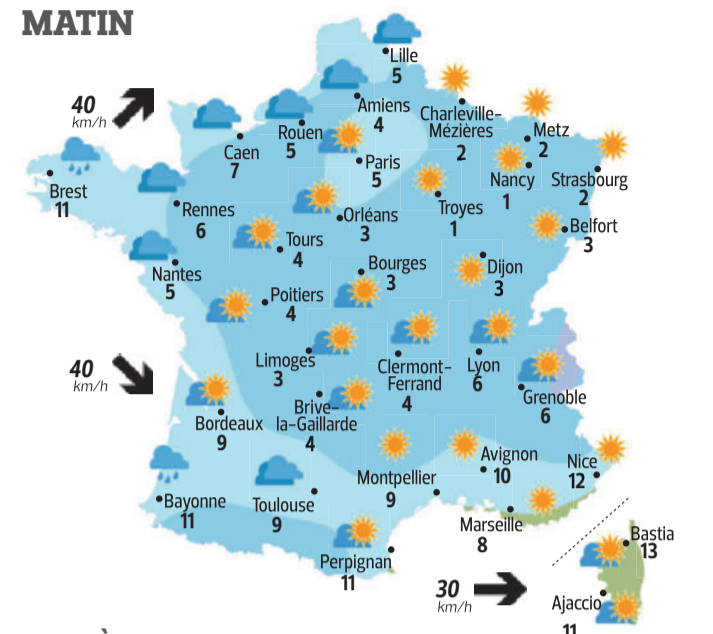
Pour regarder Le Figaro TV ?
Canal 34 de la TNT en Île-de-France ou sur les box
SFR 194 | Orange 218
Free 203 | Bouygues 247

À LA DEMANDE

prime

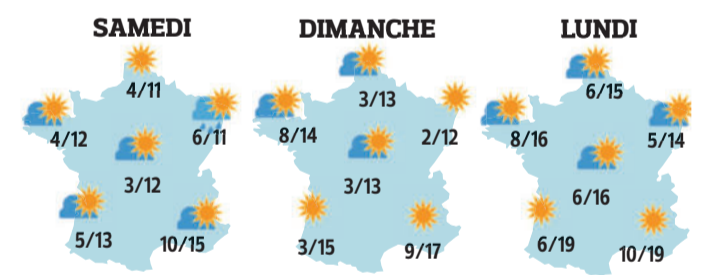
Blue Velvet

Décédé en janvier dernier à l'âge de 78 ans alors que Los Angeles était en flammes, le cinéaste David Lynch a incontestablement laissé derrière lui des films qui auront marqué la fin du XX^e siècle. En 1986, « Blue Velvet » est le 4^e film du réalisateur, qui après le space-opéra « Dune » en 1984, revenait à un style disons « lychnien » mêlant enquête policière, ambiance horrifique, drame intime et un sens certain du surréalisme. Avec un casting emmené par Kyle MacLachlan, Isabella Rossellini, Dennis Hopper et Laura Dern, le long métrage peut se voir et se revoir sans cesse et produit toujours autant de fascination : du cinéma d'auteur, intelligent et sombre à souhait, comme ce velours bleu.



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	8/21	AMSTERDAM	4/12	ATHÈNES	13/20
BARCELONE	11/16	BELGRADE	11/13	BERLIN	3/16
BERNE	2/13	BRUXELLES	4/13	BUDAPEST	10/18
COPENHAGUE	5/13	DUBLIN	6/10	LISBONNE	11/22
LONDRES	9/14	MADRID	4/18	PRAGUE	3/14
RABAT	11/20	ROME	10/17	TUNIS	12/18



la chaîne météo **lachainemeteo.com**

Par téléphone : **3201** **LIVE 24/24** Sur **L'APPLI GRATUITE**

MOTS FLÉCHÉS DU FIGARO N° 4100



RAFLER AU JEU	DEVENANT MOINS DENSE	BOULIER MÉDÉVAL	PRINCE TROYEN	IL SE TESTE AVEC SENSIBILITÉ	LA SCIENCE-FICTION	DÉFENSE EN LAIR	MOTO DU COPAIN	ÉCRAN À CRISTAUX LIQUIDES	JUSTE SOUS LE SOL	DÉVIDOIR À SOIE	PAS ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE	MOIS DÉPASSE
VILLE DE TARTARIN	ALLE-CHANT	CON-GESTION	DONNES	ESTOMPÉE PEU À PEU	PROMISE	BELLE BALLE	CROCHET À VIANDE	DÉGOÛTANTE	BRAMA	PARTIE DU PLASMA	LA FRANCE ET L'ITALIE	CEST TOUT UN POÈME
				AIDER				COURTIER				
DES GENS HYPOCRITES				DOCTEUR EN ABRÉGÉ	ACROBATIE AU CINÉMA					QUATRE À SIX TITRES	BRUIT	
PÉTRIFIA					PRÉNOM DE FERRE					BOULES DESONS	IL AIME LE MAL	
			RELATIVE AU FIEF				LIEU DE DÉCOMPRESSION ESTOMAC		ACCORD			
FAIRE LE JOB À VOIX BASSE			ÉDITÉ			SE FIT DES IDÉES BIEN ENTOURÉ			UNE POMME (D')	SON DÉBIT EST LIMITÉ REGRET EXPRIMÉ	TERMINAISON VERBALE	DRAME ORIENTAL
				BOÎTE DE VOTE IL A BON PÈRE								ACTIONNÉ
					BOISSON PETIT-LANTE TANIÈRE		MOTS ADOUCIS PRÉFIXE DIVISEUR					
EX-CONGE DOMINICAL POSTURES DE YOGA		PLANTE LACUSTRE IL VA AURHIN			ÉCOLE D'ADMINISTRATION CONTENT		IL CIRCULE AU BORD DU MEKONG			ITINÉRAIRE À SUIVRE FEMME DE CONTES		
			FAIT UN DISQUE CÉSUM						CÔTE AU VENT TERRE DES RETAIS			
FIT UNE GREFFE GRANDES VOIES			MUSE PATRONNE DE L'HISTOIRE		CHÂTEAU EN CADEAU POUR DIANE		SEL DE LACIDE URIQUE					
				HURLE DANS LA SAVANE				SON MARI MANGE LES ENFANTS				

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

L	O	Q	D	S	H	E	L	E	S	O	G	E
M	O	U	M	O	T	E	C	O	N	T	R	E
T	R	A	V	E	R	S	A	I	M	I	R	A
G	I	R	A	T	I	O	N	N	E	G	E	N
E	T	E	L	E	T	T	R	E	G	E	N	T
I	M	P	E	R	L	E	S	I	N	E	R	I
A	U	R	E	L	I	E	L	A	P	I	N	E
U	N	I	S	S	O	N	P	L	E	N	T	E
S	E	B	E	C	E	P	I	N	E	S	E	S
P	R	E	S	S	E	R	E	R	E	S	A	R

Nos poulets-frites du dimanche (et pas que) pré

Alice Bosio et Julien Amat

Rôti, braisé, en sauce et - toujours - accompagné de ses fidèles pommes frites : voici les restaurants de la capitale où déguster le

Le Coq & Fils (18^e).



Désigné plat préféré des Français par un sondage de l'institut CSA paru en 2023, le poulet-frites, plat du dimanche en famille s'il en est, se déguste aussi au restaurant et pas uniquement le septième jour de la semaine. En témoignent ces sept tables parisiennes de styles très divers, à fréquenter les yeux fermés et l'appétit acéré.

Le meilleur Brutos

PRIX : 29€ le demi-poulet et 57€ l'entier (dimanche midi).
CARTE : 50-60€.
5, rue du Général-Renault (11^e).
Tél. : 01 48 06 98 97.
Tjs sf lun. et mar. Et dim. au déj.

LE LIEU. Huit ans déjà que le couple franco-brésilien formé par Lucas Baur de Campos (en cuisine) et Ninon Lecomte (en salle et aux vins nature) régale les abords du square Gardette de sa cuisine au feu de bois qui crépite derrière le comptoir. Dans l'intérieur brut contemporain (pierre grattée, brique, bois blond) ou sur la terrasse au calme, le poulet du dimanche midi est un rendez-vous prisé qu'il convient de réserver bien à l'avance.

LE PLAT. Servi entier ou en demi, le poulet fermier des Landes, assaisonné avant cuisson d'un mix d'épices (bien poivré) que la maison garde secret, et garni d'oignon et citron, cuit lentement - et uniquement - sur la braise, garantissant une poitrine juteuse, des cuisses confites et une peau savoureuse. Il est parsemé de ciboulette pour la fraîcheur et escorté d'une sauce suprême citronnée dont l'acidité bienvenue allège le plat. Quant aux diaboliques frites maison, légèrement aillées, elles sont accompagnées d'une mayonnaise pimentée. Un bonheur.

BRAVO. Le sac de rôtisserie en guise de doggy bag.

DOMMAGE. Le bol de salade verte facturé 5€.

Le plus chic La Pagode de Cos

PRIX : 138€ la volaille pour deux (dimanche).
CARTE : 40-100€.
La Réserve, 42, av. Gabriel (8^e).
Tél. : 01 58 36 60 50. Tj.

LE LIEU. Planquée en bas des Champs-Élysées, La Réserve, le plus petit des palaces parisiens, fête ses 10 ans et l'obtention, il y a tout juste un an, de 3 étoiles au Gabriel pour Jérôme Banctel. Le

chef d'origine bretonne supervise aussi La Pagode de Cos, brasserie cossue située à l'entrée, qui s'ouvre sur un coquet patio aux beaux jours. Depuis quelques mois, ses nappes blanches, colonnes en marbre rose, tapis moelleux et fauteuils fleuris accueillent, chaque dimanche, un menu Tradition Palace, qui met en scène les classiques du genre (club-sandwich, salade César, burger...).

LE PLAT. Mais aussi un volet de plats préparés en salle devant le client, dont la « belle volaille rôtie aux herbes », en deux services copieux, avec frites et salade verte, à partager pour deux. Un poulet de Bresse qui débarque bridé, ergots en l'air, spectaculaire, sur son présentoir en argent qui singe la tête, la queue et les pattes de l'animal. Le maître d'hôtel se lance alors dans la découpe des blancs sur le guéridon, avant de renvoyer les cuisses en cuisine pour terminer la cuisson. La peau est ultracroustillante, la chair tendre et juteuse et le jus concentré délicieux.

BRAVO. Le service palace, en continu de 11 h à 23 h.

DOMMAGE. Les frites régulières, croustillantes mais un peu sèches.

Le plus créatif Candide

PRIX : 18€ (mercredi midi).
MENUS : 22€ et 28€ (déj.).
35, rue de Sambre-et-Meuse (10^e).
Tél. : 01 71 73 58 57. Tj sf WE.

LE LIEU. Tous les mercredis pour le déjeuner, les chefs Camille Guillaud et Alessandro Candido accrochent une lignée de volailles dans leur rôtissoire émaillée bleu nuit, une armoire à feu et à moteur au style rétro. On a d'yeux que pour les poulets suspendus cul par-dessus tête, un spectacle hypnotique depuis le comptoir marbré. Si l'enjeu premier était de rameuter la marmaille belleilloise, ce sont plutôt les parents et grands enfants du quartier qui n'en font qu'une bouchée désormais.

LE PLAT. Un blanc épais coupé en deux et un haut de cuisse dont la peau bronzée recouvre une chair luisante qui se délite de l'os d'un coup de cuillère. La marinade épicée avec trois piments différents, dont du pimenton, reste douce et singe savamment le goût d'une volaille à la braise. La croustillance se trouve du côté du buisson de frites cuites en deux temps et poudrées de curry noir soit un mélange d'épices agrémenté de charbon végétal. Et pour saucer ? La *creamy deluxe* de la maison, comme celle qui accompagne les frites d'une célèbre enseigne de fast-food, mais en beaucoup mieux, aneth et cornichons maison à l'appui.

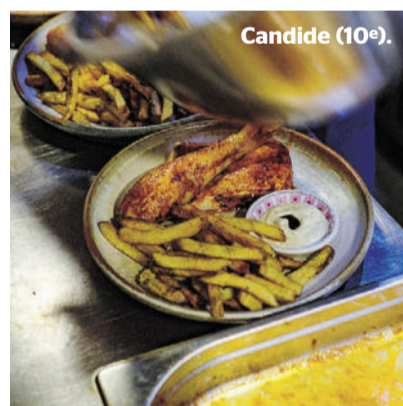
BRAVO. Une équipe imperturbable malgré la rôtissoire qui a fait sauter les plombs ce jour-là.

DOMMAGE. Le poulet-frites servi le mercredi midi seulement.

Le plus terroir Le Coq & Fils

PRIX : 28€ le quart de volaille.
CARTE : 35-75€.
98, rue Lepic (18^e).
Tél. : 01 42 59 82 89. Tj.

LE LIEU. En 2012, Antoine Westermann, ex-3 étoiles en Alsace, posait ses plumes au Coq Rico sur les hauteurs de la rue Lepic, diffusant la bonne odeur de volailles bien sourcées et rôties jusqu'aux ailes du Moulin de la Ga-



Candide (10^e).



La Pagode de Cos (8^e).



Brutos (11^e).

lette juste en face. Rebaptisé Coq & Fils, la promesse n'a pas changé : pintade drômoise, pigeon d'Alsace, coucou de Rennes, poule grise du Vercors, le chef a construit sa carte avec le territoire auprès d'éleveurs fièrement épinglés sur le menu.

LE PLAT. Un suprême épais et une cuisse à la peau boursouflée et croustillante, découpés à la minute sous nos yeux, après avoir retiré la broche de la bête fumante. Il faut dire que le poulet fermier de race Cou Nu, élevé 120 jours, en impose par sa taille et par son goût. Le jus maison, fluide et bien serré, soutient la chair de caractère. Les frites chaudes sont bordées dans un panier à part mais ne vous laissez pas faire, trempez-les dans la sauce. Pour les commandes de grandes tablées, l'équipe en salle vous les présente entières et sorties de la rôtissoire, libre à vous de demander ou non une cuisson plus poussée.

BRAVO. La gousse d'ail confite glissée dans l'assiette digne d'un déjeuner chez grand-mère.

DOMMAGE. Les places au comptoir : beau spectacle en cuisine, mais on a pris un léger coup de chaud.

Le plus couru Bistrot des Tournelles

PRIX : 40€.
CARTE : 50-60€.
6, rue des Tournelles (4^e).
Tél. : 01 57 40 99 96. Tjs.

LE LIEU. Ne vous fiez pas à sa devanture bordelaise qui ne paye pas de mine. Le bistrot nocturne lancé il y a deux ans, tout près de la Bastille, par Édouard Vermynck (ex-Entrée des Artistes), est tout ce qu'il y a de plus couru, aussi bien chez les touristes que les Parisiens gourmets (issus de la restauration en tête). La raison ? Un mix réussi de cadre rétro tamisé - bougies, mobilier chiné, banquettes -, d'ambiance sonore et branchée, et de plats de bistrot très gourmands (pleurotes en persillade, cordon-bleu, tatin).

LE PLAT. Le poulet fermier n'a jamais quitté la carte depuis l'ouverture. Maintenant que la saison de la truffe noire est terminée (il était cet hiver escorté d'un jus délicieux et recouvert de copeaux de *melanosporum*), le poulet jaune de Challans (Vendée), cuit à basse température puis snacké à la plancha au service, s'accoquine d'une sauce à la crème, vin jaune et morilles tout en gourmandise. La peau est croustillante, la chair fondante et juteuse. Quant aux frites dans leur plateau argenté, à choisir en garniture aux côtés d'une purée

ou d'une tombée d'épinards, elles sont fines et croustillantes à souhait.

BRAVO. Le service tardif (dernière résa à 22h45), la carte des vins nature pour les amateurs.

DOMMAGE. Pas facile d'y réserver une table (mais un micro-comptoir à l'entrée est réservé aux appétits de passagers).

Le plus « carte postale » La Fontaine de Mars

PRIX : 25€ (dimanche).
CARTE : 45-100€.
129, rue Saint-Dominique (7^e).
Tél. : 01 47 05 46 44. Tj.

LE LIEU. Nappes Vichy, banquettes en cuir rouge, carrelage ciment et miroirs piqués, serveurs à l'ancienne sympathiques, banc d'écailler, semainier, terrasse sous les arcades avec vue sur la fontaine en pierre : rien ne manque dans l'institution de la rive gauche tenue par le couple Boudon depuis 1992. Touristes internationaux (parfois célèbres, à l'instar du couple Obama en 2009) et habitués du quartier s'y présentent toujours pour ses classiques bistro-tiers à l'accent Sud-Ouest bien troussés depuis vingt-cinq ans par Pierre Saugrain (œuf mayo, poireaux ravigote, boudin noir, ile flottante...).

LE PLAT. Si un suprême ultramoelleux, servi avec une sauce crémée aux morilles et du riz pilaf, campe à la carte tous les jours, il faut s'y rendre le dimanche pour le poulet fermier rôti (blanc ou cuisse). La purée de pomme de terre bien beurrée avec laquelle il est servi, généreusement nappée de jus de cuisson, peut tout à fait être remplacée par des frites fines croustillantes. Cuit au four, arrosé régulièrement, après avoir été préparé la veille, ce poulet savoureux à la peau croustillante coche toutes les cases du repas familial dominical.

BRAVO. Le cadre qui fait voyager dans le temps.

DOMMAGE. Le blanc de poulet un poil sec.

Le plus abordable Le Bar Fleuri

PRIX : 6,86€.
CARTE : 15-30€.
1, rue du Plateau (19^e).
Tél. : 01 42 08 13 38.
Tj sf dim, jusqu'à 21 h.

LE LIEU. 6,86 euros le poulet-frites. Pas étonnant que ça se bouscule aux portes et ce depuis 2002, année de conversion du franc en euro qui a don-

férés

plat favori des familles.



La Fontaine de Mars (7€).

LE COO & FILS; FONTAINE DE MARS; CANDIDE; SADIK SANIS VOLTAIRE; ALBIN DURAND

né naissance à ce prix fixe et biscornu strictement égal au tarif du plat à l'époque! Pour l'ambiance, figurez-vous un routier dans l'écrin d'un bistrot suranné et surchargé. On joue littéralement des coudes à table avec les convives, tous réjouis de (re)venir dépiauter leur volaille. Certains traversent même la Seine pour s'y attabler.

LE PLAT. Imbattable quand vient l'addition, ce poulet-frites vaut-il autant le goût que le coût? Assurément, c'est un bon plan. Le choix du poulet n'est pas laissé au hasard? Puisque Martial et Joëlle Moro, frère et sœur et patrons, s'approvisionnent en poulets Label rouge normands. Servis à la bonne franquette, la cuisse et le suprême sont nappés d'un jus concentré maison et flanqués de frites fraîchement dorées. On ne s'éternise pas devant l'assiette cela dit, le lieu restant une cantine en éternel coup de feu.

BRAVO. Le choix des gâteaux en vitrine laisse à un pâtissier de la rue Monge.

DOMMAGE. Les œufs mayo où s'invite une vinaigrette qui fait tache.

Le plus braisé

Nossa Churrasqueira

PRIX: 11 € le quart de poulet

et 14,50 € le demi.

CARTE: 25-30 €.

19, av. Félix Faure (15^e).

Tél. : 01 45 33 00 27.

Tlj sf dim. (dîn.) et lun.

LE LIEU. Longtemps cantonné aux gargotes lusophiles du Val-de-Marne, où la communauté portugaise s'est historiquement installée, le churrasqueira a conquis la capitale depuis 2015 grâce à l'enseigne Nossa. Après avoir ouvert son premier restaurant dans le 5^e, Edgar Ferreira a gagné du terrain avec deux autres adresses dont la toute dernière a poussé dans le 15^e, respectant la même décoration sobre ponctuée de quelques azulejos pour faire couleur locale.

LE PLAT. La France et le Portugal ont le poulet-frites en partage, institution familiale de part et d'autre, à cela près que les Portugais n'imaginent pas une volaille sans être léchée par les flammes. Aplatie en crapaudine puis glissée dans une grille rotative au-dessus des braises, la viande se crouille et prend des couleurs brunes rappelant les barbecues du dimanche et leur lot d'assiettes en carton et de rosés au frais. Les frites (maison) sont de mises et si certaines sont agglutinées dans l'assiette, toutes croustillent à souhait.

BRAVO. La marinade relevée qui chauffe mais ne pique pas.

DOMMAGE. Un poulet qui reste gras-souillet.



HACHÉ MENU

PAR EMMANUEL RUBIN

L'AUBERGE DU MOUTON BLANC, AUTEUIL-PASSY-TROUVILLE

Pas trois semaines de reprise, de retour et l'institution la plus discrète du 16^e déjà pleine à craquer avec une salle en longueur nettement plus préoccupée par sa tartelette au boudin que par le Who's Who des nouveaux proprios. C'est que de ce côté du grand arrondissement, on ne va pas au resto pour se nourrir de CV. Les mercatos de limonade? Ni leur chic, ni leur genre. Pour ceux que cela intéresserait, lâchons les Dumant, frères, fils et compagnie, une fois encore, à la parade de la popote patrimoniale (Les Marches, Aux Crus de Bourgogne, le Chardonnay, l'Auberge Bressane, d'autres encore et récemment le bouchon Aux Lyonnais). Passons voir si les feux sont ici rallumés et les tauliers à la hauteur de leur réputation.

À la suite de Boileau et Molière Et d'y retrouver d'abord ce quartier d'Auteuil. En réputation de vie dorée, en alibi de beaux quartiers et de gotha en son ghetto, on l'oublie dans sa vérité première, nettement plus économe, plus avisé, loin des modes, loin du snob, comptable de la tradi, soucieux de la belle portion, se nourrissant pour vivre plutôt que l'inverse. Populaire à sa manière. Dans son élément au Mouton Blanc, quelque part entre bistrot, brasserie, bouillon, auberge. On le sent loin du tahini, du yuzu, de la betterave jaune, et pas franchement impliqué par la prochaine étoile Michelin ou l'énième trombine « Top Chef ». En cela fidèle à la légende des lieux que, paraît-il, fréquentèrent La Fontaine, Molière, Ninon de Lenclos dont on imagine qu'ils se régalaient de la compagnie bien plus que des petites sciences de fricot.

À l'ouest mais le bon Harengs pommes à l'huile, œufs mimo, frisée aux gésiers, steak poivre et mousse choco : la carte rassure et rameute les becteurs autochtones qui, eux, n'ont pas attendu pour s'y coller que les détroqués du Fooding en aient la nostalgie. Dans une semaine, Beigbeder en fera sa cantoche, le tout C News s'y colera un rond de serviette. Cuisine et clientèle caressée donc dans le côtelé du velours auxquels les susmentionnés Dumant ont la malice d'ajouter un impayable tropisme normand. Plus fort que lui, dès que le quartier le peut, il court à Deauville, Trouville, Villerville, au Central, aux Mouettes et aux Vapeurs. N'en fallait pas moins pour qu'en attendant l'A13 et la fin de semaine, on se gagne, ici, moules-frites marière, sauce crème sur escalope, vallée d'Auge au poulet, poisson façon dieppoise. On n'a pas franchement passé le week-end à les tester mais la sauce verte Chausey (crème, moutarde, persil, beurre, estragon) asticotait joyeusement la noix d'entrecôte et la petite usine à glucose de la teurgoule (riz, lait, cannelle) suffisaient à nous mettre les planches, la Manche et un peu du cinche Lelouch en bouche.

MAIS ENCORE...

LE SERVICE. Au cordeau, tout en rythme et bonne réplique. On les collerait sur une scène de théâtre qu'ils trouveraient encore à se mettre la salle dans la poche.

LE PUBLIC. Déjà Auteuil, La Muette, bientôt Passy, Ranelagh et le Trocadéro. Bref, le 16^e en pantouffles comme en sneakers. Les boomeurs ne se faisant pas prier pour repiquer dans l'escalope normande, leurs petits rejets pas mécontents de sortir de la « wesh food ». Entre les deux, en bande et sur banquette, Nicoletta pour ajouter à la nostalgie 1970's.

EST-CE CHER ? Pas trop ! Amusant même de voir le beau quartier donner l'exemple en serrant les vis. Entre 35 € et 45 € à la carte, formule (dég.) à 24 €.

FAUT-IL Y ALLER ? L'Ouest parisien ne va pas se priver, suivons-le ! 40, rue d'Auteuil (16^e).

Tél. : 01 42 88 02 21. Tlj sf dim et lun. Métro : Michel-Ange Auteuil.

Le Savarin, ici, c'est SoPi!



Le Savarin (9€).

AURORE NGUYEN

Emmanuel Rubin

Dans son bas Pigalle de prédilection, l'équipe du Pantruche joue la carte du bistrot rétro et ressort des classiques pas vus depuis des lustres.

On en bâillait déjà et très poliment, persuadé qu'il suffirait de se gratter le nombril à copier-coller une chronique cent fois écrite ces dernières années. Qu'on se la coulerait même copieusement douce à court-bouillonner ces lignes n'en finissant plus de vanter le néo dans le rétro. Car, sur le papier, tout y est! Le bas Pigalle dans son nord de boussole bistrot, le vinyle vintage en guise de décor et cette cuisine sépia trop heureuse de se retrouver des couleurs.

À ceux qui, ici, aujourd'hui, activent ce Savarin, on était même prêt à accorder le bon Dieu, la confession, Boudard, Blondin, Audiard et leur gueule de conviction. Des lustres que, dans le quartier, ces hussards de charme sabrent au clair du genre; leur Pantruche à deux pas, leur Caillebotte à trois coudes.

Les revoici donc, les revoilà encore et leur Savarin déjà bien en place. Vrai tour de table et carte vraiment sur table tant leur menu réjouit à sortir des langues de bois et autres plats balises. Certes, la nouvelle chic fran-

chouille, les sosies Etchebest et les faciles frimes de béret-bretelles trouveront à s'y friser la moustache entre pâté croûte (type) et tartare maison (top), mais, entre les lignes, hors les suivismes, le ménager s'emploie aussi à y déménager, à sortir des popus rebattus et des comptoirs convenus en tortorant à la papa d'un éclairant bouillon de poule, de com-potées et convaincantes tripes au vin blanc, d'un poulet au vinaigre pas vu depuis Claude Chabrol, d'un pot-au-feu végétal et d'une lotte au flanc du vol-au-vent.

Bref, de quoi aller vraiment voir une petite flamme de Pigalle!

AVEC QUI?

D'abord les copains et l'inverse.

UNE, DEUX, TROIS ASSIETTES... Œufs meurette : en jaune coulant, en sauce tendue et, pour une fois, avec tous ses

boutons de guêtres (champignons, lardons, croûtons, oignons grelots). Poulet au vinaigre (en suggestion du jour) : non content d'être rare, ce petit grand classique tenait les promesses d'un moelleux de volaille et d'un jus affûté. Ganache au chocolat noir, crème anglaise et gavotte : pas captivante mais pour en finir avec le coteaux sous-mentionné...

DANS LE VERRE? En deux couleurs, de frais cépages proposés en carafe dont un fringant melon de Bourgogne en Loire et blanc. Et parmi les neuf proposés au verre, le printanier coteaux-du-lyonnais, L'Hecto. Pour le reste, laissez-vous guider!

L'ATTENTION : les fromages de la Laiterie des Marches, à Chambéry, mais qu'on préférerait voir se glisser, à l'ancienne et sur un plateau.

ZUT! La terrasse un peu courte.

SERVICE en bande joyeusement organisée.

L'ADDITION : arrangeante! À la carte, entre 36 € et 48 €. En semaine, au déjeuner, menu à 23 €.

QUELLE TABLE?

Dans son angle bien calculé, la 2.



CAVAPAPA



Cavapapa

Genre : heureux mariage à trois entre un décor d'ancienne épicerie fin de siècle, une cave remontée et une cuisine qui pousse à réveiller et verdier le canaille. Le lieu est vraiment bichonné, mais ce n'est pas une raison pour abuser, dans l'assiette, des mousses, écumes et siphons.

Prix : assez chambrés! 30-40 € au déj., 40-60 € au dîner. À noter, des cours de dégustation hebdomadaires. Terrine de légumes, sauce gribiche, gelée gingembre : le courant passe. Champignon de panisse (galette de panisse frite, trompettes-de-la-mort sautées, bavaroise de champignons de Paris) : rustique distrayant. Tartelette mandarine safranée et gel verveine : too much.

Avec qui ? De grands fistons.

Bonne table : les centrales.

Service réjouissant.

4, rue d'Alleray (15^e). Tél. : 01 48 42 48 30. Tlj sf dim. et lun. Métro : Vaugirard.



ALICE CASENAVE



Les Amoureuses bis

Genre : annexe d'un bar à vin homonyme et voisin, une cave intimiste où les comestibles ne le sont pas moins, enlevés et astucieux à tenir la grappe aux raisins débridés de la vigne nature. Facile à vivre comme à boulotter.

Prix : assiettes de 6 € à 9 €. Croque pastrami et cheddar : ça file doux! Carpaccio de poulpe, radis, aneth et zeste de citron : bien aiguisé. Cannelés bordelais : gironds.

Avec qui ? Un cœur d'artichaut.

Bonne table : pas le choix,

la table d'hôte. Service factéieux.

3, rue des Tournelles (4^e).

Tél. : 01 49 33 00 97.

Tous les soirs sf dim. et lun.

Métro : Bastille.



IAN FAULKNER



Le Serpentine

Genre : comme on parlait, il y a quelques saisons, de « boutique-hôtels », reconnaissons (dans l'un d'eux) une manière de « boutique-resto » qui, au plaisir de paraître, en rajoute parfois inutilement dans les recettes. À se demander si assiettes et cassolettes ne se tiraient pas l'atour avec la coupole et la salle post-Art nouveau.

Prix : menus à 29 € et 34 €. Brunch le week-end. Croquettes d'agneau, piquillos et scamorza râpée : dans le genre boulette mondaine, pas mal. Effiloché de porcelet, jus aux épices, déclinaison de carottes, émulsion de fanes et graines de moutarde : beaucoup de mots pour un effiloché. Kiwi, yaourt grec, chocolat blanc et glace laurier : instable.

Avec qui ? L'Étoile en voisine.

Bonne table : celle au miroir.

Service s'essayant au feutré.

11, av. Mac-Mahon (17^e).

Tél. : 01 89 89 28 28. Tlj.

Métro : Charles-de-Gaulle-Étoile.



Le centre de Saint-Gervais.



En Haute-Savoie, Saint-Gervais l'alpine hisse sa

Laure Béchade Saint-Gervais-les-Bains (Haute-Savoie)

Au rang de son patrimoine : le plus haut sommet d'Europe possède quatre musées et des trésors sacrés. Balade vivifiante de

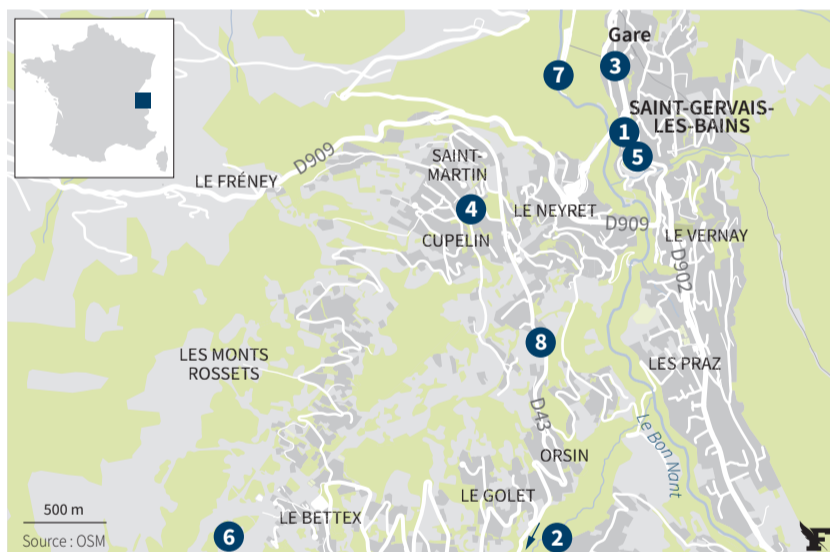
L'exposition « Façonner le monde », à voir jusqu'au 11 mai à la maison forte de Hautetour, étendard du patrimoine alpin du XIII^e siècle et haut lieu culturel de Saint-Gervais, ouvre notre regard sur la montagne laboratoire d'arts et de sciences, à travers l'objectif de pionniers. Des ingénieurs photographes des Eaux et Forêts qui ont collecté une série de documents précieux. « Aménager la montagne : circonscrire, réparer, maintenir » est le premier acte d'une scénographie-séquence au gré de clichés annotés et datés (début XIX^e), d'objets issus des collections des Archives nationales, de documents de la commune et d'œuvres d'Eugène Viollet-le-Duc et d'autres contemporains. On observe sur ces images la mise en lumière de la montagne façonnée par des hommes, pour le bien commun. Le Mont-Blanc, monument naturel, est aussi au cœur du nouveau parcours permanent (au 2^e étage) dédié à la Compagnie des guides de Saint-Gervais.

■ 114, passage Mont-Joux.
saintgervais.com

Visites

1. De l'urbain au baroque, l'art au grand air

Pour explorer le versant culturel de Saint-Gervais, garez-vous à 2KM3. Si vous êtes à pied, entrez dans ce parking-galerie d'art urbain. En 2007, onze artistes, dont les Français Étienne de Fleurieu, Jaw, Swiz, Zoer et Velvet, ont été invités à créer in situ, chacun à un étage, des œuvres graphiques pour habiller murs et sols sur plus de 2000 m². C'est audacieux, et tout l'esprit avant-gardiste de Saint-Gervais est là. 2KM3 jouxte la piscine municipale, habillée aussi de graffitis. De son parvis, qui offre un premier point de vue sur les montagnes du versant skiable et son point culminant (Mont-Joly), on capte un premier cliché. Au loin, sous le pied du pont, se distingue Pile Pont Expo, une cathédrale de béton dédiée également à la création contemporaine. Poursuivons dans la rue principale du bourg. Le parcours se prolonge à ciel ouvert, avec des passages piétons colorés et une fresque sur la façade de La Poste. Bonne conjugaison du présent et du passé. À côté du 2KM3 se tient un ancien hôtel thermal Art déco. À quelques pas, l'église renvoie à l'ère baroque. Autres styles encore pour l'hôtel de ville, maison forte du premier comte



de Montjoie (1699), et le plus ancien hôtel (Le Mont-Joly, 1861) de style néo-classique et Art nouveau, qui illustre l'importance des découvertes de l'alpinisme et du thermalisme ici. Revenons à l'église baroque du XVII^e siècle pour admirer son art sacré : élégante en extérieur, étincelante à l'intérieur avec ses autels d'or sculptés et ses voûtes finement travaillées, contrastant avec les neuf vitraux modernes (2016) : l'œuvre du père Kim En Joong. Pour en découvrir les techniques et l'aura, il faut entrer dans La Cure voisine. Le dernier étage est consacré au vitrailliste amoureux des tons vifs et des jeux de lumière. L'ancien presbytère, centre culturel et dernier-né des musées (2022), abrite aussi l'exposition « Bon voyage! » : une collection d'affiches touristiques des années 1900. Une belle manière d'attirer notre regard, autrement que sur le Mont-Blanc.

■ 2KM3, 167, avenue du Mont-Paccard.
Boucles des anciennes maisons fortes et parcours art urbain en autonomie.
Visites guidées sur demande.
saintgervais.com

2. Musée d'art sacré de Saint-Nicolas-de-Véroce

Ce village de 250 âmes face aux dômes de Miage (3673 m) vaut qu'on en fasse l'article ; y sont lovés des bijoux du patrimoine. Cet écrin millénaire s'affiche comme une carte postale, avec ses grands chalets observés, son télé-siège « vintage », son hôtel amiral 5 étoiles (l'Armancette) qui abrite l'historique boulangerie et un salon de

thé, où Nadine Grangette, fille des fondateurs, officie avec la candeur des natifs. On y déguste des pains ancestraux et une délicieuse pâtisserie. Le diamant se cache en son église, joyau baroque, à l'entrée du village. Son intérieur est flamboyant de couleurs, de dorures et d'angelots ; son beau « bleu de Saint-Nicolas » orne les voûtes. Ce monument est l'incarnation de la ferveur de ses exilés, colporteurs et savoyardsexpatriés au XVIII^e siècle, enclins à chérir leur village. Un pan d'histoire dévoilé à côté dans l'ancien presbytère devenu Musée d'art sacré : une cinquantaine d'objets (sculptures sur bois, tableaux, pièces d'orfèvrerie XVI^e-XIX^e siècle) et un Trésor, le bras-reliquaire XVII^e de Saint-Nicolas (évêque de Myre, auteur de miracles). Avec ses splendeurs, Saint-Nicolas-

de-Véroce est un coffre-fort ; son patrimoine comble autant que le massif du Mont-Blanc en arrière-plan.

■ Route de Saint-Nicolas.
Église ouverte de 9 h à 18 h.

Où dormir ?

3. Hôtel Le Saint-Gervais

Le bon point ? Sa situation : à l'arrivée de l'ascenseur des thermes reliant Le Fayet au bourg, et face à la gare du tramway du Mont-Blanc. Pour les skieurs, la télécabine du Châtelet est à 10 minutes à pied. Les beaux points ? La déco de velours bleu profond va de pair avec l'accueil maison de famille ; l'héritage de son histoire. L'ancienne villa Art nouveau (1882) abrite six suites, et le bar lounge Le Marie Paradis, ouvert sur la ville, est le QG des Saint-

Gervolains épicuriens. L'extension est dans le même esprit dans les 75 chambres, au restaurant maison Avanti et au Spa Comfort Zone. Cet hôtel 4 étoiles est le premier de la collection Handwritten by Accor.

■ À partir de 140 € la nuit.
680, route du Mont-Lachat.
Tél. : 04 86 80 74 74.
lesaintgervais.com

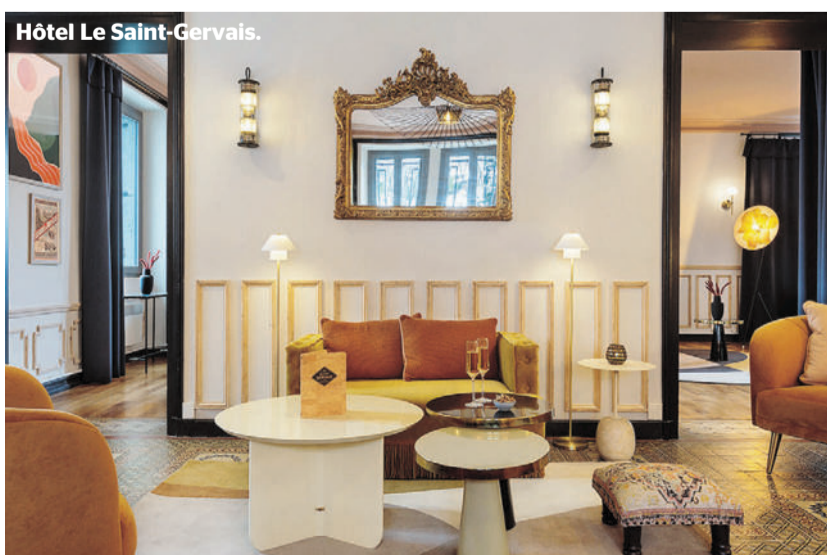
4. La ferme de Cupelin

Aux petits soins ! Lauriane et Florian cultivent leur goût pour les attentions, dignes d'une grande maison. La convivialité au cœur héritée de leur parcours dans de prestigieux établissements. La salle d'accueil donne la la avec une ancienne ferme pour coïtoir, un trumeau doré, des fauteuils velours, du beau bois brossé et des vinyles accrochés comme des valeurs sûres. C'est raffiné, mais pas guindé. Dans le même ton : huit chambres aux couleurs douces et du beau linge de maison, douillet. Le panier surprise (serviettes et chaussons) invite à flouter léger dans la piscine logée dans un mazot ; y aller à l'heure où le mont Blanc est paré de son rosé. La table est d'un niveau étoilé, distinguée par les guides et les locaux, la plus belle de Saint-Gervais. À la carte du chef : trois promenades (4 à 8 services), comme ses balades matinales en nature. Il réveille nos papilles avec des menus secrets, saisonniers. On se laisse naturellement porter jusqu'aux spiritueux, une tradition.

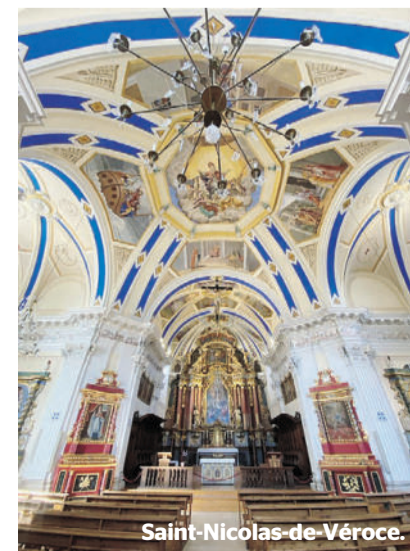
■ À partir de 200 € la nuit avec petit déjeuner. 198, route du Château.
Tél. : 04 50 93 47 30.
lafermedecupelin.com.



Exposition « Façonner le monde ».



Hôtel Le Saint-Gervais.



Saint-Nicolas-de-Véroce.



Le parking-galerie d'art urbain 2KM3.

BORIS MOLINIER, JY RAFFORT, LAURE BECHADE, ARNAUD LAPLANCHE

culture au sommet

printemps.

À table! 5. Bistrot Sérac

Une adresse en bonne place qui ne laisse pas de glace (référence à son nom alpin). La spécialité de cette institution tenue par Stéphanie Ryon, c'est la cuisson à la braise (depuis 14 ans). « Une cuisine simplement cuisinée » est annoncée par le chef, Jonathan Laurent, en action devant vous. Approuvée! Les viandes révèlent ainsi leurs saveurs. Les poissons et le foie de veau sont braisés aussi, accompagnés de garnitures maison, telle que la polenta crémeuse. Au dessert, Béranger Darbelet présente ses pâtisseries, dont le Sérac, à déguster à table ou à emporter côté boutique-traiteur, où trouver plats mijotés et vins (250 références).

■ Menu à 36 €. À la Braise (plat-garniture-dessert) à partir de 35 € par pers.
40, avenue du Mont-Paccard.
Tél. : 04 50 98 43 35. 3serac.fr

6. Le Boitet

Saint-Gervais ravit les fins palais. La bonhomie règne aussi sur le domaine skiable : jolies tables, à tous points de vue(s), orientées Mont-Blanc et gourmand. Citons en préférences le Relais des Communailles et Le Tremplin de la Croix. Entre deux pistes : goûtez aux bougnettes de Sous les Freddy's et au farcement du Refuge du Mont-Joly (à la carte, c'est rare). L'autre versant de Saint-Gervais est donc gastronomique. Le Boitet, dernier-né des restaurants d'altitude (ouvert cet hiver) est le QG d'un chef étoilé. Sur les pistes de ski, Emmanuel Renaut rêvait de planter son tablier. C'est fait, dans le secteur du Bettex, tout en simplicité. À la carte : des classiques, la croûte aux fromages de nos montagnes et la saucisse du chef; en dessert, le Mont-Blanc, droit devant.

■ À la carte : 16 € (entrée), 25 € (plat).
1, Les Lanches-d'en-Haut.
Tél. : 04 15 54 54 15.
emmanuelrenaut.com

Expériences

7. Buller aux Thermes de Saint-Gervais

Il faut aller à la source et se baigner dans une eau en provenance du

Mont-Blanc, jaillissant à une température de 39 °C naturellement, après un parcours de près de 6500 années à travers les roches. Sulfatée, gorgée de minéraux, l'eau de Saint-Gervais est réputée par ses vertus cicatrisantes, relaxantes et régénérantes. Après une échappée alpine ou culturelle, une pause au Spa thermal des Bains du Mont-Blanc est bienfaisante : 3000 m² sur 2 étages et 4 bassins extérieurs en forêt. Et au passage découvrir la veine thermale de Saint-Gervais-les-Bains (depuis 1806). Comptez de 39 € à 59 € (3 heures).

■ 355, allée du Docteur-Lépinay.
Tél. : 06 16 54 81 50.
thermes-saint-gervais.com

8. Goûter à la Ferme des Roches Fleuries

À 17 heures, c'est la bonne heure pour découvrir le versant agricole de Saint-Gervais. Lors d'une visite (gratuite) en autonomie ou guidée. « Rendre accessible l'agriculture de montagne, et sa noblesse », tel est le vœu de Flavie, agricultrice engagée (« Un berger dans mon école ») et foire de Saint-Gervais). Avec Pierre, son mari et associé, elle produit fromages de vache et de chèvre, yaourts et délices lactés. En tout, 20 vaches abondance et 6 tarines, 38 chèvres et 20 cabris vivent ici, et en alpage dès le mois de mai (lac de Joux).

■ 1510, route d'Orsin.
Tél. : 06 16 54 81 50.
fermedesrochesfleuries.fr

Excursions Un Mont-Blanc

Si l'ascension du mont Blanc est un rêve, vous êtes au bon endroit. Deux impératifs : être en bonne forme et bien accompagné, guidés par des alpinistes chevronnés. « Encordez-vous à vos rêves » : c'est la promesse de la Compagnie des guides de Saint-Gervais (80 guides). Avant de grimper sur le toit de l'Europe, un stage de préparation de 4 jours est de rigueur pour réussir l'ascension, avec raison. Autre voie possible : en faire le tour en période estivale. De 7 à 11 jours pour faire l'intégrale du géant des Alpes, dont le berceau est à Saint-Gervais.

■ guides-mont-blanc.com

Nos cinq adresses coups de cœur à Metz

Jean-Bernard Carillet

Le chef-lieu mosellan accueille lundi 31 mars la cérémonie du Guide Michelin. L'occasion de mettre en lumière ses richesses culinaires.

De la cuisine bien campée dans le terroir aux envolées fusion et transalpines, Metz dévoile un visage épicurien et gourmand. La preuve en cinq adresses.

La plus contemporaine Umé

CARTE : 25-50 €. 1, parvis des Droits-de-l'Homme.
Tél. : 03 87 78 68 96.
Du mer. au dim. au déj.

LE LIEU. Le bel écrin que voilà ! Bien campé sous le chapiteau du prestigieux Centre Pompidou-Metz, Umé est un subtil métissage entre une brasserie 2.0 et un izakaya (bar à tapas japonais). Le décor, épuré, s'inscrit dans la continuité de l'architecture du musée, avec de grandes baies vitrées, du mobilier couleur miel et des cloisons en bois alvéolé. Aux manettes, Charles Coulombeau, également à la tête du gastronomique Yozora attenant, et chef étoilé à La Maison dans le Parc (Nancy).

L'ASSIETTE. Miso, togarashi, teriyaki, dashi, wasabi... La passion du chef pour le pays du Soleil-Levant se retrouve dans l'assiette. Travaillés avec une rigueur toute nipponne et enrichis d'une présentation soignée, les entrées, plats et desserts traduisent un dialogue fécond entre les saveurs et les textures japonaises et les produits du terroir lorrain. Ainsi du tonkatsu d'agneau au croustillant généreux et ses accompagnements (purée de panais, carottes infusées à l'orange), ou du sashimi de truite, amande et soubise.

BRAVO. L'ouverture le dimanche, une rareté en ville.
DOMMAGE. Le tarif des vins au verre (7,50 € au minimum).

La valeur sûre La Lanterne

MENU : 72 € et 82 €. **CARTE** : 40-70 €. 17, place de Chambre.
Tél. : 03 87 79 42 08.
Tl|j sf dim., lun. et mer. (déj.).

LE LIEU. En face de la superbe cathédrale de Metz, une salle petite mais dont les tables sont suffisamment espacées. La décoration est résolument dans l'air du temps, tant au niveau du mobilier que de la palette de couleurs jouant sur les contrastes. Aux commandes, un duo de passionnés : Célia Bertrand œuvre en cuisine, son compagnon Romain Bouchèsche officie en salle.

L'ASSIETTE. La carte, courte, s'appuie sur des produits de saison. Après un suave velouté de maïs, œuf parfait et ricotta pour se mettre en jambes déboulez le plat signature : sa majesté le cœur de ris de veau doré au sautoir et ses pommes de terre truffées. Verdict : en plein dans le mille ! Pour conclure, un finger chocolat-noisette, bien équilibré côté saveurs et textures.

BRAVO. Des suggestions pertinentes de vins au verre.
DOMMAGE. Les suppléments sur la moitié des plats qui font grimper la note.

L'étoile montante Timilia

MENUS : 38 € (déj.) et 83 €. 20, rue Vigne-Saint-Avold.
Tél. : 03 87 63 68 44.
Tl|s sf dim. et lun., ven. et sam. au déj.

LE LIEU. Nous voici dans une rue discrète du quartier Mazelles, près de la



MARIE SCHMIDT, JB CARILLET, LA LANTERNE, ROZA SAYFULLAEVA



La Lanterne.



Umé.

porte des Allemands, aujourd'hui un repaire de bonnes tables après avoir été une zone peu engageante. Et, surprise : il n'y a que cinq tables (en marbre) dans cette tanière ouatée qu'irrigue un éclairage subtilement dosé. Le chef, Olivier Parise, est un « Italo-rain », autrement dit un Lorrain d'origine italienne. Il réunit le meilleur des deux mondes dans une cuisine sophistiquée et créative.

L'ASSIETTE. De l'amuse-bouche aux mignardises, chaque plat est un petit chef-d'œuvre de composition visuelle, élaboré avec les meilleurs ingrédients sourcés chez des petits producteurs italiens passionnés. Les gnocchis poêlés sauce foie gras, saupoudrés de parmesan 24 mois et de copeaux de truffe du Périgord, sont inoubliables. En dessert, le gelato (que du lait, pas

de crème) à la pistache de Bronte (Sicile), à l'onctuosité parfaite, fait chavirer les papilles.

BRAVO. La dégustation guidée et le service souriant de Giorgia, en salle.

DOMMAGE. La couleur des murs, un peu trop sombre pour une adresse d'inspiration méditerranéenne.

La plus intimiste 2'Moiselles

MENU : 50 €. **CARTE** : 50-60 €. 1-3, rue du Grand-Wad.
Tél. : 03 87 62 13 72.
Tl|j sf dim. (din.), mar. et mer.

LE LIEU. Une pépite de quartier qui se déniche dans une ruelle calme, à une encablure de la médiévale place Saint-Louis. Les demoiselles en question ? Caroline, au piano, et Céline, en salle, qui reçoivent comme à la maison, en toute simplicité. On prend vite ses aises dans leur cocon épicurien aux allures de bistrot moderne, égayé de tons olive.

L'ASSIETTE. Caroline sélectionne des produits frais et de saison pour concevoir sa carte, volontairement succinente. La présentation des plats, soignée, fait penser à de petits tableaux colorés. On se met en appétit avec la crème de châtaignes, noisette et œuf poché, d'une consistance parfaite, avant d'opter pour les saint-jacques snackées, accompagnées d'une mousseline de céleri. Le repas s'achève sur une crème brûlée au pain d'épices, belle bombe de saveurs caramélisées.

BRAVO. La qualité des couverts et du service de table.

DOMMAGE. Les horaires d'accueil réduits au déjeuner (12 h-13 h).

La plus classique La Réserve

MENU : 57 €. **CARTE** : 40-60 €. 5, avenue Ney.
Tél. : 03 87 17 17 17.
Tous les jours.

LE LIEU. Le restaurant de l'hôtel La Citadelle MGallery a un point fort : son cadre, celui de l'ancien magasin aux vivres des armées du roi. L'ensemble a été modernisé avec un mobilier design, des murs blancs parés de tableaux et des jeux d'éclairages sophistiqués. L'ambiance est à la fois feutrée et relax, offrant des tables (sans nappe) bien espacées.

L'ASSIETTE. Elle nous plonge avec délectation dans une cuisine néolorraine calée sur les produits du terroir revisités façon brasserie, avec une touche d'exotisme dans les accompagnements. Viande ou poisson ? Va pour le suprême de volaille, bien tendre et juteux, qu'escortent d'excellents paccheris et des champignons poêlés juste comme il faut pour apporter une note sauvage. En dessert, on lorgne le très local sorbet mirabelle arrosé à l'eau-de-vie de mirabelle. C'est toute la Lorraine qui fond en bouche.

BRAVO. Les propositions d'accords mets et vins, avec la part belle faite aux appellations locales.

DOMMAGE. L'agencement des deux salles, tout en longueur, ne favorise pas la convivialité.

Antoine de Caunes, au nom du père absent



PAR
Olivier Delcroix

Fringant septuagénaire, l'ancien animateur vedette de Canal+ publie sa première BD, où il rend hommage à Georges de Caunes. Il prépare également son retour au cinéma. Rencontre cordiale dans son « antre » parisien.

Antoine de Caunes nous reçoit dans son bureau où règne une sorte de joyeux désordre organisé. Ce bureau, c'est son île, son « antre », comme il le dit dans un petit sourire. Au centre de la vaste pièce, face à quelques rayonnages de bibliothèque remplis à ras bord d'ouvrages bigarrés, trône une large table où s'empilent livres, bandes dessinées, pots à crayons ou figurines Pixi en tous genres. « J'adore ces statuettes de plomb et d'étain fabriquées par mon ami Philippe-Antoine Guénard, s'amuse de Caunes. J'ai la chance qu'il en existe deux à mon effigie... »

Fringant septuagénaire tout de noir vêtu, charmeur en diable, Antoine de Caunes vient de se lancer dans la bande dessinée, lui qui a découvert Franquin, Uderzo ou Sempé en même temps que le rock'n'roll. « Il n'y a pas d'âge pour jouer les débutants », sourit le rédacteur en chef du trimestriel *Vieux*, dont le quatrième numéro vient de sortir en kiosque.

Dans la pièce, des cadres de toutes les tailles rappellent que l'ancien ani-



C'est dans son bureau de la rue Saint-Honoré, à Paris, qu'Antoine de Caunes a écrit la bande dessinée consacrée à son père.

mateur de « Nulle part ailleurs » sur Canal+ a côtoyé les plus grandes stars. Dans l'un d'entre eux, on reconnaît Georges de Caunes, son père. C'est justement le sujet de sa première BD, *Il déserte*. *Georges ou la vie sauvage*, publiée en collaboration avec le dessinateur Xavier Coste.

« Entre Xavier Coste et moi, c'est peu de dire que le courant est bien passé, reconnaît-il. Dès qu'il a été question que je planche sur une BD, son nom a surgi dans la minute. Je l'avais reçu dans mon émission "Popopop" sur France Inter et le courant était bien passé. Xavier possède une manière très élégante de dessiner la nature, notamment dans son adaptation de *L'Enfant et la Rivière* d'après Bosco. Il s'est totalement

emparé de mon scénario et l'a dessiné dans une sorte d'urgence. Il a également pris le parti de ne pas enfermer le récit dans des cases. Il sortait de deux albums orwelliens et avait besoin de retrouver un peu de lumière et d'air du large... »

Il déserte raconte la singulière aventure de Georges de Caunes, pionnier de la télévision française, qui en 1962 décide de s'exiler pour un an sur l'île d'Eiao, dans l'archipel des Marquises, tout en racontant régulièrement son odyssee de Robinson Crusoe sur les ondes radio-phoniques. « Cet épisode de la vie de mon père fait partie du roman familial, confie Antoine de Caunes. En me penchant sur la question, j'ai compris que c'était un récit fondateur. Il arrive à un moment très

précis. J'ai 8 ans et mon père disparaît. Sans s'éclipser tout à fait puisque je l'entends à la radio le soir. C'est assez traumatisant et inquiétant pour un enfant. »

Grandir avec un père absent n'a pas dû être facile tous les jours. « Disons que s'il m'a manqué, mon père n'était pas un papa comme les autres, se souvient le réalisateur de *Monsieur N*. À mes yeux, il était une espèce de héros d'aventure, un naufragé volontaire. Il avait 40 ans à l'époque. Des années plus tard, il a fini par m'en parler un peu, mais pas tant que ça. C'était un homme qui se confiait peu à ses proches. Il préférait garder ça pour une prise de parole publique. Il aimait communiquer avec le monde mais avec le premier cercle c'était toujours difficile. »

le héros de papier imaginé par Goscinny et Sempé. L'esprit d'enfance n'est jamais loin de moi. Dans la BD je me suis imaginé en train de dialoguer avec mon père. Rétif à l'esprit de sérieux, mon père était l'anti-Léon Zitrone. J'ai voulu lui rendre hommage à travers un récit ouvert sur le monde. Tout sauf une petite histoire dans une chambre de bonne! » (Rires.)

Quand on observe de plus près la figurine Pixi qui représente Antoine de Caunes, on note qu'il est vêtu d'un costume d'Arlequin tout droit sorti des acteurs de la commedia dell'arte. Pas étonnant pour ce Fregoli médiatique qui n'a cessé d'amuser la galerie tout en défiant gentiment l'autorité. « Oui, Fregoli, c'est pas mal!, réagit-il. J'ai hérité de ça de mes deux parents qui m'ont appris à jouer avec les masques. Je suis un transmetteur, c'est ça mon métier. »

Comment son père percevait-il la carrière télévisée de son fils? « Tout n'était pas à son goût, avoue l'animateur des « Enfants du rock » et de « Rapido ». Mon père était un peu hermétique au rock. Mais il était content de voir que le nom perdurait. Il voyait bien se manifester dans ce que je faisais une continuité de ce qu'il avait mis en place. » Antoine de Caunes serait-il partant pour une deuxième bande dessinée? « Le complément idéal à cet album, répond-il avec franchise, ce serait une BD sur ma mère, Jacqueline Joubert. C'était une féministe convaincue qui a traversé cette fin de XX^e siècle sans jamais se laisser faire. J'aurais le sentiment d'avoir bouclé la boucle. »

En attendant, Antoine de Caunes travaille sur son *Dictionnaire amoureux de l'anglitude*, à paraître chez Plon, tout en poursuivant son émission de cinéma « Faut voir » sur Canal+. Il prépare aussi activement plusieurs projets de films, dont l'un avec Monsieur Pouplet et José Garcia. « Hé oui, le cinéma n'en a pas fini avec moi! », conclut-il avec l'œil qui frise. Sacré Antoine... ■

« Il déserte. *Georges ou la vie sauvage*, d'Antoine de Caunes et Xavier Coste, Éditions Dargaud, 208 p., 30 €.

« Mon père était un homme qui se confiait peu à ses proches. Il préférait garder ça pour une prise de parole publique. Il aimait communiquer avec le monde mais avec le premier cercle c'était toujours difficile »

Issu d'une famille toulousaine, Georges de Caunes n'a pas eu une enfance très épanouie, entre un père qui disparaît quand il a 16 ans, une scolarité effectuée dans un pensionnat de Jésuites vécue comme une privation de liberté, sans parler de la guerre, l'homme s'est renfermé sur le plan intime. « Je crois qu'il s'était verrouillé de l'intérieur, estime aujourd'hui son fils. Lorsque j'ai fait transcrire son journal intime longtemps conservé dans le tiroir de ma table de chevet, je l'ai découvert sous un autre jour. »

Dans l'album, Xavier Coste représente le jeune Antoine sous les traits du Petit Nicolas. « Oui, le Petit Nicolas c'est moi! s'exclame l'intéressé, avec un petit air facétieux. Disons plutôt un mélange entre le Antoine Doinel de François Truffaut et

LE FIGARO ■ hors-série

1945, LES SECRETS DE LA VICTOIRE

Le 8 mai 1945, l'Allemagne nazie capitule et met fin à six longues années de guerre dévastatrice en Europe. Partis d'Afrique du Nord, de Normandie et d'URSS, les Alliés ont avancé dans la douleur jusqu'à Berlin. La capitale du Reich est en ruine. Partout, on pleure, on célèbre la victoire ou l'on se souvient des morts. On commence aussi à juger les vaincus, leur terrible système concentrationnaire. L'ordre qui vient est encore flou, mais déjà les géants américains et soviétiques entrent en concurrence.

Comment la victoire a-t-elle été rendue possible? Quels sacrifices ont marqué le chemin vers la paix? Quelles furent les figures de ce tournant de l'histoire? *Le Figaro Hors-Série* raconte les grandes batailles qui ont précipité la fin du conflit, l'immense effort de reconstruction qui s'ensuivit, et les tensions qui définirent un nouveau monde. Témoignages bouleversants, archives inédites, atlas de la campagne d'Allemagne: ce numéro offre un éclairage unique sur l'année 1945, ses espoirs et ses défis.



14 €
164 pages, actuellement disponible
chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr/hors-serie

Retrouvez *Le Figaro Hors-Série* sur X et Facebook



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Boucle (bou-cl') n. f. Cercle qui peut se révéler vicieux.

Un journaliste américain a été mis par erreur dans une boucle d'échanges portant sur des plans d'attaques au Yémen. Le mot vient du latin *buccula*, qui signifie « petite bouche » et suggère une forme arrondie. Normalement, une boucle doit être fermée, sinon bouclée, afin qu'aucune information confidentielle ne s'en échappe. Évidemment, les participants de la boucle sont tenus de la boucler. En effet, dans ce dispositif de communication, il est impératif qu'il n'y ait pas d'indiscrètes oreilles, celles-ci pouvant par nature affectionner les boucles. Or un journaliste s'est trouvé dans la boucle par mégarde. Il a aussitôt rapporté ce qu'il avait appris à son journal – juste avant l'heure du bouclage. Maintenant, l'histoire de la fuite est racontée partout, en boucle, forcément. Et, côté militaire, c'est une levée de boucliers s'indignant de l'amateurisme des administrateurs du groupe. Que faire maintenant? Les autorités ne vont tout de même pas aller jusqu'à mettre en prison l'intrus de la boucle: franchement, à quoi ça servirait de le boucler? ■